Parti Socialiste
Comité directeur
29 et 30 septembre 1990

Sommaire

Le président (Claude Estier) 2
Marcel Debarge - Secrétaire national à la coordination 2
Jean-Claude Petitdemange 5
Yannick Bodin 8
Pierre Mauroy 17
Jean Poperen 31
Gérard Lindeperg 40
Lionel Jospin 45
Louis Mermaz 53
Jean-Luc Mélenchon 59
Henri Emmanuelli 65
Pierre Guidoni 65
Lionel Jospin 71
Pierre Guidoni 72
Christian Pierret 73
Jean-Claude Boulard 78
Georges Garrot 82
Henri Nallet 86
Michel Debout (Commission de politique intérieure) 94
André Bellon (Commission de politique internationale) 95
Catherine Labru-Lissonde (Commission économique et questions sociales) 97
Pierre Bérégovoy 101
Pierre Mauroy 102
Henri Emmanuelli 103
Pierre Bérégovoy 104
Pierre Guidoni 104
Pierre Mauroy 106
Yehhick Bodin (Commission sur la vie du Parti) 107
Laurent Croce 108
Gérard Colomb 111
Gérard Fuchs 114
Pierre Bérégovoy 117
Claude Bartolone 122
Julien Dray 127
Pierre Mauroy 132
Pierre Guidoni 141
Jean-Luc Mélenchon 142
Pierre Mauroy 142

Fondation Jean-Jaurès

Samedi 29 septembre 1990 (Matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)

Chers camarades, j'ouvre la séance du Comité directeur.
Je vous présente les excuses pour l'instant de Pierre Bérégovoy qui sera là demain mais qui est retenu aujourd'hui à Nevers, et les excuses de Henry Emmanuelli qui sera là tout à l'heure mais qui réunit actuellement les trésoriers du Parti.
Vous avez vu que dans l'ordre du jour qui vous a été distribué que vous allez entendre le rapport d'activité par Marcel Debarge, suivi d'un rapport sur les élections depuis le Congrès de Rennes par Petitdemange, et une intervention sur le règlement intérieur, après quoi nous engagerons le débat général qui se poursuivra jusqu'à 17 h 30, heure à laquelle se réuniront les quatre Commissions.
Vous avez dans vos chemises des feuilles d'inscription dans chacune des Commissions. Elles ne sont que pour ceux qui ne se sont pas inscrits la dernière fois puisque, comme je vous le rappelle, ces Commissions sont des Commissions permanentes du Comité directeur.
En conséquence, les camarades déjà inscrits dans une Commission la dernière fois iront tout à l'heure dans la même Commission et ceux qui n'étaient pas inscrits devront remplir les fiches qui sont dans les dossiers de manière que les Commissions soient réparties normalement à partir de 17 h 30, les rapport s des Commissions étant faits demain matin avec la fin du débat général.
Je vous signale également que le déjeuner est prévu à la Maison de l'Amérique latine.
Je donne maintenant la parole à Marcel Debarge.

Marcel Debarge - Secrétaire national à la coordination

Chers camarades, quand nous nous sommes séparé début juillet lors du dernier Comité directeur, nous ne nous attendions pas vraiment à ce que la situation internationale prenne le devant de la scène d'une façon aussi forte.
La crise du Golfe, l'annexion du Koweït par l'Irak, la prise d'otages par Saddam Hussein, avec toutes les conséquences humaines et internationales que nous connaissons, c'est dans ces conditions que le Parti Socialiste a fait une rentrée quelque peu anticipée, même si durant les vacances de nombreuses universités d'été se sont tenues ainsi que des actions de formation pilotées par le Secrétaire national à la formation.
Dès le 22 août une première réunion du Bureau exécutif a permis de constater un accord unanime de la direction du Parti sur la crise du Golfe. A cette date le Bureau exécutif prenait position en soutenant l'attitude du Président de la République concernant l'application des décisions du Conseil de sécurité de

l’ONU : "l’embargo, tout l’embargo, rien que l’embargo".
Dans la même période, rappelons que Pierre Mauroy a été envoyé comme émissaire par le Président de la République dans trois états du Maghreb. Par la suite, le Bureau exécutif du Parti a, en permanence, dans la logique de sa première réunion confirmé sa position d’origine, à savoir la défense du droit international et l’application des résolutions de l’ONU. Il s’est une nouvelle fois félicité de la position du Président de la République pour sa réplique à l’inadmissible invasion de la résidence de l’ambassadeur de France au Koweït et pour les propositions que François Mitterrand a exprimées à la tribune de l’ONU.
Pour les Socialistes il ne s’agit pas d’être des boutefeux.

- Nous n’acceptons pas les violations au droit international.
- Nous n’acceptons pas la prise d’otages par Saddam Hussein.

Et c’est une lapalissade.
La situation actuelle est plus que difficile. Sans nous inscrire dans une logique de guerre qui n’a été qu’un constat, nous espérons qu’une logique de paix pourra apparaître mais, nous le savons, la tâche sera ardue, très ardue.
C’est encore une fois en tenant un langage de fermeté, s’appuyant sur les résolutions de l’ONU, dont le rôle est maintenant devenu novateur, que nous devons caler notre position.
Cette crise aura, a déjà des répercussions économiques négatives dans notre pays, et plus grave encore dans d’autres pays économiquement moins développés. Sans vouloir aborder plus avant cette question qu’il me soit quand même permis de m’étonner de la rapidité avec laquelle le prix du baril de pétrole a grimpé. Là comme ailleurs la spéculation est toujours présente !
La vie politique dans notre pays a connu, par ailleurs, une certaine intensité à la fin de l’été : la préparation du budget de la Nation, la contribution sociale généralisée, ainsi qu’une question d’importance, le problème agricole.
Sur le budget il appartient au Parlement d’en débattre, aux groupes parlementaires Socialistes d’y travailler en liaison avec le Bureau exécutif. Je voudrais simplement souligner que si la préparation de ce budget a révélé la dimension réduite de nos marges de manœuvre - en tenant compte des réalités -, ces marges doivent cependant permettre le développement d’actions significatives dans le domaine social.
Quant à la contribution sociale généralisée elle a fait l’objet, à mon avis, de beaucoup de commentaires préalables alors même qu’on n’en connaissait pas très bien son contenu. Celui-ci est mieux précisé aujourd’hui, ce qui, j’espère, devrait nous permettre d’en discuter plus sérieusement.
En tout état de cause, les mesures que le gouvernement sera amenées à prendre doivent être des mesures de justice sociale à l’égard, notamment, des catégories sociales les plus défavorisées. Cette remarque, je le crois, fait accord entre nous. Toute autre conception qui ne respecterait pas cette orientation serait critiquable.
Les réflexions que m’inspirent notre approche de ces deux problèmes, mais cela vaut pour d’autres passés, sont les suivantes.
Nous gagnerions à affirmer notre cohésion et notre cohérence. Il est normal qu’il

Fondation Jean Jaurès

y ait un débat entre nous, qu'il y ait des opinions différentes et des confrontations entre celles-ci mais il faut, me semble-t-il, que ces débats se déroulent là où ils doivent se dérouler et non pas sur la place publique.
Je ne dis pas cela par goût du secret mais tout simplement parce que nous devons donner l'image, devant l'opinion publique d'une plus grande cohésion et donc d'une plus grande efficacité.
Quant à la cohérence, il est souhaitable et utile sans que le Parti s'identifie à l'Etat, au gouvernement - et nous en sommes loin -, que nous ayons ensemble gouvernement/Parti/groupes parlementaires, toutes les concertations nécessaires, préalablement aux grandes décisions à prendre.
Entendons-nous bien, je ne suis pas pour une mainmise de ce que j'appellerais l'institution Parti sur l'institution gouvernement et ce réciproquement, mais un plus dans la concertation est indispensable.
L'information, la concertation puis la décision, voilà la bonne méthode.
D'autres responsables du Parti interviendront sur différents sujets dépendant plus directement de leur secteur.
Qu'il me soit toutefois permis de mentionner un événement important qui s'inscrit dans la logique de ce que j'ai essayé de décrire il y a un instant : le séminaire du Bureau exécutif avec les représentants du gouvernement et les parlementaires.
Je me félicite tout d'abord, de l'excellente ambiance de cette réunion de Joué-lès-Tours.
Elle nous permettra de mettre dans les prochains jours en application, un certain nombre de décisions sur lesquelles, je pense, le Premier secrétaire reviendra.
D'ores et déjà elle a permis une présentation de très bonne qualité par Michel Charzat de la démarche dans laquelle s'inscrit le projet Socialiste ainsi que des interventions d'un grand nombre de camarades du Bureau exécutif, des groupes parlementaires, des ministres, dont le premier d'entre eux, sur la situation politique, économique et sociale.
Ce séminaire a suscité un grand nombre de commentaires de presse, divers, variés, intéressants et peut-être même "désintéressés".
Pour ma part concernant les réunions de Joué-lès-Tours et des groupes parlementaires à Nantes, sans procès à l'égard de quiconque, (tout le monde pouvant, et étant je le crois d'accord, je suis optimiste de nature...) je dirais simplement que le Parti Socialiste est un outil et pas une fin en soi, que le Parti est indispensable à la vie politique de notre pays, que, me répétant peut-être, s'il n'a pas à jouer un autre rôle que le sien, il doit le jouer pleinement avec ses élus et ses militants.
Il doit être un parti de réflexions, de propositions, de concertation assumant entièrement son rôle de Parti essentiel de la majorité présidentielle, soutenant le gouvernement.
Il doit être un parti dynamique. Mais, pour que nos concitoyens soient persuadés que les partis politiques sont nécessaires à la vie politique, encore convient-il que le nôtre soit présent, à l'écoute, et capable de propositions.
C'est ainsi que nous devons dans le cadre du rassemblement à gauche mettre en

Fondation Jean Jaurès

œuvre les Etats généraux de la Gauche, interpeller rationnellement le Parti Communiste avant son Congrès et améliorer, voir redéfinir nos relations avec les organisations syndicales, préciser notre réflexion vers la ville et la civilisation urbaine : logement (social), transports en commun, cadre de vie, école, vie associative… La ville concentre en son sein beaucoup de problèmes de la vie quotidienne des français.
Voilà les domaines dans lesquels nous devons agir pour réduire les inégalités.
Je souhaite, par exemple, que le Parti Socialiste prenne l'initiative d'une grande campagne en liaison avec le gouvernement pour améliorer concrètement la vie quotidienne de nos concitoyens. C'est la bonne réponse politique à la montée de l'extrême droite en France. Ces initiatives doivent être définies par nos militants, nos élus qui sont les éléments déterminant de l'action politique. Le Parti Socialiste doit occuper le terrain urbain.
Enfin, je n'oublierai pas le monde agricole qui connaît, outre des problèmes circonstanciels graves, une sorte de crise profonde de la société rurale.
Il nous faut en tant que Parti Socialiste, nous appuyant sur la délégation à l'agriculture et nos militants et élus ruraux mieux faire connaître nos positions. Je pense qu'il serait souhaitable qu'à l'initiative de cette délégation et des élus ruraux présent aujourd'hui, le Comité directeur consacre une partie de ces travaux à la situation agricole.
Tout ce que je viens d'exprimer va dans le sens d'une plus grande harmonie entre nous. Pour moi, mais ceci est vrai pour l'immense majorité de nos militants, le Parti Socialiste doit rester acteur de la transformation sociale. Notre Parti est le Parti du rassemblement de la Gauche, même si les formes de celle-ci changent, même si ses contours peuvent évoluer, c'est avant tout en rassemblant les nôtres que nous parviendrons à en conquérir d'autres.
Merci de votre attention.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Marcel Debarge.
Je donne la parole à Jean-Claude Petitdemange pour le rapport sur les élections et le Congrès de Rennes.

Jean-Claude Petitdemange

Chers camarades, je voudrais d'abord aborder devant nous une question qui va nous occuper dans les temps à venir, et qui est celle de la mise en œuvre de notre stratégie politique dans la perspective des élections prochaines et particulièrement des législatives de 1993.
Le Parti, unanime, a voté au terme de notre récent Congrès, un texte de synthèse qui indique les grandes lignes de notre stratégie. Je vous en rappelle l'essentiel.
Notre stratégie est celle du rassemblement à gauche. Ceci implique tout d'abord que nous devons oublier ni l'existence du Parti Communiste, ni celle d'une sensibilité Communiste.
Dans le même temps, nous devons dialoguer avec tous ceux qui donnent priorité à la justice sociale, aux droits de l'Homme, à la tolérance, qui veulent travailler

dans la majorité présidentielle, qui se reconnaissent dans les grandes lignes de la politique de croissance et de progrès social que nous souhaitons pour notre pays.
Nous devons enfin faire de l'écologie un axe central de notre réflexion, et de notre action.
Voilà donc les grands axes de notre stratégie telle que notre Congrès les a définis.
Il s'agit maintenant pour notre Parti d'instrumentaliser cette ligne stratégique, de nous donner les moyens de la mettre en œuvre afin d'aborder les prochaines élections avec les meilleures chances de les emporter. Est-il trop tôt pour nous préoccuper de cette question ?
Je ne le pense pas.
Construire une majorité virtuelle ne se fait pas au dernier moment dans le feu de l'action. La SFIO est morte de n'avoir pas su maîtriser ce type de processus, se retrouvant souvent au dernier moment face aux dynamiques infernales.
Perdre ou passer des alliances de circonstance souvent contraires à ces principes et qui ne débouchaient pas sur une véritable majorité de gouvernement.
Les militants sont parfaitement capables d'apprécier les conditions nécessaires au lancement d'une dynamique majoritaire mais ils n'acceptent ni les parachutages de dernière minute, ni les alliances de dernière chance.
Ils ont monté qu'ils voulaient empêcher la Droite de revenir au pouvoir. Aussi, il nous faut partir de loin si nous voulons être près lorsque les échéances arriveront.
Quelle est la situation électorale de la Gauche ?
Lors des élections législatives de 1988, alors que le Président de la République venait d'être réélu, triomphalement à la présidence et que les candidats de la majorité présidentielle avaient obtenu le meilleur score de l'histoire du Socialisme à l'élection de 1981, avec 37% des voix, et alors que le vote écologiste était encore marginal, nous n'avons pas obtenu la majorité absolue à l'Assemblée Nationale et il s'en est fallu de quelques sièges que la Droite l'emporte.
En 1993, nous aurons assumé pendant 5 années les responsabilités gouvernementales... nous ne serons pas tirés par le haut par une victoire présidentielle, nous serons confrontés au vote écologiste et à la poursuite du déclin Communiste.
Rappelons-nous également que le scrutin uninominal majoritaire à deux tours est extrêmement sensible, qu'il est favorable lorsqu'on est capable d'enclencher un vote dynamique de rassemblement mais qu'il peut réserver de forts mauvaises surprises dans le cas inverse. Aux élections législatives de 1981, nous avons perdu dans 65 circonscriptions à moins de 2%, dont 36 à moins de 1%. Et nous l'avons emporté dans 60 à moins de 2%, dont 33 à moins de 1%.
Ces chiffres montrent clairement que peu de choses séparent la victoire de la défaite et que l'élargissement de notre majorité sera une condition indispensable pour l'emporter.
C'est au Parti Socialiste qu'incombe la responsabilité principale de prendre les initiatives nécessaires dans cette direction. Car il est l'axe de toute majorité de

Fondation Jean Jaurès

gauche. Le pôle de rassemblement de la majorité présidentielle, il en est l'élément essentiel.
Le mode de scrutin actuel à deux tours a une logique propre. Le rassemblement au deuxième tour s'effectue de manière d'autant plus efficace que dès le premier tour, notre dispositif électoral est plus ajusté et solide. Au second tour, nous serons fidèles à la discipline républicaine et nous devrons faire en sorte que le Parti Communiste, malgré son orientation politique actuelle ait intérêt à faire de même.
Il nous faudra réfléchir aux moyens nécessaires pour y parvenir. Plus généralement, le second tour devra permettre le rassemblement de la Gauche et de tous ceux qui soutiennent les grandes options du Président de la République et du gouvernement.
C'est, dès le premier tour, que nous devons être capables d'enclencher une dynamique majoritaire.
Le Parti Socialiste pourra t-il le faire seul, ou lui faudra t-il le faire en rassemblant autour de lui d'autres sensibilités au sein de la majorité présidentielle ?
La seconde solution paraît la plus efficace. Encore faut-il que cet élargissement général ne se fasse pas à notre détriment. Ces sensibilités doivent donc être capables d'apporter des voix nouvelles et pour cela de sélectionner des candidats qui soient en mesure de mobiliser des électeurs qui n'auraient pas spontanément voté pour le Parti Socialiste.
Nous ne pouvons nous engager à garantir à ces sensibilités, dans la mesure de nos moyens, une représentation parlementaire significative pouvant aller jusqu'à un groupe parlementaire, que si elles se montrent elles-mêmes capables de faire ce travail d'élargissement. Il est exclu en particulier que nous ne représentions pas nos élus sortants. De quelles sensibilités s'agit-il ?
On peut en distinguer trois.
- D'abord, la Communiste.
En effet, quel que soit notre souhait de voir le Parti Communiste adopter à nouveau une ligne de rassemblement de la Gauche, il n'est pas exclu de la poursuite de sa politique actuelle d'isolement à l'intérieur et son refus de considérer l'arrêt de la guerre froide comme un élément positif pour conduire des franges plus importantes d'élus et de militants Communistes à rejoindre notre combat.
Envers ceux-là, nous devrons nous montrer accueillants.
- Ensuite, la sensibilité écologiste.
On sait celles-ci diverses et divisées sur les grandes options politiques. Il nous faudra faire preuve d'ouverture à l'égard de deux qui sont confrontés au choix entre la Gauche et la Droite, préférant situer leur action dans le cadre de la majorité présidentielle.
Cela nous sera et leur sera d'autant plus facile que le Parti Socialiste a décidé de prendre pleinement en compte la préoccupation écologique dans sa réflexion et son action.
- Enfin la sensibilité centre-gauche, celle qui réunit les différentes composantes

Collection Jean Daniel

radicales, centristes, gaullistes au sein de la France Unie, et qui d'ores et déjà appartient à la majorité présidentielle.
Elle peut constituer une structure d'accueil pour ceux qui refuseront les compromissions de la Droite, avec l'extrême droite, pour les républicains sincères qui font des droits de l'Homme, l'un des principes intangibles qui fondent leur action.
Les élections régionales en 1992 devront permettre de mettre en place ce dispositif afin qu'il puisse donner sa pleine efficacité en 1993 lors des élections législatives.
Notre Parti a donc intérêt à commencer dès maintenant à réfléchir aux modalités, à les fixer pour y parvenir, et c'est la proposition que je vous fais aujourd'hui.
Je voudrais terminer mon propos par quelques indications sur les résultats des élections partielles qui se sont déroulées depuis notre dernier Comité directeur du 16 juin.
Huit élections municipales ont eu lieu. La Droite détenait cinq municipalités. Elle les conserve. La majorité présidentielle en détenait une : Fleurance qu'elle conserve.
Enfin le Parti Communiste perd Vierzon qu'il détenait avec une municipalité de l'union de la Gauche, au profit d'un dissident Socialiste, soutenu par la Droite.
Par ailleurs, 6 élections cantonales ont eu lieu. Le Parti Socialiste a conservé ses deux cantons : Villeurbanne sud, et Alençon.
La Droite en a 4. Elle en a conservé 3 et risque demain d'en perdre un : Villeneuve-lès-Avignon, au profit de notre Parti.
Chers camarades, je vous remercie de votre attention.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, nous allons faire une pause de 5 minutes pour faire entrer les télévisions et les photographes. Prenez votre meilleur sourire.
Ensuite je donnerai la parole à Yannick Bodin sur le règlement intérieur.
(Entrée des photographes et des journalistes).
La parole est à Yannick Bodin sur le règlement intérieur.

Yannick Bodin

Chers camarades, vous vous souvenez que notre Congrès de Rennes avait mandaté le Comité directeur pour rédiger de nouveaux statuts, tout au moins les modifier en profondeur sur la base d'un certain nombre de principes qui ont été affirmés par le Congrès.
Le Comité directeur a fait son travail au mois de juin pour ce qui concerne les statuts, mais conséquence logique, il fallait réécrire le règlement intérieur.
Nous ferons donc dans ce Comité directeur une proposition d'approbation de votre part de ce nouveau règlement intérieur. Une Commission s'est mise en place, elle a beaucoup travaillé au mois de juillet, et surtout depuis la rentrée du mois de septembre elle s'est réunie toutes les semaines, composée selon nos règles et nos traditions, et nous sommes arrivés à vous présenter aujourd'hui un texte d'une manière unanime.

Fondation Jean Jaurès

Nous avons essentiellement travaillé sur deux points : premièrement, concernant la désignation de nos candidats aux différentes élections, doter le Parti d'un véritable Code électoral, et c'est ce que nous avons fait, et d'autre part, je dirai affiner le règlement en ce qui concerne la préparation des Congrès de façon à bien resituer les droits et les devoirs des militants et des groupes qu'ils constituent dans ces circonstances.
Bien entendu, il est souhaitable aujourd'hui que le Comité directeur prenne connaissance de ces propositions. C'est pourquoi, en accord avec Daniel Vaillant, je proposerai que la Commission N4 (?) cet après-midi, qui est chargée de traiter des questions internes du Parti, se penche sur cette proposition que nous vous faisons de façon à ce que demain matin le Comité directeur puisse, je l'espère là encore à l'unanimité, approuver ce règlement intérieur.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Merci Yannick Bodin, et merci beaucoup de cette concision. C'est effectivement la bonne procédure à suivre.
J'ouvre maintenant le débat général en donnant la parole à Michel Charzat, ensuite Jean Poperen.

Michel Charzat
Mes chers camarades, la préparation de notre projet est désormais l'affaire de toutes et de tous. En effet, le séminaire de Joué-lès-Tours la semaine dernière a confirmé l'adhésion unanime de tous les Socialistes à la démarche à la fois inédite et exigeante que nous avons retenue.
Comme vous le savez, nous avons voulu dans un premier temps donner la parole à tous ceux qui scrutent le présent, qui échafaudent des analyses, qui élaborent des théories sur l'évolution de notre société. Ainsi plus de 500 personnalités représentant les grands courants de pensée dans la société française et dans la société développée de notre temps, qu'il s'agisse d'historiens, qu'il s'agisse d'économistes, de philosophes, d'artistes, ont été contactés. Je dois dire qu'aujourd'hui leur réponse est presque toujours favorable, ce qui confirme bien notre intuition, à savoir que l'heure était bien propice au ressourcement politique, au renouveau du débat d'idées, à la réflexion prospective.
Simultanément et depuis quelques jours, le secrétariat au projet, avec la Commission du projet, a travaillé à la préparation de la deuxième phase qui impliquera toutes les forces du Parti dans cette entreprise, à savoir les fédérations, les sections, mais également les secteurs d'intervention.
Je vous rappelle donc qu'à partir de décembre et pendant six mois vous irez, nous irons tous à la rencontre des Français et nous irons dialoguer sur le terrain, à la base. Tous nos militants seront invités à multiplier les rencontres en évitant tout formalisme, toute solennité, en posant des questions simples, fondamentales : à quoi sert la politique ? A quoi sert la France ? A quoi sert notre Parti ? A chacun bien sur d'apporter sa part de vérité.
Cette entreprise, cette initiative, je crois qu'elle constitue une première dans la

Fondation Jean-Jaurès

vie politique nationale, qui exigera bien sûr beaucoup d'esprit d'ouverture, une forte capacité d'animation et une très grande aptitude à l'organisation méthodique de cette consultation.
Pour animer ce grand débat, nous disposerons bientôt d'un questionnaire, d'une brochure et d'un produit audiovisuel.
Ainsi, chers camarades, en avril 1991 seront réunis les matériaux de notre réflexion, à savoir les comptes-rendus de la consultation qui est actuellement en cours, mais également les contributions recueillies à l'occasion du débat dans le pays, mais également les documents élaborés par les Commissions du Parti ainsi que les résultats des dialogues, des confrontations que nous allons organiser avec nos partenaires Socialistes et socio-démocrates à l'échelle européenne.
Le moment de la proposition suivra, ce sera d'ailleurs lors de la Convention d'octobre 1991, qui permettra de décider.
Je crois qu'en choisissant cette méthode, nous avons d'abord voulu réanimer le débat à partir de bases assainies. D'abord savoir écouter et se ressourcer, puis développer une dynamique de questionnement décentralisé à la base, enfin élaborer entre nous les choix d'orientation que nous proposerons aux Français à la fin de l'année prochaine.
Chers camarades, j'ai souhaité, avec l'accord du Premier secrétaire, ouvrir notre discussion par un texte qui est à la fois un simple état des lieux et une problématique.
Ce texte, je l'ai conçu avec l'ambition de ne blesser personne dans sa formulation. Mais je dois reconnaître qu'il est le fruit d'une subjectivité, la mienne, et par là même, je pense qu'il doit être parfaitement clair que ce texte ne saurait préjuger en rien de la suite de nos discussions. Ce serait d'ailleurs tout à fait contradictoire avec la démarche d'ouverture et de questionnement sur un an que nous avons retenu.
Je dirai que ce texte ne peut pas engager le Parti, mais il peut et il doit, me semble-t-il, engager la discussion.
Dans ce texte qui vous est proposé dans le dossier du Comité directeur, je propose à nos militants de participer activement et lucidement à notre propre aggiornamento collectif. Je crois que pour rester fidèle à notre passé, il faut que nous soyons capables d'éclairer l'avenir.
Ce texte, sans doute, ne plaira pas à certain nombre d'esprits qui le considéreront comme trop moderne, trop moderniste, peut-être ne plaira-t-il pas à ceux qui veulent continuer la messe en latin, mais il ne plaira pas non plus davantage, et j'ai lu ce matin l'éditorial de Jean Botherel dans "Le Figaro", il ne plaira pas davantage à ceux qui le taxeront, qui nous taxeront par là-même, d'archaïsme, car nous ne voulons pas, bien sûr, chanter le dernier tube à la mode.
Chers camarades, dix ans après notre victoire historique en mai/juin 1981, et au moment où les grands équilibres géographiques de la planète basculent, il s'agit de dire ce qui est vivant et ce qui est mort dans notre doctrine.
La Gauche, c'est évident, a besoin d'une sérieuse cure de jouvence car les bases idéologiques, sociales et économique du projet Socialiste du 19ème et du 20ème

Fondation Jean-Jaurès

siècle sont ébranlées par la grande transformation du capitalisme, par l'effondrement également de tous les messianismes révolutionnaires ainsi que par les mutations accélérées que notre pays a connues depuis une dizaine, une vingtaine d'années.
Je vais présenter très brièvement ce texte, qui est composé de quatre parties.
La première partie : "Penser l'avenir" est consacrée en fait aux bases même d'une pensée progressiste. Nous pensons tous en effet que sans volonté d'éclairer l'avenir, on se prive de toute capacité d'anticiper et donc d'agir. La pensée progressiste doit affirmer ses bases, à savoir la valeur absolue de la connaissance, l'esprit critique, une certaine idée de l'égalité, mais en même temps elle doit balayer devant sa porte et tirer les conséquences d'un certain nombre de dérapages qui ont été le fruit d'une interprétation parfois déterministe, scientiste, positiviste du Socialisme.
Dans ce texte il est nettement mis en évidence l'idée que la reconnaissance de la complexité de nos sociétés n'efface pas la distinction entre les conservateurs et les partisans du progrès, le Parti du mouvement.
Dans notre société, en effet, tout confirme que les conflits, bien loin de diminuer en nombre et en gravité, se multiplient et s'approfondissent. Nous devons donc, et c'est tout à fait conforme à notre philosophie fondamentale, admettre l'indétermination du politique, le fait que les conflits, les problèmes n'ont pas de solution évidente, que l'histoire, que le Socialisme c'est un permanent arbitrage entre des objectifs qui ne sont pas forcément conciliables, en tous cas pas facilement conciliables : la liberté, l'égalité, la justice, par exemple.
Eclairer, donc, l'avenir. Eclairer l'avenir c'est à-dire arracher nos concitoyens à la mentalité de spectateurs sans chercher pour autant bien sûr à les embrigader. C'est vraiment là, je crois, notre première tâche, notre grande responsabilité politique.
Dans cette perspective, et je vais insister, vous comprendrez pourquoi, sur cette idée, je crois que le premier des droits de l'Homme est celui de son existence politique.
Aujourd'hui le lien social ne peut plus être fondé rationnellement et démocratiquement que sur l'entente entre des sujets capables d'agir et de parler.
Si je voulais résumer mon propos, propos théorique, je dirais que notre trajet est celui qui va de l'autogestion des années 70 à la société politique des années 90 qui ne peut plus être fondée que sur l'intercompréhension des citoyens, c'est-à-dire sur leur capacité de se comprendre, de parler un langage commun, de construire ensemble une société politique, bref de déterminer, de construire en permanence un espace public de délibération.
Ce texte est tout entier fondé sur cette intuition, la Socialisme de l'an 2000 sera une éthique du débat et une pratique de l'action réformatrice fondé sur des accords, des accords toujours fondés en raison, mais des accords toujours susceptibles d'être remis en cause.
Sans espaces publics, sans opinion publique éclairée par le débat permanent, sans espace public construit par le pluralisme, par le choc de la dialectique des forces sociales, on assisterait à la manipulation de masse, au glissement du

Fondation Jean Jaurès

gouvernement du peuple, à une sorte de tyrannie changeante, bien sûr, de l'opinion.
Chers camarades, le débat politique ne peut pas être réduit à la concurrence des sociétés de marketings, des sondages pour l'égalité de personnes et de look. Les partis politiques ont, à l'évidence, une responsabilité éminente, mais non exclusive pour organiser la formation et l'expression de la volonté générale.
Quelle articulation entre le peuple, les pouvoirs publics, l'opinion et les médias ? se demande Jacques Julliard dans un article du "Nouvel Observateur" prolongeant ainsi les propros récents de Michel Rocard. Je crois que le débat qui est posé à sa manière par Jacques Julliard, ce débat qui est au cœur même de la problématique que je vous propose, je crois que le débat engage, en fait, beaucoup plus que nous-mêmes.
La deuxième partie de ce document propose une analyse du monde, du monde nouveau dans lequel nous devons agir.
En effet, après la grande crise des années 30, nous vivons une grande transformation du capitalisme qui est consécutive à cette ère de l'intelligence qui bouleverse les modes de pensée, les modes de produire, et qui affecte les rapports de force entre les principales puissances capitalistes.
Le dérèglement de l'économie mondiale auquel nous avons assisté depuis deux ou trois décennies, aggrave en même temps la dissociation entre les pouvoirs économiques supranationaux, en fait, les entreprises de plus en plus gérées en réseaux, et les états locaux engoncés dans leurs frontières, ce qui doit nous conduire à souligner la nécessité de pouvoir régulateur nouveau, c'est un grand problème que nous devons, je pense, traiter dans notre réflexion.
Dans le même moment, la fin du système des blocs et les incertitudes qui pèsent désormais sur l'avenir même de l'Union soviétique, ont déblayé un immense espace européen dont l'organisation politique relèvera d'une volonté commune. Les peuples, peu à peu, reprennent possession de leur destin, mais ce retour de l'histoire, ces libertés reconquises, ont un prix et ce prix, c'est bien sûr l'instabilité et l'imprévisibilité de la vie politique internationale. Le monde est à la recherche d'un nouvel équilibre entre le Nord et le Sud, cette régulation planétaire, si elle n'est pas garante d'une démocratie, d'un ordre international renforcé et pacifique, se heurtera à l'évidence à l'affirmation des nationalismes, à l'affirmation des fondamentalismes.
Aussi, l'heure de l'Europe doit-elle sonner, et c'est sans doute, c'est même évidemment la tâche de la Gauche en France et en Europe que de forger une Europe équilibrée, affranchie de la logique libérale, une Europe capable d'associer les autres états européens à son développement. C'est notre tâche immédiate, mais notre horizon, l'horizon 2000, il est au-delà? C'est celui d'une Europe qui des douze va pouvoir s'élargir à l'Europe des trente-trois. C'est le problème qui se pose aujourd'hui, comment articuler l'Europe des douze à la construction d'une grande Europe, une Europe des trente-trois ?
Dans le même temps, nous mettons en évidence l'importance pour nous, Français, des problèmes de la Méditerranée du sud, parce qu'en raison même de l'immigration sur notre sol, en raison aussi de la réalité géographique et

économique de notre pays, le destin de la France et le destin des pays arabes s'entrecroisent.
Il est également mis clairement en évidence dans ce texte le fait que la malnutrition, le sous-développement, sont le défi majeur de la planète. Pour y répondre, la France et ses partenaires européens doivent mettre en place une politique de coopération à l'égard du tiers-monde ravagé par les excès du capitalisme sauvage. Cette ambition n'est-elle pas liée à la fin des abus et aux progrès de la démocratie dans ces pays ?
Enfin, le texte aborde les problèmes de la paix et de la sécurité, problèmes qui ne sont pas derrière nous, mais encore et même très largement devant nous, comme le montre l'actualité.
Il est évident que la France doit rester vigilante, mais il est encore plus évident que c'est le développement et non pas la confrontation militaire qui assurera la paix et qui fera basculer l'organisation Nord/Sud de la confrontation possible à la coopération souhaitable.
Donc, sur ces problèmes, problèmes qui sont également posés par le dépérissement des alliances - Pacte Atlantique, d'une part, Pacte de Varsovie, d'autre part - que nous aurons à réfléchir, que nous aurons l'occasion de débattre pendant cette année.
La troisième partie de ce texte sur laquelle je vais passer rapidement, est consacrée à une analyse de la société française et de la crise de la France, crise d'identité, crise spécifique ou simple adaptation, le débat sera certainement ouvert dans nos rangs, car je ne prétends pas faire l'unanimité sur cette partie de mon analyse à laquelle je tiens, bien sûr, mais je pense que je vous propose une analyse de la France que nous devons prendre en compte dans la mesure où elle est fondée sur un certain nombre de constats, ceux de Braudel, ceux de Canois, ceux de beaucoup de sociologues, d'historiens, de philosophes qui considèrent que la France est un pays original dans le monde, à la fois un pays relativement banal dans la mesure où c'est une société économique développée, dans laquelle les mœurs, les comportements, sont assez semblables à ceux de ses principaux partenaires, mais c'est en même temps un pays spécifique, original dans la mesure où son unité, dans la mesure où son identité est essentiellement et fondamentalement assurée par une certaine idée de notre pays, une idée politique, une idée qui est celle de vouloir vivre en commun d'un peuple qui choisit des valeurs communes, qui assure une cohésion qui autrement serait extrêmement problématique dans la mesure où la France est une diversité formidable d'histoire, de terroir, de climat, de peuple, de tempéraments nationaux qui ne tiennent ensemble que dans la mesure où une volonté commune les fait vivre un même avenir
Or, nous vivons à l'évidence une crise, me semble-t-il, une crise de l'identité nationale qui est fondamentalement liée au fait que ce passé, ce passé républicain, est aujourd'hui vécu de plus en plus comme quelque chose qui va de soi. Nous sommes en passe d'utiliser les leçons vitales de l'histoire devenue spectacle. Cette identité nationale, aujourd'hui, n'est plus véritablement portée par une conscience vive, par une conscience vivante de notre histoire. Il en

Fondation Jean-Jaurès

résulte une certaine accoutumance, un certain désenchantement démocratique ou républicain qui met en cause un certain nombre des bases mêmes de notre régime politique, d'autant plus qu'au cours de ces dix dernières années, en particulier, nous avons constaté une formidable accélération de la société française, une formidable accélération des mutations qui ont marqué à la fois nos rapports, à savoir au travail et à la culture. La France a connu une accélération de ces mutations qui ont provoqué beaucoup de traumatismes, beaucoup d'inquiétudes. L'équilibre délicat des espérances qui marquaient l'équilibre français, la synthèse française, a été remis en cause par cette formidable modernisation, entre guillemets, de notre société.

Ce texte propose une analyse de ces mutations, mais en évitant la transformation sociale qui a vu se produire une contre-révolution industrielle, la classe ouvrière s'est contractée, les classes moyennes disposant d'un bagage intellectuel, ont vu leur nombre doublé en l'espace de dix ans, il y a donc une série de mutations, d'évolutions à prendre en compte. Nous devrons analyser les nouvelles fractures sociales, les nouvelles tendances de comportements qui sont à l'œuvre dans notre société.

Chers camarades, cette crise nationale se double, me semble-t-il, d'une crise politique, d'une crise de la représentation et de la participation politique. C'est le pont aux ânes actuel de tous les sociologues, de tous les politologues, dix ou quinze ans, cette idée de la politique remonte à la surface mais je pense qu'il ne faut pas considérer pour autant ces constats comme une simple redondance ou un simple effet de mode.

Nous constatons, nous, en tant que praticiens de la politique, un certain désenchantement, une certaine démobilisation de nos électeurs, nous devons donc analyser aussi très sérieusement les conséquences, mais aussi les causes de cette situation, nous devons mettre en évidence les causes qui conduisent à un certain désengagement des citoyens qui sont sûrement des causes liées à la perte de certains repères historiques, de certains repères culturels, de certaines déchirures sociales dont j'ai parlé. Toutes ces évolutions provoquent la dissolution du tissu social démocratique et disloquent ce que j'appelle l'espace public de délibération.

Aussi me semble-t-il, et c'est la démarche que je vous propose dans ce texte, notre responsabilité, la responsabilité du Parti, du mouvement que nous incarnons aujourd'hui est ou devrait être à la fois de rétablir la communication avec le peuple et en même temps d'éclairer l'avenir à partir d'un dessein collectif.

Et j'en viens à la quatrième partie de ce texte intitulé "Un nouvel horizon pour la France et pour la Socialisme". Je crois, en effet, que nous avons aujourd'hui la responsabilité de tracer un nouvel horizon pour notre pays et par là même pour le Socialisme.

En effet nous avons assisté, nous assistons à l'effondrement de toutes les grandes utopies messianiques et notamment du Communisme à l'est de l'Europe. Nous pouvons nous satisfaire du fait que nous sortons indemnes de ce grand mensonge Communiste qui s'effondre, mais nous ne pouvons pas nous

Collection Jean Jaurès

sentir rassérénés par ce seul constat car en même temps le capitalisme triomphe sous nos yeux.
Aussi devons-nous, je crois, procéder à notre aggiornamento en France, en Europe et dans le monde, et il faut que le Socialisme, qui a 150 ans, qui vient de fêter donc plus d'un siècle d'histoire, tire les conséquences d'un certain nombre de faits, qu'il constate les grands acquis qui ont été obtenus à travers les luttes séculaires de la classe ouvrière, de toutes les forces de progrès ; tous les grands programme réformistes de la fin du siècle, les programmes pratiques, ceux de Jaurès, de Marx ou d'Engels, des années 80, tous ces grands objectifs ont été atteints, qu'il s'agisse du suffrage universel, de la journée de huit heures, tous ces grands acquis sont derrière nous même si nous devons combattre pour les améliorer.
Mais en revanche nous constatons que le capitalisme continue à fragmenter nos sociétés, nous constatons qu'entre les pays du Nord et un certain nombre de pays du Sud l'écart ne cesse de grandir, bref nous constatons que le Socialisme a encore beaucoup de chemin à faire pour ouvrir des perspectives autres que celles de l'alignement sur le modèle unique : celui du capitalisme libéral. Aussi me semble-t-il qu'il nous reviendra d'établir, de proposer l'équation du Socialisme moderne, du Socialisme de l'an 2000 qui ne peut et qui ne doit pas se résumer par la formule à la mode : Socialisme égale marché plus droits de l'Homme.
Le Socialisme ce n'est pas le marché plus les droits de l'Homme, car le marché ce n'est pas pour nous le seul horizon, nous acceptons le marché mais nous ne devons pas l'idolâtrer. Quant aux droits de l'Homme c'est bien sûr pour nous un article très important mais ce n'est pas le seul article de notre action politique.
Nous devons donc tirer au clair un certain nombre de problèmes, qu'il s'agisse de notre rapport au marché. Nous devrons bien sûr titrer clairement que nous refusons l'hypnose économique qui nous conduirait à aligner tous nos choix de société sur la simple régulation du marché. Nous devons affirmer clairement que la politique ne peut pas être réservée aux seuls compétents, aux seuls technocrates, sauf à accepter que l'idée même de justice sociale ne puisse plus s'incarner, ne puisse plus être défendue par la démocratie.
Chers camarades, la Gauche a su hier maintenir vivace la mémoire des souffrances et des luttes passées, tout en suscitant une poésie de l'avenir. Elle doit désormais faire prévaloir une culture politique audacieuse et réaliste, une politique de réforme contre les tenants d'une stricte gestion de la société et de l'économie, bref - et je sais que vous allez bien sûr me dire : quel est l'auteur de cette très belle phrase - bref, contribuer à définir un projet de transformation sociale pour la fin de ce siècle, mettre l'action gouvernementale en perspective par rapport à cette ambition collective. Vous avez tous reconnu bien sûr la phrase de notre ami Michel Rocard.
Chers camarades, l'aggiornamento, c'est d'abord, je crois qu'il faut le dire entre nous, l'état des lieux.
Où en sommes-nous dix ans après que la Gauche a pris en charge les affaires du pays ?
C'est un diagnostic sans complaisance mais, bien sûr, sans masochisme.

Je crois que nous avons donc à faire notre examen de conscience.
Dans cette perspective, je souhaiterais (mais je ne serai pas forcément suivi) que nous mettions au clair notre rapport avec la question nationale.
Je crois que nous avons un sérieux déficit de ce point de vue-là, pour employer une expression à la mode. Les Socialistes ont balancé d'un internationalisme naïf à un chauvinisme parfois excessif, parfois (même souvent) condamnable. Le moment est venu de dire très clairement et très sereinement ce qu'est, pour nous, la question nationale.
Nous sommes en charge des affaires du pays et j'espère bien que nous y resterons longtemps. Nous avons à parler au peuple français, nous avons à dire quelle sera la place de la France dans l'Europe et dans le monde de l'an 2000, bref nous devons assumer pleinement l'héritage historique de notre pays et, sans complexe, nous devons définir un certain sentiment national, nous devons prendre en charge un certain sentiment national, sans, bien sûr, céder en quoi que ce soit au chauvinisme cocardier.
Bref, nous devons, me semble-t-il, définir un modèle d'intégration dans des termes suffisamment clairs pour qu'il fasse barrage aux pressions xénophobes, nous devons être capables de clarifier le débat entre la singularité française et le progrès nécessaire de la construction de l'Europe, nous devons définir cette conception exigeante de l'amour de la patrie pour résister, pour faire bouclier à ceux qui dévoient l'amour de la patrie en xénophobie, en nationalisme, en chauvinisme, bref faire barrage à la démagogie du national-populisme actuellement prospère.
Chers camarades, je conclurai cette brève présentation de texte en vous disant que mon sentiment est bien celui-là : la modernisation de la Gauche, et de notre pays par là même, doit s'inscrire dans un projet historique qui préserve l'espoir d'un avenir commun à tous.
Dans cette perspective, nous aurons à donner un certain nombre de réponses à des questions qui sont ouvertes. Par exemple : quel contenu donner à la notion d'économie mixte dans une société ouverte et qui veut être hautement compétitive ? Comment relancer la démocratie sociale ? Comment relancer la modernisation sociale aujourd'hui en panne ? Comment faire en sorte que les travailleurs trouvent droit de cité dans l'entreprise, alors qu'ils ont droit de cité dans la Nation en tant que citoyens ? Comment également moderniser la politique ? Comment retrouver une forme de participation citoyenne, qui est aujourd'hui en crise ?
Je crois qu'il faudra se poser ces questions.
Par exemple, est-ce que les institutions que nous avons tant critiquées, sont aujourd'hui intangibles ? Faut-il ou non poser le problème du rapport entre l'exécutif et le législatif ? Faut-il ou non s'arrêter dans la décentralisation ? Est-ce que la décentralisation n'a pas été en quelque sorte confisquée par les notables ? N'y a-t-il pas eu un sacre des technocrates qui n'a pas vraiment profité à nos concitoyens ? Ne doit-on pas également penser aux moyens de redonner à cette responsabilités citoyenne toute sa portée en reconstituant des réseaux de citoyenneté là où se forgent de nouvelles pratiques d'implication,

Fondation Jean-Jaurès

c'est-à-dire, bien sûr, dans l'entreprise, dans la cité, mais également ailleurs, dans les relations de culture, dans les relations de loisirs, dans les relations qui sont liées à la défense de l'environnement ?
Bref, chers camarades, je pense que notre parti, qui est aujourd'hui, à l'évidence, l'axe du grand parti du mouvement, doit impliquer tous ceux qui récusent les conséquences du libéralisme économique, la régression culturelle, la dictature de l'argent, le conformisme.
Il nous appartient d'affirmer notre capacité à prendre toutes les réalités, tous les talents, toutes les contradictions motrices à l'œuvre dans notre société, pour éclairer l'avenir en fixant un certain nombre de repères, en déterminant collectivement un certain nombre d'objectifs mobilisateurs.
Je crois, et c'est ce que j'ai cherché à faire en vous apportant ma part de vérité, que nous allons, pendant un an, essayer de répondre à ces grandes questions : à quoi sert la politique ? A quoi servons-nous nous-mêmes, nous Parti Socialiste ?
Selon moi (et c'est ma conclusion provisoire), je crois que nous pouvons servir d'abord à faire vivre la démocratie, à reconstituer l'espace public de la délibération et du choix politique, à susciter une mouvance culturelle commune à toutes les forces de progrès et je pense, très modestement, que si ce projet peut être l'instrument de cette dynamique politique et culturelle, il aura déjà servi à cela.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Michel Charzat pour cette présentation très claire et très fournie de notre projet.
Je donne maintenant la parole au Premier secrétaire, Pierre Mauroy, pour engager le débat.

Pierre Mauroy

Cher Claude, mes chers camarades, c'est la rentrée. Je voudrais saluer les ministres qui sont nombreux (si je ne les cite point, c'est que je risque d'en oublier), saluer le président de la Commission européenne, Jacques Delors, le président du groupe Socialiste à Strasbourg, Jean-Pierre Cot, et saluer chacun d'entre vous.
Nous tenons notre Comité directeur de rentrée.
Marcel Debarge vous a présenté les activités depuis le dernier Comité directeur. Elles ont été nombreuses. Jean-Claude Petitdemange a amorcé finalement la discussion sur les élections, je vais y revenir en faisant le point. Michel Charzat vient d'engager le débat en ce qui concerne le projet. Et Yannick Bodin nous a rappelé que nous avions nos statuts à adopter définitivement.
Nous engageons le débat. Convenons cependant que ce débat est déjà bien amorcé. Il l'a été par plusieurs universités d'été, il l'a été par notre séminaire de Joué-lès-Tours, il l'a été par les journées parlementaires.
Convenons pourtant que ce Comité directeur est important, compte tenu du contexte politique et des problèmes d'actualité.

Fondation Jean Jaurès

Je m'excuse par avance de devoir finalement aborder de nombreux problèmes.
Mes chers camarades, évoquer l'accélération de l'histoire et son imprévisibilité, considérer que le monde se trouve à l'un de ses tournants, duquel s'ouvrent plusieurs avenirs possibles, estimer que nous vivons bien davantage encore une période de transition qu'une période de rupture, tout cela peut paraître, j'en conviens, d'une grande banalité.
Et pourtant, je crois que nous ressentons tous ainsi la situation présente et que, de ce fait, nous mesurons les responsabilités qui sont les nôtres.
Depuis plusieurs décennies, le champ international était structuré autour du conflit Est-Ouest, le champ politique par le clivage droite-gauche.
La réalité du conflit Est-Ouest est aujourd'hui bouleversée. La perception du conflit droite-gauche s'est, quant à elle, érodée d'une certaine manière.
C'est la concomitance de ces deux phénomènes, entre autres, qui autorise à parler de rupture, même si certaines ruptures deviennent des formes de consensus. Mais il y a changement, il y a comme un monde nouveau qui se crée.
C'est elle aussi, cette concomitance, qui souligne l'urgence et la nécessité pour les Socialistes de bâtir un nouveau projet.
C'est elle enfin qui explique la complexité, voire les contradictions qui caractérisent la situation présente.
Dans cette actualité, je vais relever deux points majeurs :

- une attente,
- et une crise.

Quelle attente ?
Au lendemain de notre dernier Comité directeur, nous avions organisé, chacun s'en souvient, un colloque ayant pour thème : "Réussir la nouvelle étape sociale".
Trois mois plus tard, nous percevons tous combien la crise du Golfe, ses conséquences prévisibles, ses risques putatifs et ses effets déjà réels, pèsent sur nos marges de manœuvre.
Mais nous savons tous également que des marges limitées existent et que notre responsabilité consiste à les utiliser au mieux.
Nous pressentons tous enfin que ce que l'on appelait hier "la question sociale" reste d'actualité. Les dirigeants syndicaux, que j'ai rencontrés ces dernières semaines (d'ailleurs avec une délégation du Parti, et Claude Bartolone avait fait son office de secrétaire chargé des relations extérieures), l'ont tous souligné et la crise agricole ainsi que le conflit de la sécurité sociale en témoignent également.
La crise agricole, Georges Garreau vous en parlera au cours de ce débat. Les Socialistes condamnent la violence, ils ne sous-estiment pas la crise. Elle est grave : sécheresse, endettement massif, crise des marchés internationaux. Elle ne sera réglée ni par l'immobilisme ni par la démagogie et si nous devons tenir aux agriculteurs un langage de vérité, nous devons aussi leur offrir des perspectives qui soient autre chose que l'asphyxie et la mort lente des exploitations.
Il y a des réponses de caractère budgétaire. Elles sont prises. Il y en a d'autres qui relèvent de la solidarité interne à la profession. Nous entendons qu'elles soient mises en œuvre et je demande au Comité directeur d'apporter son total

Fondation Jean Jaurès

soutien au gouvernement et au ministre, Henri Nallet. C'est une question sur laquelle nous reviendrons lors des Commissions qui se tiendront en fin d'après-midi.
Une attente : l'attente sociale. Si le Parti Socialiste n'a cessé de le rappeler, c'est, bien sûr, parce que là se fonde notre engagement, mais c'est aussi parce que nous savons que la séparation étanche entre l'économique et le social appartient à un âge révolu.
Aujourd'hui, la réussite sociale n'est plus la conséquence de la réussite économique, elle en est l'une des conditions les plus essentielles.
J'ajoute qu'en ces temps où la cohésion de la Nation est plus indispensable que jamais, l'attention que nous portons au social est plus que légitime, elle est impérative.
D'autant, mes chers camarades, que la situation réclame un fort consensus, qui existe aujourd'hui et que nous devons préserver.
Je parlais de l'attente. Je veux parler maintenant de la crise.
Le 2 août dernier, l'Irak a envahi le Koweït, puis il l'a annexé, perpétré une odieuse prise d'otage, violé des ambassades. Il profère aujourd'hui d'insupportables menaces. Bref, de trop rares et de trop minces signes d'apaisement ont alterné avec une inquiétante montée des tensions.
Combien d'agressions, combien de violations du droit international, combien de victoires de la ruse et de la force avait-on connues depuis tant et tant d'années et combien de fois le monde avait-il dû rester muet, ou plutôt paralysé, indécis et impuissant ?
Alors, pourquoi cette agression-là a-t-elle entraîné une telle réaction ?
Au-delà de la gravité du forfait, au-delà même des intérêts économiques et des positions stratégiques en jeu, chacun connaît la réponse : l'apaisement du conflit Est-Ouest que j'évoquais tout à l'heure porte en lui de nouvelles marges de sécurité pour l'Europe, mais aussi une nouvelle chance pour le monde, celle de voir les différends entre les Nations être enfin réglés par l'Organisation des Nations-Unies.
Cette chance, l'ONU l'avait déjà saisie, sans-même que l'on en prenne conscience parfois, en Namibie ou au Nicaragua. Dans la crise du Golfe, elle a fait montre de fermeté, de cohésion et de rapidité. Aujourd'hui, elle est en passe d'apporter une solution au Cambodge et, par conséquent, de se retrouver en capacité de traiter des questions restées, notamment au Proche et au Moyen-Orient, trop longtemps sans réponse.
Un système efficace de sécurité collective a, depuis toujours, constitué l'un des objectifs des Socialistes. Nous pouvons aujourd'hui espérer que cet objectif n'était pas une utopie, même s'il faut se garder de tout optimisme prématuré.
C'est pourquoi nous devons saluer et nous réjouir de ce retour au premier plan de l'Organisation des Nations-Unies.
Ce nouvel ordre international que nous espérons doit donc être fondé sur le droit. Et quand je vois l'évolution des marchés pétroliers j'ajoute qu'il devrait être aussi fondé sur la raison et non sur la spéculation.
Quand le prix du baril de pétrole augmente de dix dollars en dix jours, quand des

marchés qui n'assurent que 30% des transactions dirigent les prix, quand le marché à terme de New York enflamme le monde pétroler, quand tout le monde spécule sur l'embrasement, je dis qu'il est urgent de s'interroger sur ces mécanismes dangereux et de préparer des solutions.
Face à cette crise le Parti Socialiste a fait ce qu'il devait faire. Nous avons débattu et collectivement arrêté, lors de deux Bureaux exécutifs extraordinaires, la position du Parti Socialiste.
Présentant cette position à l'Assemblée Nationale, qui reposait sur le triptyque fermeté, solidarité, disponibilité, je me sentais parfaitement en phase avec la ligne du Président de la République.
J'ai quelquefois parlé d'une distance qui pouvait exister sur certains points entre l'exécutif et le Parti Socialiste, dans la mesure où leurs responsabilités et leurs horizons ne coïncident pas toujours. Bien sûr. Mais là, confrontés à cette crise, aux décisions graves que le Président de la République seul peut être amené à prendre en vertu des pouvoirs que lui confère notre Constitution, devant la gravité de la situation, la ligne de conduite des Socialistes est simple : ils doivent être tous rassemblés aux côtés de François Mitterrand.
Et depuis le 2 août dernier la France a affirmé sa vocation de grande puissance internationale sous la conduite d'un Président dont les coalisés, comme tous les Français, ont apprécié l'analyse, la précision et l'adaptation des réactions et que je veux en votre nom saluer très chaleureusement.
(Applaudissements)
Au-delà même de notre Parti, les sondages montrent l'adhésion que rencontre cette politique chez nos concitoyens. Quant à l'opposition, en dépit de quelques réserves formulées à tel ou tel moment, elle a fait preuve jusqu'ici d'un esprit de responsabilité.
Souhaitons que cela dure. Encore que quelques déclarations discordantes nous fassent craindre des jeux tactiques et des ambiguïtés qui ne seraient pas à la hauteur de la situation.
Vous pouvez facilement reconnaître les personnages.
Il y a les partisans de la ligne de la plus grande pente, ceux pour qui on agi trop peu, trop mal et trop tard, ceux qui, rêvant d'une guerre éclair sans victime, se donnent la lucidité comme apparence mais n'ont que l'illusion comme réalité.
Il y a ceux au contraire qui, souhaitant à juste titre sauvegarder les amitiés de la France dans le monde arabe, estiment plus subtil d'adopter une position de prudence qui n'est pas loi de la complaisance.
Et puis il y a Le Pen, Le Pen dont l'attitude est étonnante. Etonnante seulement en première analyse mais pas incompréhensible. Au-delà, en effet, des aspects tactiques - "Le Pen seul contre tous" - que tout le monde comprend et dont chacun mesure les risques, cette position s'explique par un culte de la force, de la violence et du chef, par un isolationnisme conforme à une tradition constante de l'extrême droite et par une haine d'Israël et des Juifs qui ne nous surprennent guère.
Mes chers camarades, chacun comprendra que la gravité de la crise du Golfe est telle qu'il est nécessaire de s'y attarder lors de ce Comité directeur. Mais nous

avons aussi à l'ordre du jour la question des alliances sur laquelle je veux maintenant revenir.
Il est vrai que nous sommes encore loin des élections mais il est vrai aussi que la question des alliances dont nous débattons aujourd'hui se pose d'abord à droite avant de se poser chez nous car nous avons davantage à préciser ensemble les règles du jeu qu'à régler un problème stratégique qui ne se pose pas et qui a été réglé depuis bien des années.
Quel doit être le fil de notre démarche, en effet ?
D'abord, affirmer notre projet, notre identité de Socialistes. Ensuite renforcer notre Parti en nous accordant sur ses priorités. Et enfin organiser le dialogue avec nos partenaires de la majorité présidentielle autour de quelques principes. C'est naturellement la question des alliances.
Trois volets par conséquent.
Affirmer notre identité.
Le Parti Socialiste est aujourd'hui le pivot de la politique française, par l'importance de son groupe à l'Assemblée Nationale, par son implantation dans les collectivités locales, notamment municipalités, par ses réseaux dans le monde syndical, mutualiste, associatif, par la vocation aussi qu'il a de représenter la Gauche toute entière.
Parallèlement pourtant nous connaissons des interrogations quant à notre identité, après bientôt une décennie passée au pouvoir, et ce phénomène est encore accentué par le fait que, d'une part, cette décennie aura été celle de tant de mutations technologiques, scientifiques, stratégiques, économiques, et que d'autre part l'arrivée au pouvoir a succédé à vingt-trois ans dans l'opposition.
Les années 70 auront été celles de la reconstruction d'un grand Parti Socialiste et de l'élaboration d'un projet. Les années 80 resteront celles de l'exercice d'un pouvoir dans la durée, celles de la gestion mais aussi de la transformation.
Aujourd'hui, chers camarades, un nouveau cycle commence mais le nouveau projet (que le Congrès nous a donné mandat d'élaborer dans des conditions inédites, puisque nous devrons élaborer ce projet alors que nous assumons la responsabilité du pouvoir) a vu son élaboration, sa méthode, ses objectifs, être au centre du séminaire que nous avons tenu avec l'ensemble du Bureau exécutif, puis avec le Premier Ministre et une partie de son gouvernement à Joué-lès-Tours, la semaine dernière.
Ce que je veux souligner c'est combien nous pouvons nous réjouir du climat qui a régné pendant ces trois journées, grâce sans doute au huis-clos, à l'éloignement et à la durée dont nous disposions qui nous ont permis d'aborder une discussion de fond à l'abri de la pression médiatique. Grâce surtout à l'état d'esprit de tous les participants qui, heureux de se retrouver, ont contribué à la réussite de ces journées.
Au -delà, je crois que si ce séminaire a été fécond, c'est parce que les débats lancés par une introduction intéressante et de qualité de Michel Charzat, qu'il a reprise en partie tout à l'heure, ont été riches sur le fond, laissant bien augurer de ce que pourrait être notre projet.
Si je devais résumer d'un mot, je dirais qu'il existe un tropisme fort pour un

Fondation Jean Jaurès

aggiornamento, pour reconnaître que nous avons rompu certaines amarres et qu'il nous reste à fixer dans la fidélité à notre histoire, de nouveaux caps.
En définitive, je crois que le moment est venu de réaliser de nouvelles synthèses.
Entre l'individu et le groupe d'abord. Nous sommes confortés dans l'idée que l'épanouissement de la personne humaine doit être davantage au cœur de notre société et que, si nous croyons aux vertus de l'action collective, le groupe ne peut jamais prendre le pas sur l'individu comme dans cette caricature du Socialisme que constituait le collectivisme Communiste.
Nouvelle synthèse dans les rapports de l'homme et de la nature ensuite. Nous sommes convaincus de l'urgence d'intégrer davantage l'exigence écologiste dans notre volonté de croissance et de progrès.
Il nous faut clairement faire apparaître les véritables enjeux que pose l'écologie, c'est-à-dire en aucun cas la défense d'intérêts corporatistes, mais à l'intérieur d'une stratégie de croissance la prise en compte de nouvelles préoccupations.
Nouvelle synthèse entre l'Etat et le marché enfin. En retrouvant le sens de l'intérêt général et du service public, en redonnant son rôle de régulation à l'Etat tout en tenant compte des règles du marché, ce qui, comme l'a dit Michel Rocard, ne veut pas dire qu'on les respecte car elles ne sont pas toujours respectables.
Et, puisque je citais le Premier Ministre, il est un second aspect de notre projet dont nous avons commencé de débattre. Il s'agit du débat sur la méthode, ou plus exactement sur le rôle, l'autonomie, la mission de la politique de notre société et indirectement sur la place des partis politiques et l'utilité d'élaborer un projet.
Par conséquent, il faut l'aborder comme cela. Vous avez sans doute lu la contribution au débat de Michel Rocard. Je suis convaincu qu'un certain nombre de points font l'objet de l'accord de tous les Socialistes. Ainsi de la nécessité d'arriver par la concertation et la négociation à des compromis dynamiques, au sens que donne la social-démocratie à ce terme. Ainsi, de l'impossibilité pour la France d'agir seule. Ainsi encore des vertus de l'action collective à la différence des adeptes du libéralisme.
Il est en revanche, un point sur lequel je crois indispensable de faire rebondir la réflexion pour éviter de faux débats, il s'agit de la place de l'opinion publique. Et je crois que beaucoup de Socialistes ont été choqués par la brutalité de cette formule : "Parti, gouvernement et Parlement ne sont ni fondés, ni légitimes à vouloir autre chose que ce que veulent les Français".
C'est trop ou c'est trop peu et je veux dire en tout cas que je ne peux pas l'approuver en l'état.
Et je suis sur que de nombreux Socialistes ne peuvent l'approuver en l'état.
(Applaudissements)
Poussée à l'extrême, cette nouvelle forme de démocratie directe et permanente par les sondages aurait pour effet de nier tout projet, d'enlever tout intérêt aux élections, de contester toute légitimité aux représentants du peuple et de retirer tout rôle aux corps intermédiaires. Je suis persuadé que personne ne veut cela ! Et Michel Rocard l'a rappelé aux journées parlementaires.

Fondation Jean Jaurès

Pour aller au fond des choses, je pense en définitive que si notre objectif reste la transformation sociale, nous devons au moins avoir quelques certitudes. Qu'es-ce que c'est que tous ces Socialistes qui doutent, qui doutent, qui doutent...? Gardez au moins quelques certitudes !
Moi je voudrais parler de trois, mais il y en a beaucoup d'autres, mais au moins trois.
Ma première certitude, c'est que le rôle du Parti Socialiste est de tenter d'infléchir par le débat d'idées, par le militantisme de proximité, l'opinion majoritaire à un moment donné.
C'est ce qu'il a toujours fait, et c'est parce qu'il a fait cela que les membres de l'opposition sont venus au pouvoir. Regardez-vous, vous ne seriez pas venus au pouvoir s'il n'y avait pas eu le travail de tous ceux qui vous ont précédés, et qui ont cru à leur parti et à ce qu'il faisait… (applaudissements)… et qui ont toujours été en désaccord avec l'opinion dominante. Tous les sondages leur auraient dit : ce n'est pas la peine, restez à la maison, ce n'est pas la peine de commencer ce jeu là…
Ce serait faire preuve de beaucoup d'optimisme que de pense qu'une idée nouvelle, qu'un projet de réforme puissent recueillir toujours, et tout de suite, une majorité pour et une minorité - de surcroît passive - contre. Cela ne se passe jamais comme cela vous le savez bien.
Il n'y a nulle contradiction entre cette volonté de conduire l'opinion et l'exigence qu'il y a d'être à son écoute. J'ajoute que la méthode ouverte que nous avons choisie pour élaborer notre projet, va tout à fait dans ce sens.
Ma seconde certitude, c'est qu'un homme de gauche doit savoir soutenir une réforme malgré une minorité déterminée et quelque fois même malgré une majorité, c'est ce que nous avons fait pendant vingt trois ans, et que dire alors de ce que nous avons fait auparavant !
Nous savons tous que notre société connaît encore des conflits d'intérêts entre les classes et les groupes sociaux, même si le vocabulaire a changé. Nous savons tous aussi qu'une réforme dans la mesure où elle modifie un équilibre au détriment des uns et au profit des autres, suscite nécessairement des mécontentements. Nous savons tous enfin que ce seront toujours les mécontents que l'on entendra le plus.
Ce Schéma là, chacun de nous l'a rencontré. A force de militer, de traverser ce siècle, moi je l'ai rencontré, en tout cas, et je ne suis pas le seul dans cette salle. J'imagine que vous êtes un certain nombre à l'avoir rencontré, même la plus petite réforme sur le plan du Conseil municipal, du Conseil général ou du Conseil régional.
Ce schéma ne condamne pourtant pas la réforme, il oblige seulement au dialogue, à la persuasion, et aussi à la détermination.
Ma troisième certitude enfin, c'est que l'homme d'Etat peut devoir s'opposer à l'opinion majoritaire. J'ai même quelque fois pensé, assez naïvement, que la différence entre un homme politique et un homme d'Etat, c'est qu'un homme politique suivait l'opinion et que l'homme d'Etat savait ne pas la suivre, à un moment donné, pour se retrouver majoritaire avec un peuple, plus tard.

Fondation Jean Jaurès

Sa mission, sa responsabilité consiste précisément à intégrer dans toute décision une vision à long terme, et le respect des valeurs qui font toute action politique.
Bien entendu un homme politique peut se tromper, nous n'approuvons pas cette conception léniniste de leur infaillibilité. Nous nous sommes, à un moment ou à un autre, trompé. Mais s'ils estiment que l'intérêt du pays l'exige, il est du devoir d'un homme politique de faire ce qu'il croit juste.
L'opinion aussi, l'histoire nous l'a trop souvent montré, peu se fourvoyer et elle est bien souvent porteuse de plusieurs politiques différentes bien entendu. Ce ne sont que les circonstances de l'histoire, ce ne sont que les petits moments ou les grands moments qui font qu'une politique portée par le peuple, devient la politique du pouvoir, ce qui ne signifie pas qu'il y ait dans le peuple plusieurs politiques possibles et d'autres politiques possibles.
Nous avons connu cela dans des périodes dramatiques de notre histoire et aussi dans des périodes qui l'étaient moins.
Sommes-nous en désaccord avec ces trois certitudes ou du moins d'approche des problèmes ?
J'espère, mes chers camarades, que les débats de ce Comité directeur permettront de lever les doutes et les interrogations qui ont légitimement pu naître ici ou là, et que nous pourrons ensemble rassembler autour de cet objectif : renforcer notre Parti.
Deuxième volet : renforcer le Parti.
De notre Parti, nous avons discuté une journée à Joué-lès-Tours, là aussi dans un bon climat... car en effet, s'il y a eu Rennes, il y a eu l'après Rennes. Il a fallu le remettre, remettre le Parti au travail.
Je crois que ce séminaire a montré que nous entrions maintenant dans une nouvelle phase. Pour aller plus loin, il est aujourd'hui nécessaire de nous accorder sur les 5 priorités des prochains mois.
Je citerai ces 5 priorités.

- La première, je l'ai évoquée déjà, c'est de rebâtir un projet comme le mandat de notre Congrès nous y invite.

La discussion est engagée.

- La seconde, c'est de réformer l'organisation de notre Parti.

Aujourd'hui, le Parti Socialiste dispose d'un financement public et régulier qui lui permet une gestion plus transparente et une organisation plus rationnelle que ce que nous avions jusqu'ici connu.
Le Parti était traumatisé, comme toutes les formations politiques françaises par l'absence de moyens. Comment voulez-vous avoir un projet d'organisation, d'administration même, si le budget ordinaire est peu de choses à côté d'un budget extraordinaire ?
Je crois que maintenant le moment est venu, il n'y a aucune raison que le Parti ne soit pas dirigé sur ce plan-là, comme nous le faisons dans nos mairies, comme nous le faisons dans nos régions, comme nous le faisons dans les Conseils généraux.
D'une certaine manière, nous sommes fondés vraiment à dire que la loi sur le financement des partis nous fait passer de l'ombre à la lumière. En tout cas,

Fondation Jean-Jaurès

qu'elle restera - j'en suis persuadé - comme une des grandes lois de la République en dépit des critiques injustes dont elle a été l'objet.
Cela, je le pense, nous sommes tous d'accord pour engager une réforme de fonctionnement de notre organisation. Henri Emmanuelli nous a présenté un excellent plan de réforme. Je propose de mandater une Commission, animée par Marcel Debarge et Henri Emmanuelli, chargée d'élaborer des propositions concrètes.

- Troisième priorité : élargir notre communauté.

Le Parti Socialiste compte aujourd'hui 200 000 militants. C'est beaucoup si l'on se souvient de notre histoire. C'est peu si l'on prend en compte nos besoins ou la situation que connaissent nos camarades allemands, même si nous savons que les 900 000 adhérents du SPD ne sont pas tous des militants. Ils intègrent les sympathisants. C'est cela la différence entre la social-démocratie, et la situation française.
Nous n'avons jamais vraiment essayé d'organiser les nombreux sympathisants qui viennent nous aider, notamment au moment des élections.
Notre objectif, c'est de réussir à en agréger autour de nous 2 à 300 000 dans un premier temps. Pour ce faire, nous disposons d'un vecteur privilégié qui est «Vendredi».
Cela demandera quelques années mais il faut le faire. Nous avons toujours en effet considéré que nous devions être un parti de militants et je crois que sur ce plan-là, il y a un certain nombre d'adaptations à entreprendre.
Notre journal est de qualité. Il est lu régulièrement et apprécié des militants. Il peut utilement servir de support à cette opération, c'est-à-dire en demandant à ceux qui s'intéressant à nous, de prendre un abonnement à «Vendredi». Ensuite, nous aurons l'occasion d'en discuter, nous pourrions faire cette espèce d'osmose qui permettra de faire naître une communauté Socialiste.
Le Secrétaire national, Bernard Roman fera des propositions au mois d'octobre.
D'ores et déjà, nous avons tenté de faire participer les militants à cette campagne. Cette campagne qui pourrait prendre une grande ampleur pour diffuser largement les débats de notre projet dont «Vendredi» se fera l'écho.
Chers camarades, là aussi nous devons modifier un certain nombre de méthodes, ceux qui n'arrivent pas dans les 24 heures quand ce sont des décisions urgentes du Bureau exécutif, celles qui n'arrivent pas dans les 3 jours à nos militants quand il s'agit d'événements exceptionnels, ce qui n'arrive pas dans les 8 jours quand il s'agit de les mobiliser pour une campagne, eh bien je ne dis pas que cela ne sert à rien de leur envoyer quelque chose, mais il n'est pas possible de pouvoir mobiliser un parti, si les consignes arrivent 15 jours, 3 semaines après leur décision.
Il y a un phénomène de rapidité que nous devons prendre en compte... la rapidité nous ne pouvons la faire que par un journal qui arrive tous les 8 jours et qui doit être porteur de tous nos schémas. Le reste, c'est pour les archives. Quelque chose qu'on lit trois semaines ou quatre semaines après, cela ne sert à rien. On le lit comme un document d'archives, et plus comme un document de mobilisation.
On ne comprendrait pas, sur ce plan-là, qu'il n'y ait pas une rapidité mise au

service de l'exécution de nos décisions et de la connaissance de ce que nous pensons.

- Quatrième priorité : créer un centre de formation.

La formation est aujourd'hui un enjeu majeur pour toute institution. L'Etat, les entreprises, les collectivités locales lui portent à juste titre une grande attention.
On ne comprendrait pas que le Parti Socialiste n'ait pas, en ce domaine, une action spécifique. Gérard Lindeperg nous précisera tout à l'heure la manière dont il voit le développement de ce domaine qui doit devenir l'une de nos priorités.
Nous avons beaucoup de militants qui n'ont pas la mémoire... Il est essentiel, par conséquent, d'organiser cela.

- Cinquième et dernière priorité : élargir notre audience internationale.

Pierre Guidoni et Gérard Fuchs organisent avec efficacité la présence du Parti à l'étranger.
J'étais moi-même dans tout le Maghreb en août, à Berlin hier pour l'unification du SPD. Je peux vous associer, par la pensée au moins, à ce SPD qui est devenu le PSPD pour les allemands Socialistes de l'Ouest et de l'Est, qui avaient souhaité au Congrès de l'unification qu'il y ait deux Socialistes seulement qui s'expriment, qui leur adressent un message : un Français et un Polonais... cela nous rappelle l'histoire. Cela doit surtout nous rappeler l'avenir.
Je serai à New York pour l'Internationale Socialiste, signe des temps peut-être aussi... dans quelques jours.
Le maire de New York est un sympathisant Socialiste... le saviez-vous ? En tous les cas, d'une certaine manière…

Louis Mermaz - De quel courant ?

Gérard Le Gall - ... Gauche américaine...

Pierre Mauroy - Oui, sans doute, enfin, il est significatif que nous y serons reçus. (Rires dans la salle)

Lionel Jospin - Gulf Stream...

Pierre Mauroy - L'internationale Socialiste dans quelques jours, puis à Londres, en Union soviétique et en Amérique Latine dans les prochaines semaines.
Pour autant, nous ressentons tous la nécessité d'une présence plus permanente, à l'instar de ce dont sont dotés nos camarades étrangers.
Telle doit être la mission de la Fondation Jean Jaurès. Elle nous sera présenté par Gérard Colomb... il nous présentera tout à l'heure toutes les actions qui sont en préparation, du moins cet après-midi.
Chers camarades, n'oubliez pas d'en faire une affaire collective.

Dans la salle - C'est pour Le Garrec.

Fondation Jean Jaurès

Pierre Mauroy - Nous souhaitons tous un Parti Socialiste plus fort, et il ne doit pas s'agir là d'un rêve mais d'un objectif pour chacun d'entre nous.
Il est cependant certain que quels que soient nos efforts et notre mobilisation, nous n'aurons ni la capacité, ni la volonté de travailler seuls demain.
Nous travaillerons avec d'autres et j'en viens à la troisième et dernière question, au troisième et dernier volet : le problème des alliances.
Préciser nos alliances. Il ne s'agit pas maintenant de définir dans le détail nos alliances. Il faut cependant fixer dès à présent une démarche. Notre réflexion s'inscrit naturellement dans la ligne de l'élection présidentielle de 1988. Il y a une majorité présidentielle, c'est elle qu'il s'agit de rassembler. Si cette majorité présidentielle nous pouvons un peu l'élargir à quelques individus, faisons-le ! C'est ainsi que nous devons travailler.
Cette vocation à rassembler est naturellement celle du Parti Socialiste, parti prépondérant de cette majorité. Faut-il préciser que notre première responsabilité consiste à porter dès le premier tour notre parti le plus haut et le plus loin possible ? Tel est bien l'objet de la démarche que j'ai évoquée tout à l'heure.
Cela c'est, je dirai, le premier principe.
Le second principe, c'est qu'il nous faut préciser les conditions d'un rassemblement à gauche.
C'est une démarche qui s'adresse notamment autant à des petits groupes aujourd'hui en recherche d'identification qu'à une organisation. Tel est le cas par exemple des dissidents du Parti Communiste mais aussi de bien d'autres composantes de la vie politique française qui enrichissent nos idées sans toutefois venir jusqu'à nous.
Nous avons collectivement pris la décision à Rennes, d'engager une réforme de rassemblement à gauche, autour de ce que nous avons appelé les Etats généraux de la Gauche. Il est temps désormais de fixer les termes d'une démarche qui nous amènerait à la fin de l'année prochaine à prendre à la fin de cette année, cette initiative.... fin de l'année prochaine, tenue des Etats généraux. Fin de cette année, mise en place d'un Comité pour lancer les invitations.
Je souhaite que le Comité directeur décide de créer une Commission qui pourrait proposer à la fin de l'année par exemple les modalités de ces Etats généraux.
Il est bien évident que cela suppose des rencontres, cela suppose des liaisons, il est nécessaire de faire ces rencontres et ces liaisons. Il est bien évident qu'il s'agirait s'associer à cette démarche le Parti Communiste.
J'ai, dans les colonnes de «Vendredi» interpellé le Parti Communiste à la veille de son Congrès. Il ne s'agissait pas par là de s'immiscer dans les affaires intérieures du Parti Communiste, ni de heurter le patriotisme de parti de ses militants. Mais j'ai voulu exprimer là une marque d'intérêt à l'égard des prises de positions du Parti Communiste.
Pourquoi renoncerions-nous à faire ce que nous avons toujours fait, c'est-à-dire poursuivre le débat politique de fond avec les Communistes ? Et comment ce débat pourrait-il être autre chose qu'un débat sur l'idéologie, compte tenu de l'effondrement du Communisme à l'Est et des positions prises par les Communistes français hostiles à la Perestroïka... Il est tout de même paradoxal

Fondation Jean Jaurès

que nous, Socialistes français ayons la capacité de dialogue avec Mikhaïl Gorbatchev, et ceux qui le représentants, et que nous nous interdisions cette même démarche avec les Communistes français, et que nous proclamions bien haut qu'il nous faut perpétuer l'union avec eux et l'union de la Gauche.
Ce n'est pas intervenir dans le débat d'un Congrès que de poser des questions sur l'évolution de la situation dans les pays de l'Est et de ses conséquences idéologiques.
Le retour de la notion de marché en Union soviétique où les nouveaux rapports du travail dans ces sociétés, je dirai même, que la fermeté de notre volonté de rassemblement à gauche nous autorise à une égale fermeté dans le débat d'idées.
Ce n'est pas sans une certaine inquiétude que nous voyons les Communistes français regarder du côté de Cuba, la modernité de leur démarche. Ce n'est pas sans une certaine inquiétude que nous observons que le centralisme démocratique continue à régir la préparation de leur Congrès. Il ne s'agit pour l'instant que d'observer, de dialoguer. Encore faut-il le faire en connaissance de cause. Je reprends ici une proposition de Marcel Debarge qui avait proposé de créer une cellule - ce n'est pas un jeu de mots - sur les évolutions du Parti Communiste français, et plus largement du Communisme international. Je pense que nous en discuterons cet après-midi... je ne formalise pas mes propositions de façon à laisser une porte ouverte. Mais ma préférence irait à ce que le Bureau exécutif puisse désigner un responsable, ou plusieurs, pour établir un rapport sur l'évolution du Communisme.
Lionel Jospin avait eu une démarche semblable il y a quelques années, lorsque nous avions de graves difficultés avec le Parti Communiste.
Je crois qu'il est nécessaire de théoriser, je crois qu'il est nécessaire entre nous d'avoir un rapport, une vision, et puis parallèlement mettre en place cette structure qui va convoquer les Etats généraux.
Je propose que cette structure ne soit pas apparente et ne soit pas mise en place avant le Congrès du Parti Communiste, c'est-à-dire que nous pourrions effectivement l'instaurer au début de l'année prochaine.
Mais d'ici l'année prochaine, que de contacts, que d'observations !
L'établissement d'un rapport qui sera notre vision, et c'est bien la moindre des choses avant de retrouver le suffrage universel, de retrouver les élections de 1992 et 1993. Car ne vous faites pas d'illusions, si les choses ne sont pas clarifiées de ce côté là, si nous ne donnons pas de fortes motivations à notre démarche, nous aurons des surprises en 1992 et en 1993, et surtout aux élections municipales quand nous les retrouverons. Vierzon, c'est quelque chose que nous devons analyser, et nous devons naturellement empêcher la prolifération de ce genre de comportement.
Voilà du côté de la Gauche.
France Unie : eh bien, eux aussi sont dans la majorité présidentielle. Nous avons organisé nos relations avec eux, nous avons l'expérience du dialogue avec une organisation située différemment sur l'échiquier politique, au centre gauche si l'on veut. Nous l'avons fait pendant des années avec les Radicaux de Gauche. Cette démarche avec le MRG, nous l'avons toujours entreprise avec une grande

rigueur, je ne vois pas pourquoi nous n'appliquerions pas la même rigueur quand il s'agit de France Unie, et d'ailleurs d'autres organisations de même nature.
France Unie n'est pas la seule organisation à s'inscrire dans cette démarche. Mais enfin France Unie constitue l'organisation qui se veut la plus vertébrée, en tous les cas qui veut rassembler les autres.
Je crois que son existence nous facilite la tâche. J'ai rencontré à plusieurs reprises Jean-Pierre Soisson, Michel Durafour, Yvon Collin, Emile Zuccarelli, Jean Charbonnel. Je leur ai rappelé les règles fondamentales. J'avais cru que nous nous étions compris, j'en ai été moins sûr après la lecture de l'interview du ministre du Travail à l'Express au mois de juillet dernier. Beaucoup d'entre vous en ont pris ombrage. J'ai fait connaître mon mécontentement sur cette manière de traiter le problème qui nous sera commun dans quelques mois.
On peut toujours considérer que le Parti Socialiste est dominateur, et le nombre de ses députés et ses scores électoraux lui permettent de s'affirmer comme parti prépondérant. Après tout, ce n'est pas une injure, je dirai. Cela voulait l'être, enfin peut-être pas une injure, mais pas de "Parti Socialiste dominateur"...
En tous les cas, n'inversons pas les rôles. Nous sommes un parti important, nous entendons le rester, et même nous souhaiterions, de parti prépondérant, devenir peut-être un Parti dominant. Qui sait, avec les années...
Nous le disons entre nous, nous le disons ailleurs il faudra le dire à M. Soisson et à France Unie. C'est notre démarche.
La principale condition de notre relation, c'est la clarté, la clarté des choix. La solidarité aussi, au sein de l'ensemble gouvernement, bien sûr.
Nous ne demandons pas à France Unie de se transformer en Socialisme, mission impossible, d'ailleurs. Mais il y a naturellement un minimum commun dans la démarche, et qui sait... Je pense que ceci ne pose pas de problème.
La clarté, nous devons la retrouver aussi dans la démarche politique. Il ne peut pas être question que France Unie se transforme en structure d'accueil de nos dissidents ou de nos exclus. Autrement il faudrait dire à la Commission des conflits du Parti Socialiste de prévoir un droit de se reclasser dans France Unie, et pour d'autres non, relégation perpétuelle !
(Applaudissements)
Chacun comprend que ce n'est pas possible de se retrouver dans cette situation. Il ne peut pas être question que France Unie devienne le réceptacle de ceux qui refuseraient notre stratégie de rassemblement de Gauche. Là, c'est plus subtil... Et là nous avons des questions extrêmement précises à poser et des conditions sur les règles de désistement, y compris quand il s'agit de se désister en faveur d'un Communiste. Cela, c'est précis.
La clarté enfin veut que nous édictions des règles dans nos relations communes. La démarche de France Unie doit être complémentaire de celle des Socialistes, elle ne peut pas être concurrente au point que nous, finalement, lors des prochaines campagnes électorales, au lieu de viser nos adversaires, ce serait ceux qui sont dans la majorité présidentielle. Ce serait tout de même un comble !
Faut-il dire ici que les circonscriptions détenues par les Socialistes aujourd'hui

doivent demain encore l'être dans notre esprit ? Bien entendu. On n'a pas fait tout ce travail pendant des années pour finalement donner des circonscriptions ! Et là naturellement nous ne pouvons aborder le problème que de manière globale. Il ne peut être question que les Socialistes passent ici des accords de non-présentation de candidats au premier tour et se retrouvent dans le département voisin en situation de concurrence avec des candidats de France Unie.
Beaucoup de problèmes, beaucoup de réponses à apporter.
Reste un dernier partenaire, enfin, les écologistes.
Mes chers camarades, avant même de nous poser le problème des écologistes, nous avons à nous poser la question de l'écologie. La démarche des Socialistes n'est pas si éloignée dans ses finalités de celle des écologistes. Le sens de leur action, c'est l'épanouissement de la personne humaine, c'est l'épanouissement de l'homme, et cet épanouissement résulte nécessairement et de plus en plus du respect des grands équilibres de la planète.
Le développement aujourd'hui n'est pas seulement économique et social, il est aussi écologique, car il n'y a pas de progrès possible s'il s'appuie sur une destruction du monde.
Clarifier notre rapport à l'écologie est une évidente nécessité. Faire connaître cette dimension écologique qui figure depuis longtemps, même insuffisamment, dans nos programmes, est un enjeu que nous avons à tenir.
Une grande campagne sur l'écologie faite par les Socialistes, appuyée sur l'expérience des Socialistes européens, est non seulement possible, mais absolument nécessaire.
Oserai-je dire que l'écologie est peut-être un thème trop délicat pour le laisser aux seuls écologistes ?
Dire cela, c'est aussi poser le problème du statut de l'écologie. Il y a des thèmes développés au travers de l'écologie qui nous sont radicalement incompatibles. Tel est le cas en particulier du mouvement de contestation du politique qui se développe au travers de l'écologie. Il y a aussi une écologie qui ne se traduit en définitive que par la défense conservatrice d'intérêts catégoriels. Ceux-là ne sont rien d'autre que des adversaires du progrès, nous ne pouvons que les combattre.
Mais il y a aussi une vision écologique plus haute. C'est celle-là que nous devons développer, y compris dans notre projet.
Soyons lucides, nous ne le ferons pas seuls. Il nous faudra du temps avant d'acquérir une vraie crédibilité dans ce domaine. Il faudra donc dialoguer avec les organisations écologistes. J'ai déjà eu l'occasion de le dire devant le Comité directeur et les choses n'ont pas significativement changé depuis.
Apprenons à connaître ces organisations très diverses, souvent très divisées. Nous en faisons vivre un certain nombre au travers de nos alliances municipales, et il est clair que ne peut pas se développer au sein de la majorité présidentielle un courant écologique qui fonctionnerait sans règles, ou pire encore, offrirait à ceux qui n'acceptent pas note système d'alliance un abri commode et sûr en même temps qu'un vivier de voix. Cela, je l'ai dit à Brice Lalonde, je crois qu'il nous appartient de l'affirmer plus collectivement encore.

Fondation Jean-Jaurès

Mes chers camarades, ces échéances électorales qui nous attendent, 1992 puis 1993, sont encore lointaines, elles doivent cependant être préparées minutieusement dès à présent. Car elles sont un enjeu considérable.
Les réformes importantes entreprises par le gouvernement concernant la fiscalité notamment vont supposer du temps pour être expliquées et comprises. Elles sont cependant déterminantes pour l'avenir du Socialisme.
Il n'est pas indifférent que nous préparions dès à présent des stratégies qui vont nous permettre de mesurer ce qui est la dimension essentielle de notre projet, la durée dans l'exercice du pouvoir, et d'un pouvoir conçu comme la chance de faire passer dans la société nos valeurs et nos idéaux Socialistes.
De plus les modifications de la loi concernant l'organisation même des rencontres électorales, des élections, aussi bien régionales que cantonales que législatives, doivent nous amener non pas à attendre deux ou trois mois avant les élections pour donner le coup de poing décisif, non pas d'attendre deux ou trois mois avant les élections pour nous jeter massivement dans la bataille, mais nous obliger pratiquement à être mobilisés toute l'année avant ces élections.
Eh bien, je souhaite, en m'excusant d'avoir été un peu long, mais j'avais le devoir devant vous d'aborder l'ensemble de ces problèmes, que ce Comité directeur lance l'idée sur le projet, sur tous les thèmes que j'ai repris et que vous allez étudier cet après-midi. Et finalement les décisions qui seront prises par vous, qui seront prises par le Comité exécutif, qui feront l'objet de notre Convention du début décembre, qui seront réexaminées à nouveau par un Comité directeur avant la fin de l'année, feront que cette année 1991 sera celle de la mobilisation des Socialistes, des Socialistes qui doivent dire aux autres ce qu'ils sont, pourquoi ils sont mobilisés, ce à quoi ils croient. C'est indispensable. Des Socialistes qui portent leurs outils, qui se retrouvent dans leur Parti.
Sans ces outils, sans ce Parti, il n'y a pas de transformation sociale possible. Il n'y a pas de mobilisation sociale possible.
Eh bien, c'est à cette mobilisation pour toute cette année 1991, avant l'étape qui, vous le savez, sera décisive, l'étape qui doit nous conduire devant le suffrage universel en 1992 et en 1993, que nous devons travailler aujourd'hui et demain. Merci.
(Vifs applaudissements)

Le président - Merci, Pierre Mauroy.
Chers camarades, quitte à prolonger de quelques minutes la séance avant interruption, je voudrais maintenant donner la parole à Jean Poperen, Gérard Lindeperg et Lionel Jospin.

Jean Poperen

Chers camarades, je vais donc essayer de répondre aux sollicitations que nous venons d'entendre du Premier secrétaire, à son intervention très complète sur les données de cette rentrée où, en effet, nous nous retrouvons, après que beaucoup d'éléments nouveaux - encore des éléments nouveaux - soient intervenus.
J'essaierai pour ma part de centrer mon propos sur trois séries de

préoccupations.

- Le projet dont Michel Charzat nous a excellemment entretenus tout à l'heure.
- Les alliances, sur lesquelles le Premier secrétaire vient de s'exprimer d'une manière très complète.
- Et puis peut-être, si j'en ai le temps, quelques réflexions sur les événements internationaux.

Le projet.

Donc, il y a le texte dont Michel Charzat - je pense qu'un certain nombre en ont déjà disposé, les autres l'auront très vite - dont Michel Charzat nousa situé le rôle et la signification au début de ce long processus.

Et puis, nous débattons entre nous, direction du Parti Socialiste, il y a eu l'intervention du Premier Ministre à l'occasion du séminaire de Joué-lès-Tours.

Je ne crois pas pour ma part, mais naturellement je ne suis pas forcément le meilleur interprète de sa pensée - le meilleur interprète de sa pensée c'est lui - je ne crois pas qu'il ait voulu en quoi que ce soit dicter au Parti Socialiste ce que doit être ce projet, il a donné son point de vue, avec toute une série de questions, qui naturellement n'est pas un quelconque point de vue - il est le Premier Ministre... mais sa qualité ne clôt pas le débat, et je dirai même, donc - réjouissons-nous tous - qu'elle donne plus d'importance encore à ceux qui peuvent être amenés, face à ce qu'il a dit, à exposer leur propre point de vue.

Faisons-le, chers camarades, et je le dis parce qu'il parait que nous devons avoir tous cette volonté, faisons-le avec sérénité. Cela a d'ailleurs déjà été dit, je le répète à mon tour.

Avec rigueur intellectuelle aussi, en essayant d'éviter les faux débats, ce qui n'est jamais très facile, les effets faciles, la démagogie, et donc voyons quelles peuvent être les questions qui se trouvent posées et soulignées.

Je dirai tout de suite à Pierre Mauroy, pour avoir entendu en direct Michel Rocard à Joué-lès-Tours, que j'ai éprouvé quelque surprise à voir les commentaires qu'avait provoqués son intervention, et surtout le point d'application de ses commentaires, y compris par rapport à ce qu'il vient de dire, très franchement, mais ça fait partie du débat, je ne crois pas que la question du rôle des partis politiques - j'y viendrai d'ailleurs moi-même tout à l'heure - soit celle qui provoque ou devrait provoquer la réflexion la plus importante. Où en sommes-nous ?

Le collectivisme intégral vient de tomber en poussière à l'Est, mais nous-mêmes, avions imaginé de transformer la société par la voie de l'étatisme productiviste, et nous avons renoncé à cette voie...

Jean-Luc Mélenchon - Je ne me rappelle pas qu'on ait dit cela...

Jean Poperen - Est-ce qu'il... Cette novation paraît désorienter notre théoricien Mélenchon...

Jean-Luc Mélenchon - Oui, je ne me rappelle pas qu'on ait voulu ça !

Fondation Jean Jaurès

Jean Poperen - Eh bien ! Attends la suite ! Attends, pas d'impatience, Jean-Luc ! A partir de là, est-ce que le champ est tout entier ouvert au seul libéralisme productiviste ?
Dans l'intervention de Michel Rocard à Joué-lès-Tours, il est dit qu'il convient de limiter les excès du marché, seulement dans le même temps, moi, j'entends répéter, ou je lis un peu partout que quasiment, nous n'avons pas de marge, ou si peu. Dès lors, comment faire ? Et j'entends aussi que la différence dans la capacité distributive entre une gestion de droite et une gestion de gauche, est sûrement de moins de 1% du PIB, ce qui fait en coût pas mal, mais tout de même... en pourcentage, pas beaucoup.
Alors, avons-nous une chance - à mon avis, c'est comme ça que se pose la question dès lors que ce libéralisme productiviste et triomphant - de limiter les excès du marché, et ne s'agirait-il pas plutôt - c'est comme ça que j'aurai tendance à poser la question - de rééquilibrer le système économique, de faire prévaloir des contrepoids face au libre jeu du marché. Mais c'est là qu'il faut pour le coup parler vrai. Foin des hypocrisies. Est-ce qu'on peut réglementer le libéralisme économique, réguler le marché ? J'entends depuis ce matin l'aggiornamento, si on esquive cette question, alors... bon.
Toute contrainte n'est-elle pas attentatoire au système lui-même ? Et dès lors, est-ce qu'elle ne disqualifie pas l'économie nationale qui y a recours dans le cadre de ce système mondial de l'économie de marché ? Et précisément - et j'approche de ma réponse à la question de Jean-Luc Mélenchon mais qui peut être celle d'autres dans la salle - à mon avis, c'est la leçon que nous impose notre expérience depuis 1983.
Savoir que nous n'avons pas su ou pu trouver ni mettre en place les mécanismes efficaces de rééquilibrage.
Chers camarades, aborder le projet sans savoir si nous sommes d'accord sur ce diagnostic, je ne prétends pas l'imposer, c'est le mien et je vous demande d'y réfléchir ou d'en formuler un autre, moi, je constate ça, puisque le bilan, je lisais encore des études cette semaine dans la grande presse que vous avez pu voir comme moi, le bilan, le solde de ces dernières années, en gros de la dernière décennie, c'est qu'en France, comme dans l'ensemble du monde dominé par ce système de l'économie de marché, la pente inégalitaire a prévalu. C'est devant ça que nous sommes. La croissance a repris et le creusement des inégalités a continué.
Alors, moi, je dis que c'est à partir de ce constat que doit se développer notre réflexion pour l'élaboration du projet, à partir de ce qu'a été le tournant, Jean-Luc, de 1983.
Tu dis : on n'a pas proclamé cet abandon. Non. Mais notre pratique a, elle, été par la force des choses, et justement, le moment est venu d'avoir la réflexion théorique, la discussion du projet, c'est ça, et de dire enfin ce que vraiment nous avons fait, d'autant que ce tournant, dans un premier temps, on n'a pas trop osé dire qu'on le prenait. Bon. Après, on a dit : c'est une parenthèse, etc.
Aujourd'hui, je crois qu'on a dépassé tout cela, les uns et les autres, et disons

Contribution Jean Poperen

que si nous n'avons pas pu contrarier le cours des choses, imposer par une économie, une loi du marché toute puissante, exclusive - exclusive au sens propre du terme - ce n'est pas la faute de tel ou tel, de telle ou telle équipe gouvernementale, de tel Premier Ministre, de tel ministre des Finances, assumons ensemble, je vous en conjure cette responsabilité, ayons cette réflexion là-dessus. Elle doit être au cœur de la réflexion que nous allons avoir dans le développement du projet.

Je m'excuse auprès de Michel Charzat si ma lecture a été rapide, mais je l'ai encore entendu ce matin, mais je ne crois pas que, dans le texte qu'il nous donne comme premier élément de notre travail pour le projet, cette réflexion soit au cœur. Je crois que c'est capital parce qu'à partir de là, le reste suit, notamment cette évidence, j'y faisais simplement allusion tout à l'heure, les mécanismes régulateurs qui, pendant un demi-siècle, en gros, depuis le début des années 30 jusqu'à aujourd'hui, au début des années 80, ont été efficaces, mécanismes keynésiens, par exemple aux Etats-Unis, mécanismes de la gestion sociale démocrate dans les pays d'Europe du nord, d'ailleurs les deux mécanismes étant cousins, c'est l'évidence, l'un de centre-gauche, l'autre de centre-droit, ces mécanismes aujourd'hui nous en voyons les limites, mes chers camarades. Nous avons de grands débats, mais dont la passion m'étonne un peu, sur les réformes de caractère fiscal, alors que les robinets du jeu sur la fiscalité ou sur le budget ne fonctionnent plus comme ils ont fonctionné à une certaine époque, c'est ça, le constat. Alors, cette passion sur les corrections d'un demi pour cent de tels impôts, on sent le caractère parfaitement iconoclaste de mes propos, mais on est là pour cela, je ne crois pas que cela corresponde à la réalité des choses.

Dès lors, il y revient forcément, si la loi du marché ne peut être équilibrée par la réglementation, peut-elle l'être par la voie, oui, de la négociation, la voie contractuelle Michel Rocard s'est référé comme il le fait souvent au demeurant, c'est une continuité de sa démarche qu'il faut saluer, au compromis, mais à partir de là, je me sens autorisé à poser les deux questions que ce mot m'inspire. Le compromis est-il possible dans le système où nous sommes ? Nous posons toutes les questions. Je pose celle-là aussi, sinon... Et si oui, quel est son contenu ? C'est le vrai sujet, le contenu du compromis.

Or, nous sommes un certain nombre à penser, à continuer à penser que le contenu du compromis sera le résultat notamment du jeu des forces sociales, ce qui m'amène à souhaiter une précision, on n'est qu'au début de notre réflexion, sur une formule de Michel Rocard qui m'a inspiré cette réflexion, dans le mouvement de l'histoire, et là, c'était le sens de son propos, et là, j'ouvre les guillemets "le conflit social n'est plus, à lui seul, déterminant". Bon. Comment est-ce que je prends cette affirmation ? D'abord, à lui seul, sûrement, personne n'a jamais soutenu qu'il était à lui seul déterminant, mais qu'il soit principalement déterminant, je continue à le penser, mais c'est évidemment un sujet. En clair, pour en finir sur ce premier point, la dialectique des forces sociales reste un facteur-clé du mouvement de l'histoire, même si elle n'en est pas le facteur unique et même si elle s'exerce sur des structures sociales qui ont beaucoup changé. D'ailleurs, Michel Charzat a fait un développement là-dessus

tout à l'heure, et c'est un grand sujet de notre étude. Qu'est-ce que sont les structures sociales aujourd'hui, par rapport à ce qu'elles étaient quand on a fait notre projet Socialiste d'il y a vingt ans, c'est un autre monde, mais une chose est de dire le matériau sur lequel s'exerce le mouvement historique a changé, une autre chose est de dire avec ce matériau, le mouvement, et je ne dis pas que Michel Charzat a dit cela, mais cela se dit ici ou là, il vaut mieux être au clair sur ce point, d'autant - et j'en termine vraiment là-dessus - une autre phrase m'inspire réflexion dans ce qu'a dit Michel Rocard, savoir que les grands enthousiasmes populaires désormais se porteraient plutôt sur des choix de morale.
Je sens bien ce qu'il a voulu dire et qui correspond, en effet, à une réalité de notre temps, mais quel est le rapport entre ces choix de morale et les choix matériels, c'est quand même, pour nous les Socialistes, un élément sérieux.
On le voit, tout est sur la table, il faut que tout y soit, car l'aggiornamento c'est pour tout, pas de tabou, et c'est plus facile à dire qu'à faire, vous allez voir.
Donc, notamment sur le rôle des partis, Michel Rocard est intervenu, il a posé une question dont je me permets de dire que je crois que c'est une vraie question même si la réponse' qu'il a esquissée a pu provoquer, disons, avec modération, quelque perplexité. Bon !
Réfléchissons à ce rôle des formations politiques.
Je pense que nous sommes tous d'accord, je pense qu'on ne va pas faire le procès d'intention aux uns ou aux autres, que dans les grandes Nations modernes la démocratie ne peut pas être la démocratie directe du peuple vers le pouvoir et réciproquement ; donc elle passe par des médiations.
Est-ce que c'est dire quelque chose d'original ? Hélas, non. Il reste à trouver les réponses ; Charzat nous y invitait tout à l'heure.
Les médiations traditionnelles et notamment les partis, sont en crise, et vous savez j'entendais quelques camarades hier soir - d'autres ont dû le faire - j'ai quand même été frappé de leur état d'esprit, non pas du tout par rapport au climat politique... Disons au passage - tout à l'heure Jean-Claude Petitdemange l'a dit, il a eu raison - les quelques consultations électorales partielles depuis la rentrée sont plutôt bonnes, c'est ainsi... encore qu'il faut rapporter cela, tu en seras d'accord, avec la participation, mais en pourcentage de votants il ne faut pas trop se plaindre dans l'ensemble. Mais en même temps, le Parti, les militants, c'est là qu'il y a quelque chose qui se passe... bon !... à quoi d'ailleurs répondra, je pense, la discussion sur le projet. Et moi, je m'excuse, mais on ne peut pas répondre à ce sujet que nous connaissons tous, on ne va pas raconter d'histoire ici entre nous, simplement en réaffirmant, je dirai, notre filiation ; dans le bon sens du terme, bien entendu, guédiste... Que l'on s'entende bien, il ne peut y avoir des résistances à l'aggiornamento ; évadons-nous, essayons de nous évader de l'archaïsme, de l'immobilisme en ce qui concerne la conception du Parti, de son fonctionnement, et du problème des alliances, et donc de notre méthode d'élaboration de nos propositions.
Les alliances... au sens où nous l'avons entendu il y a vingt ans, c'est-à-dire le problème de nos rapports entre deux grandes formations qui se partageaient

l’influence sur la Gauche... et je dirai à la limite qu’il ne se pose plus, en tous cas il ne se pose plus du tout en ces termes parce que, si j’étais vraiment provocant dans mon propos je dirais : il n’y a plus de problème d’alliance, de grandes formations je veux dire, puisqu’il n’y a plus d’allié possible... bon !... mais j’exagère à peine... (mouvements dans la salle)... oui, c’est plus compliqué. C’est pourquoi, après cette formule dont j’ai dit qu’elle risquait d’être provocante, je vais dire autre chose... (rires)... mais vous aussi... mais j’espère bien, sinon le Comité directeur serait fini, on ne saurait plus quoi faire cet après-midi... (rires dans la salle)... mais, tout de même, à un moment, si vous permettez, à un moment où il se passe et vient de se passer quelque chose d’assez considérable quand même dans cette structure en dépérissement, en décrépitude, qu’est le Parti Communiste français...

D’abord, sa réaffirmation que plus cela change autour, plus, lui, il ne change pas, ce que j’ai appelé, d’une formule, le "bunker". C’est cela, en gros, mais avec tout de même un fait nouveau dans le "bunker" (puisque la stratégie du "bunker", ce n’est pas tout à fait nouveau), c’est que, pour la première fois, cela l’amène à se dresser ouvertement contre la direction soviétique.

C’est un moment qu’on avait espéré depuis longtemps. Cela finit par se produire... malheureusement, à contresens... (rires)... c’est-à-dire au moment où on préférerait qu’il soit plutôt d’accord !

(Rires)

Bien. Alors, à partir de là, dans notre démarche à nous, il me semble que deux contresens sont à éviter, et d’ailleurs je n’ai pas entendu, dans les propos tenus, notamment par le Premier secrétaire, qu’on ait fait l’un ou l’autre, mais comme nous avons une certaine habitude acquise, on pourrait rester sur la première direction.

Réduire nos rapports avec ce vaste secteur qu’influençait hier encore, ou avant-hier l’appareil Communiste, au seul dialogue avec, disons, l’équipe Marchais.

Ce serait, vous me l’accorderez, un horizon un peu étroit, et de ce point de vue, Marcel, je pense que tu nous expliqueras peut-être aujourd’hui, ou dans les jours qui viennent, le contenu que tu donnes à ta formule : interpeller rationnellement la direction du Parti Communiste !

(Rires)

Cela ne me choque pas, mais comment cela va-t-il se traduire ?

(Rires)

Deuxième direction qui, si on la prenait exclusivement, me semble devoir être évitée : essayer, je dirai, de racoler les déçus de Marchais et leur chanter : "Venez chez nous, vous serez bien au chaud", d’abord parce que je crois que, dans leur immense majorité, en l’état actuel, ils n’ont pas une envie folle de venir et, ensuite, parce que ce qu’on a fait de ce point de vue n’a pas été, sinon inutile, disons déterminant. Donc, je dirai, ni collage, ni racolage.

Précisément, nous allons annoncer (et j’approuve tout à fait chaleureusement cette initiative) les Etats généraux de la Gauche et des forces de progrès. Mais la question que nous devons nous poser, à moins que ce soit seulement des rencontres (ce ne serait pas inutile, mais moi, je dis qu’il faut leur donner un

contenu plus précis), c'est celle de préparer en même temps notre projet.
Pourquoi (c'est un peu le sens de la proposition que je fais et je l'ai évoquée dans un débat, sur une radio périphérique, il y a une semaine) ne ferions-nous pas converger, pourquoi n'arriverions-nous pas à coupler les deux démarches ?
Sortons notre réflexion de ce qui pourrait être le "congélateur", que les Etats généraux soient le moment d'aboutissement d'une élaboration collective et, pour tout dire, populaire du projet.
Il est prévu de consulter de nombreuses personnalités. Michel Charzat l'a beaucoup souligné et je crois, moi, que c'est une excellente méthode. Nous avons besoin de cette information, après tout ce tohu-bohu qui continue.
Mais, à partir de là (voilà donc ma proposition au Comité directeur), la démarche pourrait être la suivante.
Sur la base de notre premier travail d'investigation, nos propositions pour la réflexion s'adressent à tous ceux qui veulent aller de l'avant, qui veulent ouvrir une perspective pour la fin de ce siècle.
J'énumère très vite.
Bien sûr, d'abord, tous ceux qui, au-delà des strictes limites de l'organisation, sont dans la mouvance Socialiste. Cela fait beaucoup de monde.
Tous ceux (nous en connaissons partout, dans toutes les localités, dans tous les départements) qui, tout en se sentant d'accord avec nous, n'ont jamais pris leur carte du Parti Socialiste.
Ceux aussi (pourquoi ne pas le dire ?) qui ne l'ont plus à l'heure qu'il est, pour le moment.
Mais également, bien entendu, l'autre grande mouvance d'origine Communiste.
Beaucoup d'énergies, de capacités d'action et de réflexion existent et donc, sans discrimination, nous interpellons (pour prendre un mot très à la mode) pour entraîner dans cette réflexion d'ensemble sur un projet qui, dès lors qu'il aura été adopté par le Parti Socialiste, qui est aujourd'hui le Parti nettement prépondérant à gauche, sera forcément le projet dont sera porteur l'ensemble de la Gauche et des forces de progrès, dont sera porteur ce que j'appellerai (pour reprendre une expression qui a fait grande fortune il y a un siècle et qui a toujours son sens) le Parti du mouvement (je crois d'ailleurs que Michel Charzat l'a employé tout à l'heure), c'est-à-dire toute cette constellation de forces, dont notamment ceux-là, tous ceux, si divers et souvent désabusés de l'activité de parti, qui penchent maintenant vers l'écologie.
Le tri se fera. Nous savons très bien que ce secteur est composite politiquement et que, tout en disant les uns et les autres qu'ils ne choisissent pas, en fait ils ont une pente vers la Gauche et d'autres, disons, vers ailleurs.
Tous ceux aussi, oui, regroupés du côté des MRG, vers la France Unie.
Il faut travailler les formes dans lesquelles nous nous adresserons à tous ceux-là et organiserons ce travail de terrain qui sera la préparation concrète, avec un contenu concret, autour même de la réflexion sur le projet, dès lors que nous l'aurons un peu avancée et que nous serons en mesure de faire des propositions plus élaborées, des Etats généraux eux-mêmes.
Du coup, le projet sera bien celui de toute la France de progrès.

Fondation Jean-Jaurès

Je crois que nous mènerons cela avec en tête, constamment, l'idée que nous ne pourrons pas avoir, et nous pourrons de moins en moins avoir, une démarche, je dirais, hexagonale.
Je vais là être très allusif et très rapide, parce que l'heure tourne et d'autres doivent intervenir, mais ce qui se passe depuis plusieurs semaines nous le rappelle avec une grande force.
Là aussi (je crois que c'est là le plus difficile) regardons en face.
On dit : "Choc du Nord et du Sud". Cela paraît une simplification géographique et géopolitique un peu rapide.
"Les riches et les pauvres". Vous savez très bien que ce qu'on rassemble dans cette espèce de fourre-tout d'expression, "le tiers-monde", regroupe en réalité des pays, des sociétés, à des niveaux tout à fait différents et dont, en tout cas, la richesse est notoirement différente.
Ce qui est vrai, c'est que la majorité de ces pays plonge plutôt (car l'inégalité, elle n'est pas seulement à l'intérieur des Nations, elle est aussi à l'échelle internationale) vers une situation économique de plus en plus difficile.
Surmonter leur situation d'endettement, vous savez tout ce qu'a fait et continue de faire le Président de la République (c'est une des lignes directrices de son action, qui sera poursuivie, qui doit l'être, et intensifiée), mais en même temps (et il est lui-même très lucide à cet égard) nous sentons bien que, par ce seul moyen, nous n'avons pas vraiment de moyen de répondre au fond, nous n'avons pas la capacité de répondre au fond.
La dette, je ne crois pas (et je ne crois pas du tout que le Président le pense) que nous arriverons à la surmonter seulement de cette façon. C'est bien, là aussi, le système qui se trouve en question, d'autant que, dans le même temps (et je regrette qu'on fasse souvent un peu l'impasse là-dessus, mais je pense qu'on ne la fera pas dans le projet), l'évolution démographique (regardez un certain nombre de pays parmi ceux qui nous sont les plus proches) complique la première donnée, celle de la dette, et qu'on ne peut pas non plus escamoter cette évidence. Je sais bien que c'est délicat à aborder pour toutes sortes de raisons, mais il faut le faire, chers camarades.
Alors voilà, il faudra changer tout cela. Seulement, là aussi, vous retrouvez le marché mondial.
J'ai entendu encore ce matin (je m'excuse auprès des camarades, mais on dit cela un peu partout) parler du scandale de la spéculation sur le pétrole... Mais vous voulez faire quoi ? En appeler aux bons sentiments des pétroliers ? Mes chers camarades, il faut arriver à se sortir de cette contradiction. L'appel qu'on nous lance si souvent et que nous avons, ô combien, entendu, au réalisme, eh bien ! Il amène forcément à constater que le système tel qu'il est et qu'on nous demande avec réalisme d'intégrer (parce qu'en réalité nous n'avons pas trop le choix en l'état actuel des choses) implique cela.
Alors, je ne veux pas dire ce que je ne dis pas, qu'il faut se résigner, mais je veux dire : ne nous donnons pas l'illusion de je ne sais quelle pureté doctrinale retrouvée ! C'est ce que j'ai appelé, vous le savez bien, la compensation tiers-mondiste ou tropicale. Dès qu'on sort de nos frontières, toutes les utopies qu'on

condamne tellement ici, là, on les retrouve avec confort !
Ce confort ne peut plus durer, nous y sommes. Et vous savez, quelle que soit l'issue de la crise que nous vivons en ce moment (celle, disons, du Golfe et par rapport à l'Irak), dès lors que nous sommes dans ce contexte, nous en aurons d'autres !
Mais pour le moment, nous sommes avec cela et ce que je vais dire pour terminer mon propos n'est pas une pirouette par rapport à ce que je viens d'exprimer. Pour le moment, nous sommes avec cela et, au nom de ces données économiques, objectives (ce mot est tellement commode...), moi, je n'accepte pas, ou je n'accepterai jamais (mais personne ne songe à cela ici, naturellement) qu'on essaye de nous faire avaliser ce qui est le coup de force d'un Etat agressif, totalitaire.
C'est tout le sens de la démarche de l'ONU et de la démarche (qui a été rappelée tout à l'heure par le Premier secrétaire) du Président de la République.
Mais ne rusons pas, chers camarades ! L'aggiornamento, c'est là aussi ! Cela veut dire que l'épreuve de force se termine par une défaite politique de l'agresseur ! J'ai bien dit "politique". Ecartons les procès, les mots, les qualificatifs remontant à un demi-siècle, ce n'est pas sérieux ; entre nous, évitons-les, mais des deux côtés. Personne ici ne souhaite que cette affaire soit sanctionnée par un affrontement militaire. Mais moi, je vous le dis, compte tenu de qui on a affaire (et on voit jour après jour ses méthodes), la voie la plus sûre, ou la moins incertaine (soyons prudents, hélas) pour qu'il n'y ait pas d'affrontement militaire est, en effet (c'est d'ailleurs la voie choisie par l'ONU et par le Président de la République, mais que nous devons tous, je pense, assumer pleinement parce que l'expression politique, médiatique, dans cette affaire compte beaucoup, vous le savez), celle de la fermeté.
Je crois que c'est la plus sûre, ou la moins incertaine, pour éviter ce qui, quoi qu'il arrive, d'abord pour ceux qui en seraient les victimes directes et, notamment, pour les soldats, français et autres, qui sont là-bas, mais aussi par toutes les incidences que cela aurait, y compris sur le plan économique, serait une catastrophe : la fermeté.
Ma conviction, et j'en finis là vraiment, est que si l'épreuve de force ne se terminait pas par une défaite politique de l'agresseur (mes chers camarades, je ne prends aucun risque, et j'en prends d'autant moins que cela ne se terminera pas comme cela, à mon avis, mais imaginons...), nous aurions une nouvelle épreuve dans les dix-huit mois (il y a une logique des situations, je vous le répète, je ne vais pas employer un qualificatif à consonance historique, mais c'est comme cela...) et, là, dans un rapport de forces beaucoup plus défavorable. Cela, il faut le savoir.
Donc, on est dans une épreuve de force. Mais l'épreuve de force, cela ne veut pas dire que les chars et les avions vont se mettre à agir, c'est une épreuve de force politique. C'est vrai qu'elle peut avoir, à un certain moment, un stade militaire, mais c'est une épreuve de force politique.
Je le répète, ne nous cachons pas derrière le mot "objectivement". Cela, je veux quand même le répéter ici, après l'avoir dit ailleurs. On pourrait discuter

beaucoup, d'abord, sur le caractère objectivement progressiste de ce régime...
J'ai toujours été très frappé du fait qu'on entend ici la référence à des peuples opprimés (en réalité, ceux auxquels on fait référence le sont en général), mais que d'autres... les Kurdes... je ne sais pas... on n'a pas l'air de beaucoup les connaître...

Gérard Le Gall - Je les ai reçus !

Jean Poperen - Oui, oui... Mais je n'ai pas interpellé Le Gall, c'est curieux, cela !
(Rires)
Donc, Le Gall les a reçus...
(Rires)
Camarades, il y a cela, mais il y a eu aussi les pendaisons de Bagdad, et puis il y a aussi certaines filiations (c'est vrai, qu'est-ce que vous voulez, l'aggiornamento...je termine par où j'ai presque commencé), certaines connivences qui ont pesé très lourd et qui se sont retrouvées encore par l'abri donné à certains réfugiés rescapés du IIIème Reich... Non, non, mes chers camarades, on ne s'en tirera pas par des approximations (l'aggiornamento, là aussi) et c'est comme cela qu'on avancera.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Jean Poperen.
Lionel Jospin parlera cet après-midi.
J'appelle donc Gérard Lindeperg, dernier orateur de la matinée. Je vous demande de l'écouter. Nous aurons un petit quart d'heure de retard pour aller déjeuner à la Maison de l'Amérique Latine.

Gérard Lindeperg

Chers camarades, je serai bref, depuis notre Comité directeur du 16 juin nous avons eu trois rencontres importantes, la journée de travail sur la nouvelle étape sociale, l'université d'été en septembre, et Pierre Mauroy en a longuement parlé tout à l'heure, notre séminaire de Joué-lès-Tours.
Ces rencontres ont un point commun, le grand décalage entre la perception qu'en ont eue les participants et l'image qui en a été retenue à l'extérieur.
Dans les trois cas, des débats riches, une réflexion très ouverte, sans tabous, cela a été dit tout à l'heure, loin de la langue de bois et des préoccupations tacticiennes. Dans les trois cas, un climat que l'on peut effectivement qualifier de convivial, et qui renvoyait, loin derrière nous, les affrontements du Congrès de Rennes et nous dégageait enfin de la sinistrose de ce Congrès.
Et puis, il suffit d'une phrase, voire d'un seul mot, isolé de leur contexte, et exploités, par fois plusieurs jours après, car sur l'instant ni relevés, ni critiqués par les participants, pour que soudain tout s'enflamme, les journées studieuses et détendues se transforment alors en théâtre d'affrontement donnant le sentiment que nous sommes à nouveau cloués au sol, alors que nous avions le sentiment de

Fondation Jean Jaurès

commencer à re-décoller.
Je ne dis pas cela pour faire le procès de quiconque, mais pour que nous nous interrogions sur des phénomènes qui prennent de plus en plus une importance totalement disproportionnée avec le fait initial, et qui par une espèce de dynamique propre, finissent par nous échapper totalement et à nous transformer d'une certaine manière en spectateur d'une pièce dont nous sommes censés être les acteurs, et c'est souvent à partir de telles situations que naissent de faux débats qui nourrissent de mauvaises polémiques et qui génèrent de vrais affaiblissements du Parti.
Si l'on veut éviter d'aborder notre débat sur le projet dans de mauvaises conditions, deux questions me paraissent d'ores et déjà devoir être déminées, celle du Parti et celle du changement social.
S'agissant du Parti, j'ai eu l'occasion de rappeler à Joué-lès-Tours les thèmes de deux grands colloques, l'un qui s'intitulait "La crise du politique" et l'autre "La démocratie à reconstruire", où l'on parlait de la dissolution du lien social, de l'incapacité des partis à saisir les mouvements de la société, et j'en passe. L'un s'est déroulé en 1960 et l'autre en 1963.
Je crois qu'il en est des partis en politique comme du niveau des élèves en pédagogie. Le niveau baisse toujours. Ce qui est vrai des appréciations des enseignants d'aujourd'hui l'était déjà chez les maîtres d'école avant 1914, ou chez les clercs de l'époque médiévale, nous connaissons des textes des contemporains de Socrate qui se désespéraient dans les mêmes termes qu'aujourd'hui. Il me paraît évident que l'affaiblissement des partis politiques, qui sont indissociables de la République et de la démocratie, conduit inéluctablement au dessèchement de notre vie politique. Qui pourrait, parmi nous, penser autrement ?
Je dirai même, que dans des sociétés aussi fragmentées dominées par l'individualisme et agitées par la montée des corporatismes de toutes sortes, nous n'avons jamais eu autant besoin d'un grand Parti Socialiste pour retisser des liens sociaux, expliciter la cohérence de l'action gouvernementale, et tracer des perspectives ou redonner un sens à l'action collective, mais faire observer, à juste titre, comme l'a fait Pierre Mauroy, que le problème de la dégénérescence des partis est aussi vieux que la République, c'est dire du même coup que les partis ont une obligation permanente, s'ils veulent être capables de prendre en compte les attentes et les besoins de la société.
Et sur ce point, je ne crois pas non plus qu'il y ait un désaccord entre nous et qu'il faille rouvrir une nouvelle fois un débat artificiel entre les anciens et les modernes. Qui peut nier dès lors que le social ne se reflète plus directement dans le politique - je dis bien, Jean Poperen, directement dans le politique - que nous soyons dans l'obligation de réfléchir au mode de médiation que doit exercer un parti Politique comme le nôtre ? Qui peut nier que le développement de l'éducation et de la culture, la quantité et la rapidité de la circulation de l'information, la volonté d'autonomie et l'exigence de participation concrète des citoyens posent aujourd'hui, en termes différents de ceux du passé, le problème de la vie démocratique dans un pays comme le nôtre ?

Fondation Jean Jaurès

Le fait que nous vivions dans un monde ouvert, cela a été dit, nous oblige à tenir compte des règles de l'économie de marché et comme vient de le rappeler Pierre Mauroy, Michel Rocard dans son discours de Joué-lès-tours précise : "si je dis tenir compte et non pas respecter, c'est parce que toutes les règles ne sont pas respectables", eh bien, de la même manière il nous faut tenir compte de l'opinion, et c'est ce que nous faisons déjà et depuis longtemps dans les permanences, dans les réunions locales, ou sur les marchés.
Pourquoi mes camarades certains réduisent-ils le concept d'opinion au simple outil que sont les sondages qui, je le disau passage, ne méritent dans nos commentaires, ni cet excès d'honneur, ni cette indignité, l'opinion est un concept qui ne se résume pas au sondage, c'est la somme des attentes et des clivages qui font une société.
Nous avons eu raison, à l'image de nos camarades du PSOE, de choisir une démarche d'élaboration du projet : écouter, impliquer, décider, qui ne fera trancher le Parti qu'après une écoute des citoyens.
Pour autant, faut-il le rappeler, personne ne pourrait croire que cela signifie que le Parti doive rester inerte, et renoncer à influencer l'opinion publique. Lorsque le Premier Ministre déclare que les mesures impopulaires sont souvent celles - je cite - "dont on n'a pas su expliquer les vertus", chacun a bien conscience du vaste espace de responsabilité qui revient au Parti.
Avec le débat sur la contribution sociale généralisée nous avons une belle occasion d'exercer cette responsabilité et de conduire la bataille politique à partir d'un rapport de forces initial très éloigné - c'est un euphémisme - de toute forme de consensus.
Pour que notre parti soit mieux en phase avec notre pays, et mieux à même d'exprimer une volonté collective, j'ai proposé à Joué-lès-Tours une formule qui tente de résumer trois objectifs pour notre Parti : parler plus vrai, voir plus loin, agir plus près.
Parler plus vrai : nous avons commencé à le faire depuis notre dernier Congrès. Les documents rédigés par Michel Charzat correspondent à notre attente.
Voir plus loin : au-delà de l'action gouvernementale, au-delà d'une législature, tel est le sens de notre projet et si l'année 1989 a mis fin au messianisme révolutionnaire, ne croyons pas pour autant que nous pourrons faire l'impasse sur la part de rêve et la part d'espérance qui poussent les hommes à agir et donnent un sens à leur action collective, faute de quoi la disparition du mythe révolutionnaire risque de conduire au refuge dans l'irrationnel, au repli dans le mysticisme ou à la fuite dans des formes exacerbées de nationalisme.
Agir plus près, plus près du terrain, plus près des gens, reconstruire les réseaux de solidarité et de convivialité, abandonnés par le Parti Communiste, et aujourd'hui disputés par le Front National.
A ceux qui parlent Socialisme de patronage, lorsqu'on parle Socialisme de proximité, je demande de préciser par quel autre moyen ils pensent que nous réussirons à renouer les liens distendus de la confiance populaire, par quel moyen nous mettrons notre Parti à la norme Socialiste européenne, car si nous sommes le premier Parti de France, nous demeurons le dernier Parti en Europe

Fondation Jean-Jaurès

pour le rapport entre le nombre d'électeurs Socialistes et le nombre d'adhérents. Nous sortons de Joué-lès-Tours avec trois outils qui devraient rendre notre action plus efficace, «Vendredi» dont l'audience devrait être élargie en direction de nos sympathisants, la Fondation Jean Jaurès, qui devrait amplifier noter rôle international, et stimuler nos activités de recherche et un centre de formation commun aux élus et aux militants, qui devrait enfin concrétiser notre discours sur la valorisation de la ressource humaine, et notre belle unanimité de Congrès en faveur de l'intensification de notre effort de formation, et je crois en effet que la formation est l'un des moyens pour re-politiser le Parti, fournir des repères historiques absents chez beaucoup de nouveaux adhérents, et même de briser l'atonie, voire parfois la désespérance de beaucoup de sections.

Mais, et c'est le deuxième point que je voudrais aborder, la mobilisation des militants passe aussi par une meilleure perception du changement social, et une meilleure cohésion entre Parti et gouvernement.

Nous savons en effet que nous ne gagnerons les élections législatives de 1993 qu'avec un Parti Socialiste parfaitement en phase avec le gouvernement, avec un parti et un gouvernement qui agiront de façon autonome dans leur sphère spécifique de compétences mais de manière complémentaire et parfaitement articulée.

Que constatons-nous ? D'un côté un gouvernement qui marque des points, de l'autre des Socialistes trop souvent sceptiques, qui manifestent parfois leur doute, là où on attendrait de la détermination.

Comment expliquer ce décalage ? Les raisons, je crois, en sont profondes, et doivent être analysées à travers le rapport que les Socialistes français entretiennent avec le pouvoir et la conception ou plus exactement l'image qu'ils se font du changement.

Notre culture Socialiste est d'abord une culture d'opposition et ceci ne s'efface pas en quelques années et on le sait, à travers - à l'exception de la période ouverte par la victoire de François Mitterrand - des années où la Gauche n'a accédé au pouvoir dans ce pays qu'à travers de rares et très courtes périodes.

Cette culture Socialiste est une culture "radicale", au sens révolutionnaire du mot, qui découle finalement de notre histoire profondément marquée par la cascade de révolutions qui a marqué le 19ème siècle, et la tradition ouvrière française a toujours véhiculé une image du changement sous la forme de ruptures brutales et d'affrontements toujours à forte charge émotionnelle, la grève prenant largement le pas sur l'action politique, dans la logique de la charte d'Amiens et il en résulte que la conception d'un changement progressif, qui se réalise dans la durée, est étrangère à la culture Socialiste française, et que la négociation et le compromis ont longtemps été par définition suspects, ce qui fait que tout changement qui ne s'accompagne pas du tumulte des passions et du déploiement des drapeaux n'est pas perçu comme tel.

Notre tâche politique consiste à développer une autre conception du changement, en démontrant la nécessité du passage d'un Socialisme proclamatoire qui, certes, peut satisfaire l'imaginaire, mais demeure très souvent stérile, à un Socialisme qui sait assumer la durée et créer les conditions d'une

Fondation Jean Jaurès

transformation profonde de la société.
Tout ceci, me direz-vous, est déjà dans les faits, et c'est parfaitement exact, c'est dans les faits, mais ce n'est pas encore dans les têtes. Nous n'avons pas à nous justifier de faire de la gestion, mais expliquer pourquoi il n'y a pas de transformation durable sans une bonne gestion.
En 1982-1983, nous avons radicalement changé de politique, en disant le contraire le Parti a dû faire le dos rond, accumulant rancœurs et amertumes qui ont nourri une espèce de mauvaise conscience sur laquelle ont pu prospérer tous les sentiments de déficit.
Mes camarades, ne recommençons pas cette erreur et soyons capables d'assumer clairement tout ce qu'implique la transformation d'une société complexe comme la nôtre.
Avant de conclure, je voudrais dire un mot sur le Parti Communiste, après l'intervention de Pierre Mauroy.
Le Parti Communiste est un grand corps malade qui doit être traité avec ménagement, en raison de son extrême susceptibilité et je ne suis pas convaincu que dan la phase actuelle, dans la phase où nous sommes actuellement, des interpellations trop fortes, cela aille dans le sens que l'on souhaite, c'est-à-dire le rassemblement à gauche.
Jean Poperen a largement dit ce qu'il pensait tout à l'heure sur le débat à propos du projet qui se développera pour la Convention de décembre. L'importance des questions qu'il a posées, mérite mieux qu'une phrase en conclusion mais je crois que nous y reviendrons.
Je souhaite, je voudrais simplement dire une seule chose : prenons garde - je ne dis pas qu'il l'a fait - j'ai dit "prenons garde" à ne pas rouvrir les vieux débats autour des archaïques et des modernistes. Je ne dis pas qu'il l'a fait, je dis "prenons garde après le bon départ du texte de Michel Charzat, car nous risquerions de le regretter très rapidement".
Je crois que l'exercice qui nous attend, sera un exercice extrêmement difficile car si la méthode est novatrice pour les Français et pour toux ceux que nous allons consulter, elle est également novatrice pour nous-mêmes parce que nous ne l'avons jamais expérimenté.
Nous savons tous avec quelles nuances sont faites les analyses à cette tribune, mais nous savons aussi comment de simplification en simplification, le débat atterrit dans les réunions de sections.
Chers camarades, à l'occasion de ce Comité directeur, de rentrée, sachons trouver le ton juste. Pas d'optimisme béat qui nierait les difficultés et sous-estimerait les obstacles, mais pas non plus de pessimisme systématique qui ne parlerait que de ce qui ne va pas, qui nourrirait une morosité en contradiction avec la réalité et l'image que les observateurs étrangers nous renvoient.
Sachons trouver le ton juste, et sachons distinguer l'essentiel de l'accessoire.
En cette période de graves tensions internationales, sachons faire taire nos querelles parfois trop souvent subalternes.
Sachons apporter notre soutien et manifester notre confiance au Président de la République et au gouvernement.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)

Le président - Merci. Je vous rappelle donc que le déjeuner est organisé à la maison de l'Amérique Latine. Je vous demande de faire votre possible pour être revenu à 15 heures précises.
Merci; Bon appétit.

Parti Socialiste
Comité directeur
29 et 30 septembre 1990

Séance du samedi 29 septembre (Après-midi)

La séance est reprise sous la présidence de Claude Estier.

Le président - Veuillez prendre place pour que je puisse donner la parole à Lionel Jospin, s'il vous plaît.
Lionel, si tu veux bien affronter la salle...
La parole est à Lionel Jospin.

Lionel Jospin

Chers camarades, nos Comités directeurs, tous les deux mois, sont faits pour guider le Parti Socialiste, éclairer le gouvernement - en tout cas, quand nous sommes au pouvoir - aborder les problèmes nouveaux, démêler les situations complexes, donner des orientations pour l'action et prendre des décisions. Et c'est dans cet esprit et dans le cadre de l'intervention faite ce matin, par le Premier secrétaire Pierre Mauroy, que j'interviendrai personnellement sur quelques points.

- Un point de politique extérieure : le Golfe.
- Deux points de politique gouvernementale : la contribution sociale généralisée et l'éducation.
- Une question stratégique : nos alliances.
- Un problème de principe politique : l'opinion, la formation de la volonté populaire en démocratie.

Le golfe.
C'est ce qui polarise l'attention même si les problèmes de l'avenir de l'URSS, de l'union politique et monétaire de l'Europe à 12, de l'avenir du continent européen, des relations Nord-Sud, restent des problèmes pour les années qui viennent, fondamentaux.
Aujourd'hui, je ne parlerai que du Golfe.
Depuis le début, chers camarades, nous cheminons entre le risque de la guerre et la recherche d'une issue diplomatique. L'embargo d'une certaine façon faisant le pont entre les deux. Il est un acte de pression, et il est fait pour permettre l'issue politique. Et aujourd'hui, tout cela continue à coexister.

Collection Jean-Jaurès

La démarche politique diplomatique a été esquissée notamment par le discours de François Mitterrand à l'ONU. Nous nous reconnaissons, et en tout cas, je me reconnais pleinement dans cette approche et d'ailleurs, à ma place non pas chargée de faire des propositions au nom de la France, mais de donner plutôt le sentiment d'un responsable Socialiste dans l'interview du Monde, j'avais dit des choses qui étaient du même ordre, même si elles ne pouvaient pas avoir ce caractère de propositions d'un plan. Mais l'embargo qui doit conduire à cette situation diplomatique n'a pas produit tous ses effets.
Saddam Hussein n'a donné aucun signe de la tentation par lui ou de l'obligation par lui d'accéder à une solution politique. Il continue, au contraire, à jouer avec le feu. Dès lors, si nous devons continuer à rechercher les voies d'une issue diplomatique, nous devons être prêts politiquement et psychologiquement, au risque d'arriver à la réalité de la confrontation militaire directe.
Nous exclure a priori d'un tel engagement que nous ne souhaitons pas, mais que l'envoi même de nos troupes rend possible, ce serait soit considérer que c'est effectivement une affaire entre Arabes, soit penser que la réussite de l'opération de Saddam Hussein, c'est-à-dire le fait qu'il garde le Koweït n'aurait finalement pas de graves conséquences pour nous.
Or, je pense personnellement que les questions de l'équilibre du monde arabe, de la possession et de la distribution du pétrole, de la sécurité d'Israël, de la possible solution un jour du problème Palestinien, de l'avenir de la démocratie dans le monde arabe, du danger des armes chimiques puis nucléaires dans le tiers-monde, toutes ces questions nous concernent de façon vitale.
Je crois aussi qu'exclure a priori un tel engagement, ce serait ne se donner aucune chance de faire prévaloir qu'entre l'entêtement irakien justement et autre chose il puisse exister une solution politique.
François Mitterrand cherche une voie politique et diplomatique. Je crois aussi que par son dialogue direct avec le peuple, il prépare notre opinion au risque de la guerre.
Il a pour objectif l'échec possible maîtrisé, à moindre frais, de l'entreprise déstabilisatrice de Saddam Hussein et de toute façon, il a, et nous devons avoir comme objectif, l'échec de Saddam Hussein.
Il veut faire avancer, dans un monde à la recherche d'un nouvel équilibre, les idées d'un nouvel ordre international, où l'ONU jouerait pleinement son rôle dans la solution des conflits, où les rapports Nord-Sud, avec la complexité évoquée par Jean Poperen ce matin, seraient néanmoins plus justes, où des tentatives seraient faites pour régler une série de vieux conflits régionaux qui empoisonnent la vie internationale.
Nous devons l'aider par nos contacts internationaux et je crois que ce que Pierre Mauroy a dit était précieux, par notre analyse, par notre travail d'explication auprès de nos militants, de nos sympathisants, et dans l'opinion.
Deux points de politique gouvernementale ai-je dis : l'éducation, puisque c'est de mon ressort direct. La contribution sociale généralisée, puisqu'on en a parlé dernièrement également.
La rentrée scolaire s'est correctement passée. On peut même dire d'une certaine

Fondation Jean Jaurès

façon, comparée à d'autres qui l'avaient précédé, bien passée, même si naturellement des tensions continuent à exister dans un système éducatif qui est en expansion partout en maternelle avec la pré-scolarisation, au lycée avec la poussée vers les 80%, dans les universités à cause de la vague précédente dans les lycées.
Si cette rentrée s'est passée, je crois, correctement, c'est parce qu'il y a eu un réel effort de gestion précise, de cette rentrée, des moyens mis par le gouvernement et une certaine modification du climat chez les parents d'élèves ou chez les enseignants. N'hésitez pas naturellement, chers camarades, à me faire connaître soit directement, à travers ceux qui travaillent avec moi, vos points de vue sur ces problèmes.
Je vous signale d'ailleurs que je vais rencontrer très bientôt les délégués, les secrétaires fédéraux éducation du Parti.
Je pense, en tout cas j'espère, elle est maintenant devant nous, que nous maîtriserons la rentrée universitaire malgré tous les risques d'explosion que l'on avait évoqués ou promis notamment dans l'opposition avant les vacances.
Pourquoi ?
Je crois que nous avons pu faire des progrès dans la maîtrise du problème des inscriptions en université au mois de juillet. Parce que le plan d'urgence que le gouvernement a décidé, sera effectivement, on peut dire, intégralement réalisé à la rentrée universitaire.
Si vous êtes dans une ville universitaire, vous savez que les travaux sont en train de se terminer, quand ils ne le sont pas, dans toutes les villes universitaires, ou ces travaux étaient programmés.
C'est un précédent que d'avoir été capables de bâtir, en quelques mois, non pas en préfabriqués, des salles, des salles de TP, etc, souvent attendues depuis des années.
Une anecdote : allant à Toulouse, à l'université du Mirail, en juin, voir le début des travaux, le président de l'université me disait : "Monsieur le ministre, c'est le premier sac de ciment que je vois sur l'université du Mirail depuis 20 ans".
Je crois aussi que les moyens mis au budget de l'enseignement supérieur, la revalorisation importante relativement pour les professeurs du supérieur, le plan social étudiants dont nous commençons la négociation ou plutôt dont nous reprenons la deuxième phase de négociation avec les organisations étudiantes, permettront de faire face malgré la tension - mais naturellement je m'exprime ici devant le Comité directeur - il faudra attendre que la rentrée universitaire soit faite pour juger.
A propos de l'éducation, j'entends circuler deux thèmes actuellement.
Où va cet argent mis dans l'éducation nationale ?
Et en corollaire, y-a-t-il une politique de changement qualitatif au-delà des moyens qui seraient mis dans l'Education nationale ?
Je veux, chers camarades, dans la mesure où vous pouvez être confrontés à ces arguments, vous-même, vous donner quelques éléments de réponse car l'éducation c'est important pour nous, et c'est la première priorité du gouvernement.

Fondation Jean Jaurès

Où va l'argent ?
J'entends dire que l'Education nationale a reçu en trois ans, 50 milliards de francs de plus... alors décomposons... d'abord ne confondons pas budget, et projet de budget.
50 milliards, c'est le budget 1989. Le budget 1990 et le projet de loi de finances 1991. Il n'a pas été discuté, ni encore voté. Il n'est pas encore prêt à rentrer dans la réalité du système.
En réalité, sur 1989, et 1990, c'est 30 milliards de plus pour l'Education nationale, mais raisonnons sur la base de 49 milliards en réalité, 50 milliards sur trois ans, et soyons clairs et précis...
Sur ces 50 milliards qui ont été donnés ou qui seront donnés dans l'année qui viendra, plus de 26 milliards, près de 27 milliards vont en réalité aux rémunérations de la fonction publique hors revalorisation des enseignants. C'est le 1%, c'est le GVT, c'est l'actualisation des retraites. C'est l'impact sur le budget de l'Education nationale du fait qu'il y a plus d'un million de personnes soit la moitié de la fonction publique qui appartient à l'Education nationale. Ce n'est pas une mesure nouvelle pour l'Education nationale. Donc largement plus de la moitié de ces milliards n'est pas introduit dans le système éducatif.
23 à peu près vont à des mesures propres au système éducatif et à l'effort engagé dans ce secteur.
Sur ces 23 milliards, et sur trois ans, dont une année à venir... 17 en gros à l'enseignement scolaire. 6 à l'enseignement supérieur.
Sur cet ensemble des 23 milliards, 9,8 milliards ont été à l'accueil des élèves et des étudiants.
Emploi, formation, création d'emplois et formation des professeurs, notamment IUFM : 6,9 milliards.
Je signale qu'en trois ans, nous aurons créé 36 000 emplois soit autant que tous les emplois créés entre 1978 et 1988.
Aide sociale sous toutes ses formes, aux jeunes, aux familles, aux étudiants, 1,7 milliard.
Construction et équipement, c'est-à-dire l'accueil physique, par exemple dans les universités, 1 milliard, c'est-à-dire autant en investissements que de 1980 à 1988.
9 milliards vont à la revalorisation des personnels, indispensables psychologiquement, nécessaires pour tenter de faire face à la crise de recrutement qui n'est d'ailleurs pas encore jugulée.
4,8 milliards pour accroître la qualité et l'efficacité de l'enseignement. Mais quand on crée des postes de professeurs de fac, de collèges, de lycées, ou des postes d'instituteurs, n'est-ce pas la qualité de l'enseignement qu'on améliore ?
Donc la distribution de l'argent, elle est claire.
Y a-t-il une politique de changement à l'Education nationale ?
Chers camarades, je voudrais vous donner quelques éléments non exhaustifs sur ce qui a été fait en un peu plus de deux ans ou bien ce qui est en train de commencer.
Dans cette période nous avons fait voter une loi d'orientation, de réflexion

Fondation Jean Jaurès

d'ensemble sur le système.
Nous avons réalisé une revalorisation de l'ensemble de la fonction enseignante négociée positivement avec les syndicats, et si elle était jugée insuffisante, c'est le point de vue des enseignants, alors il faudrait plus d'argent pour la revalorisation, et je pense que cela a été au fond dans le secteur de l'éducation une bonne application de la démarche du compromis dont nous parlait Jean Poperen ce matin.
Les contrats pluriannuels avec les universités.
L'aide sociale aux étudiants, la nouvelle loi de formation des ingénieurs, la réforme des premiers cycles et les premières réflexions avec le Conseil national des programmes sur les contenus, les filières au lycée qui devraient aboutir à des concertations dans les mois qui viennent.
Une nouvelle approche des rythmes scolaires, tout en m'efforçant de nous éviter, chers camarades, si c'est possible, et il vaudrait mieux, une guerre du catéchisme.
Des créations de postes nombreuses pour l'accueil et l'encadrement, y compris en postes ATOS, alors que vous le savez, on en a supprimé massivement auparavant.
Le retour au pré-recrutement des professeurs, les futurs professeurs, dans l'enseignement scolaire et dans l'enseignement supérieur, mais sous une forme nouvelle.
La réforme de la formation des maîtres avec trois premiers IUFM à Reims, à Lille, à Grenoble, et tous les autres réalisés à la rentrée prochaine.
Une nouvelle politique dans l'enseignement primaire avec l'initiation aux langues étrangères.
Une évaluation grandeur nature en CE2 puis au collège.
La mise en place cette année dans 30 départements, puis dans tous les départements l'année prochaine, de cycles pluriannuels avec un travail en commun des instituteurs, une heure étant dégagée pour ce travail en commun.
Une évolution dans la politique d'orientation des élèves, fondée sur une consultation plus importante de ceux-ci et des familles.
La mise en place progressive dans les écoles et dans les lycées et collèges des projets d'école et d'établissement.
La mise en place des conseils des délégués élèves dans les lycées pour qu'ils puissent être entendus et représentés.
Une politique très importante pour le supérieur.
Des créations de postes massives, un plan d'urgence, un plan à cinq ans, université 2000.
Alors je voudrais dire que sur la base de ces premiers éléments, à ceux qui avancent aimablement la théorie de l'eau dans le sable, je peux répondre tranquillement : oui, j'ai trouvé souvent du sable et une terre desséchée, un tantinet assoiffée. Alors j'arrose, mais j'apporte aussi du terreau. Oui, on arrose, on cultive et ça pousse !
La contribution sociale généralisée : nous devons être pour cette réforme, on l'a dit, d'abord parce qu'elle vient des travaux même du PS. Alors ce n'est quand

même pas mal, en ces temps de réflexion sur gouvernement/parti, de voir que le gouvernement propose au pays une réforme qui vient des travaux même du PS. Je me souviens de notre Convention sur modernisation et progrès social, où nous avions élaboré cette nouvelle approche de la protection sociale. Nous devons être pour cette réforme parce qu'elle est juste, puisqu'elle vise à substituer un financement plus équitable de la protection sociale à un qui l'était moins.
Il y a, semble-t-il, des problèmes de modalités. Eh bien, utilisons le travail gouvernemental et puis bientôt le travail parlementaire pour régler ces problèmes quand ils existent, mais ne soyons pas contre le projet car ce serait être pour un statu quo injuste.
Ce n'est pas un impôt supplémentaire, puisque le prélèvement reste constant. Ce ne devrait même pas être un impôt, mais un prélèvement social, puisque le produit est affecté à la sécurité sociale et géré par elle, et je me demande, pour bien montrer cette caractéristique de contribution, s'il ne faudrait pas que cette contribution soit déductible du revenu imposable, quitte à en augmenter éventuellement le montant, le pourcentage.
Ce doit être, comme cela a été dit par plusieurs, le premier acte d'une réforme de structure qui touche au financement de la protection sociale, qui touche aussi au financement des retraites.
Il y a des problèmes, c'est vrai, celui des chômeurs et des retraités, et cela a une dimension psychologique et politique que nous ne devons pas négliger. Mais pourquoi a priori un homme et une femme qui travaillent et qui gagnent 10 000 F devraient-ils payer une contribution et pas quelqu'un ayant le même revenu et ne travaillant pas ?
Par contre, du côté des retraites, ne faudrait-il pas réfléchir aux bases de référence de l'évolution des retraites de façon à ce qu'un certain nombre d'inquiétudes soient levées ?
En somme, améliorons les modalités si nécessaire mais ne refusons pas le principe qui est juste au nom des modalités, et en même temps veillons à ce que les modalités aillent bien dans le sens du principe, la justice.
J'avais dit que j'aborderais un point de stratégie, c'est celui des alliances de la majorité présidentielle et des rapports avec le centre gauche, et je voudrais dire à cet égard que je m'inscris totalement dans ce qui a été dit par le Premier secrétaire Pierre Mauroy ce matin. En France, avec les forces politiques telles qu'elles sont, avec la majorité présidentielle en tant que réalité, et compte tenu de ce qu'est la bipolarisation nécessairement entraînée justement par l'élection présidentielle, il faut bien avoir à l'esprit que le centre, ce qu'on appelle le centre dans la vie politique française, n'est pas un centre mais en réalité une marge. Il est une force d'appoint pour soit la Gauche, soit la Droite, il n'est pas un pôle autour duquel pourrait se construire la vie politique française.
La deuxième remarque que je voudrais faire, c'est de dire qu'on s'interroge. Moi, il me semble que le Parti a l'habitude de ce débat stratégique, il l'a conduit depuis 1971 et il me semble, c'est bien d'ailleurs la démonstration que faisait Pierre Mauroy ce matin, qu'il suffit de confirmer notre approche de ces questions en l'adaptant.

Fondation Jean Jaurès

Nous continuons donc à intégrer le PC dans notre démarche stratégique, soit par des listes communes, soit par la discipline républicaine, naturellement s'il le veut bien, et je crois à cet égard qu'il est bon d'interpeller les Communistes qui le sont, eux, interpellés de toutes façons par l'évolution de l'URSS, c'est-à-dire la décomposition de ce qui a été leur point d'ancrage historique et géostratégique de tous temps.
De ce point de vue, l'utilité de la démarche des Etats généraux de la Gauche me parait tout à fait certaine.
Vis à vis de France Unie ou de Génération Ecologie, je pense que nous devons discuter avec eux parce qu'ils sont, et s'ils y sont, dans la majorité présidentielle, car à mon sens leur vocation est de conforter cette majorité, non pas de faire un pont avec la Droite. Je suis contre, nous le sommes, je crois, tous, une alliance avec les partis de Droite. Mais dès lors, quelques règles s'imposent, inspirées d'ailleurs de ce que nous avons fait historiquement avec le MRG qui avait la même fonction du côté du centre. Nous ne les critiquons pas, mais ils ne nous critiquent pas. Ils développent positivement leur identité, ils n'ont pas à la développer à nos dépens. Nous passons avec eux un accord politique, ils intègrent et acceptent notre stratégie avec le PC, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent accepter à France Unie quelqu'un qui vient pour refuser le désistement vis-à-vis du PC une fois que le premier tour est passé, nous respectons mutuellement nos sortants, nous nous entendons sur des circonscriptions, notamment celles qui peuvent être gagnées, en tenant compte bien sûr des réalités politiques et du poids de chacun, et nous avons une stratégie commune qui vaut partout et non pas à la carte, selon qu'elle arrange les uns et les autres. Il y a une seule règle pour tous et une seule règle partout.
Ils ne peuvent, comme l'a rappelé Pierre Mauroy ce matin, et c'est très important, accepter en leurs rangs des Socialistes qui quittent le Parti Socialiste parce qu'ils ont été battus par nos militants dans une désignation.
Suivre ces règles, je crois, aurait pour la majorité, pour nos alliés potentiels dans les élections et pour nos membres un effet de clarification politique utile.
Je termine sur un dernier point qui touche à l'opinion, au Parti, à la démocratie. C'est une question tout à fait fondamentale car elle touche au sens même de notre engagement et au cœur de la politique. Je crois donc qu'il ne faut pas que nous caricaturions ce débat. Personne, j'imagine, chez nous, n'est attaché au concept de Parti d'avant-garde. Je pense que personne chez nous non plus ne pense qu'il faille suivre passivement l'opinion. Aucun gouvernement, aucun parti, aucun pouvoir ne peut ignorer l'opinion ou ne peut ignorer ce que pensent les Français, mais le problème est peut-être complexe, plus complexe qu'on ne l'a présenté.
Le peuple, les Français ou l'opinion, n'est pas "un" dans une démocratie, mais multiple. Il existe une pluralité d'intérêts et d'opinion, et c'est même la caractéristique de la démocratie qu'il en soit ainsi.
Il n'y a pas une opinion, une volonté des Français, qui se dégagerait, abstraitement et uniforme, mais des opinions et des volontés dont certaines sont contradictoires.

Fondation Jean-Jaurès

Le deuxième élément, c'est que l'expression de la volonté du peuple n'est jamais immédiate. Elle est toujours médiatisée. Syndicats, associations, groupements d'intérêts, courants religieux ou de pensée, organes de presse, sondages, élections surtout en démocratie, et partis, bien sûr, dans une vie pluraliste, concourent à cette médiatisation.
Dans l'expression, la formation, la perception, le respect de la volonté des Français, le rôle des partis et donc du nôtre est essentiel. Non pas exclusif mais essentiel comme dans toute démocratie.
Si cette médiatisation de la volonté du peuple était faite par les seuls organismes économiques et sociaux, par les intérêts professionnels, ce serait alors le risque du corporatisme. Si elle était faite par les seuls experts, ce serait le danger de la technocratie.
Si les partis interviennent au milieu d'autres forces mais eux particulièrement parce qu'ils concourent au suffrage universel, alors on est dans la démocratie politique, même si la démocratie ne se limite pas à la démocratie politique.
A ce raisonnement de principe, chers camarades, s'ajoute un raisonnement d'efficacité. Pas de victoire possible et durable, nous en avons fait l'expérience, sans parti fort.
Nous avons gagné deux fois l'élection présidentielle avec un très bon candidat et un parti fort. Nous ne gagnerons pas la prochaine sans un parti fort et un bon candidat !
Je conclus sur ces quelques sujets. Il n'y a pas, on l'a vu ce matin avec le débat, automatiquement une opinion unique ou qui soit faite entre nous ; nous sommes là pour échanger des opinions et tenter, si possible, d'en former une qui nous devienne commune. Ce sera le sens même de la démarche d'élaboration du projet qu'a introduite aujourd'hui Michel Charzat. Je n'en parlerai pas cet après-midi mais j'aurai peut-être, avec vous tous, l'occasion d'y revenir car, comme vous, je crois que le Parti Socialiste, outre sa présence dans la vie quotidienne, doit absolument mettre au clair ses idées et ses projets, réfléchir à son projet pour l'avenir toujours si proche.
Je vois notamment deux grandes pistes de réflexion, deux grandes interrogations que j'avais d'ailleurs lancées en quelques mots au séminaire gouvernement/Parti de Joué-lès-Tours.
Comment, dans le champ économique et social et dans une réalité internationale, nationale aussi, qu'évoquait ce matin notamment Jean Poperen, qui pousse spontanément à l'inégalité des revenus et des puissances, comment maintenir une exigence mais aussi une politique concrète de justice et de transformations sociales qui a été toujours le moteur de l'action des Socialistes depuis un siècle et demi mais je dirai même aussi le moteur de la transformation des sociétés ?
Deuxièmement, comment, dans le champ de la politique et des idées, actualiser les thèmes concrets, visibles, pas caricaturés mais ressentis comme existants de l'opposition Droite/Gauche, de l'ordre et du mouvement, parce que cette structuration Droite/Gauche, c'est elle qui a régulé la vie politique française et, je dirai aussi, l'évolution des idées politiques et sociales, depuis la Révolution française.

Fondation Jean Jaurès

Si cette structuration se perd, même si elle doit être modernisée, alors on court le risque effectivement que d'autres forces politiques fassent irruption dans le champ politique et social. On court le risque de voir qu'au moment où le Socialisme de dictature, la vision léniniste puis stalinienne, dépose son bilan devant l'histoire et, finalement, avoue qu'elle cède le pas devant la démarche du Socialisme démocratique, on court le risque qu'au même moment le Socialisme démocratique, faute qu'il puisse se renouveler ou appliquer véritablement sa vision dans les faits, cède le pas au conservatisme.
Cela, naturellement, c'est l'enjeu de cette fin de siècle et c'est aussi, en partie, au projet, mais c'est aussi beaucoup au gouvernement et au Parti de tenter d'y répondre.
(Applaudissements)

Le président - Louis Mermaz et Jean-Luc Mélenchon.

Louis Mermaz

Chers camarades, je voudrais largement consacrer mon propos au problème de stratégie du Parti. Je ne traiterai donc pas un certain nombre de sujets d'actualité, d'autant plus que plusieurs d'entre nous les ont abordés tout récemment à l'occasion des journées parlementaires de Nantes, et puis il faut éviter les redites.
Nous avons d'ailleurs tous à l'esprit la situation internationale, la crise du Golfe et nous avons dit notre soutien actif aux positions prises et aux actions menées par le Président de la République.
Situation internationale, Golfe, Europe, réunification allemande, rentrée parlementaire, budget 1991, problèmes agricoles, contribution sociale généralisée.
Mais, comme on le voit depuis ce matin assez régulièrement, les Socialistes s'interrogent sur leur identité.
Trois critères pour s'interroger sur cette identité : le programme, les propositions, les idées comme l'on dit, notre action quand on est au pouvoir et puis notre stratégie, nos alliances.
Sur les alliances, nous sommes entraînés. C'est un sujet classique qu'on traite aussi régulièrement mais les trois critères rappelés : programme-idées, action gouvernementale, stratégie-alliance, tout cela réagit l'un sur l'autre.
Nous voyons bien qu'il y a là deux dangers.
D'un côté, le maximalisme, la rigidité, le dogmatisme, la langue de bois, l'illusion plaquée sur la réalité, la méconnaissance en fait des réalités, l'ignorance du rapport des forces sociales de l'Etat, de la société, des mentalités.
Bref, on peut faire dans le Socialisme en chambre.
Au 19ème siècle, on parlait du Socialisme de la chaire, celui des professeurs, du Socialisme utopique. Il a eu son utilité et ses grandeurs. Il survit même ici ou là. Il ne permet pas forcément de transformer efficacement la société même s'il a son charme. Il ne conduit pas forcément à la victoire lors des élections. Il ne permet pas forcément de gouverner ni de se maintenir durablement au pouvoir.

Fondation Jean-Jaurès

Voilà le danger qu'aujourd'hui on a coutume de dénoncer et le cas est assez facilement entendu.
Mais il y a aussi de l'autre côté le laxisme, par excès de réalisme, finalement, on s'accommode de l'ordre établi, l'establishment, le libéralisme, déroulent sous nos pieds tapis et encens, pour les nouveaux convertis. Le Socialisme est transformé en icône, en images pieuses, enfermées dans des temples pour initiés ou pour dévots.
Des choses sérieuses se passent en dehors des temples, entre gens sérieux. Cela aussi se termine généralement assez mal car, à l'heure de vérité, la Droite préférera toujours pour faire une politique de droite, la Droite, et après tout, c'est normal.
Les Socialistes, avec la propension qu'ils ont parfois à faire pénitence sur le dos du voisin, se renvoient volontiers de l'un à l'autre les accusations de dogmatisme ou de laxisme, alors que le problème est de trouver ou de garder le cap sur la voie du changement, changer la vie, sans tomber ni dans le dogmatisme ni dans le laxisme. C'est un exercice difficile, mais passionnant.
Cette réflexion préliminaire bien simple faite, quelques mots sur le programme, sur l'action gouvernementale et sur la stratégie.
Nos programmes sont plus souples que par le passé. En 1981, ce furent les 110 propositions de François Mitterrand, remarquons d'ailleurs que la plupart ont été appliquées et que s'il en reste quelques-unes qui soient devant nous, elles ne sont pas abandonnées, même dans une période de conjoncture difficile, la réduction de la durée du service militaire reste à l'ordre du joue. En 1988, ce fut la Lettre à tous les Français, plus pragmatique, mais le cap était clair et personne ne s'y est trompé, et nous voici qui abordons, comme Parti Socialiste, le projet pour l'an 2000, à partir du texte à l'écriture vigoureuse de notre ami, Michel Charzat. D'ailleurs, la façon dont nous entendons élaborer ce projet montre que les Socialistes ne prétendent pas à eux seuls avoir la vérité innée, puisqu'ils recherchent des consultants, puisqu'ils veulent dialoguer avec les Français, élaborer face et avec l'opinion publique.
Mais nous avons nos convictions, nous avons notre histoire et nous croyons à l'utilité de notre doctrine, même si elle doit épouser l'évolution des temps. D'ailleurs, les Socialistes ont toujours prétendu coller à la réalité pour la transformer peu à peu.
Voici donc ce chantier qui s'ouvre devant nous et qui, au moment où nous recherchons, c'est vrai, un certain nombre de repères, chantier qui vient à point nommé.
L'action gouvernementale.
Premier septennat de François Mitterrand, des réformes très significatives, puisque la Droite revenue fugacement au pouvoir a voulu revenir sur plusieurs d'entre elles. Articles du Code du Travail...

Dans la salle - Pas sur toutes.

Louis Mermaz - Ce que nous avions décidé en matière de lutte contre la

précarité, nationalisations, impôt sur les grandes fortunes, cela ne lui a pas porté bonheur, car l'opinion avait évolué en matière d'impôt sur les grandes fortunes, c'était admis par de larges couches de la société, au-delà même de celles que nous inspirons directement.
Le deuxième septennat a vu encore des réformes et la réduction des inégalités demeure à l'ordre du jour. Le dialogue s'engage donc sur ces divers points. Il s'engage entre le gouvernement, le Premier Ministre, d'une part, le Premier secrétaire de l'autre. Cela choque parfois, d'ailleurs, et Pierre Mauroy parle une langue vigoureuse, et on a parfois l'impression "tous aux abris", et heureusement, cela s'arrange. Il est normal qu'il en soit ainsi.
Avec le groupe parlementaire, il y a parfois des tensions qui sont normales dans un dialogue franc et loyal. Cela dure un peu plus longtemps. C'est normal. On entre davantage dans le vif du sujet, on est davantage au niveau de la technique et cela amuse parfois les gazettes. On passe des accords on passe des compromis, cela bouge, les priorités sont reconnues de part et d'autre, gouvernement, groupe parlementaire, Parti, il n'y a pas de problèmes de ce point de vue, même lorsqu'il s'agit de faire un budget difficile à faire, du fait de la crise. Et puis, on avance, plafonnement des loyers, réforme de la fiscalité, taxe d'habitation demain, j'espère bien réforme du foncier, réforme urgente et nécessaire, si on veut, comme nous le disons, ne pas simplement promettre la ville pour tout le monde, mais que cela se traduise dans la réalité.
Le Président de la République d'ailleurs rappelle régulièrement les droits du Parlement. La majorité a des devoirs, elle a des droits. Certains insistent sur les formes à respecter. Très bien. Mais la majorité n'est pas seulement une vieille dame qui exigerait des égards ou des attentions. Il y a les formes à respecter, il y a aussi le fond, et les élus ont été élus sur un programme. Ils devront en rendre compte. La plupart des ministres ont été, eux aussi, élus sur le même programme, la quasi-totalité des ministres, nous sommes donc coresponsables de l'application de ce programme, et nous sommes également, j'espère bien, gouvernement, Parti, groupe parlementaire, suffisamment raisonnables pour apprécier l'état de la société et du monde dans lequel nous évoluons.
La stratégie.
A mon sens, c'est relativement simple même si parfois selon la formule d'Edgar Faure, on complique le problème parce que, paraît-il, quand un problème est déjà compliqué, il faut le compliquer davantage pour pouvoir le régler.
Qui veut transformer la société ? Qui nous a élus ? Qui est susceptible de nous réélire ? A ces questions bien simples, nous serons d'accord, je pense, pour donner des réponses claires, Il y a le Parti Socialiste, il y a la Gauche, toute la Gauche, il y a ceux qui acceptent de travailler avec le Parti Socialiste qui, aujourd'hui, représente l'essentiel de la Gauche. Les choses seraient encore plus simples si le Parti Socialiste représentait à lui seul toute la Gauche, mais il y a aussi la Gauche non Socialiste dans le temps. Dans le temps, on disait la Gauche non Communiste pour nous désigner. Aujourd'hui que les rapports de forces se sont totalement inversés, ne sommes-nous pas fondés à parler de la Gauche non Socialiste pour désigner les Communistes ou ceux qu'ils inspirent encore ?

La Gauche non Socialiste, le MRG, le Parti Communiste, c'est l'appareil. Il y a aussi les élus Communistes, les électeurs Communistes, les anciens Communistes, les abstentionnistes Communistes, cela fait beaucoup de monde, cela fait quelque trois millions d'électeurs. Nous avons intérêt à les retrouver lors des prochaines consultations électorales, nous qui sommes de loin le premier parti de la Gauche et qui ne prétendons pas à la majorité à nous seuls, il faudra encore quelque temps pour que nous puissions avoir la majorité.
Les écologistes.
On l'a dit ce matin, il y en a de gauche, il y en a d'indéterminés, il faut qu'ils se déterminent politiquement, de même qu'il faut que nous intégrions de plus en plus à notre réflexion et à notre action l'écologie, l'environnement, mais attention à la confusion car en ce domaine, les choses ne sont pas encore décantées ; pourtant, on sait que le libéralisme et la démocratie de type Communiste sont pollueurs et destructeurs de la nature, chacun à sa façon, est destructeur de la nature.
Les écologistes devront donc se déterminer politiquement, on leur dira les choses sur le ton le plus calme, le plus tranquille et sans aucune forfanterie mais les problèmes économiques, les problèmes sociaux, les relations du capital avec le monde du travail, la politique étrangère, bref tous les sujets qui font notre vie, qui font la vie de notre pays, doivent être intégrés au débat avec les écologistes.
Nous avons des préoccupations écologistes. Les écologistes doivent aussi découvrir cette dimension pleinement politique car, pour nous, écologie, progrès économique, progrès social ne sont pas antinomiques, ne sont pas contradictoires. Bref, il faut qu'ils nous disent en chaque circonstance s'ils s'inscrivent dans le cadre de la majorité présidentielle.
Pour France Unie, là aussi les choses doivent être claires et ce que Pierre Mauroy a dit, d'autres camarades l'ont dit. Est-ce que ceux qui se réclament de France Unie acceptent clairement la stratégie de rassemblement de la Gauche, avec parfois des bénéfices mais avec, aussi, des droits à respecter ? Ils sont dans la majorité présidentielle disent-ils et nous leur en donnons volontiers acte, ils sont à côté des Socialistes, ils ne sauraient être à la place des Socialistes. C'est d'ailleurs la condition de leur efficacité et je crois que là, il doit être aisé entre gens de bonne volonté de s'entendre.
Pierre Mauroy a dit, d'autres ont dit clairement que ce serait une absurdité - personne n'y a jamais pensé d'ailleurs - de les voir candidats dans des circonscriptions déjà conquises par les Socialistes. Il y a des circonscriptions qu'ils sont susceptibles de conquérir, d'autres qu'ils perdraient immédiatement, d'autres qui ne sont pas à la portée de leur victoire, mais nous qui sommes des praticiens, nous pensons toujours à la date des élections 1993-1995, c'est normal. D'ailleurs, nous sommes chargés de cela, mais les Français n'ont pas le regard fixé sur 1993 et 1995. Donc, tout ce que nous allons faire d'ici là est important pour eux et, donc, pour nous.
Il existe à l'Assemblée Nationale presque une majorité Socialiste. Les Socialistes plus les apparentés et non inscrits, ceux qui votent régulièrement pour nous, cela fait moins quatre voix. A quatre voix près, nous pourrions nous

passer de tout concours. Ces quatre voix-là, elles pèsent lourd, mais elles ne pèsent rien puisque nous ne les avons pas ; il faut les trouver. Il existe à l'Assemblée Nationale une majorité de gauche. Il ne faut pas renoncer à l'interpeller ; il ne faut pas renoncer à chercher à la réanimer en certaines circonstances pour faire une réforme à laquelle nous tenons, une réforme que les Communistes ne peuvent refuser. A ce moment-là, on peut, au moins, espérer d'eux une abstention significative.

La Gauche non Socialiste, les Communistes sont dans de grandes difficultés. Les Socialistes recueillent ou recueilleront des voix qui, hier, allaient aux Communistes à condition qu'ils fassent une politique authentiquement Socialiste, ce qui signifie qu'ils seront des Socialistes dans leur tradition, mais cela va de soi, des Socialistes de la fin de ce siècle et du début du siècle suivant car le propre du Socialisme, c'est de comprendre son temps et, dans la fidélité à la tradition, de savoir épouser les changements.

Je trouve intéressant le débat ouvert par Michel Rocard à Joué-lès-Tours, de même que je trouve amusants- je le disais à mon voisin hier, Gérard Fuchs - les exercices d'exégèse auxquels chacun se livre : il a dit ceci ou cela... pas tout à fait cela... la pensée de Michel Rocard n'est pas surgie à Joué-lès-Tours, cela fait 25 ans qu'il a une doctrine et des idées. Personne ne lui contestera la fidélité à ses idées.

Alors, moi, je ne lui chercherai pas des poux dans la tête pour savoir s'il en a dit trop. D'accord, il y a une phrase qui ne me semble effectivement pas correspondre tout à fait au reste du texte, mais je crois que ce qui est important, c'est de parler, de travailler ensemble, d'accepter dans la confrontation des idées dont on avait un peu perdu ces temps-ci le goût au Parti Socialiste, d'accepter d'avoir une action réciproque sur la pensée de l'un et de l'autre. J'ai confiance dans ce qui se passera pour que l'action et les événements résolvent les différences et, parfois, certaines contradictions. On pourrait se poser la question : synthèse, synthèse générale, es-tu là ?

Nous voici en face du projet, le projet, la prospective, les objectifs, la stratégie, l'an 2000, mais qu'est-ce qu'on va faire d'ici à l'an 2000 ? Cela commence le 1er octobre. Le 2 octobre, vous l'avez peut-être oublié - Laurent Fabius et quelques autres le sauront - c'est la date de la rentrée parlementaire. Il faut préparer l'an 2000 mais il faut déjà être présent au rendez-vous du 2 octobre et nous avons du pain sur la planche avec un budget qui est bon, qui tient compte des événements, qui, en certains points - le groupe parlementaire et le Parti s'en occuperont - peut être amélioré, amendé, mais nous avons déjà donné acte au gouvernement de ce que les priorités étaient respectées.

Je vais terminer sur ces quelques considérations. Il y a les problèmes de stratégie. On dit que le Parti Socialiste est un parti de second tour, ce qui veut dire qu'on n'est pas tout à fait au point dès le premier tour, on le savait.

Le Parti Socialiste doit s'entendre parfois dès le premier tour ou au moins au second tour, avec ceux qui s'inscrivent dans la majorité présidentielle mais aussi avec tous ceux qui sont de gauche. Je n'ai pas parlé, je ne parlerai d'ailleurs pas davantage de la Droite parce qu'en ce domaine, en ce moment, la dérision est

trop facile. Non. Ce que nous devons faire, c'est mener avec la Droite le combat politique dans un esprit de responsabilité, de maîtrise de fermeté sans que cela ne dégénère jamais en guerre civile froide.
La Droite a des responsabilités, par exemple, dans la montée du Front National, certains à droite plus que d'autres, donc certains à droite moins que d'autres.
Nous devrons avoir la volonté de faire barrage au Front National au second tour, à condition que la Droite ne joue pas au renard et qu'elle s'oppose fermement au Front National. Elle ne pourrait, par exemple, se faire élire dans certaines circonscriptions avec les voix du Front National (quoi qu'en diraient ses responsables locaux) pendant qu'ailleurs elle prétendrai, avec des voix venues de la Gauche, se faire élire contre le Front National ! Ce serait d'une ambiguïté tragique. On peut être de droite et être démocrate, mais on ne l'est plus si l'on pactise directement, indirectement ou par personne interposée avec l'extrême droite, avec ceux qui s'en réclament ou avec les idées odieuses qu'elle véhicule.
La stratégie, dans le fond, c'est une manière noble, à condition qu'elle soit au service d'objectifs politiques.
Ces objectifs, nous les connaissons. Le projet les actualisera. Il y en a qui sont éternels : c'est notre pays, c'est la France, pour laquelle nous voulons l'efficacité et le progrès social.
Efficacité économique, progrès social... On avait même écrit sur la banderole des journées parlementaires de Nantes, d'abord, progrès social, et ensuite, efficacité économique. Les deux sont liés. C'est vrai que, par je ne sais quel réflexe révérenciel, on a toujours tendance à commencer par parler des entreprises et, ensuite, du monde du travail, comme si les deux n'étaient pas liés et ne réagissaient pas l'un sur l'autre, mais pourquoi est-ce qu'on ne dirait pas le monde du travail et les entreprises ? Est-ce qu'il y a des entreprises sans salariés ? L'efficacité économique, le progrès social... Le progrès social, l'efficacité économique.
Et puis, le projet s'en occupera, l'Europe que nous voulons construire, avec, dans cette Europe, l'Allemagne réunifiée. Je ne vois pas d'ailleurs pourquoi l'Allemagne serait définitivement plus forte économiquement que la France et je trouve bien masochistes un certain nombre d'hebdomadaires qui, en cette fin de semaine ou au début de l'autre, s'apprêtent à dresser le tableau d'une Allemagne surclassant définitivement la France. Je préfère le langage fier et ferme qu'employait hier François Mitterrand.
Chers camarades, sur un programme, sur un projet, fiers d'une tradition séculaire maintenant, il faut rassembler selon une logique, celle de la Gauche. On le répète inlassablement, mais c'est toujours vrai, c'est parce qu'on aura rassemblé la Gauche qu'on pourra, ensuite, rassembler les Français, tous ceux qui viendront vers la majorité présidentielle, tous ceux qui continueront d'être dans l'opposition et qui seront dans une opposition démocratique et républicaine.
(Applaudissements)

Le président - Jean-Luc Mélenchon, ensuite Pierre Guidoni.

Fondation Jean Jaurès

Jean-Luc Mélenchon

Chers camarades, il est bien sûr que le débat qui est ouvert sur le projet met les papilles intellectuelles en ébullition ! Mais cette jubilation, à mon avis, doit vite trouver aussi certaines limites.

Je crois qu'il ne faut pas renoncer aux vieux acquis de la pensée Socialiste, au moins à celui qui consiste à cadrer le travail que l'on fait.

En gros, je trouve qu'on serait bien inspiré, déjà, de répondre à une première question : quelle période historique affrontons-nous ?

On connaît les caractéristiques de la précédente, mais pourquoi ne pas délimiter celles de celle qui vient ? Alors, on verrait, si on se donne la peine d'être méticuleux, qu'alors même qu'elle se présente comme la phase triomphante du capitalisme comme seul modèle de référence, c'est au contraire la période d'explosion à nu de toutes les contradictions du capitalisme dans laquelle nous allons entrer.

Cette explosion ne sera plus transformée par le clivage Est-Ouest, médiatisée par ce clivage qui, en définitive, empêchait que les choses aillent jusqu'où elles doivent aller en termes de transformation et en termes d'alternative ouverte librement au choix des peuples.

Jean Poperen a souligné que la période de reprise de la croissance a été celle du creusement des inégalités. Mais je lui demande : s'agit-il seulement d'une coïncidence ? Ne faut-il pas dire au contraire que dans ce système il n'y a de croissance possible qu'au prix des inégalités ? Autrement dit, n'y aura-t-il plus bientôt dans ce pays que les patrons pour comprendre que le partage salaires/profits est la réalité de base des structures des rapports sociaux, en tout cas que la forme de ce partage continue à déterminer leur décision ?

Oublier cela, que les contradictions d'intérêts mènent le monde, pour disserter sur les vertus morales préférables, en effet, c'est ramener l'action politique et le militantisme à un registre qui n'est pas le sien et qui convient mieux aux églises et aux catéchumènes !

Le raisonnement de Poperen est imparable. Il faut donc le prendre avec sérieux, le crayon à la main.

Si on nous dit que le réalisme commande que l'on accepte le marché tel qu'il est, sans s'étendre trop sur ce qu'il est vraiment, et si c'est vraiment toujours le marché, il est clair que tous ceux qui, à l'intérieur de ce marché, introduisent de la réglementation et les limitations du collectif, ceux-là se handicapent par rapport aux autres. Il suffit d'aller voir dans les pays sous-développés la concurrence que se livrent entre eux les plus pauvres pour comprendre que c'est celui qui est le plus déréglé qui l'emporte par rapport aux autres.

A partir de là, comme nous avons fait le choix d'accepter cette norme-là, dit Jean Poperen, il ne reste plus qu'une chose, si l'on ne veut pas mettre excessivement de règles, voire pas de règles du tout, c'est le compromis et la négociation.

Personne ne peut rien contre ce raisonnement-là et il a bien raison de brocarder ceux qui, ensuite, lèvent les bras au ciel à propos du prix du pétrole.

Oui, mais... le compromis sans la loi ? Le compromis sans l'appareil institutionnel de l'économie mixte ? En quoi consiste l'économie mixte ? En quoi peut-elle être structurante ? Quels sont les points d'appui dans le réel qui font une conquête du compromis ? Car personne ne discute le compromis, ce que l'on discute, c'est la façon de le rendre durable et de l'inscrire dans la réalité, donc de la transformer.
Jean, je propose qu'on prolonge cette discussion et qu'on examine un autre tabou... (murmures)... Non, non, ne vous dérangez pas, faites comme chez vous !.. Il m'a interpellé, je lui réponds...

Dans la salle - C'est un vieux couple !

Jean-Luc Mélenchon - Il est vrai que le capitalisme a besoin du marché, mais posons-nous la question : le marché s'accommode-t-il du capitalisme durablement ??
Peut-être qu'une de nos clés se trouve là.
L'arbitrage entre producteurs et consommateurs est-il impuissant à se donner une forme plus civilisée que l'échange monnaie-marchandises à l'étalage ? Autrement dit, comment la démocratie, le collectif peut être le régulateur de cet échange ?
(Murmures)... Quoi ? C'est une question, je n'ai rien inventé. C'est aussi vieux que le mouvement ouvrier, cette affaire-là... mais enfin, bon, on re-badigeonne...
Les alliances.
Le lien, on ne le fait pas pour être plus bref, mais tout le monde va le sentir.
Je crois que le camarade Petitdemange parle d'or... j'allais dire, quand il ne parle pas d'argent mais c'est un peu facile... lorsqu'il dit que les stratégies d'alliances déterminent le résultat électoral. Il a raison lorsqu'il dit que les stratégies ne valent que par les dynamiques qu'elles créent.
Les dynamiques. Tout est là. Nous n'avons cessé de le dire en préparant le Congrès. Mais quel est le point d'appui d'une dynamique électorale ? C'est, bien sûr, une dynamique sociale.
Je continue à penser que toute l'affaire pour nous, incluant tout ce qu'on a appris depuis, se résume dans cette phrase de François Mitterrand : "Faire d'une majorité sociologique une majorité politique".
Dans ce cadre-là, il y a des alliances qui rendent cette alchimie impossible et il y a naturellement des points de passage obligatoires qui lient programme et alliances électorales. On ne fait pas la même chose selon que l'on s'allie avec les uns ou avec les autres. Cela, c'est du bon sens.
Le rassemblement de la Gauche est impossible dans l'ambiguïté.
Où est la Gauche aujourd'hui ? Elle est rouge, rose, verte. Le temps passé à tenter de contourner cette réalité est du temps perdu.
Je ne répéterai pas les démonstrations que j'ai déjà présentées depuis cette tribune. J'en suis d'ailleurs dispensé par le réalisme qui semble être de retour parmi nous.
Voyons ce miracle qui nous ramène à la raison : le renard rôde autour du

Fondation Jean-Jaurès

poulailler électoral ! Tous ceux qui étaient occupés à compter les oeufs dans le cul de la poule se ressaisissent !
(Rires)
La France Unie ! Génération "sac au dos pataugas" ! Toutes ces nouveautés ébouriffantes sont ramenées à leurs justes proportions, qui peuvent être résumées à une formule : dans le meilleur des cas, ils peuvent nous apporter des circonscriptions, ils ne nous apporteront jamais des électeurs !
Autant donc partir du réel et y rester.
Le réel, ce sont les Communistes et les verts, non tels que nous aimerions qu'ils soient ou qu'ils ne soient pas, mais tels que les électeurs les ont faits. La formule "rouge, rose, vert" se prête bien à cette réalité nouvelle que vous connaissez tous : les verts forment une réalité composite et les Communistes de même.
Mais, quelle que soit à l'arrivée la forme concrète que peut prendre cette alliance, on doit dire avec force qu'il y a des méthodes à bannir, sauf à vouloir faire tout échouer.
On ne choisit pas ses Communistes, même si certains Communistes peuvent nous choisir pendant que d'autres nous refusent.
On ne choisit pas ses écolos. Les verts qui ont une réalité électorale ont aussi un siège social. C'est là qu'il faut s'adresser en renonçant visiblement et préparatoirement au confort momentané des ruses de bastringue comme celles mises en œuvre ici ou là avec le concours de Brice Lalonde !
Il y a une règle d'or : on doit respecter ses alliés. Je dis que je suis opposé à des formes d'interpellation comme celle qu'a utilisée Jean-Jack Queyranne lorsqu'il a déclaré : "Le Parti Communiste est un parti gelé, glacé, comme la glaciation a saisi les animaux du quaternaire !"
(Rires)
A la base, chers camarades, on sait que le Parti des "éléphants" n'est pas le mieux placé pour se moquer des mammouths !
(Rires)
Nous n'avancerons pas par l'injure. Nous devons plutôt agir en permanence en faisant comme si chacun de nos interlocuteurs est bien ce qu'il dit qu'il est.
J'en viens à la CSG. J'ai lu, depuis, que les arguments qu'a présentés déjà Julien Dray aux journées parlementaires étaient frappés de suspicion, parce que trop près des arguments développés par FO... Il y a donc entre nous un nouveau sujet d'indignité : être influencé par les syndicats. Eh bien ! Ce n'est pas un mauvais endroit où aller s'inspirer que la prose syndicale ! Naturellement, il est vrai que, par bien des côtés, nous avons fait un choix parmi cette prose, mais on ne voit pas pourquoi il nous serait reproché par ceux qui ont fait le choix d'une autre prose, également syndicale !
Je suis frappé de la frivolité avec laquelle nous faisons abstraction du contexte dans lequel la CSG intervient. C'est lui pourtant qui met la mesure en perspective et je n'hésite pas à dire que c'est lui qui lui donne tout son sens.
Tenons-nous pour rien que toutes les confédérations syndicales du monde du travail soient contre, à l'exception de la CFDT ? Peut-être est-ce le moment de le rappeler, puisque le Premier Ministre (je ne peux pas y résister) vient de

Fondation Jean-Jaurès

déclarer à Joué-lès-Tours que "les mesures impopulaires sont forcément de mauvaises mesures"...

Gérard Fuchs - Les mesures mal expliquées...

Jean-Luc Mélenchon - ... Ecoutez, il y a plusieurs textes en circulation, je lis celui que j'ai !
(Rires et mouvements divers)
Ecoutez la suite... A moins, bien sûr, de décréter que les syndicats représentatifs ne le sont pas... non sans verser d'abondantes larmes sur la nécessité d'un syndicalisme puissant dans ce pays... A moins aussi, peut-être, qu'on doive décider que les syndicats doivent céder également la place aux instituts de sondages…
Ces syndicats ne pensent pas que, selon la formule, que j'ai peut-être mal comprise utilisée par Pierre Mauroy aux journées parlementaires, le système mis en place en 1945 a aujourd'hui fait son temps. Eh bien ! Je ne le crois pas non plus. C'est un formidable acquis que patrons et salariés financent et gèrent ensemble le financement de la sécurité sociale ! Que valent nos discours sur la nécessité de lutter pour les valeurs du collectif, du contractuel, de la solidarité, si nous considérons que l'un des systèmes qui l'incarne le plus fortement a fait son temps ?
Les camarades disent : c'est un procès d'intention.
Ah ! Ah !... Ceux qui n'écoutent que la tribune, parce que ce qui se dit parmi nous, y compris dans le train qui nous amenait ou nous ramenait des journées parlementaires, c'est que la CSG, ce n'était que le début, que la fiscalisation, ce n'est pas que cela, que ce qui serait bien, c'est que ce soit pour toutes les recettes de la sécurité sociale.
Je crois qu'il faut qu'on fasse le clair, parce que si c'est vraiment cela, c'est vraiment ce contre quoi nous nous trouvons. Il est utile de rappeler à cet instant combien ce système diffuse profondément les valeurs dont il est porteur ! Chacun des gouvernements qui a donné le sentiment de vouloir y toucher a été brisé par le choc en retour : De Gaulle en 1967, Giscard en 1980, Chirac en 1987. Naturellement, nous n'avons rien à voir avec ces gens-là, mais l'impression qui est donnée, si on en croit la presse syndicale, c'est quand même bien la même.
Que cela nous plaise ou non, que cela nous semble injuste ou non, les confédérations syndicales nous accusent de menacer la sécurité sociale. Comment pourriez-vous croire que cela n'aura aucune conséquence ? Sommes-nous devenus des léninistes qui savent mieux que les salariés ce qui est bon pour eux ? Après la formule de Lionel Jospin, médiatisée par un certain nombre d'organisations, le temps est passé où il suffisait qu'une mesure suspecte soit prise par des Socialistes pour qu'on la soupçonne de porter des arrière-pensées.
Précisément de tous les soupçons, et je vais m'en tenir là, parce que je pense que Julien Dray vous mettra la deuxième couche demain matin, que fait naître le processus de fiscalisation des recettes de la sécurité sociale, dans laquelle nous

Fondation Jean Jaurès

entrons, il en est un qui doit impérativement nous faire réfléchir, il s'agit du risque européen. J'ai bien dit du risque, moi qui considère pourtant que l'Europe est une chance. Le moment est venu là aussi de mettre les points sur les "i".
Il n'y a pas d'Europe acceptable pour un Socialiste sans une Europe sociale. Quelle est la meilleure posture pour résister à l'appréciation libérale qui veut l'harmonisation par le bas.
Isolé autour du tapis vert parce que les salariés auront été désengagés du fait de la fiscalisation, ou bien appuyé sur des réseaux de mobilisation syndicale et une culture de logiques solidaires portée par des millions de salariés vivant leur système comme une conquête intouchable ?
Fiscaliser, il faut dire les choses, c'est organiser le désarmement social de la France à l'heure du bras de fer avec les libéraux européens sur la question de la protection sociale.
Ce n'est pas l'actualité des relations du gouvernement avec les salariés de la sécurité sociale qui peut dissiper cette inquiétude. Je vous dis tout net que le pourrissement de la grève du personnel de la CPAM de l'Essonne totalement et facilement évitable provoque une généralisation du conflit au pire moment et dans les pires conditions pour la crédibilité du système de gestion paritaire de l'assurance maladie. On voudrait donner à l'opinion des assurés sociaux l'occasion de doute du système lui-même, qu'on ne s'y prendrait pas autrement.
Voilà les données que le contexte fait entrer dans le débat sur la CSG quitte à faire de la peine aux chers conseillers de tous poils qui voudraient nous faire croire à un pur débat technique ! Il y a mélange dans les objections qui sont présentées à la CSG entre les questions de principe et les questions techniques, mais la facilité que pourrait me donner le mélange actuel des objections ne me fera pourtant pas marcher à visage masqué.
Je me prononce contre la CSG que je qualifie de Cheval de Troie qui nous est proposé. Nous proposons qu'en préalable à la discussion sur le mode de financement soit opérée, jusque dans le détail, la séparation de ce qui relève de la solidarité nationale et de ce qui relève de la logique contributive.
Il est clair et net pour nous que tout ce qui relève du contributif en logique Socialiste ne peut en aucun cas et sous aucun prétexte être fiscalisé ou coupé de sa gestion paritaire si peu que ce soit.
Croyez qu'auprès ce tri, il restera encore beaucoup de matières pour le travail de l'imagination fiscale ! Les charges indues, comme disent les syndicalistes représentent aujourd'hui un nombre suffisant de milliards pour pouvoir discuter de la nouvelle forme de contribution de tous sans détruire - et ce sera le contraire - tout l'édifice au passage.
Deux mots enfin pour conclure, et là ce sera pour conclure, sur le Golfe. Je me réjouis de voir que nous célébrons notre adhésion totale à la méthode Mitterrand de gestion de la crise du Golfe, j'y ajoute naturellement ma modeste voix.
Il serait utile d'après moi d'aller plus loin, d'analyser, de décortiquer chaque étape vécue depuis le 2 août, C'est alors que la leçon de méthode porterait à plein et pour tout le monde.
La fermeté, oui, et c'est incroyable qu'il faille commencer toute intervention sur

Fondation Jean Jaurès

le sujet en rappelant qu'on est ferme comme l'a dit une certaine presse, comme s'il y avait des "capitulards" parmi nous, et des agents de la 5ème colonne.
Pas de complaisance pour la politique agressive de l'Irak, oui, mais aussi l'indépendance, c'est-à-dire le refus d'être d'une manière ou d'une autre le bagage accompagné de ce qui reste quoi qu'on veuille bien en penser, ou en dire, l'impérialisme américain.
Tout a été dit, je n'ai pas une once, une trace de divergence avec ce que dit le Président. C'est même mieux, pour 100 francs par an, vous auriez pu l'apprendre quinze jours avant en lisant ma feuille.

Dans la Salle - Mitterrand l'avait lu, lui !

Jean-Luc Mélenchon - Ce n'est pas impossible.
Tout a été dit, je m'en tiens à deux idées que j'ai à cœur de vous dire en cet instant.
Premièrement, je crois que le point fort de ce qui a été acquis par l'action du président Mitterrand c'est que la référence à l'ONU, au droit international, aux délibérations de l'ONU, est la pierre de touche pour la fermeté, mais aussi pour l'indépendance et la paix. Vous savez que c'est l'ultime rempart dont nous disposons contre une aventure dans laquelle nous serons entraînés, nous qui sommes pour l'embargo, tout l'embargo, pour le blocus, mais rien que le blocus. Vous savez que si nos grands alliés prenaient cette initiative, il serait impossible de rester les bras croisés en attendant les décisions de l'ONU, ce qui signifie que nécessairement, tel qu'est fait le front, nous devrons à notre tour intervenir.
C'est la vérité de le dire, et de souligner la nature de ce risque, ne serait-ce que pour pouvoir ensuite l'assumer à peu près correctement ensemble.
L'ultime rempart qui nous reste c'est naturellement la question du commandement, et puisque nous sommes là par mandat de l'ONU, pour faire appliquer les mandats de l'ONU, je demande ce qui fait objection à ce que nous demandions, que le commandement unique soit lui aussi ONU, sinon qu'on nous dise comment réellement et concrètement nous avons la possibilité d'empêcher le dérapage, pas avec des mots mais avec des faits.
Je veux dire un dernier mot, cela va être la fin désagréable. On s'est déjà fait bien des choses, parfois un peu au-delà du trait, cela m'est arrivé comme aux autres... mais vraiment je crois que l'honneur des Socialistes c'est quand même la pensée critique.
Quand arrive le souffle de la guerre, on est habitué parce qu'on a lu les bouquins d'histoire, et les journaux d'époque, à ce que toute sorte de héros en chambre entonnent les trompettes guerrières. On sait que c'est comme cela. Les Socialistes, leur tradition c'est quand même tout le temps d'avoir su résister à cela.
Au moment où s'impose un Saddam Hussein, parce qu'on représente le camp de la démocratie, on peut penser que le moment n'est pas si mal choisi pour faire vivre la démocratie chez nous !
Passons sur ceux qui parmi nous se sont faits accuser de 5ème colonne de l'Irak,

Fondation Jean-Jaurès

parce qu'ils disaient la fermeté oui, mais raison gardée. Le camp des gentils et des méchants n'est pas si clair, mais l'intolérable c'est que soient venues de nos propres rangs des remarques assez basses pour faire entendre que le ministre de la Défense, non pas avait un point de vue qui pouvait être différent en tant que Socialiste, mais qu'il était vendu à la puissance que nous sommes en train d'encercler.
Cela oui, c'est intolérable, je veux le dire au nom de tous ceux qui pensent comme moi. Ce n'est pas une affaire de courant.
Amicalement à Jean-Pierre Chevènement pour solde de tout compte.

Le président - Une communication technique d'Henri Emmanuelli.

Henri Emmanuelli

Chers camarades, j'en ai pour une minute. Je vous demande une petite minute d'attention. Le Bureau exécutif a décidé de créer tout un dispositif, mais en particulier une association nationale de financement. Cette association nationale de financement comptera les membres du Comité directeur au nombre de 12. Elle aura pour Conseil d'administration le Bureau exécutif, plus un Bureau de 11 membres composés à la proportionnelle.
On va vous faire distribuer dans l'après-midi les statuts pour que vous les lisiez. Je vous demanderai demain matin, à la reprise, que pendant un quart d'heure nous nous transformions en Assemblée générale de l'Association nationale de financement pour que dès la semaine prochaine on puisse déposer cela et demander l'agrément.
On va donc vous distribuer le papier, vous saurez donc à quoi cela va servir, et vous aurez ainsi loisir d'y réfléchir d'ici demain matin.

Le président - La parole est à Pierre Guidoni.

Pierre Guidoni

Chers camarades, vous comprendrez que j'enchaîne directement et d'un mot, sans insister sur les dernières paroles de Jean-Luc Mélenchon.
Je voudrais le rassurer, tout de suite, par rapport à des attaques effectivement ignobles, rappelant le ton de la presse des années 30. Les témoignages de solidarité et d'amitié, qui nous sont parvenus immédiatement, spontanément, de tous les secteurs du Parti, de presque chacun d'entre vous, ont été si nombreux, si fervents, que nous ne pouvons que nous en féliciter.
Croyez-moi, pour nous cet exemple de solidarité ne sera pas perdu.
J'en viens au fond. Mes chers camarades, pour quoi cette réaction internationale, qui nous mène au bord de la guerre, qui aujourd'hui nourrit à juste titre tant d'inquiétudes, et tant de réflexions : pour une raison, l'invasion, l'agression, l'annexion du Koweït.
Que je sache c'est cela qui a mobilisé la Communauté internationale toute entière. C'est par rapport à cette atteinte au Droit, à l'annexion brutale d'un pays

Fondation Jean Jaurès

membre de l'organisation des Nations Unies par un autre pays membre de l'organisation unie, l'agression du faible par le fort, avec le précédent terrible qu'elle constitue à l'échelle mondiale, c'est pour cela que nous-mêmes, nous nous sommes mobilisés.
Il ne s'agit pas là, me semble-t-il, ou alors j'ai mal entendu tous les propos tenus notamment par le Président de la République, d'un jugement sur l'équilibre général de la région. Il était ce qu'il était avant le 2 août, il ne s'agit pas d'un jugement sur le régime interne de tel ou tel pays. Il était ce qu'il était, avant le 2 août. Et j'ajouterai, mes chers camarades, que pour se prononcer avec tant de vigueur sur ce point, il faudrait être attentifs également à la situation de ceux pour lesquels nous sommes aujourd'hui indulgents, parce qu'ils sont, entre guillemets, du bon côté : le retour triomphal de la Chine de Tienanmen dans la communauté des Nations civilisées, je ne sais pas s'il faut dire dans le cas de la Chine Occidentale, l'enthousiasme avec lequel certains se jettent dans les bras de certains syriens, l'indifférence absolue avec laquelle certains avaient accueilli le coup d'Etat de notre camarade de l'Internationale, Benazir Bhutto, comme si le moment était particulièrement favorable pour que le Pakistan retombe dans les mains de militaires qui sont sans doute de beaux tortionnaires bornés mais qui eux aussi sont bien orientés. Tout cela justifierait la même indignation et la même mobilisation. Mais ce n'est pas le cas.
Alors s'agit-il, comme on le dit parfois dans la presse américaine, du pays des pétroles et de l'accès aux matières premières ?
Quel est le prix exact à partir duquel la variation intervient ? 17 dollars.? 20 dollars ? 25 dollars ? Mes chers camarades, aucun Socialiste, j'en suis sûr, ne peut partager cette logique.
Alors on en vient aux faits et les faits sont très simples. Il y a eu agression. Il faut que cette agression soit sanctionnée. Elle ne peut l'être que d'une façon, par le retour du Koweït à l'indépendance, et à la souveraineté.
La Communauté internationale ne dispose que d'un moyen pour le faire : c'est l'embargo strictement appliqué conformément aux résolutions des Nations-Unies. Ce sont précisément les résolutions des Nations-Unies, les unes après les autres, qui nous fixent le cadre et le rythme de notre action. D'autres que nous peuvent être tentés par des solutions plus expéditives. Certains stratèges en chambre peuvent prendre à la légère l'hypothèse d'un conflit dont ils ne mesurent bien entendu ni la portée, ni les conséquences, et encore moins la portée et les conséquences pour un pays comme la France, pays Méditerranéen et ayant sur son socle une importante communauté originaire du sud de la Méditerranée.
Le grand mérite du Parti, depuis, n'a pas été de perdre de vue quel était le but et quels étaient les moyens de ne pas s'en laisser détourner et de rester aujourd'hui encore sur la position qui était la nôtre dès le premier communiqué du Bureau exécutif, et qui a été confirmé, validé par le déroulement des événements. Je peux vous dire, mes chers camarades, qu'elle est en train de réunir aujourd'hui non seulement nos camarades de l'Internationale des autres pays européens, mais aussi les partis arabes les plus proches de nous, ceux qui mènent dans le

monde arabe le difficile combat pour la démocratie et le progrès social. Alors faut-il faire autre chose et quoi ?
La défaite morale de l'agresseur ? La défaite politique de l'agresseur ?
Moi je voudrais poser à Jean Poperen une question très simple... pense-t-il, oui ou non, comme moi, qu'il y aura défaite politique de l'agresseur, si sont réalisés et mis en œuvre les quatre points énoncés par François Mitterrand à la tribune des Nations Unies ? Oui ou non ?

Jean Poperen - Tu me donnes la parole ?

Le président - Jean Poperen avec l'autorisation et même la sollicitation de Pierre Guidoni.

Jean Poperen - Il n'y a rien, dans ce que j'ai dit, et les procès d'intention peuvent être dans tous les sens - qui t'autorise, par la question que tu poses, à laisser penser que je pourrai penser autrement.

Pierre Guidoni - Mais alors où est le problème ?

Jean Poperen - En effet...

Pierre Guidoni - Moi je t'ai entendu tout à l'heure avec beaucoup d'attention et tu semblais penser qu'il y avait, dans cette salle, des gens qui n'étaient pas de ton avis. Je constate avec plaisir qu'il n'en est rien.
Je constate avec plaisir que sur ce point, qui est de savoir quel but nous recherchons dans cet affrontement et cette entreprise, il y a en effet une ligne qui est fixée et que le Parti, pris globalement, ici, tel que nous sommes n'est pas décidé à transgresser ou à dépasser.
(Applaudissements)
Moi je dirai, mes chers camarades, et je le dis avec un peu de gravité, que ce que nous avons pesé, les uns et les autres, au cours de ces semaines, c'est bien sûr le droit, la Communauté internationale, les conséquences éventuelles d'un conflit, c'est aussi ce qui se jouait en profondeur dans l'issue de cette crise.
Moi je vais vous dire ce, qui, pour moi, est l'enjeu principal. Il y a un choix après l'effondrement du modèle Communiste, après l'écroulement de l'Union soviétique en tant que grande puissance, un choix pour savoir ce que sera la règle du jeu à l'échelle mondiale pour les vingt années à venir.
Et c'est ce choix qui apparaîtra à l'issue de la crise actuelle. Je voudrais le résumer avec clarté : ou bien la conséquence de la crise actuelle sera qu'un pays, qu'une puissance aura à assumer et assez vite, à ses risques et périls, - parce que des foyers de crise, dans le monde, il y en a beaucoup, le rôle de gendarmes et de pompiers accourant chaque fois et engageant chaque fois toute sa puissance, jusqu'au jour où cela ne suffira pas ; ou bien la mise en place d'un vrai système de sécurité international, auquel participeront l'ensemble des Nations et d'abord les 5 membres permanents du Conseil de sécurité, sous l'égide des Nations

Fondation Jean-Jaurès

Unies, remplissant enfin le rôle pour lequel, en 1945, elles avaient été conçues.
Eh bien les Socialistes ne peuvent que repousser la première solution et ne peuvent que choisir la seconde, mis c'est de notre attitude dès maintenant, notre attitude pendant la crise, que dépend cette issue, que dépend de savoir si ce sera la première, ou la deuxième solution qui triomphera.
Alors moi je dirai très simplement deux choses, et je le dis à titre tout à fait personnel : la première, c'est que jusqu'à la dernière seconde, jusqu'à la dernière seconde, le Parti de Jaurès n'a jamais eu droit de désespérer de la paix.
Et la deuxième, c'est que moi, pour ce qui me concerne, je ne sais pas préparer l'opinion à la guerre. Ce n'est pas mon métier !
Passons au rouge... mon cher Michel, ton propos de ce matin m'inquiète et je voudrais te faire quelques critiques amicales pour être sûr que cette grande discussion sur le projet, ce grand remue-ménage ne va pas s'égarer sur de fausses pistes...

Lionel Jospin - Arrête, on a peur...!

Pierre Guidoni - C'est pour cela que je suis prudent.
Je crains en réalité quatre déviations dont j'espère nous arriverons collectivement à les éviter.

- La première, c'est la jubilation dans le reniement.
- La seconde, c'est la théorisation de l'impuissance.
- La troisième c'est la flagellation masochiste.
- Et la quatrième serait celle que j'appellerais la dispersion fiévreuse...

Vous aurez reconnu sans mal l'inverse du repli frileux.
(Rires dans la salle)
La jubilation dans le reniement : oui, larguez les amarres, c'est ce qu'on dit toujours quand on a un beau bateau qui prend le large... mais en sachant ce que nous sommes, et qui nous représentons.
Je crois que ça n'était sans doute pas encore le moment d'y insister. Cela doit-il se traduire à travers le projet et à travers d'abord de grandes phases de questionnement à laquelle nous allons nous livrer. Ce sont les soucis quotidiens, et les inquiétudes à plus long terme des couches sociales, des groupes sociaux, appelez cela comme vous voulez, les problèmes de vocabulaire important peu, qui jusqu'ici nous sont fidèles, qui nous appuient, qui nous reconnaissent comme leurs représentants et à qui nous devons répondre en priorité.
C'est vrai qu'à ce moment-là, mais je n'insiste pas - le problème des inégalités est naturellement à mettre au premier plan.
Alors pourquoi je parle de jubilation dans le reniement ? C'est que je crois nous avons assez maintenant convaincu les Français que nous reconnaissions le marché, l'argent, le profit. Tout le monde le sait. On l'a suffisamment répété et dit. Peut-être l'un des aspects du projet sera-t-il de répondre que nous sommes un peu quelque part de gauche.
La théorisation de l'impuissance.
Mes chers camarades, s'il n'y a pas de marge, il ne faut pas faire de projet.

Fondation Jean-Jaurès

Sinon, nous nous livrons là à un exercice littéraire qui n'a pas beaucoup d'intérêt et qui restera en tout cas sans conséquence.
Si nous nous lançons, nous, Parti Socialiste, là ou nous sommes ici, et maintenant comme disait l'autre, dans la confection d'un projet, c'est bien parce que nous pensons qu'il y a des choses à faire et qu'il est possible de les faire.
Que l'action gouvernementale n'ait pas brigué à un tel point, qu'elle n'ait jamais le choix, sauf sur la 5ème ou 6ème ligne du budget, cessons de dire que nous ne pouvons rien, et préoccupons-nous davantage d'expliquer aux Français qu'un parti réformiste se caractérise par le fait que de temps en temps, pas trop souvent, de temps en temps, il fait des réformes.
Troisième péril… dont j'espère que Michel l'évitera et nous tous avec lui, c'est la flagellation masochiste.

Jacques Delors - Lequel Michel ?

Pierre Guidoni - … Michel Charzat... j'aurais dû le préciser.
Mes chers camarades, il est vrai qu'en France, les partis sont faibles, qu'ils réunissent peu d'adhérents, qu'ils ont du mal à embrayer sur l'opinion publique.
C'est vrai qu'ils sont sans doute l'instrument très insuffisant, très imprécis, pour traduire ce qui court et bouillonne dans les profondeurs de la société. Malheureusement, on n'a pas d'autres instruments... tout au moins, on croit simplement à la démocratie.
Le peuple, l'opinion... catégorie philosophique vague, mériterait, mes chers camarades, d'être singulièrement précisée.
Nous avons du travail, du pain sur la planche pour nos Commissions de travail surtout, et pour ceux qui font les projets... L'opinion… quelle opinion ?... Croit-on qu'elle se forme ainsi par une sorte de génération spontanée ?... mais l'opinion dépend d'abord d'un terreau de fond, et c'est là qu'on retrouverait, Lionel, le rôle de l'éducation, le rôle de l'école dans la formation des citoyens, mais aussi tout au long de la vie politique, par l'action des acteurs qui essaient d'expliquer, de convaincre, de former.
J'ai toujours beaucoup aimé cette phrase de Léon Blum dans une lettre au Général de Gaulle pendant qu'il était en prison : "Le Parti Socialiste est souvent considéré comme un parti électoral, alors que sa tâche principale est une tâche d'éducation."
Mais cette tâche, encore faut-il qu'elle soit remplie sans arrogance, mais avec la certitude que nos valeurs méritent d'être défendues, méritent d'être partagées.
Pour cela, je ne vois pas d'autre moyen que celui de Jaurès qui définissait un jour la démocratie dans une très belle formule comme la dictature de la persuasion.
Mais persuader, chers camarades, c'est la tâche d'un parti comme le nôtre. Un parti, ce n'est pas un reflet, ce n'est pas un miroir qu'on promène, ce n'est pas quelque chose qui doit traduire simplement les impulsions d'ailleurs variables de l'opinion publique, c'est un acteur de la vie politique et c'est de cela que tous, je crois, nous essayons d'être dignes.

Contribution Jean-Jaurès

Et puis le dernier point, mais je n'y insisterai pas, c'est ce que j'ai appelé la dispersion fiévreuse.
J'ai presque envie de paraphraser un article récent de Jacques Julliard qui disait qu'il était fatigué par un certain nombre de nos débats, et qui disait : je sais bien, la Nation, oui, d'accord, la Nation, la République... bien sûr, la République, mais parlons d'autre chose !
J'ai presque envie de dire : oui, bien sûr, nous sommes d'accord sur la construction européenne. On ne va pas avoir éternellement un débat là dessus entre ceux qui avaient la foi et ceux qui n'y croyaient pas. Moi je suis devenu agnostique, je crois que la construction européenne, c'est un acte politique comme tous les autres, et comme tous les autres il demande à la fois passion et ténacité, mais aussi lucidité.
Pourquoi ne pas le dire et pourquoi se le cacher entre nous ? Mais ne nous renvoyons pas éternellement l'accusation d'être hexagonaux ou repliés derrière une ligne Maginot dès qu'on rappelle, de plus en plus timidement, de plus en plus rarement, que la France, ça existe ! Que dans une crise comme celle du Golfe, surtout si cela tourne mal, c'est quand même la France en tant que telle qui sera concernée. Et n'oublions pas non plus que le financement de cette construction européenne, il est fait du travail et de la volonté de ceux qui la composent, et notamment de ceux qui aujourd'hui ont choisi l'Europe au nom de la France et parce qu'ils pensent profondément que c'est l'intérêt de la France.
Alors pas de débat entre nous, entre ceux qui seraient hexagonaux et ceux qui ne le seraient pas, c'est le même combat et c'est la même volonté !
Sachons simplement nous dire qu'il n'y aurait pas d'internationalisme si les Nations n'existaient pas, qu'il n'y aurait pas de fraternité des Nations si les Nations n'existaient pas.
Je conclus d'un mot sur le problème de l'alliance, puisque nous avons tous fait aujourd'hui, comme au patinage artistique, des figures imposées, Golfe, projet, alliance, je vais m'y plier à mon tour.
Mes chers camarades, le problème ne devrait pas se poser. Un parti comme le nôtre depuis qu'il existe a toujours, eu pour règle de présenter, sauf impossibilité physique absolue, des candidats Socialistes au premier tour dans toutes les circonscriptions. Toujours !

Lionel Jospin - Non, non, Pierre, et le MRG ?

Pierre Guidoni - Attends, je vais y venir.
Je me souviens de ces années lointaines où nous étions infiniment plus faibles qu'aujourd'hui, où dans certaines circonscriptions on faisait de la figuration, mais où on se fatiguait beaucoup pour trouver des camarades qui accepteraient d'aller mener ce combat perdu d'avance simplement parce qu'il fallait être présent sur le terrain. C'est comme cela qu'à sa grande stupeur notre ami Charles Josselin a été élu pour la première fois.
Alors à cette règle, il peut y avoir une exception, et cette exception, elle a une

Coll. Fondation Jean Jaurès

explication politique : c'est quand il y a un accord politique de fond sur ce qu'on fera éventuellement ensemble au gouvernement.
C'est dans cet esprit, Lionel, parce que j'y reviens, que nous avions accepté de laisser un certain nombre de circonscriptions au Mouvement des Radicaux de Gauche dans la période où nous étions liés au MRG par un accord politique de fond dont il assumait pleinement les conséquences.
En sommes-nous là aujourd'hui ? Pas du tout ! Pas du tout ! Moi j'écoute attentivement ce que disent les uns et les autres, l'important, permettez-moi de le dire en souriant, ce n'est pas ce que nous, nous allons dire à cette tribune concernant le comportement que nous estimerions souhaitable pour France Unie, les Démocrates ou Dieu sait qui, c'est leur comportement à eux ! Ils décident selon leur propre pensée, leur propre position politique, nous les connaissons, d'ailleurs, ils les expriment tous les dimanches. J'écoutais hier Bernard Tapie à qui on demandait pourquoi il n'était pas au Parti Socialiste, et qui disait : moi j'ai des désaccords avec le Parti Socialiste. Je n'en ai pas beaucoup, je n'en ai que deux : c'est le fait que pendant des années et encore maintenant ils ont fréquenté les Communistes, et c'est leur projet de société.
Bricole !
Alors, mes chers camarades, vous voyez bien que ma deuxième partie retrouve la troisième, le projet et les;alliances, c'est le même sujet.
Nous faisons un projet et nous allons le faire d'une façon très ouverte, largement ouverte sur la société, sur le tissu social et politique qui existe dans notre pays et même au-delà puisque nous engageons un dialogue avec nos partis frères.
Qui sera d'accord avec ce projet et qui ne le sera pas ? Qui sera prêt à participer avec nous à la mise en œuvre de ce projet et qui ne le voudra pas ? C'est là dessus qu'on pourra parler sérieusement du problème des alliances, mais avant, c'est du temps perdu ! Ou c'est autre chose. J'entendais Lionel tout à l'heure nous dire : il ne faudrait pas que certains s'imaginent qu'ils vont servir de pont avec la Droite.
J'imagine, Lionel, qu'il s'agit là d'une vieille figure rhétorique qui s'appelle l'antiphrase, et que le déplorant, tu le dénonçais ? Parce que c'est bien ce qu'on nous propose jour après jour, dans les discours de personnalités politiques importantes...

Jacques Delors - Qui ?

Lionel Jospin

Pierre, m'autorises-tu à t'interrompre un instant ?
Moi je m'interroge, mais tout cela n'est pas écrit effectivement. La démarche ouverte par le Premier secrétaire est tout de même une démarche de clarification que ne serait-ce que l'interview dans l'Express de Jean-Pierre Soisson rendait nécessaire, qui à mon sens doit commencer tôt parce qu'il s'agit moins dès maintenant de mettre en place une structure pour préparer des élections dans une configuration qu'on peut imaginer que de clarifier le paysage politique français, et j'ai eu l'occasion de m'exprimer sur telle ou telle personnalité, notamment à

Fondation Jean Jaurès

propos des chaussures de sport, pour être très clair, d'une façon qui montre que je n'ai pas spécialement envie d'en faire moi, en tous cas, comme toi, un emblème pour le Socialisme. Bien. Je pense donc que cette démarche est intéressante parce qu'elle peut aider à une clarification politique.
Or moi je me dis que si nous sommes capables de poser des jalons avec ces forces dont je considère qu'elles nous ont rejoint à travers la majorité présidentielle, donc qu'elles ont fait le mouvement qui les lie à nous, qui les lie en tous cas à la démarche du Président, si elles sont liées, c'est bien ce que j'ai dit, nous avons finalement là peut-être un antidote contre des tentations qui peuvent survenir qui seraient de créer un pont par dessus ces forces avec d'autres forces elles aussi dites du centre, mais qui en réalité sont installées dans la Droite.
Je me dis que les hommes étant ce qu'ils sont, et les femmes aussi parfois, dans le domaine politique, la fonction de ces personnalités dont certaines après tout sont au gouvernement, et ce n'est pas moi qui les y ai mises...

Pierre Guidoni - Moi non plus !

Lionel Jospin - ... la fonction de ces personnalités cesse d'exister si certains pensent à faire des ponts plus larges, et c'est à cela que je pensais - je n'étais pas dans l'antiphrase - y compris par dessus eux, pour aller vers d'autres forces.
Moi je pense que notre stratégie, c'est quoi ? Notre stratégie, effectivement, c'est d'essayer d'amener à nous une partie de ces forces politiques un peu centrales, si elles représentent quelque chose, c'est bien ce qu'on doit mesurer et on doit être réaliste, pour les détacher de la Droite. Ce n'est pas de nous laisser attirer par des forces qui se situent actuellement à Droite, et je pense que des hommes, y compris comme Jean-Pierre Soisson ou quelques autres peuvent comprendre qu'ils ont un rôle politique à jouer s'ils nous rejoignent, ou parce qu'ils nous ont rejoints, et que leur rôle cesse d'être intéressant si d'autres pensent à faire appel à d'autres au-delà de ce qu'ils sont...

Pierre Guidoni - Je crois que nous nous comprenons très bien!
(Rires, applaudissements)

Lionel Jospin - C'est bien ce qu'il me semblait.

Pierre Guidoni

Mais cela ne fait que renvoyer au problème précédent !
(Rires)
Quand tu nous dis, Lionel, et qui ne serait pas d'accord avec cela, qu'il s'agit d'arracher un certain nombre de gens à Droite pour les ramener à Gauche, très bien. Quel sera le critère qui permettra d'en juger ?
Moi, dans la situation politique actuelle de la France je n'en vois qu'un perceptible, objectif, comme disait, je ne sais qui, tout à l'heure, dans le paysage français tel qu'il est, ce sera leur attitude par rapport au travail que nous allons

Fondation Jean-Jaurès

faire sur le projet. Par conséquent le projet rejoint les alliances, par conséquent c'est sur la base du projet que nous pouvons décider réellement notre politique d'alliance et pas autrement, et certainement pas a priori.
Et puis il restera la remarque pleine de bon sens de Louis Mermaz, à 4 voix près, à l'Assemblée Nationale, nous pourrions nous passer de tout concours.
Préoccupons-nous d'abord de les trouver.
Alors voilà, j'en ai terminé. Je voudrais vous remercier de m'avoir écouté si longtemps.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Christian Pierret, ensuite à Jean-Claude Boulard.

Christian Pierret

Chers camarades, je suis très content que le hasard de la présidence m'ait donné la parole juste après Pierre Guidoni, cela va permettre de voir quelle est la qualité profonde de la synthèse générale à laquelle nous sommes parvenus après le Congrès de Rennes.
En effet, nous évoquons aujourd'hui plus particulièrement la question du projet du Parti. Nous ne le faisons pas dans une période qui nous indiffère, nous le faisons dans une période d'incertitude aggravée par la crise du Golfe, nous le faisons au moment précis où nous tentons de mettre en œuvre tous ensemble une stratégie de changement politique, économique, social dans notre pays à travers une réforme de la sécurité sociale - je vais y revenir -, à travers un budget, à travers dans quelques jours le débat sur la poursuite de la décentralisation, à travers les débats de société très profonds, par exemple - Pierre Mauroy en parlait tout à l'heure et d'autres après lui - l'écologie, la convergence possible entre le projet de société et l'écologie au plan scientifique, au plan social, au plan éthique.
Il nous faut donc débattre dans ce contexte pour donner, nous en avons besoin, un second souffle au Parti Socialiste, pour rebâtir un militantisme plus actif, pour faire face à la situation internationale en militants Socialistes et pour assurer à un autre niveau ce qui nous a, il y a quelques mois, mais cela s'est arrangé depuis, manqué beaucoup, pour assurer la cohésion du Parti, du gouvernement, du groupe parlementaire, et assurer cette cohésion sur la cohérence globale de la démarche, sur ce que nous faisons ici et maintenant, sur ce que nous disons aujourd'hui du militant Socialiste, relié au projet politique que celui-ci va défendre après la phase d'élaboration de ce projet.
Dans ce cadre, il n'est peut-être pas mauvais ce soir de rappeler que projet, politique budgétaire, politique européenne, politique internationale, réforme, tout cela constitue un tout et que la cohérence de l'action des Socialistes sera d'autant plus forte et d'autant plus lisible qu'elle sera fondée sur des réformes sociales, et cette cohérence assise sur des réformes sociales sera de nature à renforcer la cohésion du Parti.
Gérard Lindeperg disait ce matin qu'il faut assumer la durée. C'est là un vrai débat car il faut continuer à avoir l'œil fixé sur le long terme en assurant une

Fondation Jean Jaurès

économie compétitive pour être garants au jour le jour et sérieusement au-delà des mots, de notre priorité politique qui s'appelle la solidarité, la justice sociale et la démocratie.
Pour être efficaces, sérieusement, contre les inégalités, pour déplacer le rapport de forces constitutif de ce compromis dynamique, mouvant évoqué ce matin par Jean Poperen, il faut asseoir notre politique économique et sociale sur un certain nombre de réalités, il faut avoir le courage, aujourd'hui, de les rappeler car je crois que c'est en servant ces réalités que l'on va permettre de nouvelles avancées sociales, non pas en nous payant de mots mais en étant certains qu'elles deviendront réalités pour le plus grand nombre.
Je ne veux pas cultiver le paradoxe mais je dirai que, peut-être, pour servir l'intérêt des plus défavorisés, il n'est pas indifférent de nous re-déclarer d'accord avec la politique du franc solide, avec la maîtrise de l'inflation, avec la politique qui va consister à doper toujours plus notre économie pour qu'elle puisse affronter, par l'investissement, notamment, par l'épargne, pour qu'elle puisse affronter correctement l'ouverture du marché unique, et cela va prendre plusieurs années.
C'est dire que notre projet doit être irrigué constamment par cette ligne de politique économique qu'il nous faut avoir le courage d'expliciter. Ce n'est pas en élaborant notre projet que nous devons avoir peur de notre politique.
Cette logique économique et politique, cadre de cohérence de l'ensemble de l'action des Socialistes, cadre de cohérence dans la durée, s'exerce à travers une contrainte. Elle se donne elle-même l'Europe comme perspective et elle s'appuie sur une nécessité politique d'aujourd'hui : des réformes, des réformes, des réformes.
La contrainte est connue, je vais l'évoquer très rapidement.

- Une situation mondiale qui, probablement, va durer puisqu'elle est aujourd'hui aggravée par la situation du Golfe.
- L'affaiblissement de l'économie américaine.
- La recrudescence de l'inflation mondiale.
- Le déficit budgétaire persistant des Etats-Unis.
- L'augmentation des taux d'intérêt à long terme.
- La baisse de la croissance…

Telles sont les perspectives concrètes dans lesquelles nous aurons à appliquer, à partir de l'année prochaine, les grands axes de notre projet politique Et ces perspectives concrètes ne changeront pas, hélas, du jour au lendemain ; elles existent depuis quinze ans, elles risquent de durer encore longtemps.
Les conséquences actuelles du choc du Golfe seront certainement importantes en termes de croissance, en termes de prix, et, donc, en termes d'inégalités dans les pays développés comme entre les pays développés et les pays sous-développés, et même si l'impact de la nouvelle crise du mois d'août est beaucoup plus limité et sans doute plus transitoire que d'autres crises que nous avons connues jusqu'à présent, il nous faut faire toute la part à ce contexte et à cette situation, et dire aussi, par exemple, puisque c'est d'actualité, que ce budget 1991 ne pèche pas par excès de rigueur dans la réduction de la dépense publique, mais qu'il pèche

Fondation Jean Jaurès

peut-être par excès d'optimisme dans les conséquences économiques que nous pouvons prévoir pour les prochains mois.
Peut-être que le baril va rester plus longtemps à 40% que prévu. Peut-être qu'il dépassera même les 50% pendant certaines périodes. Peut-être qu'au lieu de faire 8 milliards d'économies budgétaires, nous serons amenés dans les prochains mois à, ensemble, faire 20 à 30 milliards d'économies. Cela posera évidemment, en termes radicalement différents, le discours que nous pouvons tenir et placera la contrainte économique internationale au premier rang des réalités qu'il faudra dominer, oui, dominer, pour pouvoir mettre en œuvre notre projet.
Dans ce contexte, la perspective européenne, la perspective de la construction politique européenne et économique s'impose.
Laurent Fabius et Michel Rocard l'ont rappelé à Joué-lès-Tours, Pierre Bérégovoy nous le disait, il y a quelques jours lors de la réunion du groupe parlementaire à Nantes, l'Europe est incontournable et le projet doit s'inspirer de cette réalité essentielle. L'Europe n'est pas une contrainte pour nous, elle est une chance à saisir. Un budget, comme d'ailleurs d'autres dispositions, ne sera plus jamais strictement national.
L'union économique et monétaire, par exemple, qui est essentielle: dans le rapport de forces entre les Nations, qu'il soit conçu au plan politique ou au plan économique, l'union économique et monétaire doit être notre préoccupation centrale pour les prochaines années.
La convergence des politiques budgétaires puis la convergence des politiques économiques qui est prévue dans le plan Delors, aujourd'hui d'ailleurs contesté par certains de nos partenaires européens, cette double convergence nous oblige à une réflexion en profondeur, là aussi, sur les contraintes qui vont être celles demain, ou plus exactement dès aujourd'hui, du système monétaire européen, de la lutte contre les déficits budgétaires, du marché unique des capitaux, contraintes, par exemple - et nous ne pouvons pas, là non plus, dire n'importe quoi, ce qui n'est d'ailleurs pas le propos de quiconque ici - contraintes, par exemple, sur la convergence des politiques fiscales, sur le patrimoine, sur l'épargne, sur la TVA, contraintes sur la politique d'investissements : pour que la France puisse parler haut et fort à Bruxelles, il faut que son économie lui permette de parler haut et fort. Contraintes, enfin, sur l'ensemble de notre politique sociale : pour que l'Europe puisse être saisie par nous comme une chance, il faut que nous nous inspirions des politiques sociales européennes.
Et, j'en viens à mon troisième point : une contrainte internationale, une chance : l'Europe, à saisir, une nécessité politique qui est d'assurer la cohésion sociale de la Nation pour assurer la cohérence de démarche du Parti.
Pierre Mauroy l'a dit ce matin, les réformes sont au cœur de la problématique Socialiste. Nous devons, et Lionel Jospin en parlait tout à l'heure à propos de l'éducation, à juste titre, nous devons aller plus loin dans la transformation de la société, dans le domaine de l'Education nationale, dans le domaine du logement et de la politique de la ville, véritable grand enjeu de cette fin du 20ème siècle.
Quand on sait, par exemple, qu'on construit 100 000 logements de moins qu'il y

a dix ans et que - autre exemple - alors que nous construisions presque moitié de logements sociaux, dans le total, en 1980, aujourd'hui nous n'en construisons qu'à peine un tiers ; quand on sait que la ville, avec ses dysfonctionnements, ses dérèglements, ses inégalités, est le cadre de vie de 90% des Français aujourd'hui ; quand on sait aussi que l'écologie, l'environnement constituent le quotidien des Français, ce doit être au cœur de la politique que nous voulons mener.
Menons aussi hardiment des réformes et je m'étonne qu'on ne l'ait pas évoqué aujourd'hui, dans le domaine du pouvoir dans l'entreprise. Nous avons accompli des premiers pas en 1981/1982, avec les lois Auroux. Il nous reste à aller beaucoup plus loin, en particulier quand on regarde vers l'Europe, il nous reste à rattraper le retard de démocratie, le déficit de démocratie dans l'entreprise et dans la vie sociale que la France a, hélas, enregistré par rapport à quelques-uns, majoritaires d'ailleurs, de ses partenaires dans la Communauté Economique.
Là aussi, le projet doit être clair. Là aussi, les Socialistes doivent renouer avec la stratégie de réforme profonde de la société, comme ils doivent le faire dans le cadre de la réforme de la sécurité sociale.
Je voudrais ici, après les polémiques qui se sont fait jour, là comme d'ailleurs sur d'autres points subalternes, je voudrais ici mettre les points sur les "i" parce que je crois que l'accord entre nous est tout à fait positif et tout à fait global sur cette question de la cotisation sociale généralisée.
C'est un bon principe que cette cotisation sociale généralisée, mais il faut, comme d'ailleurs d'après la presse, le Président de la République l'a rappelé lors du dernier Conseil des ministres, il faut rester très vigilant sur son application et sur ses modalités.
Il faut vraiment aller dans ce sens, puisque la structure de notre financement de la sécurité sociale est exactement inverse de celle des pays de l'OCDE : 43% des cotisations sociales représentent 43% des prélèvements obligatoires en France ; cela ne représente que 24% des prélèvements obligatoires dans les autres pays qui, eux, font beaucoup plus appel à la fiscalité.
C'est donc une logique d'ensemble, une logique européenne qui nous amène à nous pencher sur cette question, mais il faut bien être d'accord sur l'idée qu'il s'agira d'une substitution à l'ensemble des autres cotisations exceptionnelles qui ont été établies au cours des dernières années. Il faut faire attention tout particulièrement, et au millimètre près, sur ce que l'on va demander aux revenus de remplacement, pour ne pas exiger un effort trop important jugé injuste d'ores et déjà par l'opinion que nous représentons, par les électeurs et électrices que nous représentons pour certains d'entre nous à l'Assemblée et au Sénat, sur les plus défavorisés d'entre les Français.
Il y a - pourquoi ne pas le dire - quelque inquiétude à demander un effort à certaines catégories de type classes moyennes, qu'il s'agisse de chômeurs ou de retraités, il y a une interrogation sur la justice de la démarche par rapport au discours Socialiste, par rapport à l'ampleur du projet, par rapport à ce que les gens nous demandent au quotidien, à nous qui les représentons.
Il faut ensuite que l'effort demandé au capital ne soit pas par trop déséquilibré vis-à-vis de l'effort qui est demandé aux revenus d'activité et de remplacement.

3 milliards pour le capital, 31, 32, 33 milliards pour les autres catégories de revenus. Il y a peut-être là un certain déficit dans la démarche qui sera difficilement explicable par nous, militants Socialistes, à l'extérieur lorsqu'il faudra expliquer, et nous le ferons, la politique du gouvernement.
Il faut enfin se garder d'une évolution future de la cotisation sociale généralisée qui soit par trop une tentation annuelle d'augmentation régulière des taux. Si nous créons cette cotisation, contribution, impôt, je ne sais, si nous créons cette contribution sociale généralisée, veillons à ce que chaque année, nous n'instaurions pas un nouveau débat sur l'augmentation de son taux, ce qui nous conduirait à de graves déboires en termes politiques, à quelques années des élections de 1993.
Il faut enfin, mais cela est affirmé par le gouvernement et je pense qu'il va s'y atteler avec résolution, il faut enfin savoir qu'agir sur les dépenses, alors que celles-ci croissent aujourd'hui d'environ 10% par an en valeur, est la condition préalable de la création sérieuse d'une nouvelle contribution de ce type.
Disons pour terminer que nous aurions sans doute moins de difficultés entre nous sur la cotisation sociale généralisée si l'on était plus proches de l'opinion des Français à cet égard, plus proches de prendre le pouls de ce que pensent ces travailleurs et ces travailleuses, ces petites gens qui nous demandent quel est le nouvel impôt, comme, un peu, on nous le demandait en 1983 ou en 1981 alors qu'à l'époque déjà nous allégions leurs charges mais qu'ils pensaient déjà que c'était sur eux qu'allait porter l'effort supplémentaire.
Je pense qu'il n'est pas une mauvaise méthode que lorsque l'on veut se pencher sur l'état de l'opinion à propos d'un problème, on pense d'abord à le demander aux organisations syndicales, à toutes les organisations syndicales leur opinion nous importe - pour ne pas fonder simplement notre démarche sur l'opinion d'une seule.
Chers camarades, la discussion de ce budget, la discussion de cette loi de décentralisation, la discussion des grandes réformes que nous allons entamer dans les quelques semaines qui viennent au Parlement n'est pas dissociable de la perspective politique du projet Socialiste. Et c'est parce que nous avons la ferme conviction, tous ensemble - et ce n'est pas affaire de courants - qu'il est nécessaire de procéder à l'adaptation économique de notre politique, pour remplir la justice sociale qui est notre but ultime, que nous savons qu'aujourd'hui, le véritable débat politique au sein du Parti, entre le Parti, le groupe et le gouvernement, est de savoir si, oui ou non, nous allons réussir après deux ans de bonne gestion du gouvernement aux affaires publiques, à être cohérents avec ce que sont les Socialistes, c'est-à-dire des hommes et des femmes profondément attachés à la réforme profonde de la société française.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
La parole est à Jean-Claude Boulard ensuite, Georges Garrot.

Fondation Jean Jaurès

Jean-Claude Boulard

Mes chers camarades, soucieux de répondre au besoin collectif qui est le nôtre d'assumer une réforme qui ne rencontre pas spontanément l'adhésion de l'opinion et que, seule, une campagne d'explication du Parti peut faire comprendre, je vais vous parler quelques instants de la contribution sociale généralisée. Je n'aborderai pas les autres points qui ont été largement traités par les camarades précédents à cette tribune. J'insisterai pour ma part, et cela permettra de répondre à un certain nombre des interrogations de mes prédécesseurs, sur quatre qualités essentielles de ce projet.

La première de ces qualités, c'est que c'est une réforme voulue et même décidée à l'unanimité par le Parti Socialiste, et ceci depuis 1984, depuis une Convention "modernisation et progrès social", et nous avons renouvelé notamment dans notre motion de synthèse de Lille la volonté d'asseoir sur l'ensemble des revenus un prélèvement social. Donc, ce n'est pas inspiré par notre formation politique, et après tout, on pourrait dire pour une fois qu'un gouvernement qui est le nôtre vient puiser dans nos textes une réforme importante. Je crois que l'on peut lui apporter un soutien résolu, puisque c'est nous-mêmes que nous soutenons dans notre démarche en défendant la contribution sociale généralisée.

Deuxième qualité de cette contribution sociale généralisée qui explique pourquoi nous en avons fait un projet essentiel, c'est que c'est un souci de justice sociale, un souci de justice sociale pour trois raisons principales.

La première, c'est que c'est un prélèvement complémentaire sur les revenus du capital au niveau de trois milliards de francs, et ceci n'est pas négligeable. Je ne comprends pas le discours sur le thème "que trois milliards".

Nous avons des débats entre nous très longs sur l'ajustement de l'impôt sur les plus-values, de l'impôt sur les grandes fortunes. L'impôt est de l'ordre de 200 millions ou de 300 millions, pas plus, et cette fois-ci, nous allons, à partir du 1er janvier 1991, à travers l'instauration d'une cotisation complémentaire sur le revenu du capital, dégager 3 milliards de francs de plus pour la protection sociale.

Je crois qu'il n'y a pas, depuis des années, d'effort demandé au revenu du capital de cette importance. Alors, évidemment, dans l'assiette de demain, les salaires resteront majoritaires, tout simplement parce que les salaires restent majoritaires dans l'ensemble des revenus de ce pays. Lorsqu'on a un pays qui a 80% de salariés, il ne faut pas s'étonner que les salaires soient l'essentiel des revenus, mais aujourd'hui, les salaires sont l'assiette exclusive de la cotisation sociale. Demain, ils ne seront plus l'assiette exclusive, mais simplement l'assiette principale. Nous aurons eu une extension au niveau des revenus du capital.

3 milliards prélevés sur le revenu du capital, je trouve qu'on n'en parle pas assez, car depuis l'instauration de l'impôt sur les grandes fortunes, nous n'avons jamais autant demandé au revenu du capital pour les affecter à la protection sociale.

Deuxième qualité, deuxième élément qui en fait un outil de justice sociale, c'est que nous passons d'un système dégressif sous plafond à un système légèrement

progressif, puisque nous touchons des revenus au-dessus du plafond, et que la cotisation n'est pas, au moins dans le projet du gouvernement, déductible du revenu.
Je n'ai pas compris tout à l'heure cette sorte de sacralisation qu'a faite notre camarade Mélenchon sur le financement de 45. S'il trouve qu'un financement exclusivement sous plafond, car c'était le financement de 1945, c'est-à-dire un financement qui était d'autant moins lourd que l'on avait des revenus élevés, c'est conforme à la justice sociale, il faudra qu'il s'en explique.
Moi, je dois dire que je ne sais pas répondre à des proclamations. Je sais répondre à des raisonnements, à des démonstrations.
J'ai été frappé du fait que son discours n'était qu'un discours de programmation, et c'est vrai, face à la programmation, je suis un peu désarmé. N'oublions pas que le financement de 45, c'était exclusivement un financement sous plafond, donc dégressif. Nous l'avons rendu par étapes progressif et nous franchissons une nouvelle étape dans la justice du prélèvement, en diminuant des cotisations sous plafond du régime vieillesse, pour instaurer une cotisation sur l'ensemble des revenus, y compris les revenus du capital.
Voilà le deuxième élément qui fait de ce projet un projet de justice sociale.
Et puis, le troisième. J'ai souvent entendu à cette tribune, y compris notre camarade Mélenchon, dire combien il fallait accroître les salaires directs, et surtout les bas et les moyens salaires. Eh bien ! Nous avons à travers cette réforme l'occasion dans la situation difficile qui est la nôtre, et c'est pourtant la seule manière de faire du pouvoir d'achat du côté des bas et des moyens salaires, effectivement, de créer du pouvoir d'achat, en 1991, au profit des bas et des moyens salaires, puisque l'instauration de cette cotisation se traduira par une diminution des prélèvements pour l'ensemble de ceux qui ont aujourd'hui en France un revenu inférieur à 15 000 F par mois.
Voilà les trois éléments qui font de la cotisation sociale généralisée un outil de justice sociale, il faut le présenter, je crois, plus fortement de cette manière.
La troisième qualité, et je répondrai par là même à Christian Pierret, qui nous dit : "il faut rassurer", et il a raison, tous ceux qui sont titulaires de petites pensions, les veuves, les titulaires de l'allocation handicapés adultes, du FNS, il faut les rassurer parce que certains leur ont peut-être fait croire, je ne sais pas qui, que la contribution sociale généralisée pourrait les toucher.
En vérité, les seuils d'exonération choisis par ce projet font que les faibles revenus de substitution, les revenus bas et moyens de substitution, ne sont pas touchés par la contribution sociale généralisée. 45% des retraités, c'est-à-dire l'ensemble des retraités qui, aujourd'hui, ne sont pas imposés à l'impôt sur le revenu, ne seront pas touchés par la contribution sociale généralisée. Donc, l'ensemble des petites pensions, la plupart des pensions de veuves, malheureusement, puisque la plupart des pensions de veuves, compte tenu de leur niveau très faible, ne paient pas l'impôt sur le revenu, évidemment l'allocation handicapé adulte, le FNS, c'est l'ensemble qu'il faut rassurer, mais parlons clair sur la véritable nature de ce projet, aucune de ces catégories ne sera touchée par la contribution sociale généralisée; 90% des chômeurs indemnisés

Fondation Jean Jaurès

aujourd'hui ne seront pas concernés par la contribution sociale généralisée, puisque le seuil qui est retenu est celui du salaire brut, c'est-à-dire des indemnités supérieures à 5250 F par mois. Ce n'est qu'au-delà de ce niveau que la contribution sociale généralisée serait prévue.
En d'autres termes, et c'est sa troisième qualité, elle ne touche pas les bas revenus de substitution.
Quatrième et dernière qualité de cette contribution sociale généralisée, et c'est peut-être la plus importante, c'est qu'elle a le caractère d'une réforme structurelle. En effet, il s'agit de rééquilibrer dans le financement de la protection sociale entre ce que l'on demande aux cotisations sur l'entreprise, cotisations sur salaires, et ce que l'on demande à d'autres formes de contribution qui font appel à l'impôt ou appel à cette forme intermédiaire - c'est pour cela qu'on a du mal à la clarifier - entre la cotisation et l'impôt qu'est la cotisation sociale généralisée dont le produit sera affecté à des systèmes de protection sociale.
Cette réforme est structurelle, en étant favorable aux entreprises de main d'œuvre, elle permet de revaloriser les salaires directs et surtout, elle accompagne - et c'est une autre réponse que l'on pourrait faire à notre collègue Mélenchon qui s'interrogeait sur la remise en cause du financement de 45 - elle accompagne l'évolution dans les conditions de production des richesses depuis 45.
Dans un système où la part des relations respectives et la part respective du travail et du capital dans la fabrication des richesses, lorsqu'on est dans une évolution où la part du capital s'accroît plus vite dans la fabrication des richesses que la part du travail, il est indispensable de réadapter l'ensemble de notre système de redistribution.
Je donne souvent cet exemple pour faire comprendre complètement les choses. Dans l'usine Renault de ma ville, on produit deux fois plus de richesse avec deux fois moins d'emplois. Qu'est-ce qui s'est passé ? C'est bien qu'avec un moindre volume de travail, on a produit plus de richesse. Si on continue à asseoir nos cotisations pour financer la protection sociale exclusivement sur le facteur travail, si on n'adapte pas le mode de prélèvement, ce que j'appelle quelquefois la tuyauterie redistributive, à l'évolution des conditions même de production des richesses, eh bien, on crée de façon structurelle un déséquilibre.
Donc, ce n'est pas la remise en cause des tables de la loi que nous proposons, ce n'est pas la remise en cause de 45, c'est simplement adapter la manière dont on finance notre protection sociale à l'évolution des conditions économiques de production des richesses.
Voilà les quatre qualité de cette contribution sociale.
Alors, il nous faudra probablement, à l'occasion de ce débat, traiter de deux questions. La première, c'est de répondre à une préoccupation de ceux qui sont aujourd'hui titulaires des revenus de substitution, notamment des retraités. Il est probable que, devenant des cotisants je dirai de droit commun, ils en tireront comme conséquence qu'ils ont quelques raisons de reposer le problème des liens entre l'évolution de leur revenu et l'évolution des revenus d'activité.

C’est une des raisons pour lesquelles les retraités ne sont pas hostiles à la cotisation généralisée. Ils voient très bien comment par cette voie revenir dans le débat sur le partage des richesses et revenir dans le débat sur la manière dont leurs rémunérations, leurs retraites, évoluent en fonction des revenus d’activité.
Deuxième question qui se posera nécessairement en provenance des personnes ayant des revenus de substitution, la question du financement de la dépendance, du financement, de la perte d’autonomie.
Voilà deux questions, par rapport aux titulaires de revenus de substitution qui devront être traitées à l’occasion de la mise en œuvre de la contribution sociale généralisée.
Deuxième question à traiter, Christian Pierret en a très justement parlé tout à l’heure, mais il n’est pas facile d’être précis, on reste souvent sur le niveau des pétitions de principe, ce serait une erreur, une plus grande équité dans les recherches.
Il nous faudra réfléchir sur les conditions de maîtrise de la dépense. Admettons que, pour l’instant, à nos tribunes, nous n’avons jamais été au-delà de la pétition de principe sur la maîtrise de la dépense. Ce n’est pas une critique à l’égard de Christian Pierret. Qu’il ne se sente pas visé, mais c’est vrai que, collectivement, ce sujet est incontournable de la maîtrise des dépenses sociales qui, du reste, a été engagé après. La réduction des marges des pharmaciens, des laboratoires pharmaceutiques, a constitué des étapes intéressantes dans le domaine de la maîtrise des dépenses sociales. Je crois qu’il faudra effectivement - je vais donner la réponse - qu’en même temps que nous réfléchirons sur la recette, nous ayons le courage collectif, car l’affaire ne sera pas facile et beaucoup de procès d’intention nous seront aussi faits du côté de la dépense, d’engager entre nous la discussion et d’examiner l’ensemble des propositions qui permettraient, sans remise en cause de notre protection sociale, et c’est possible, d’avoir une maîtrise de nos dépenses sociales.
Je c rois que Christian veut intervenir.

Le président - Un mot.

Christian Pierret - Merci de me permettre de t’interrompre.
Je voudrais te faire une proposition et que tu nous dises si tu penses qu’on peut travailler dans ce sens. Au niveau des dépenses, je te propose qu’on étudie le système d’allocations familiales qui serait lié aux ressources des ménages qui reçoivent les allocations familiales, c’est-à-dire qu’en deçà d’un certain seuil, les allocations familiales fonctionneraient comme aujourd’hui, voire même s’amélioreraient et au-delà d’un certain seuil de revenus, qu’elles soient soit dégressives, soit supprimées.
Il s’agit là d’un travail sur la dépense qui est un travail, à mon avis, cohérent avec ce que nous pensons et qui apporterait dès maintenant un certain bénéfice en termes de crédits.

Jean-Claude Boulard - Le débat est intéressant, il n’est pas tranché et chacun

mesure l'ampleur, la complexité de ce débat qui consisterait, pour l'essentiel, à généraliser les allocations familiales sous condition de ressources, alors que, Christian, il faudrait aussi que l'on résolve ce qu'on appelle aujourd'hui le phénomène de seuil, c'est-à-dire qu'avec les systèmes d'allocations familiales sous condition de ressources nous avons aujourd'hui des familles qui, lorsqu'elles gagnent plus en salaire direct, finissent par avoir un revenu global inférieur parce qu'elles franchissent les seuils qui leur font perdre le bénéfice d'un certain nombre de prestations sous condition de ressources.
Donc, cette affaire du lien entre des prestations familiales et des ressources n'est pas une affaire simple à traiter.
Ce que je voulais dire, c'est que je souhaite, sans attendre le projet de l'an 2000 (vous savez, il y a une manière quelquefois de se projeter dans l'an 2000 qui nous évite de traiter les questions d'aujourd'hui), qu'on aille effectivement au-delà en matière de maîtrise de la dépense que des débats ou des rappels de notre attachement au fait qu'il faut accompagner la réforme de la recette d'une réflexion sur la maîtrise de la dépense.
Voilà ce que je voulais vous dire très concrètement
Il est clair, et je conclus, que cette réforme est au nombre de celles qui ne rencontrent pas spontanément l'adhésion. Elle est au nombre de celles qui impliqueront du courage et beaucoup d'explications et il n'est pas étonnant que ce soit le Parti qui ait choisi effectivement de faire de cette réforme une priorité.
Mais l'expérience nous a montré (et je ferai là simplement allusion à un précédent, l'affaire du 1%) qu'au moment du 1%, tout le monde a protesté, et puis que, quand on l'a supprimé, y compris ceux qui avaient protesté ont dit : "C'était peut-être, après tout, un bon mécanisme", tant il est vrai (ce sera ma conclusion) que des réformes qui vont dans le bon sens ne trouvent, en vérité, leur popularité qu'avec l'appui du temps.
(Applaudissements)

Pierre Mauroy - Voilà ! Bravo !

Gérard Le Gall - Vive le temps !

Le président - Je vais donner maintenant la parole pour dix minutes à Georges Garrot puis, pour dix minutes, à Henri Nallet, après quoi nous suspendrons pour pouvoir réunir les Commissions et je demande aux autres orateurs inscrits de bien vouloir accepter de parler demain matin, puisque le débat se poursuivra largement demain matin.

Georges Garrot

Sans faire un long discours, mes chers camarades, je voudrais vous dire quelques mots sur les événements agricoles.
Oui, vous l'avez remarqué, il y a un profond désarroi chez les agriculteurs et dans les milieux ruraux.
Oui, c'est une véritable crise : crise économique de production du secteur de

l'élevage, crise sociale de reproduction des agriculteurs dans beaucoup d'endroits, crise morale d'une perte d'identité.
Attention cependant à ne pas faire d'amalgame.
L'agriculture est diverse et contrastée. Des secteurs se portent plutôt bien (je pense en particulier aux viticulteurs et à un certain nombre de céréaliers).
Devant la crise, comme vous le savez, la solidarité nationale a été mobilisée. Le gouvernement et le Crédit agricole, à la demande du gouvernement, ont réuni des fonds pour venir en aide aux victimes de la sécheresse et de la conjoncture des marchés, mauvaise en viande bovine et en viande ovine.
Il était naturellement indispensable d'apporter cette aide à la fois ciblée et appropriée. Comme l'a souhaité le Président de la République, il était indispensable qu'un plan soit fait pour redresser les exploitations qui sont fiables, en dehors des phénomènes que nous avons connus d'une manière exceptionnelle depuis deux ans, pour assurer également des conditions de reconversion correctes à ceux qui n'ont plus d'avenir sur leur propre exploitation et pour offrir enfin une fin de carrière acceptable pour les plus de 55 ans qui sont dans des situations difficiles.
Mais je voudrais dire que cette solidarité qui s'exprime en faveur de la paysannerie n'a pas qu'une dimension sociale, car conserver des exploitations en grand nombre, c'est l'intérêt économique, écologique et sociologique de tout le pays.
L'agriculture, vous le savez bien, mes camarades, ce n'est pas la sidérurgie, c'est au contraire l'un de nos meilleurs atouts en termes de commerce extérieur, en termes d'entretien de nature, même si, ici ou là, il y a des corrections de tir à faire.
Il convient, en effet, de ne pas oublier les excédents que nous avons enregistrés pour la balance commerciale agroalimentaire : en 1989, 50 milliards, peut-être plus cette année. La ferme "France" ne se porte pas trop mal, tandis que, dans sa ferme, l'éleveur va plutôt mal.
Cette réalité d'un pan de l'activité agricole qui va mal, nous l'avons connue déjà il y a une dizaine d'années dans le secteur de la viticulture. Là, par une politique de qualité, par une politique de différenciation des produits et des aides, nous avons remis ce secteur sur des rails.
Peut-être convient-il de s'en inspirer pour ouvrir des voies d'avenir à l'élevage français aujourd'hui.
Mais, j'entends beaucoup de propos, beaucoup de réactions sur cette crise et je crois que cela a été l'occasion pour le Parti, dans différentes sections, dans différentes fédérations, d'en discuter. Je voudrais vous mettre en garde contre la fausse alternative de l'agriculture à deux vitesses, selon laquelle nous aurions de gros agriculteurs qui auraient la vocation de produire pour le marché national et international, et d'autres qui auraient simplement pour mission d'entretenir la nature, rétribués pour cela en partie par des fonds publics.
Mes chers camarades, ce n'est pas la dimension d'une exploitation, ce n'est pas l'importance de ses rendements, ce n'est pas l'importance des volumes qu'elle met sur le marché qui font sa compétitivité. La compétitivité repose sur la

capacité à dégager les meilleures marges à l'unité produite, et c'est cela qui, véritablement, ouvre les portes du marché à une diversité d'exploitation qui travaille efficacement et, je dirai, proprement, eu égard au respect de l'écologie.
Autre point à éclairer : la restructuration. Bien sûr que l'agriculture se restructure. Depuis les années 60, le fort mouvement de restructuration ne s'est pas arrêté et, aujourd'hui, vous le savez, 52% des agriculteurs ont plus de 55 ans et un sur quatre peut espérer avoir un successeur.
Mais, attention, il ne faut cependant pas tomber dans le piège de ceux qui pensent que 200 000 agriculteurs suffiraient à faire face à la demande interne et externe.
Cette thèse me paraît être un combat parce que la situation des agriculteurs en place ne s'améliorerait pas pour autant.
Pour éclairer la question, deux ou trois chiffres : en France, 7% d'actifs agricoles, et l'agriculture représente 3.5% du PIB. En Angleterre, où la population est descendue à 3%, l'agriculture ne représente que 1.5% du PIB. Ce phénomène de rapport de 2 à 1, nous l'observons dans tous les pays industrialisés.
Cette thèse est à combattre parce que nous sommes placés devant des problèmes d'occupation des sols, d'occupation de l'espace et d'entretien de la nature. Pour reprendre le sens d'un propos que Henri Nallet a tenu à Nantes, je voudrais dire qu'il y a des régions où il faut éviter maintenant de perdre des agriculteurs pour conserver les équilibres régionaux d'occupation et d'aménagement du territoire et qu'il y a d'autres régions où la diminution de la population agricole ne posera pas de problèmes insurmontables. En d'autres termes et en conséquence, il convient de gérer cette mutation démographique en veillant à une meilleure répartition des paysans sur l'ensemble du territoire.
Il convient également de gérer l'équilibrer ville/campagne, en évitant que le développement économique reste concentré sur les centres urbains et périurbains. Sur ce terrain, vous me permettrez d'ajouter la nécessité, l'urgence aujourd'hui, de revoir l'impôt sur le foncier non bâti qui fait obstacle au maintien de l'agriculture dans les zones difficiles. Vous me permettrez d'ajouter l'utilité qu'il y a de traiter le problème d'un seuil minimum de services publics à maintenir dans les campagnes pour que la vie y soit viable.
Cela dit, le traitement des problèmes agricoles est bien entendu lié à la PAC. Or, aujourd'hui, comme cela n'a pas dû vous échapper, vous savez que nous sommes engagés dans une grande négociation internationale, celle du GATT, et l'enjeu concerne les conditions des échanges commerciaux entre les différents pays exportateurs et le niveau des crédits publics qui sont consacrés et destinés à l'agriculture.
Au point où nous en sommes, je voudrais vous dire mon inquiétude parce que j'ai le sentiment que le libéralisme ambiant a gagné du côté d'un grand nombre de commissaires de la Communauté. Aussi, voudrais-je en appeler à Jacques Delors et aux représentants du gouvernement français dans les Conseils des ministres européens - en les assurant déjà de notre soutien - pour que dans ces négociations, la CEE sache conserver les marges de manœuvre pour conduire

une politique agricole commune en fonction de sa réalité et non pas en fonction de la réalité des USA et pour que la PAC qui sortira de ces négociations puisse également évoluer vers une meilleure répartition de la richesse agricole et des aides publiques à l'agriculture.
Vous savez bien, mes chers camarades, que si nous échouons sur ce terrain, si nous échouons sur le terrain de l'accompagnement d'une politique européenne par des mesures nationales, nous aurons de gros risques à encourir sur le plan politique. La Droite se requinque à partir de la situation de l'agriculture aujourd'hui et Le Pen est aux aguets.
Aussi, voudrais-je vous présenter un projet de résolution du Comité directeur pour prouver que le Parti Socialiste comprend bien ces problèmes, les intègre dans ses préoccupations et qu'au-delà du discours du lobby agricole qu'il entend tous les jours, il a compris qu'il y a une réalité à traiter dans l'intérêt de tout le pays. Ce projet de résolution, je me permets de vous le lire.
"Le Comité directeur du Parti Socialiste est parfaitement conscient que la situation d'un grand nombre d'exploitations agricoles s'est trouvée dégradée sous l'effet de deux sécheresses consécutives et d'une conjoncture défavorable à la viande bovine et ovine.
Au-delà, les agriculteurs expriment devant le pays leur désarroi face à des mutations internationales et nationales qui vont avoir des répercussions sur leur avenir et celui du milieu rural.
La branche agricole et agroalimentaire dégage pour l'ensemble du pays un excédent commercial important. Il était normal que les agriculteurs, fragilisés par la crise, bénéficient de la solidarité nationale pour leur permettre de passer ce cap difficile.
Les fonds mobilisés au titre du budget de la Nation et l'effort des institutions agricoles constituent une réponse juste et appropriée à cette crise.
L'agriculture a beaucoup évolué ces dernières années. Après une phase de croissance extraordinaire, il a fallu maîtriser la production en raison de la quasi-saturation des marchés internationaux où la France et l'Europe tiennent leur place. Une nouvelle période se dessine à partir des négociations du GATT en cours, de l'ouverture à l'Est, de l'unification allemande, du grand marché de 1993.
L'agriculture française n'a pas à craindre plus que ses concurrentes ces nouvelles perspectives. L'étendue des territoires cultivés, la compétence des agriculteurs, le dynamisme du secteur agroalimentaire demeurent ses principaux atouts. Cependant, le vieillissement de la population, le difficile renouvellement des exploitants, la prise en compte des impératifs de l'écologie et de l'occupation de l'espace vont continuer d'imprimer des évolutions fortes au paysage agricole.
Le Comité directeur du Parti Socialiste apporte son total soutien au gouvernement et au ministre Henri Nallet dans la conduite d'une politique sans démagogie qui doit maintenant évoluer au travers de la politique agricole commune vers une meilleure répartition de la richesse agricole et des aides publiques, afin de conserver le plus grand nombre d'agriculteurs sur l'ensemble

du territoire."
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Y-a-t-il des objections à ce projet de résolution ?
Il n'y en a pas.
Pouvons-nous considérer que ce texte, que vient de lire Georges Garrot est adopté par le Comité directeur ?
Peut-être peut-il être étudié par la Commission et on le mettra aux voix demain matin.
Henri Nallet a la parole, et ensuite nous suspendrons pour réunir les Commissions.

Henri Nallet

Mes chers camarades, c'est peut-être le hasard ou la sagesse de la présidence qui fait intervenir le ministre de l'Agriculture immédiatement après le responsable du Parti, mais cela me va très bien, et cela me permettra d'être plus bref devant le Comité directeur qui doit encore travailler pour présenter quelques réflexions après ce qu'a dit Georges Garrot.
Je partage, vous vous en doutez, beaucoup de ses analyses, et il me semble important, au cours de ce Comité directeur, d'éclairer brièvement certains aspects de cette crise agricole. Je voudrais le faire en termes politiques, parce que je crois que maintenant que nous avons organisé la solidarité avec des agriculteurs à la fois à partir de fonds publics, mais aussi à partir de fonds professionnels, cela me paraît légitime - j'y reviendrai dans un instant - il faut que nous nous préparions au débat politique, que nous allons avoir à assumer dans les semaines qui viennent, puisque le Premier Ministre et hier le Président de la République ont annoncé qu'ils étaient d'accord pour que nous menions ce débat.
Il me semble qu'il faudra que nous soyons solidaires bien sûr, mais il me semble aussi qu'il faudra que ce soit l'ensemble du Parti, l'ensemble des élus, qui s'emparent de ce débat, pas simplement ceux qui sont chargés dans notre organisation, ou au sein du gouvernement, des questions agricoles
Je crois en effet que même si mon intervention n'a pas pour but de répondre directement aux questions que se pose aujourd'hui le Comité directeur sur le projet et sur les alliances, les problèmes, que nous allons avoir à aborder sur l'agriculture et surtout sur le monde rural, ont quelque chose à avoir avec notre projet et avec nos alliances.
Il me semble que nous devrions d'abord réfléchir à l'attitude politique que nous devons prendre en ce moment à l'égard des agriculteurs qui ont manifesté, pas plus tard qu'hier, encore.
Je crois qu'il est très important, comme l'a fait Georges Garrot, de faire un effort pour analyser et comprendre cette crise.
Certes, et il l'a très bien dit, il s'agit de la conjonction d'une sécheresse et de deux crises de marché que nous connaissons, assez régulièrement, mais qui sont

Fondation Jean Jaurès

allées bien au-delà des revendications classiques des agriculteurs dans ces circonstances. C'est plus que cela.
C'est, me semble-t-il, l'expression d'une crise sociale et politique d'hommes et de femmes qui vivent dans des villages, dans des zones rurales, difficiles, fragiles, qui constatent autour d'eux la diminution de la population corrélativement à la dégradation des relations sociales.
Si certains se sont conduits de manière tout à fait inadmissible, scandaleuse, condamnable, condamnée, il faut se demander pourquoi, et c'est vrai que nous avons à faire un effort de compréhension, de discussion, avec des hommes et des femmes qui légitimement ou au contraire illégitimement s'estiment aujourd'hui abandonnés par le reste de la société, parce que quoi qu'on leur demande c'est trop dur, parce que les lieux dans lesquels ils vivent sont devenus trop isolés, trop difficiles, et qu'avant, tout ils en ont assez.
Voilà ce qu'il va falloir faire à leur égard.
Comme hier le faisait le Président de la République à Poitiers, lorsqu'il a rencontré toutes les organisations agricoles, il sera important de ne pas pleurnicher comme ne va pas manquer de le faire la Droite, mais il sera aussi tout aussi important, pour nous, de ne pas les isoler.
Je voudrais vous mettre en garde contre peut-être une attention que certains auraient, qui consisterait à dire : laissons faire, peu à peu ils vont s'isoler dans certaines de leurs manifestations du reste de la société, et tout cela se calmera. Peut-être, mais à quel prix et avec quelles conséquences ?
Je voudrais donc attirer votre attention à tous, élus, responsables du Parti, sur la nécessité de rencontrer, de discuter, d'aller voir ces fermes de l'avenir, d'aller voir certains de ces agriculteurs, dont plusieurs sont proches de nous et ont décidé de mener des actions non-violentes pour attirer l'attention de l'ensemble de la société sur leurs difficultés.
Il me semble que nous avons un travail de terrain, un travail de militant, de présence à faire, puisqu'il est difficile, puisqu'ils nous accusent d'un certain nombre de leurs difficultés, même si nous n'avons pas le pouvoir de faire pleuvoir, mais politiquement il faut le faire, parce que, n'ayons aucune illusion, cela a déjà commencé, nous allons assister, comme je l'ai dit, il y a quelques jours devant les parlementaires, à un déferlement de démagogies, de thèmes plus ou moins éculés dans lesquels nous aurons droit à, à peu près tout.
Alors, il faut en effet écouter, et comprendre. Et puis, je voudrais attirer votre attention sur une deuxième tâche militante, politique, que nous devons faire au cours des semaines qui viennent. Et je crois que vous avez tous, que vous soyez élus, responsables du Parti, une responsabilité, moi en premier bien sûr pour gérer le dispositif d'aide qui vient d'être annoncé à deux reprises par le gouvernement, à veiller à son application.
En effet, je crois que le dispositif, qui a été décidé par le gouvernement pour nous, Socialistes, il est parfaitement présentable, tout à fait défendable. Il a deux ou trois caractéristiques qui me semblent utiles, et conformes à toutes nos traditions, à nos engagements.
Premièrement, l'aide, la mise à la disposition des agriculteurs, pour restructurer

leur endettement, ou bien pour leur permettre de faire face au paiement de leurs cotisations sociales, qu'ils ne peuvent plus payer. Elle est réservée aux plus endettés d'entre eux, aux agriculteurs qui sont en grande difficulté. Cela veut dire que la totalité des agriculteurs ne pourra pas y avoir accès, ce qui est une très grande différence avec les autres programmes qui ont pu avoir lieu dans le passé. Je pense au programme de désendettement, que mon prédécesseur avait obtenu du gouvernement de Jacques Chirac en échange du bradage de la Caisse agricole.

Pour les spécialistes, en 1987, il avait été décidé une opération de désendettement, à peine plus importante que la nôtre, qui portait sur deux milliards, qui faisait que tous les agriculteurs avaient accès à cette opération, et que les départements, qui avaient reçu la plus grosse somme pour faire cette opération de désendettement, étaient la Gironde et la Marne, comme si les producteurs de Bordeaux et de Champagne étaient les plus malheureux du secteur.

Nous devons défendre ce caractère résolument social et solidaire de notre programme. Il faudra donc être très présent sur le terrain pour veiller à ce que les choses se passent ainsi, et une autre caractéristique sur laquelle je voudrais insister, auprès de responsables politiques, c'est que ce système est très simple, très décentralisé. Il fait confiance aux gens pour le gérer sur le terrain. Il peut être d'application très rapide.

La restructuration de la dette bancaire ou des engagements à l'égard de la Mutualité sociale agricole peut être mise à la disposition des agriculteurs les plus touchés, dès le 15 octobre. Il faut que nous veillons, que vous veillez auprès des autorités locales, des services extérieurs du préfet, et des organisations professionnelles à ce que les choses aillent vite, et je vous demande de le faire savoir quand il y a quelque chose qui accroche, quand on veut payer, c'est un petit peu la ligne que nous avons imposée, c'est-à-dire d'aller aux plus faibles, et aux plus démunis, ou bien quand on se perd dans des considérations ou des raffinements administratifs ou professionnels. Vous avez un travail de contrôle et de surveillance à exercer sur ce dispositif, parce que c'est bien notre dispositif et il devrait, lorsqu'il sera mieux connu, être accepté par les agriculteurs, en tout cas les agriculteurs dont nous pensons que la solidarité nationale doit les aider, et j'ai constaté que lorsqu'on l'explique, cela passe bien.

En effet, si un certain nombre d'organisations professionnelles ou de leaders politiques de Droite, à l'heure actuelle, protestent contre le dispositif gouvernemental, disant que ce n'est pas assez, nous en 1976 on a fait beaucoup plus, mais il faut dire que nous, l'effort que nous avons fait, il est réservé aux plus démunis, aux plus endettés, et que dès lors qu'on l'applique de cette façon là, cela signifie tout simplement que ceux qui sont aujourd'hui dans les plus grandes difficultés, percevront relativement plus d'aide qu'ils n'en avaient perçu en 1976, en 1986 ou en 1987. Je crois que c'est très important.

Oui, nous avons pris la tradition de l'aide aux agriculteurs à contre-pied, oui nous avons fait quelque chose qui ressemble beaucoup et j'en suis content, fier, à la fameuse conférence annuelle de 1981, rappelez-vous, c'était Edith Cresson

Fondation Jean-Jaurès

et dans cette conférence annuelle, cette aide aux agriculteurs on l'avait faite inversement proportionnelle au niveau de revenu. Cela n'avait pas été bien perçu. Mais on l'avait fait aussi en utilisant - c'était plus commode à ce moment là - ce qu'on appelait les excédents du Crédit agricole. Il y en avait beaucoup, on avait utilisé 4 milliards.
Il y en a moins maintenant, c'était plus compliqué, parce qu'entre temps le Crédit agricole a été privatisé, comme vous le savez. Quoi de plus normal que de demander que la solidarité à l'intérieur de la profession joue. On est en train de nous reprocher. L'Etat n'y a pas mis beaucoup, c'est le Crédit agricole qui paye. Mais la place particulière du Crédit agricole dans le système bancaire, à qui était-elle due, sinon à la bonification d'intérêts, aux privilèges dont jouissait le Crédit agricole, au nom de la responsabilité qu'il avait à l'égard des professionnels. Il n'y a rien là de scandaleux. Et quant à parler de solidarité ultra-professionnelle, j'ai le souvenir qu'en 1986 les départements, les fédérations départementales s'étaient organisées elles-mêmes pour transporter par camions, ou par trains entiers, des fourrages vers des régions touchées par la sécheresse. Cette année, je n'ai rien vu de pareil. Sans doute que la solidarité interprofessionnelle doit être plus difficile à faire jouer à présent.
Il a fallu que nous nous y mettions pour qu'elle joue. Elle joue, c'est bien, mais cela ne peut pas nous être reproché, bien au contraire.
Voilà pourquoi il me paraît important que nous soyons très attentifs sur la gestion du dispositif sur le terrain, parce que chacun a bien dit que lorsque les engagements ont été signés, il faut qu'ils soient scrupuleusement respectés, si nous volons faire comprendre la portée politique des décisions prises.
Et puis le troisième point, sur lequel je voudrais insister devant le Comité directeur, c'est la position que les Socialistes vont devoir prendre dans le débat qui va s'ouvrir, qui ne portera pas sur la crise de l'agriculture mais sur l'avenir du monde rural. Les agriculteurs ont posé avec force une vraie question sociale et politique. Là c'est vrai, nous allons devoir prendre des positions et je voudrais vous dire, comme je l'ai dit devant le Parlement, que nous ne devons pas redouter ce débat, au contraire nous devons être positifs, offensifs, constructifs, parce que je suis persuadé, je le sais, j'ai déjà entendu, ce qu'ils ont dit, que la Droite n'aura sans doute pas grand chose de nouveau à dire, qu'elle fera, comme elle sait le faire dans ce secteur, beaucoup de démagogie, qu'elle nous racontera un certain nombre de vieilles lunes, alors que sa part de responsabilité est écrasante, on pourra quand il sera temps, le rappeler. Je peux vous assurer que j'en ai ma pleine besace depuis la manière dont les prix agricoles avaient été fixés en 1964 en faveur des céréales et dont nous payons encore les conséquences. C'est une des causes principales de difficulté de notre élevage, jusqu'au système infernal mis sur pied en 1964-1965, où Giscard d'Estaing était au gouvernement, qui a généré l'ensemble des excédents que nous avons dû liquider et gérer, après, ou à partir de 1984.
Tout cela on le rappellera ainsi que l'inventaire des MCM. de Jacques Chirac, qui ont été passés à la trappe en 1984 par François Mitterrand. Sur tout cela nous avons de quoi leur dire. Mais je crois qu'ici, en tant que Parti, nous voulons

assumer notre responsabilité dans cette crise difficile,. Il faut que nous ayons un discours qui se tienne, qui ne soit pas seulement de la pommade, ou de la démagogie à passer aux agriculteurs.
Georges Garrot a rappelé que nous devons assumer - ce n'est pas toujours facile - notre volonté de maintenir notre agriculture ouverte sur l'Europe et sur demain.
Ce que l'on nous demande à l'heure actuelle c'est de fermer les frontières. Pour moi, il n'en est pas question. Ce serait une catastrophe, une irresponsabilité. Ce serait folie. Il faut donc affirmer que l'agriculture, comme les autres activités économiques, doit être une activité compétitive. Et là nous nous devrons être plus offensifs. Nous devons aussi affirmer que l'agriculture et les agriculteurs ont une responsabilité sur l'espace. Je félicite Georges Garrot d'avoir dit tout à l'heure, il faut du courage, dans sa position, que le nombre d'agriculteurs va diminuer automatiquement. C'est déjà engagé, mais par contre la question sera de savoir comment les agriculteurs qui resteront au travail, seront répartis sur l'ensemble de notre territoire qui est très grand, très vaste.
Est-ce que nous ne sommes pas capables de mettre sur pied avec les collectivités territoriales une politique volontariste de la répartition des gens sur le territoire et ne pas, au contraire, laisser se concentrer la production agricole, donc les agriculteurs, sur trois ou quatre grandes régions que nous connaissons bien, le Bassin parisien, la grande Picardie et l'Ouest breton et les pays de Loire.
C'est là, si les choses continuent, au train où elles vont, que 80 à 85% de la production agricole en France se trouveront centralisés en France, dan les années à venir.
Parlons de ces responsabilités que pourront avoir les agriculteurs dans les autres régions, de tout ce qu'ils pourraient faire à côté de l'activité agricole, qui pourrait donner lieu à rémunération et je crois, j'ai peut-être une petite différence de sensibilité avec Georges Garrot, mais nous arriverons à nous entendre, nous devrons nous ouvrir très grand en direction des problèmes de l'environnement.
Ne restons pas frigorifiés sur des questions, ne les abandonnons pas à des spécialistes aussi brillants qu'ils soient.
Nous pouvons faire, surtout à l'occasion de cette crise, des propositions.
Gérer l'espace, entretenir le terrain, ça n'est pas simplement payer des gens à faire les jardiniers de l'espace. C'est permettre à des agriculteurs de plus vastes espaces, de travailler différemment. Ce qui compte pour entretenir un paysage, pour entretenir une terre, un chemin, un ruisseau, ce n'est pas le nombre de paysans. C'est l'activité agricole. Mettons-nous cela dans la tête et ayons le courage de le dire. Une exploitation agricole de 500 hectares avec une ou deux personnes et du matériel moderne entretient aussi bien l'espace que 10 exploitations de 50 hectares avec 20 agriculteurs.
Mais dans ces régions difficiles, il faudra que ces agriculteurs puissent être aidés pour fonctionner dans de bonnes conditions. Et c'est là me semble-t-il que nous devrions faire notre grande proposition de réforme de la politique agricole commune et nationale.

Je crois peut-être que parce que la crise nous impose d'aborder ce problème, nous pourrions être à la veille de proposer aux pays et de proposer à la Communauté une redistribution complète du système des aides publiques aux agriculteurs. On a tout essayé. On a essayé l'organisation traditionnelle française, le soutien des marchés par les prix, cela a coûté cher et a généré des excédents.
Ensuite, on a fait les quotas, tout continue.
Retenons que le fond de cette crise, une nouvelle fois, comme il y a dix ans, comme en 1984, c'est une crise de surproduction. Là aussi, ayons le courage de le dire, il y a trop de viande bovine sur le marché.
Voilà pourquoi les prix se sont effondrés. Il y a, à nouveau trop de lait et de beurre sur le marché.
Voilà pourquoi les prix du lait payé au producteur sont en train de baisser.
Comment allons-nous enfin arriver à une période stable, à maîtriser davantage les quantités produites et les quantités offertes ?
C'est en effet une crise de surproduction. Nous avons tout essayé. Nous avons imaginé du stockage public. Nous sommes dans la Communauté déjà avec 300 000 tonnes de viande bovine sur les bras. Je ne sais pas si vous vous représentez cela physiquement. Je ne suis jamais arrivé à me représenter 300 000 tonnes de viande bovine dans un frigo ?
J'ai l'impression que le tunnel sous la Manche n'y suffirait pas.
Nous sommes repartis à nouveau pour constituer des stocks de beurre extrêmement importants. Cela va être encore plus dur sur le marché.
Alors je crois qu'il faut que nous tirions les leçons de cette crise et que peut-être nous fassions une proposition forte qui prendrait, c'est vrai, beaucoup de gens à revers, pour l'organisation professionnelle, qui n'y sont pas encore prêts, certaines choses.
Beaucoup de dirigeants politiques n'aiment pas ce système.
Je pense, je considère, je l'ai dit publiquement, que Jacques Delors, au cours des 15 derniers jours, a fait par deux fois, l'ouverture.
Il a dit en gros que 90% des fonds communautaires sont consacrés à soutenir les produits agricoles par les systèmes de marchés.
Nous soutenons des produits et très peu les agriculteurs.
Eh bien pourquoi nous ne redéfinirions pas la distribution des aides publiques aux agriculteurs en se préoccupant davantage de la personne des agriculteurs, que des produits qu'ils commercialisent.
Et puisque qu'au-delà nous serons contraints d'accéder à une diminution des soutiens publics à l'agriculture, pourquoi ne pas proposer tout de suite que l'on affecte ces soutiens ainsi à des aides à la personne ?
Moi, cela ne me choque pas. Cela choque en France. Je pense que les Socialistes devraient prendre cela en compte.
Il me semble que dans la crise actuelle, à moyen terme, c'est la seule réponse que nous puissions faire; honnêtement aux agriculteurs qui sont en difficulté.
Ceux qui sont en difficulté, nous le savons bien, ils ne parviendront pas à regretter leurs revenus par la seule vente de leurs produits, concurrencés qu'ils

Fondation Jean-Jaurès

sont par des producteurs en France ou en Europe, qui sont plus efficaces qu'eux. Pourtant, ils ont des fonctions sociales et en partiel lier cette fonction à l'égard de l'espace, à continuer, à remplir.
Alors pourquoi ne pas aller beaucoup plus franchement que nous avons l'habitude de le faire et de le dire par tradition intellectuelle vers des aides à la personne, ce qui pourrait permettre à des agriculteurs âgés de vivre dignement et normalement dans des régions difficiles, dans des exploitations aux mauvaises structures dans des zones où les qualités agronomiques des sols ne sont pas aussi bonnes que les autres.
Il me semble que là, dans cette direction là, d'abord, nous apporterions un véritable élément nouveau dans le débat au lieu de ressasser tout ce que nous allons entendre ressasser et re-sucer par tous les spécialistes agricoles.
Et puis nous irions aussi dans une direction qui est sans doute acceptable par l'Europe. Je crois, j'en suis persuadé, que l'Europe, à l'heure actuelle, que les autres Etats membres, que la Commission, grâce à Jacques Delors, est prête à entendre ce discours.
Il faudra que nous en profitions. Je souhaiterais que ce soit peut-être l'un des thèmes sur lesquels nous réfléchirions, dans le Parti, dans les jours qui viennent pour préparer le débat.
Peut-être irions-nous dans cette direction après avoir fait réflexion.
Il me semble que dans cette direction, c'est-à-dire dans les nouvelles fonctions que remplissent les agriculteurs et que doivent remplir les agriculteurs dans les zones difficiles, dans cette redistribution radicale du système des aides publiques, au fond cela consiste en quoi en terme de politique ?
Ce que je fais, c'est que j'essaie déjà devant vous de dessiner ou du moins de dire ceci : puisqu'il faut de toute façon une aide aux agriculteurs, on les aidera toujours sur les fonds publics. Cela arrive en Amérique comme chez nous, libéralisme ou pas.
Plutôt que de passer des tuyaux auxquels plus personne ne comprend rien, pourquoi ne pas leur en donner une partie au moins directement et gentiment ? Sans intermédiaires ? Sans tuyaux ? Sans groupement de producteurs ? Sans organisation professionnelle, sans Office de ci ou de cela, sans contrôleur communautaire.
Je crois, il me semble, que ce discours pourrait être entendu pour peu qu'il soit relégué au niveau de la Communauté sur ces bases là.
Je termine sur les alliances.
Je crois que nous aurions des alliés dans l'agriculture, sans doute plus que nous ne le pensons. Un certain nombre d'agriculteurs sont conscients de ces problèmes qui ne sont pas forcément ceux qui étaient en tête des manifestations.
Je sais que certains commencent à se poser la question et pas forcément parmi les plus petits ou ceux avec lesquels on a l'habitude de travailler... parmi aussi des producteurs qui sont modernes, compétitifs et qui voient bien qu'il n'y a pas d'autre issue.
Je crois que nous aurions du côté de l'espace et de l'environnement un beau chantier à ouvrir et de bonnes discussions à avoir autour de nous avec des

associations d'écologistes, avec d'autres qui pourraient aussi avoir à dire quelque chose.
En tout cas, ce que je vous suggère comme ligne de réflexion et comme ligne de travail politique, c'est cela. Je peux vous assurer que je serai bien étonné que cela soit repris par la Droite dans le débat. Elle continuera à coller comme elle l'a fait hier à Carcassonne, en invitant les grands dirigeants agricoles qui sont venus tout de suite... elle continuera à coller aux revendications générales de la profession et parlera d'un plan social.
Je crois que là aussi nous avons une belle bataille politique à mener. Il faudra demander aux organisations professionnelles et aux dirigeants de la Droite (inaudible).
Il faudra que le discours là aussi soit cohérent. Je pense que nous ne sommes pas sans armes pour peu que nous voulions nous en donner les moyens. Nous ne sommes pas sans armes si nous sommes courageux, c'est-à-dire si nous affrontons certaines réalités et si nous faisons un certain nombre de véritables propositions.
Le Président a dit hier : il ne faut pas leur mettre le couteau sous la gorge.
Je crois que cela a été entendu. On peut le faire dans les semaines qui viennent. Je crois qu'on peut dire autour de nous que les agriculteurs qui sont en grande difficulté n'auront pas le couteau sous la gorge. Ils pourront être désendettés, ils pourront reporter leurs cotisations sociales. Ils bénéficieront d'aides d'avances sur les indemnisations.
Ne refermons pas le dossier. Ne comptons pas sur le temps ou le découragement pour que la paix revienne. Ce qui vient de se passer, et peut-être en train de se terminer, du moins je le souhaite, je l'espère, est suffisamment important pour que nous y consacrions nos forces et pour que nous y consacrions aussi dans nos débats suffisamment de temps.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Henri Nallet.
Je crois pouvoir, en votre nom, lui exprimer la solidarité du Comité directeur, dans la période difficile qu'il traverse. Merci encore.
La parole est à Chérèque.

Jacques Chérèque
Merci de me donner la parole une minute.
Henri Nallet vient de nous exposer finalement une véritable politique d'accompagnement agricole.
J'ai trouvé beaucoup d'analogies avec (inaudible). Toutes ces mutations profondes créent un désarroi, une révolte s'il n'y a pas de perspective et d'alternative. Je pense qu'un des éléments de la réponse aux problèmes agricoles actuels, c'est le renforcement d'une politique d'aménagement du territoire qui prend en charge la spécificité du rural dans sa globalité.
Je signale, en particulier, que dans le budget qui va venir, une phrase dit : "pas

de petits projets en zones rurales".
Les entreprises qui s'installeront en zones rurales, qui feront moins de 20 millions d'investissements, et moins de 30 emplois, sont un excellent complément à une politique agricole comme on vient de nous le dire.
Cela redonnera à un certain nombre d'agriculteurs l'espoir. Cela leur permettra de croire qu'ils peuvent trouve du travail ailleurs que dans leurs fermes. Le problème du désespoir des gens de Longwy, par exemple, c'est qu'il leur fallait changer de métier. Au bout d'un moment, on leur a montré qu'on pouvait implanter des entreprises là où ils étaient.
Les agriculteurs qui doivent quitter leurs fermes, ils n'ont aucun espoir, ils doivent laisser leur femme, leurs enfants, la datte, les vieux parents, etc.
Une politique d'aménagement du territoire qui prend la globalité rurale, que cela s'appelle infrastructures, équipements, créations d'activités, la pluri-activité, c'est le complément indispensable d'une politique agricole.

Le président - Merci. Nous allons interrompre la discussion, qui reprendra demain avec les orateurs qui restent inscrits pour réunir maintenant les 4 Commissions.
Je vous rappelle que la Commission de politique intérieure siégera comme toutes les Commissions, au siège de l'Assemblée Nationale.
Réunion maintenant des Commissions qui feront leur rapport demain matin, avec la suite du débat de politique générale.
Comme l'a dit Henri Emmanuelli, l'Assemblée générale pour l'association du financement aura lieu demain matin à 10 heures.

Parti Socialiste
Comité directeur
29 et 30 septembre 1990

Séance du dimanche 30 septembre 1990

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Le président - Nous en arrivons aux rapports des Commissions.
Commission de politique intérieure. Michel Debout ? Rapidement.

Michel Debout (Commission de politique intérieure)
Mes chers camarades, je n'ai pas de rapport à faire, pour la raison simple que notre Commission était composée de 4 camarades au début, puis de 3, qu'on a attendu notre président et qu'on a simplement fait la liste des questions qu'on aurait aimé aborder... si nous avions été assez nombreux pour les traiter !
Je vais vous soumettre cette liste, elle va être très rapide et je répondrai ainsi au vœu de notre président.

Fondation Jean-Jaurès

- La première question qui a été soulevée, c'est le mode d'emploi du texte de Michel Charzat, notamment ses modalités d'envoi à l'ensemble des fédérations et des militants.
- La deuxième question, c'est l'organigramme, si je puis m'exprimer ainsi, du processus du projet, avec la Convention puis la rédaction du texte en avril, puis la discussion après le mois d'avril. Il faudrait que les choses soient peut-être un peu plus précisées.
- La troisième question qui a été abordée, c'est l'articulation entre le processus du projet et la préparation des Etats généraux de la Gauche. Comment articuler ces deux mouvements que nous avons lancés dans notre parti ?

J'en ai fini. Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Merci pour la concision... qui n'est peut-être que le reflet d'une Commission qui était peu nombreuse.
Pas de remarques à ce sujet ?
Merci.
Nous passons au rapport de la 2ème Commission, politique internationale.
André Bellon ?

André Bellon (Commission de politique internationale)

Cela va être un tout petit peu plus long, parce qu'il y avait plus de camarades, mais j'essayerai d'être le plus bref possible également.
Il n'étonnera personne que l'essentiel de la discussion ait porté sur la question du Golfe. C'est la période qui veut cela.
Néanmoins, un échange assez intéressant, bien que rapide, a eu lieu sur l'Allemagne.
Sur l'Allemagne, tout d'abord, je crois que tout le monde s'accorde à dire que nous n'avons pas à revenir sur le passé et, pour reprendre la phrase de Gérard Fuchs, je dirai que la disparition du Communisme a fait disparaître (comme pour la Hongrie, la Tchécoslovaquie ou la Pologne) la RDA qui y était liée.
Un petit débat a eu lieu sur les conséquences économiques, qui a été très rapide, tout le monde s'accordant à constater que les conséquences économiques sont importantes, les conséquences sociales encore plus. Ce qu'il faut simplement, c'est apporter notre soutien aux déclarations de Jacques Delors disant que la politique allemande, telle qu'elle va être menée pour reconstruire l'ensemble de l'Allemagne, doit s'intégrer dans les règles de la Communauté Economique Européenne.
Par ailleurs, tout le monde a constaté que nous n'avons pas intérêt à la radicalisation dans les autres pays de l'Est et que, naturellement, nous aurons donc à faire un effort pour que, justement, les évolutions se fassent de la façon la plus démocratique possible.
Je dirai que ce sont des choses assez évidentes pour tout le monde, mais il n'est pas inutile de les rappeler.

Fondation Jean-Jaurès

S’agissant du problème du Golfe, la discussion a été évidemment plus longue. Je n’étonnerai personne en disant qu’il y a eu un soutien général à la politique du Président de la République. Disons en gros sur la base de son discours à l’Organisation des Nations Unies.
Mais chacun s’accorde à dire que lorsqu’on constate une grande unité de pensée et de soutien, elle recèle néanmoins des appréciations différentes sur ce que peut être la suite.
En particulier certains de nos camarades seraient beaucoup plus portés vers une attitude de force permanente, d’autres étant plus portés à se poser des questions sur l’organisation Nord-Sud qui en résultera, et de ce point de vue nous pouvons constater que le discours tenu par le Président de la République et par le gouvernement a cet immense avantage qu’en l’état actuel des choses il répond à ces deux préoccupations.
C’est pourquoi la première constatation que nous avons été amenés à faire, et je crois qu’elle est importante et qu’elle n’est pas de pure rhétorique, c’est qu’il faut croire à notre propre discours, c’est-à-dire que le discours sur l’embargo, ce n’est pas seulement une manière de parler d’autre chose, nous croyons que l’embargo peut avoir des effets positifs dans la solution de la crise. Sur ce plan là, je crois qu’il n’y avait pas de nuances particulières ni d’attitudes particulièrement réservées.
Au-delà de cette foi dans notre propre discours qui quand même caractérise la particularité de la position française, il y a eu une demande assez générale sur la nécessité de bien expliquer à nouveau notre position, car si chacun s’accorde à dire que nous sommes particulièrement clairs au niveau des principes, peut-être faudrait-il encore expliquer à quel point nous refusons l’ordre économique qui résulterait de la victoire de Saddam Hussein.
En gros, pour reprendre la formule de Pierre Guidoni, je dirai que nous ne pouvons pas accepter un système dans lequel un homme fondé sur le système tel qu’il est en Irak pourrait de lui-même fixer le pétrole à 30, 40, 50 dollars. De même a-t-il été dit que nous ne pouvons pas admettre qu’un système archaïque comme celui du Koweït pourrait fixer tout seul le pétrole à 10 ou 12 dollars, et c’est entre ces deux positions que se situe l’originalité de la position française qui est de dire qu’il n’y a pas de solution à la crise du Golfe sans une perception, je pourrais dire d’un nouvel ordre, mais cela a certaines connotations, disons sans une nouvelle conception des rapports internationaux et d’un système de sécurité collective.
Je crois que sur ce plan là, non seulement il y a unanimité sur la position que nous avons à prendre par rapport à la position officielle du Président de la République et du gouvernement, mais que nous avons aussi à parler de la sortie de la crise.
Quelques regrets ont été exprimés sur l’absence, du moins sur la présence insuffisante de l’International Socialiste et de l’Europe. Sans doute de ce point de vue y a-t-il des efforts à faire. Mais ce n’est pas de notre seul fait, cela va de soi.
En fait, pour résumer, et j’en terminerai là pour répondre au souci de Claude

Estier sur la brièveté des rapports, chacun a fait sienne la phrase de François Mitterrand qui consistait à dire : la manière dont la crise va se résoudre sera significative d'un nouvel ordre dans les rapports internationaux.
(Applaudissements)

Le président - Merci beaucoup, André.
Y a-t-il des remarques complémentaires sur le rapport de la Commission de solidarité internationale ?
Nous passons au troisième rapport, Commission économique et questions sociales.
Je donne la parole à Catherine Labru-Lissonde.
(B-4

Catherine Labru-Lissonde (Commission économique et questions sociales)

Chers camarades, Christian Goux m'a chargée de ce rapport qui m'impressionne d'autant plus que Pierre Bérégovoy est présent dans la salle ! J'espère qu'il sera très indulgent, parce que si je suis dans cette Commission, c'est parce que je m'intéresse particulièrement aux problèmes sociaux et que je suis spécialistes des questions économiques.
Je vais néanmoins essayer de rapporter fidèlement les travaux de la Commission, et brièvement selon le souhait du président.
Je manquerais à l'honnêteté si je ne disais pas que les travaux de cette Commission respiraient un certain pessimisme et une certaine inquiétude. Je dirai même, que c'est un euphémisme que j'emploie pour que nous ne nous affolions pas et ne tombions pas dans le désespoir.
Bref, les spécialistes du monde économique et les spécialistes du monde du travail qui se trouvaient dans cette Commission, nous étions une dizaine, se sont accordés pour dire que nous traversions et nous allions traverser une situation extrêmement difficile.
Par ailleurs nous avons abordé le problème agricole, mais très brièvement. Notre Commission a examiné le bref compte rendu présenté hier par Henri Nallet. Je vous lirai tout à l'heure la dernière mouture du communiqué que nous voudrions faire paraître sur les problèmes agricoles et que des camarades ont rédigé à nouveau de manière à le rendre plus concis.
Alors au fond, nos camarades présents se sont livrés à une analyse de la situation internationale et ont constaté que la situation avait beaucoup modifié le paysage économique mondial depuis six mois. Il y a six mois, nous rêvions encore d'une croissance économique, d'une croissance économique plus lente, mais d'une croissance économique, et la situation actuelle nous laisse supposer qu'il n'en est plus rien, que nous sommes entrés dans une phase de régression, et ce pour plusieurs raisons.
Il me semble avoir compris du débat qui s'est instauré que nous étions d'abord bien entendu confrontés à la crise du Golfe, crise pétrolière, dont les effets peuvent être extrêmement lourds pour l'économie mondiale.

Fondation Jean-Jaurès

La perte du Koweït - cela c'est une idée originale qu'on n'avait pas entendue jusque là - faisant perdre d'une part des ressources de pétrole d'une très bonne qualité qui ne pourront pas être remplacées par des ressources d'aussi bonne qualité, d'autre part nos capacités de raffinage sont notoirement insuffisantes et nous perdons aussi des capacités de raffinage.
Bien sûr, nous nous sommes livrés à des observations que nous avons déjà entendues dans le rapport de la Commission précédente sur le problème de l'évolution du prix du baril.
Ensuite nous nous trouvons heurtés également aux problèmes structurels de l'économie américaine et canadienne. L'économie reaganienne nous paraissait dynamique et pouvant maintenir encore une certaine évolution. Aujourd'hui nous savons qu'il n'en est rien et que le gros problème de l'économie américaine semble être effectivement, comme d'ailleurs le problème de l'économie mondiale, un important problème de pénurie de l'épargne qui nous priverait ainsi de moyens d'intervention si nous devions aborder une nouvelle grosse crise comparable à celle de 87.
Autre problème qui a été évoqué, le problème du recyclage des pétrodollars. Le recyclage des pétrodollars se fait d'une manière archaïque dans le gaspillage, de sorte que là encore nous n'avons pas en réserve un moyen d'épargne qui serait nécessaire aux différentes interventions, nécessaire dans le monde économique dans le monde actuel.
En France, nous avions espéré que le marché qui s'ouvrait à l'Est nous permettrait, dans le cadre de nos échanges, un développement de notre économie. Nous nous apercevons qu'en réalité les échanges entre la France et l'Allemagne ne procurent pas le regain de croissance espéré, l'Allemagne ayant elle-même investi sur son propre territoire, de sorte que nous nous trouvons dans une situation défavorable du point de vue de nos exportations et de notre système économique avec l'Allemagne.
Enfin d'autres camarades se sont inquiété des problèmes de la baisse du dollar qui touche de plein fouet les petites et moyennes entreprises qui travaillent à l'exportation, et pose évidemment problème, surtout lorsqu'on sait, et là on rejoint le volet social, que les petites et moyennes entreprises sont le tissu qui doit permettre la plus grande faculté de création d'emplois.
Voilà donc très brièvement rappelés un certain nombre de problèmes qui ont été évoqués sur la situation actuelle et les difficultés que nous risquons de rencontrer.
La Commission a observé que l'apparition de ces difficultés survenait à un moment extrêmement difficile, puisque la situation politique était difficile pour nous, et qu'il existait en ce moment une certaine incompréhension entre notre électorat et nous.
Dans une période de confiance entre la Nation et le Parti au pouvoir, on aurait pu imaginer qu'un certain nombre d'explications pouvaient être données et comprises ou admises par l'opinion. Il est certain qu'ayant annoncé, il y a quelques mois - et je dois dire que les travaux de la précédente Commission n'avaient absolument rien à voir avec ceux d'hier - la nouvelle étape sociale et

un certain nombre de propositions pour faire évoluer les bas et moyens salaires, nous sommes aujourd'hui dans une situation délicate puisqu'à quelques mois seulement, nous risquons de devoir opérer un virage compliqué, d'autant plus que les salaires ont peu évolué, et notamment les revenus de notre électorat traditionnel, en particulier la fonction publique.
Par conséquent cette situation qui nous préoccupe beaucoup tombe en plus dans une période assez délicate.
Alors nous avons essayé de chercher quelques pistes de travail, et je dois dire que ce sont des questions que nous nous posons, mais auxquelles nous n'avons apporté aucune réponse pour le moment.
Nous avons rappelé qu'en 81 nous avions une solution prête. Nous imaginions que le diptyque planification-nationalisation permettrait d'apporter les réponses aux problèmes. Aujourd'hui nous n'avons plus beaucoup de schémas alternatifs à ce que nous appelons l'économie de marché.
Il et donc urgent d'avoir une réflexion très approfondie sur la théorie que nous avons mise en avant de l'économie mixte. Cela devrait être d'autant moins difficile que plusieurs marchés ne sont pas véritablement en économie de marché. L'agriculture n'est pas en économie de marché, l'industrie de l'armement n'est pas en économie de marché.
Or on sait que l'industrie de l'armement est une industrie qui peut-être fait vivre le capitalisme libéral. Et nous ne sommes pas non plus ni dans les travaux publics, ni dans d'autres domaines, dans une véritable économie de marché.
Enfin nos camarades ont posé la question de savoir si la politique des grands groupes, c'était l'économie de marché.
Par conséquent il y a sans doute là des pistes de travail, des pistes de réflexion que la Commission propose d'approfondir dans des travaux ultérieurs, évidemment avec l'ensemble des camarades. Je dois dire d'ailleurs que la représentation des sensibilités dans notre Commission était excellente, donc l'échange de vue a été paisible, complet, pas unanimiste, mais enfin on allait dans la même direction.
La question s'est posé d'ailleurs de savoir si le système capitaliste - un camarade a posé cette question - pouvait perdurer sans industrie de l'armement, et si l'économie des Etats-Unis ne dépendait pas, j'allais dire, de la culture de situation de crise guerrière dans le monde.
Nous allons nous trouver dans une situation très difficile et nous risquons d'avoir des problèmes en ce qui concerne la pression sur les salaires qui sera difficile à faire admettre par notre électorat, dans une période où le capitalisme est d'autant plus dur que la situation économique est difficile. Par conséquent nous risquons d'avoir des difficultés pour faire avancer notre projet.
Des camarades ont suggéré des solutions. Un camarade est intervenu pour dire : c'est peut-être le moment ou jamais de montrer quelles sont nos priorités et de ne pas renoncer à la nouvelle étape sociale, mais au contraire d'être extrêmement vigilant de manière à affirmer de manière forte notre soutien aux plus démunis et notre impératif de solidarité.
Il est évident que nous devons le faire, dans l'hypothèse où la crise se

prolongerait, mais il est vrai aussi que cela n'ira pas forcément avec la satisfaction de notre électorat immédiat.
Enfin, pour conclure, je dirai que nous avons soulevé la difficulté à gouverner dans une situation de crise de cette nature, où les arbitrages ne doivent pas accompagner une crise, éventuellement l'aggraver. Par contre certaines décisions doivent être prises immédiatement si elle doit se prolonger. Attendre poserait des questions.
Là aussi le Parti doit s'interroger et sans doute alimenter le débat sur ce terrain.
Je pense avoir rapporté fidèlement les travaux de cette Commission qui a posé plus de questions, qu'elle n'a apporté de réponses, et je pense que c'est le Parti entier qui est interpellé, dans une situation que nous ne maîtrisons pas entièrement et qui est entièrement nouvelle pour nous.
Je vais maintenant vous donner lecture du communiqué dans sa dernière rédaction. Je vous demande deux minutes d'attention de plus. Il a été condensé et il me parait tout à fait fidèle à l'esprit de celui qu'on nous a lu hier et à l'intervention d'Henri Nallet.
«Le Comité directeur du Parti Socialiste est conscient que la situation d'un grand nombre d'exploitations agricoles s'est dégradée sous l'effet de deux sécheresses consécutives et des difficultés structurelles du marché de la viande bovine et ovine.
Il comprend le désarroi des agriculteurs les plus touchés.
Le secteur agroalimentaire dégage pour l'ensemble du pays un excédent commercial important, il était normal que les agriculteurs bénéficient de la solidarité nationale à travers le budget de la Nation et l'effort d'institutions agricoles.
Cependant la prise en compte des impératifs d'approvisionnement, d'écologie et d'occupation de l'espace vont continuer d'imprimer des évolutions fortes au paysage agricole. Le Comité directeur du Parti Socialiste apporte son total soutien au gouvernement et au ministre Henri Nallet dans la conduite d'une politique courageuse qui doit permettre, au travers de la politique agricole commune, une meilleure répartition de la richesse agricole et des aides publiques afin de conserver le plus grand nombre possible d'agriculteurs sur l'ensemble du territoire.»
Je voudrais terminer en disant que Christian Goux a proposé des réunions de cette Commission économique entre les réunions du Comité directeur, de manière à ce qu'elles deviennent une sorte d'observatoire de l'évolution économique à l'heure actuelle préoccupante.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Catherine. Merci beaucoup.
Nous avons à nous prononcer sur le projet de résolution que Catherine vient de vous lire sur les problèmes agricoles.
Y-a-t-il des remarques ?
Des objections ?
Il n'y en a pas.

Nous considérons que ce texte…

Pierre Bérégovoy

Je souhaiterais, à un moment ou à un autre, dire quelques mots de la conjoncture. Je dirai que je suis tout à fait d'accord avec ce qui vient d'être dit. Peut-être qu'un excès d'alarmisme mériterait d'être légèrement corrigé, mais cela je le dirai.
En ce qui concerne le communiqué, je suis entièrement d'accord avec ce qui est écrit. Je crois qu'il faudrait tout de même dire un mot des violences. La violence est mauvaise conseillère. Il y a eu, je parle de la cité dans laquelle je suis, une réaction populaire très négative à l'égard des actes de violence... Il faut apporter notre soutien à ceux des agriculteurs qui sont dans la difficulté. Ils ne le sont pas tous, je puis vous l'assurer y compris dans la Nièvre, dans le canton de Pouilly, qu'on dégage une épargne supérieure à la moyenne nationale... mais en toute hypothèse, il faut dire un mot de la violence.
Nous ne pouvons pas accepter des actes comme ceux qui se sont déroulés à Nevers, ou sur le parcours du TGV que devait emprunter le Président de la République.

Le président - Cela a été dit hier tout au long de l'intervention sur ce sujet... Catherine ? Est-ce qu'on peut rajouter une phrase au communiqué tenant compte de la remarque de Pierre Bérégovoy ?

Un membre - On peut faire usage de la loi anti-casseur...

Gérard Le Gall - Il faut surtout passer à l'acte juridique.

Pierre Bérégovoy - Claude, si tu le permets, je ne suis pas va-t-en guerre d'une façon générale, ni à l'intérieur, ni à l'extérieur.
Je crois cependant que la fermeté peut être payante lorsqu'elle se manifeste de façon disons normale. Mais, je peux vous dire - chacun peut en parler comme il l'entend - qu'il y a beaucoup d'agriculteurs, beaucoup d'éleveurs qui condamnent les actes d'une minorité violente et qui ne l'apprécient pas. Il faut donc que nous en soyons aussi l'écho.
Ce communiqué ne dit rien sur ce point alors que c'est le communiqué qui porte jugement de la politique agricole, des mesures prises, de la solidarité professionnelle. J'ai entendu le communiqué... de solidarité nationale, il faut dire, et c'est ce qu'a dit je crois en termes très clair le Président de la République : "il faut entendre les agriculteurs, et non pas se contenter de les écouter". Il faut leur dire que la violence est mauvaise conseillère.

Le président - Pierre Mauroy.

Fondation Jean-Jaurès

Pierre Mauroy

Sur ce point, je m'étais exprimé. Chaque fois que je m'exprime en ce qui concerne les revendications des agriculteurs, je mentionne la violence car elle est inacceptable. Il faut dire que tous les groupes sociaux dans la Nation, chez les agriculteurs, il y a une répétition qui est inacceptable avec des exactions qui vont très loin.
Je ne condamne pas tous les agriculteurs, loin de là, il y a parmi cette profession un fond que l'on connaît bien en terme d'histoire... à travers toutes les péripéties politiques que nous avons connu dans ce pays.
Il faut sans cesse peut-être le dire pour que la profession, l'immense majorité des agriculteurs, apprenne à manifester sans pour autant s'organiser dans la violence. La plupart des manifestations d'agriculteurs s'organisent avec tout de même une organisation à la violence d'une certaine façon. C'est inacceptable et cela, je crois qu'il faut le dire. On l'a dit tous dans le débat. Il faut le remettre dans le communiqué.

Gérard Le Gall - Je pense qu'il est très bon de rappeler effectivement la condamnation des violences mais je crois que si on le fait depuis un mois, sans qu'il y ait jamais, d'après ce que je crois savoir, le début d'une poursuite et d'une enquête, notre discours ne sert à rien. On se ridiculise un peu. C'est une pétition de principe et il vaut mieux ne pas le mettre dans ce cas.
Si on prolonge notre indignation par quelques poursuites bien choisies, je crois que là on conforte ce discours.

Le président - Catherine ?

Catherine Labru-Lissonde - Une suggestion : je reprends la première phrase :
"Le Comité directeur du Parti Socialiste est conscient que la situation d'un grand nombre d'exploitations d'agriculteurs s'est dégradée sous l'effet de deux sécheresses" et il faut rajouter, si vous en êtes d'accord : "… sans accepter la forme de certaines manifestations, il comprend le désarroi des agriculteurs les plus touchés".

Le président - Cela vous convient ?

Dans la salle - C'est un peu mou...

Le président - Nous considérons que cela est adopté.
(Protestations dans la salle)

Le président - Qui veut intervenir ?

Dans la salle - ..."tout en condamnant"...

Le président - Vous êtes d'accord ?

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Catherine Labru-Lissonde - Je vous propose déplorer, dénoncer ou condamner.

Dans la salle - Condamner...

Le président - Henri Emmanuelli.

Henri Emmanuelli

Chers camarades, je pense que tout doit se passer dans le calme. Moi je crois que ce qui me gêne un peu dans cette affaire, c'est peut-être une confusion des rôles. Nous sommes un parti politique. Nous ne sommes pas le pouvoir exécutif. Je pense que c'est le rôle du pouvoir exécutif de condamner les violences... je vois peu de poursuites... j'ai écouté le Président de la République. Il a été extrêmement prudent dans ses termes. Il a été prudent y compris quand il a été au plus fort à Poitiers l'autre jour. J'ai bien écouté à la télévision. Je n'ai pas entendu de condamnations intempestives.

La seule question que je me pose, c'est de savoir si le Parti Socialiste doit entrer à l'occasion des manifestations paysannes - ce ne sont pas les premières, il y en a eu depuis longtemps des violences - dans un processus qui fait qu'on se met à condamner certaines manifestation du mouvement social.

J'aurais préféré la formulation : "regretter, ou déplorer" plutôt que "condamner". Sinon après il faudra le faire pour les dockers... je ne sens pas cela comme cela. Ce n'est pas tellement notre rôle.

Catherine Coutard - Sur l'analyse qu'on est un parti, il ne nous appartient pas d'engager des poursuites. Cela me paraît juste. Je ne poursuivrai pas la démarche.

Gérard Le Gall - Je n'ai pas proposé cela. C'est au gouvernement.

Catherine Coutard - Nous sommes deux au moins à avoir compris cela.

Gérard Le Gall - C'est au gouvernement.

Catherine Coutard – Sur le plan des principes et du droit, par contre, je pense qu'effectivement il faut qu'on soit ferme sur les termes qu'on emploi sur les violences Je ne vois pas ce qui est en désaccord avec les autres prises de position antérieures qu'on a déjà eues sur d'autres mouvements sociaux, employant des violences, ni quels problèmes cela nous pose.

Au niveau de la formation, il faut effectivement dire sur nous prenons en compte le problème des agriculteurs, et il faut dire aussi qu'on essaie de résoudre le problème des agriculteurs. Les deux ne sont pas contradictoires.

Le président - Il faut conclure maintenant.

Fondation Jean Jaurès

Un membre - Je pense que le problème est plus psychologique qu'économique. La violence vient du fait que cela va au-delà des problèmes de prix... il faut se garder de se couper d'eux. Le président a eu raison de temporiser. Pour ma part, et je sens que ça n'est pas l'impression majoritaire, si on prend position, j'aimerais mieux déplorer que condamner.
Je pense que si on mettait "condamner" on ferait une erreur qui permettra à la démagogie RPR et Front Nationale de reprendre le dessus.
Le monde paysan, il faut lui parler vrai, et psychologiquement il ne faut pas le bousculer de front.

Le président - Pierre, tu as la parole.

Pierre Bérégovoy

Je m'excuse Claude, mais c'est un sujet important que de recherche le mot qui fera l'unanimité.
Je voudrais dire que cette affaire, je l'ai vécue si vous permettez tout de même dans la ville de Nevers. 10 000 manifestants, 9600 manifestent d'une façon tout à fait normale, ils expriment les revendications, les colères, ils condamnent le gouvernement, c'est un droit.
400 manifestants à peine ont procédé à des exactions. Je peux vous dire que l'opinion publique, et en particulier celle qui nous soutient, considérerait comme anormal que nous ne portions pas de jugement sur cette forme d'action.
J'ajoute d'ailleurs que s'il appartient au gouvernement d'engager des poursuites, un grand parti politique doit porter des jugements sur les méthodes qui sont utilisées.
J'ajoute que si nous ne disons rien, non pas de la colère qui est compréhensible mais des formes de violence utilisées, demain, en effet, comme cela a été dit, n'importe quelle catégorie sociale peut s'exprimer de cette façon-là. Nous n'aurons aucune raison de manifester de l'autorité à l'égard de telle ou telle manifestation si d'ores et déjà nous ne disons pas un mot de cela.
Moi je crois qu'il ne s'agit peut-être pas de condamner. Il s'agirait, à tout le moins, de dire que la violence est mauvaise conseillère, et risque de couper la population rurale, ou les milieux agricoles, disons du reste du pays. On ne porterait donc pas un jugement. Je crois qu'il faut dire que la violence est mauvaise conseillère et qu'elle comporte des risques pour la profession agricole elle-même. Sur cet aspect, il me semble qu'on doit pouvoir trouver un accord.

Le président - Pierre Guidoni.

Pierre Guidoni

Je partage l'opinion de Pierre Bérégovoy. Je crois que la violence est très mauvaise conseillère et je crois que l'image que le monde agricole donne de lui-même à travers de tous petits groupes qui déborde les manifestations normalement organisées, nuit à l'ensemble des agriculteurs.

Confédération Jean-Jaurès

Le hasard veut que j'ai une petite expérience de ce qui peut se passer en matière d'attaques de camions chargés de produits agricoles par des paysans en colère, qui, vous le savez, ont été non pas sans conséquences sur les relations internationales pendant de longues années, et sur l'image de la France dans un certain nombre de pays voisins.
Je sais quels ont été les moyens qui nous ont permis d'y mettre fin en 10 jours, lorsque nous l'avons réellement voulu. Je sais cela. Ce qui fait que j'ai regardé avec intérêt se déployer à travers la France, pendant trois semaines, sans aucune intervention les attaques menées par des petits commandos d'agriculteurs contre des camions transportant des produits agricoles originaires d'autres pays de la Communauté et même d'autres pays extérieurs à la Communauté.
Je sais par conséquent que si on ne fait rien, c'est qu'on n'a rien voulu faire. Il y a un enchaînement de la violence... il y a un enchaînement de la violence quand on laisse faire pendant trois semaines, on a du mal à arrêter les choses. La violence est mauvaise conseillère. L'électoralisme aussi.
Moi je crois que nous devons exprimer notre réprobation à l'égard des violences commises par des petits groupes qui ne sont pas représentatifs de la grande masse des agriculteurs. Et notre souci, est, c'est le rôle d'un parti politique, de voir maintenu, par les moyens de la loi, l'ordre républicain.
(Applaudissements)

Jean-Pierre Worms - Nous ne pouvons pas nous satisfaire simplement d'une description, d'une analyse des mauvais effets de la violence. Nous avons effectivement la responsabilité de faire clairement condamnation de cette violence, clairement car c'est le fait d'une minorité qui nuit à l'image de l'ensemble des agriculteurs. Il faut dire : condamne les violences dont nous savons qu'elles sont le fait d'une minorité, mais qui portent préjudice à l'ensemble de la profession agricole. Une formule de ce genre pourrait rencontrer, je pense, l'unanimité de notre Comité directeur.
(Applaudissements)

Catherine Labru-Lissonde - Je ne suis pas d'accord avec cette analyse, qui me rappelle la théorie des minorités agissantes en 1968. Il y a un vrai problème de fond dans le monde agricole et on a intérêt à prendre une motion, mais condamner a un côté très répressif et la formule des minorités n'est pas forcément la bonne.

Le président - Qu'est-ce que tu proposes ?

Catherine Labru-Lissonde - Je ne suis pas de la Commission Agricole qui a préparé le texte. Moi, je proposais, tout en dénonçant la forme de certaines manifestations, de trouver quelque chose d'intermédiaire entre "déplorant" et "condamnant", qui me paraît trop fort.

Le président - Pierre Mauroy.

Contribution Jean Jaurès

Pierre Mauroy

Je voudrais intervenir parce qu'il ne faut pas qu'on dise à l'extérieur que le Comité directeur est resté quelques quarts d'heure sur cette affaire.

Il y a des problèmes évidents dans le monde agricole, ils sont graves, d'autant plus qu'ils ne sont pas seulement contingents au problème des prix, à des problèmes conjoncturels, on l'a dit, c'est tout le problème de la ruralité, c'est toute la place de la paysannerie en France, c'est un problème considérable et qu'il y ait une inquiétude, le sentiment, d'une certaine façon (quelqu'un l'a dit), que c'est le même problème que celui des sidérurgistes, je le crois profondément : lorsqu'une profession, lorsqu'une corporation a le sentiment que c'est la fin, qu'on ne passera pas l'an 2000, alors que nous en train de faire le projet de l'an 2000, effectivement il y a une inquiétude, c'est vrai.

Sur ce plan-là, nous devons être attentifs.

En matière d'aménagement du territoire, on aurait dû prendre en considération peut-être davantage l'organisation de cette ruralité, accepter enfin d'établir des règles d'intercommunalité, etc. qu'on n'a jamais voulu faire, et pourtant, combien de fois suis-je intervenu ! Il est grand temps de s'occuper de ce problème. Pour tenir les discours qu'on tient maintenant, il y a immensément de travail à faire et nous devons montrer de la sympathie vis-à-vis de ces gens qui se considèrent comme les mal-aimés.

Moi, j'ai eu des agriculteurs qui voulaient venir me chahuter à Blois, huit jours avant Tours. On les a raisonnés, on les a vus dans la mairie, on a dialogué et le problème qui revenait sans cesse, c'était : on est des mal-aimés. Or, il ne faut pas donner l'impression qu'on ne les aime pas, ou qu'on leur lance la violence comme étant la marque de leurs revendications, ce qu'on ne fait pas pour d'autres catégories. Et cela, c'est vrai, je suis d'accord avec cette analyse. Pour autant, nous savons que, dans ce milieu (et on le sait depuis longtemps, c'est une réalité permanente), il y a une minorité qui maintenant est lepéniste, mais peu importe, elle est toujours violente. Lorsqu'on l'appelle à la manifester, obligatoirement elle prépare des porcs, etc. et elle commence immédiatement des exactions. Je pense que dans nos communiqués il faut à la fois attaquer cette minorité, dire qu'on la condamne, mais dire au contraire qu'elle ne représente qu'une minorité, que ce n'est pas la grande masse de nos agriculteurs, vers lesquels va notre sympathie et qui ont le droit de manifester, que même on est avec eux dans beaucoup de leurs manifestations. Je crois que c'est ce qu'il faut traduire dans le communiqué.

Le président - Si cela traduit le sentiment général, il faudrait, Catherine, que tu trouves une phrase qui corresponde à cela et nous y reviendrons tout à l'heure.

Nous passons maintenant à la dernière des Commissions sur la vie du Parti en donnant la parole à Yannick Bodin.

Fondation Jean Jaurès

Yehhick Bodin (Commission sur la vie du Parti)

Ce sera moins long.

La Commission qui était présidée par Daniel Vaillant a examiné le projet de règlement intérieur qui avait été préparé par le groupe de travail mis en place à la suite du Comité directeur du mois de juin.

En fin de compte, nous avions un double objectif, vous vous en souvenez, c'était d'un côté :

- doter le Parti d'un véritable Code électoral pour la désignation de ses candidats et le vote au moment des Congrès,
- établir ce qu'on appelle un code de bonne conduite en particulier pour gérer nos rapports dans les périodes préparatoires au Congrès.

Nous avons donc adapté le règlement intérieur aux nouvelles règles statutaires. C'est ce que nous avons fait concernant les adhésions au Parti, la composition des comités de villes et d'agglomérations, et donc les modalités de vote.

Le Parti sera doté à partir de maintenant d'un véritable Code électoral avec des dispositions communes sur les conditions d'éligibilité, déclaration de candidatures, établissement des listes électorales, campagne interne, moment, lieu, heure du scrutin, procédure de vote, investiture, etc.

Un seul souci a guidé la Commission : renforcer le fonctionnement démocratique du Parti en précisant les règles qui assurent l'égalité des chances pour chacun et la liberté de choix de vote des militants.

Sur proposition de la camarade représentant la Commission féminine, nous avons précisé dans le règlement intérieur dans le cas de désignation des candidats qu'aucune liste ne pourrait être présentée au vote des militants si elle n'était pas conforme à l'article 6-1 des statuts celui faisant référence au quota.

Certes, cela va sans dire, puisque c'est statutaire, mais je pense qu'il était bon de l'ajouter, car cela va encore mieux en le disant, nous ont rappelé nos camarades féminines.

Une même préoccupation nous a animés, tout ce qui concerne la préparation du Congrès, c'est-à-dire l'organisation du débat et des garanties du mutuel respect.

Deuxièmement, nous avons dépouillé le règlement intérieur en supprimant certaines dispositions non-appliquées dans le passé ou tombées en désuétude ; cela concerne le règles de fonctionnement des Commissions du Parti qui sont dans la pratique heureusement plus simple que ce qu'il est écrit dans le texte.

Troisièmement, nous avons précisé certains points du règlement en introduisant les décisions prises par le Bureau exécutif ou les Comités directeurs ces dernières années et traduites sous forme de circulaires nationales.

Cela concerne, là-aussi, le mode de désignation des candidats.

Enfin, la Commission a adopté ce projet à l'unanimité et le soumet à votre approbation.

Ceci dit, il reste au Comité directeur de s'adresser aux fédérations pour leur demander de mettre le plus rapidement possible leurs statuts fédéraux et leur règlement intérieur en conformité avec ces nouveaux règlements et régulièrement, dans nos prochaines réunions de Comité directeur, nous aurons à vous présenter ces propositions venant des fédérations auxquelles nous allons

suggérer dès maintenant de mettre en place des groupes de travail sous leur responsabilité pour réécrire les textes.
Enfin, en accord avec Françoise Seligmann, nous pensons qu'il est utile que dans les prochains jours soit édité un nouveau "Spécial PS-Info" avec l'ensemble des textes des statuts et du règlement intérieur.
Je terminerai si vous le voulez bien en formulant un vœu : hier soir, je relisais le dictionnaire... - on a les livres de chevet qu'on peut - avant de m'endormir et je trouvais au mot "statut" la définition suivante : "ensemble de textes qui règlent la situation d'un groupe, d'individus, leurs droits, leurs obligations"... et un peu plus bas, il y avait un autre définition qui était : "rapports légaux qui s'établissent entre les hommes en absence de toute action de volonté de leur part".
Mes camarades, puissent ces statuts, aider notre Parti à mieux vivre avec lui-même, et puissions-nous avoir ensemble la volonté et donc l'occasion de les brandir le moins souvent possible.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Yannick Bodin. Il vous a précisé que le texte était adopté à l'unanimité par la Commission. Il en est de même au Comité directeur ?
Pas d'objections ?

Marie-Noëlle Lienemann - A ma connaissance, l'ensemble des membres n'a pas reçu le texte. Je ne vote pas sur un texte dont je n'ai pas connaissance.

Le président - Tu t'abstiens ?

Marie-Noëlle Lienemann - Non, je vote contre.

Le président - Un vote contre.
Adopté. Merci.
Nous reprenons maintenant le débat général. Il y a 11 orateurs inscrits; Je demande à chacun de se tenir strictement à 10 minutes de manière que nous terminions à une heure raisonnable.
Laurent Croce.

Laurent Croce

Depuis la réélection de François Mitterrand, à la présidence de la République, le gouvernement de Michel Rocard s'est engagé dans un processus en profondeur de règlement du problème. Son action est multiple. Il ne s'agit nullement ici d'en dresser exhaustivement toutes les directions.
Rappelons toutefois la dimensions de moralisation de la vie politique par l'adoption d'un dispositif réglementaire et législatif tendant à la limitation du vote par procuration, nids à fraude et à contentieux électoral.
Celle culturelle qui s'illustre par la création d'un CAPES de Corse, du renforcement des moyens de formation des enseignants et les efforts de Lionel

Fondation Jean-Jaurès

Jospin pour soutenir l'indispensable développement de l'université de Corse, une dimension économique enfin qui se traduit par la création du Comité interministériel pour la Corse, donnant cohérence durée et globalité à l'action du gouvernement et la mise en place depuis le 16 janvier dernier d'un Commissaire au développement.
Ces différentes orientations complémentaires sont à mon sens la parfaite illustration d'une bonne méthode d'approche de ce problème Corse.
Dans ce processus, le Parti Socialiste, tant au niveau local qu'à celui national, a soutenu l'action du gouvernement. Il l'a même dans bien des cas, éclairé sur la conduite à tenir, avec pour objectif primordial le maintien de la paix civile.
Au niveau local, je me permets de vous rappeler que ces fédérations ont été à l'origine du dialogue qui a réussi à s'instaurer dans l'île après une période où le cycle violence-répression avait atteint son paroxysme. Qu'elles ont permis par de nombreuses initiatives le rapprochement d'hommes de progrès qui souhaitent sincèrement trouver des solutions fortes à un problème structurel.
Au niveau national, notre parti par deux motions nationales a su souligner l'importance qu'il accordait à la Corse : celle de Laurent Fabius "Egalité" et celle de Michel Rocard, "les défis du Socialisme démocratique". Les deux motions soulignent le caractère évolutif de l'actuel statut de l'île dans le cadre de la Constitution de la République afin que la personnalité Corse soit reconnue et dispose des marges d'autonomie nécessaire à son épanouissement.
Aujourd'hui, nous nous trouvons devant une nouvelle étape, les constats dressés dans le lettre du ministre de l'Intérieur du 23 mai dernier sont largement partagés par une majorité des insulaires : inadaptation du statut particulier, enchevêtrement des compétences entre l'Etat, la région, et les autres collectivités territoriales, une législation bien souvent inadaptée aux situations insulaires conduisent à une situation confuse face à laquelle les décideurs renvoient sans cesse la responsabilité à l'Etat.
Nous devons impérativement sortir de cette situation.
Le ministre de l'Intérieur a manifesté son désir de procéder à une nouvelle définition des institutions locales en dehors du droit commun des régions issues des lois de décentralisation.
Cette volonté a le double mérite d'une part de revenir à l'esprit du statut particulier de 1982, et d'autre part d'adapter le statut de la Corse aux impératifs de la construction européenne.
Pierre Joxe ne soulignait-il pas dans un entretien au journal "le Monde" que dans l'Europe démocratique toutes les îles disposent d'un statut spécifique ?
Faut-il préciser que les Socialistes des fédérations de Corse soutiennent totalement cette démarche, qu'ils y souscrivent d'autant plus que ceux de Haute-Corse ont adopté à une quasi-unanimité une motion fédérale allant dans ce sens.
Je voudrais à ce propos préciser un peu plus les choses. Un récent sondage commandité par les milieux socioprofessionnels faisait ressortir que 60% des insulaires approuvent ce qu'en Corse nous appelons le projet Joxe. Le Parti Socialiste a réussi dans cette démarche :
A rassembler autour de lui dans son soutien au Président de la République et du

gouvernement les Communistes rénovateurs, l'Association des Démocrates, des Démocrates de Progrès.
A nouer un dialogue permanent et constructif avec les autonomistes, les écologistes et les nationalistes.
A convaincre certains leaders locaux de l'opposition nationale à s'engager dans ce fondamental processus.
On ne peut pourtant pas en dire autant de l'ensemble des composantes de la majorité présidentielle, principalement du MRG : de ses responsables locaux et nationaux. Ceux-ci ont entamé une campagne de dénigrement, employant des mots parfois très durs que l'estime que je porte à notre gouvernement m'empêche de réciter ici.
Le projet porterait atteinte à l'indivisibilité de la République, son objectif inavoué consisterait à un largage de la Corse, la solidarité nationale serait jetée par-dessus bord. S'agit-il là d'arguments responsables ? Qu'ont-ils fait ces censeurs depuis ces nombreuses années où ils exercent, sans partage le pouvoir local, pour sortir l'île de la violence, de la fraude, de l'assistanat, et du sous-développement ? N'ont-ils pas au contraire érigé tous ces éléments que je viens de citer en véritable système qu'ils contrôlent parfaitement en y associant l'Etat ?
Je crois pour ma part que le projet du ministre de l'Intérieur et du gouvernement est justement à l'opposé de ce système ; il consiste à donner les moyens à la personnalité corse de trouver les moyens de son épanouissement au sein de la République, notamment si le nouveau statut (institutions, compétences et moyens) s'accompagne d'une énergique action de moralisation de la vie publique, et d'actions de développement économique.
Privilégier le statu quo c'est à coup sûr réunir les conditions de nouvelles violences, au moment même où la famille nationaliste connaît de profondes divisions, favoriser la réforme représente au contraire une chance qu'il nous appartient de savoir saisir.
Pour ma part, j'attends de notre Parti, des groupes Socialistes au Sénat et à l'Assemblée Nationale qu'ils soutiennent énergiquement l'œuvre réformatrice du gouvernement en Corse, qu'ils interviennent de façon dynamique dans le débat parlementaire dans le sens du renforcement, de la préservation de cette personnalité corse.
A ce propos, je tiens à la disposition des présidents de groupes, les propositions que nous avons élaborées en séminaire, ouvert à d'autres formations politiques (verts, Communistes rénovateurs, association des Démocrates, autonomistes nationalistes) le 19 août dernier à Corte. Je souhaiterais examiner avec eux ce qui pour nous autres Socialistes de Corse devrait faire l'objet d'amendements de nos députés et sénateurs au moment même où le député José Rossi, UDF, président du Conseil général enrichira le débat par le dépôt de sa propre proposition de loi.
Je vous remercie de votre attention, et le mandataire de François Mitterrand que j'ai été en 1981 et 1988 compte sur votre aide et votre soutien pour que la chaîne d'union soit à jamais formée entre la France continentale et la Corse.

Collection Léo Lagrange

Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Laurent Croce de s'être tenu aux dix minutes.
Catherine Labru-Lissonde, tu as la phrase qui nous permettrait de clore le débat agricole ?

Catherine Labru-Lissonde - "Le Comité directeur du Parti Socialiste est conscient que la situation d'un grand nombre d'exploitations agricoles s'est dégradée sous l'effet de deux sécheresses consécutives, et des difficultés structurelles de la vente bovine et ovine.
Il comprend le désarroi des agriculteurs qui sont effectivement en grande difficulté, mais ne peut en aucun cas admettre les violences dans lesquelles ne se reconnaît d'ailleurs pas la grande majorité d'entre eux."

Le président - Je crois que cette phrase effectivement correspond à ce qui a été dit dans le débat. Etes vous d'accord ?
Le texte est adopté et devient donc une résolution du Comité directeur. Merci.
Gérard Colomb, tu as la parole. Ensuite Gérard Fuchs, et je donnerai ensuite la parole à Pierre Bérégovoy.

Gérard Colomb

Chers camarades, délaissant les problèmes agricoles, je voudrais revenir sur la réflexion qu'a commencé à initier le Premier Ministre, Michel Rocard, lors du séminaire de notre Parti à Joué-lès-Tours,
Les déclarations de Michel Rocard ont apparemment choqué un certain nombre de militants du Parti Socialiste, au point que notre Premier secrétaire a jugé bon de rappeler un certain nombre de positions du Parti.
Je crois pour ma part que, loin d'être saugrenues, un certain nombre de déclarations de Michel Rocard correspondent très exactement à la réalité que nous vivons aujourd'hui. Et je partage tout à fait un certain nombre des prémices de son raisonnement, même si je ne suis pas sûr de partager toutes ses conclusions.
Qu'a dit en effet Michel Rocard ? Essentiellement qu'une époque de la démocratie, celle de la démocratie représentative avait pris fin. Selon Michel Rocard, nous avons connu une première phase dans l'histoire de la démocratie où la société se structurait autour d'un conflit central, celui de la question sociale.
C'est ce conflit qui définissait le panorama politique et marquait l'opposition entre groupes sociaux qui étaient liés entre eux par une communauté culturelle, voire par une appartenance à un même mode de vie. Cette période de l'histoire, nous dit-il, a été l'âge d'or des organisations ouvrières, partis et syndicats, et a, hélas, peut-être pris fin, parce que la société a effectivement éclaté, parce qu'elle s'est fragmentée, parce qu'au conflit central s'est substituée une multitude de conflits corporatistes, parce qu'au-delà de ces conflits l'opinion publique s'est

Fondation Jean-Jaurès

homogénéisée sous l'effet niveleur des médias.
Ainsi conclut-il, à la démocratie représentative, basée sur les partis et syndicats, a succédé une nouvelle forme de démocratie, faite d'une communication directe entre les gouvernements et l'opinion publique.
Mes chers camarades, lorsque Michel Rocard nous décrit une société éclatée et fragmentée, une société où les conflits corporatistes semblent prendre le pas sur le conflit central, est-il si loin de la vérité ?
Quand Michel Rocard nous décrit l'affaiblissement des partis et des syndicats, par rapport aux médias, dans la formation du jugement des citoyens, qui d'entre-nous ne ressent-il pas que ce qu'il décrit là est une évidence ?
Alors, le problème, me semble-t-il, est moins de savoir si les prémices du raisonnement de Michel Rocard, son analyse de la société actuelle, sont exacts, que de savoir quelles conclusions il convient d'en tirer.
Chers camarades, quelles conclusions convient-il d'en tirer ? Est-ce qu'il s'agit pour nous, constatant l'évolution de la société, de conclure qu'il faut s'adapter à cette évolution de la société, ou bien gardons-nous au contraire, constatant cette évolution de la société, l'espoir, la volonté de la transformation ?
Si telle est bien notre intention, le plus urgent, me semble-t-il, est de comprendre les raisons qui ont amené à une telle évolution de la société. Ces raisons me semblent être triples : d'abord l'affaiblissement des politiques nationales dans un contexte de mondialisation de l'économie, ensuite la déstructuration du tissu social que l'inadéquation nouvelle du politique, par rapport à l'économique, a entraînée ; enfin le rôle nouveau qui dans un tel contexte socio-économique a été celui de la communication médiatique.
Affaiblissement des politiques nationales du fait de la mondialisation de l'économie : les Français ne sont peut-être pas grands clercs en économie, ils ont cependant compris depuis quelque temps déjà que leur sort dépend désormais davantage d'un certain nombre d'éléments parfaitement extérieurs à la volonté des gouvernements nationaux que de l'action propre de ces derniers.
Variation du cours des grandes devises, taux d'intérêts bancaires au niveau mondial, prix des matières premières, niveau d'endettement mondial, on pourrait exprimer les choses d'une autre façon, et tout à l'heure les conclusions de la Commission économique le montraient : affectation de l'épargne, niveau de cette épargne au niveau mondial, tels sont les éléments qui désormais priment sur les décisions politiques prises au niveau national, et mes chers camarades, nous en avons eu récemment un exemple tout à fait patent. Que pèse en effet la décision sur laquelle nous avons longuement débattu de diminuer d'un ou 2% l'impôt sur les sociétés quand, dans le même temps, la spéculation sur les cours du pétrole fait tripler le prix du baril ?
En fait le problème fondamental de la politique aujourd'hui et du sentiment d'inanité qu'elle donne à l'opinion publique provient, me semble-t-il, du découplage intervenu entre une économie qui est désormais une économie monde et un champ politique qui reste cloisonné en Etat national, impuissant devant les pesanteurs des macro agrégats et les aléas du marché mondial.
Du fait de cette incapacité à peser désormais sur les éléments économiques, la

politique est devenue ce qu'un certain nombre d'auteurs ont pu appeler une politique "flipper", où les Etats essayent de contrôler les mouvements d'une bille dont les impulsions naissent très largement en dehors d'eux, faute de pouvoir agir sur les causes, la politique n'a plus alors qu'à tenter de traiter les conséquences sociales, nées des mutations économiques.
Lutte contre la montée du chômage, contre l'extension de la nouvelle pauvreté, contre la délinquance, contre la dégradation continue des banlieues, contre la poussée migratoire des pays périphériques vers les pays occidentaux, comment la politique, réduite à la seule imposition des emplâtres, n'aurait-elle pas perdu une partie de ses lettres de noblesse ? Ainsi érodée par le haut, la société politique est en même temps déconstruite par le bas, si l'évolution de l'économie mondiale ne peut plus en effet désormais être maîtrisée dans le cadre des Etats nationaux, elle n'en provoque pas moins des effets profonds à l'intérieur de ces débats.
C'est toute une société qui se déstructure, qui éclate, qui se fragmente, et je crois que, de ce point de vue, l'analyse qui sous-tend les conclusions de Michel Rocard, sont tout à fait pertinentes.
Dans cette décomposition de la société, à laquelle nous avons assisté depuis une quinzaine d'années, la classe ouvrière, c'est vrai, est renvoyée d'une certaine manière au passé, c'est désormais le temps du repli sur l'aspect individuel, celui triomphant des "golden boys", du spécialiste du marketing publicitaire ou celui déboussolé des abonnés de la guerre froide. Quand on retrouve le groupe, c'est au mieux le groupe de proximité, mais c'en est fini des sentiments forts d'appartenance à des communautés plus larges, que ce soit la communauté nationale, ou celle d'une classe sociale.
Comme le dit Michel Maffesoli, nous vivons à nouveau le temps des tribus. Entre des citoyens sans appartenance, et une autorité gouvernementale incapable de peser sur les choix globaux, il fallait bien que s'établisse un lien nouveau qui viendrait compenser le déclin des relations proprement politiques au sein de la société. C'est cette fonction que sont venus occuper les médias, des médias renonçant à chercher un sens à une situation qui n'en a, à vrai dire, plus beaucoup, où faute de maîtrise efficace du levier politique sur les forces économiques les médias se transforment du coup en simples producteurs d'images, d'où une actualité politique qui se transforme en une série de flashes, une actualité où les médias créent d'ailleurs eux-mêmes l'événement, un événement d'ailleurs qui ne devient tel qu'à partir du moment où il a été couvert médiatiquement.
Dans ces circonstances l'homme politique n'est plus celui qui s'impose par la justesse de l'analyse, de la pensée, ou de l'action. C'est désormais celui qui a la plus grande capacité à la communication. Il faut savoir communiquer, et ce que l'on communique n'intervient désormais que de manière extrêmement accessoire.
Mes chers camarades, c'est à mon avis toute cette évolution de la société qui se trouve à l'arrière plan du discours de Michel Rocard.
C'est pourquoi son intervention me semble une intervention extrêmement

importante, dans la mesure où elle semble constituer un révélateur de l'état réel de notre société et par rapport à cela, il me semble que nous ne pouvons nous contenter de condamnation ou de regrets pieux.
Il nous faut essayer de retrouver comment il est possible de pouvoir peser sur l'évolution de nos sociétés et je crois qu'à la veille du moment où nous abordons le projet Socialiste, la question fondamentale qui se pose à nous est bien celle-ci : comment la politique peut à nouveau intervenir de manière efficace sur l'évolution économique, comment est-il possible de retrouver une prise sur ces évolutions, tant que nous n'aurons pas répondu à ces questions, nous nous contenterons à regretter que la classe ouvrière ne soit plus que ce qu'elle est, qu'effectivement, on a une politique minimale, que les partis politiques soient réduits à un rôle modeste, que les médias prennent de plus en plus d'importance sur les organisations traditionnelles, qu'ils ne fassent plus qu'une communication d'images, mes chers camarades, c'est à nous de retrouver dans notre projet la façon qui doit nous permettre d'appréhender l'évolution réelle de la réalité économique, et il me semble que la question dont nous aurons peut-être à débattre est celle de la pertinence dans ce contexte d'une économie mondialisée des états Nations. C'est peut-être le début de notre réflexion pour le projet Socialiste.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gérard Fuchs. Ensuite, Pierre Bérégovoy.

Gérard Fuchs

Mes chers camarades, je voudrais commencer par ajouter quelques mots sur la crise du Golfe, non pas que beaucoup n'ait déjà été dit, mais je crois que cet événement aura pesé si lourdement sur notre futur qu'il mérite qu'on s'y attarde encore quelque peu. Nous avons été placés par Saddam Hussein dans le cadre tragique d'une logique de guerre, nous voulons absolument retrouver le cadre d'une logique de paix. Le chemin à suivre pour en venir là, nous le connaissons, c'est celui qui a été tracé notamment aux Nations-Unies à New York par Français Mitterrand allant, je crois, à l'extrême d'une position de compromis qui ne soit pas une position de compromission. Il n'en reste pas moins que nous ne pouvons écarter aucune hypothèse et que si Saddam Hussein ne profite pas de la perche ainsi tendue, s'il n'en profite pas aujourd'hui si possible ou demain au plus tard, et si un embargo de plus en plus efficace ne suffit pas à le faire changer d'avis, on peut toujours souhaiter le faire changer tout court, il ne restera plus à la Communauté internationale que deux solutions.

- Accepter les conséquences de l'agression et de la violation du droit, en d'autres termes, ne rien faire.
- La deuxième serait de se donner les moyens de faire reculer l'agression et de rétablir le droit Je crois que c'est un signe, et un signe positif des temps actuels que ce soit un ministre des Affaires étrangères soviétique qui ait évoqué cette dernière hypothèse en s'appuyant sur le désormais célèbre chapitre 7 de la charte des Nations Unies qui évoque de telles possibilités

matérielles et militaires.
Cela dit, l'atmosphère a plutôt évolué favorablement au cours des dernières semaines.
Avant la rencontre Bush/Gorbatchev, nous étions nombreux à craindre une intervention unilatérale américaine, dont les conséquences politiques auraient été même en cas de victoire militaire rapide, ce qui était loin d'être garanti, désastreuses, Faut-il rappeler que le positionnement des moyens militaires que nous avions décidé d'envoyer dans la région était tel alors que nous ne courions pas le risque de nous trouver impliqués malgré nous dans une quelconque aventure de ce genre, malgré nous.
Aujourd'hui, la situation est clarifiée et clarifiée pour toutes sortes de raisons, allant d'une meilleure évaluation des risques du côté de George Bush à des nécessités d'ordre international de son même côté. Le président des Etats-Unis a dû accepter que la logique des Nations Unies l'emporte sur la logique des Etats-Unis, et c'est bien. Dès lors, il devient possible pour la France d'installer des troupes plus près de la zone de tension, et même, en Arabie Saoudite,
Certains, je pense notamment à Jacques Chirac, demandent alors sous quel commandement peuvent être amenées à se trouver ces troupes. Ma réponse est simple, car il n'y a plus aujourd'hui deux hypothèses possibles : le commandement français, dans le respect, bien sûr, de la souveraineté saoudienne, ou un commandement décidé par les Nations-Unies. Faut-il dire que j'espère bien que nous n'aurons pas à connaître cette deuxième hypothèse, qui signifierait que les moyens de l'embargo auraient échoué.
Je voudrais dire quelques mots des conséquences intérieures qui peuvent revenir, celles de la crise du Golfe.
Le projet de budget pour 1991 - j'imagine que Pierre Bérégovoy y reviendra - a déjà intégré certaines de ces conséquences. Je ne reprendrai pas ce qui a été dit aux journées parlementaires. Nous devons tous garder à l'esprit un chiffre impie et qui donne la bonne mesure des avenirs possibles.
Aujourd'hui, une hausse de 5 dollars du baril de pétrole brut, se traduit mécaniquement par un déficit accru de 20 milliards de francs de notre commerce extérieur Nous étions en juillet à un peu moins de 20 dollars le baril. Nous espérons que la situation pourra se stabiliser à 25. En attendant cela, le cours du jour se situe plutôt autour de 40. C'est pourquoi je voudrais essayer d'apporter une réponse à ce qu'évoquait tout à l'heure Gérard Colomb, en exprimant ma conviction que cette situation nous conduit, quel que soit le scénario de demain, à un impératif qui n'est pas un impératif neuf, mais qui devient un impératif de plus en plus catégorique, je veux dire bien sûr renforcer l'Europe, et pour être tout à fait clair, renforcer la Communauté européenne, et pour cela, trois raisons.
Il nous faut renforcer cette Europe, d'abord économiquement, monétairement et politiquement. Nous avons tous appris à nos dépens en 74 et en 79, où pouvait conduire le "chacun pour soi" en matière de rétablissement de l'équilibre extérieur et de la stabilité des prix. Perte de croissance et montée du chômage ont été les fruits amers de cette politique à ne renouveler sous aucun prétexte, ce qui veut dire concrètement qu'il nous faut améliorer notre coordination des

politiques européennes.
Ensuite, il nous faut renforcer l'Europe dans le domaine de la sécurité et de la défense. Il y a là quelque chose qui irrite certains de nos camarades, mais se lamenter devant la superpuissance américaine devenue unique, n'a pas de sens si nous ne nous donnons pas dans ce domaine là aussi les moyens certes pas de l'équilibrer militairement, mais certainement de l'influencer.
Fusionner les objectifs de la Communauté européenne et ceux de l'Europe occidentale sera sans doute difficile, je ne vois pas, pour ma part, d'autres choses.
Enfin, il nous faut renforcer - c'est un mot encore plus carré qu'il nous faudrait trouver - il nous faut renforcer la politique de l'Europe en direction du tiers-monde. Ce n'est pas l'Union soviétique qui s'en occupera, cela n'a jamais été les Etats-Unis, même si la crise du Golfe se termine bien, si elle demeure jusqu'à son terme l'affrontement entre la Communauté internationale presque unie et l'Irak, cette crise du Golfe doit résonner pour nous comme une sorte d'ultime avertissement. L'affrontement Nord/Sud, celui des pauvres contre les riches, n'est plus loin de nous, et cela, les Socialistes que nous sommes ne peuvent, bien sûr, pas l'accepter.
Au terme de ces quelques réflexions sur la situation extérieure, je voudrais vous dire aussi, chers camarades, soyons sérieux, et arrêtons notamment dans le contexte actuel de jouer avec un certain nombre de mots et de phrases, même s'il s'agit de phrases prononcées par le Premier Ministre, je dirai surtout s'il s'agit de phrases prononcées par le Premier Ministre.
Qui serait ici, je vous interroge chacune et chacun d'entre nous, qui serait ici un beau dimanche matin d'automne dans la chaleur et la fumée, s'il ne répondait pas oui, évidemment oui, aux trois questions posées hier par Pierre Mauroy.

- Oui, le rôle du PS est de tenter d'infléchir, par le débat d'idées, par le militantisme de proximité, l'opinion majoritaire d'un moment.
- Oui, un homme de gauche doit savoir soutenir une réforme malgré une minorité déterminée.
- Oui, l'homme d'Etat peut devoir s'opposer à l'opinion majoritaire.

Arrêtons donc, chers camarades, d'enfoncer des portes ouvertes et regardons plutôt ce que je considère être les vraies questions : quelle doit être la nature d'un projet, à quelle distance doit-il se situer réellement, au risque de perdre sa crédibilité s'il y a trop de rêve ? Au risque de l'autre, de perdre sa force d'attraction s'il n'y en a pas assez. C'est la véritable question posée, à mes yeux, par le discours de Michel Rocard à Joué-lès-Tours, et je regrette que ce ne soit pas celle-là qui ai retenu l'attention de l'ensemble de nos responsables et plus encore de nos adhérents.
Comment lier le quotidien et l'imaginaire ? Je crois que c'est à ce véritable défi qu'il nous faudra répondre dans les mois qui viennent.
Aujourd'hui, le gouvernement Michel Rocard gouverne, et gouverne au plein sens que je donne personnellement à ce mot, c'est-à-dire qu'à la loi, il gère pour le quotidien et il réforme pour l'avenir Les Français sont bien conscients qu'il fait les deux, mais le paradoxe de notre situation interne au Parti Socialiste est

bien celle-là : c'est essentiellement dans nos rangs que certains font semblant de douter de l'action réformatrice du gouvernement, et chers camarades, j'attire votre attention sur ce paradoxe, ce sont parfois et même souvent ceux-là mêmes qui expriment le plus fortement leurs doutes qui combattent ou qui ont combattu avec virulence toutes les principales réformes engagées depuis deux ans, du revenu minimum d'insertion hier à la contribution sociale généralisée d'aujourd'hui.
Alors, c'est à ceux-là, chers camarades, que je voudrais dire en conclusion : un peu de cohérence. Je voudrais que vous gardiez un minimum de sens de l'intérêt collectif dont nous nous réclamons tous ici. Nous savons bien l'écho médiatique immédiat que peut recevoir un certain type de déformation et de critique, mais je ne suis pas sûr personnellement qu'une telle attitude serve réellement les objectifs que, je n'en doute pas, nous poursuivons tous.
(Applaudissements)

Le président - Pierre Bérégovoy. Ensuite Claude Bartolone. Merci à tous de vous tenir aux dix minutes.

Pierre Bérégovoy

Je vais essayer, mon cher Claude Estier, de m'en tenir aux dix minutes. Je n'étais pas là hier et je vous prie de m'en excuser, mes obligations municipales m'ont retenu et ce qui m'a donné l'envie d'intervenir, c'est l'excellent rapport de Catherine Labru-Lissonde car, en effet, je voudrais ajouter aux questions posées une certaine perplexité qui résulte des réunions auxquelles j'ai participé à Washington et des conversations que j'ai eues avec les uns et les autres.
Il est vrai que la situation de l'économie mondiale n'est pas bonne, que le ralentissement observé aux Etats-Unis s'aggrave au point d'être considéré par certains comme le commencement d'une récession, que la situation des pays endettés dans le tiers-monde, malgré les efforts faits par beaucoup de pays, à l'initiative notamment de la France et du Président de la République, n'est pas toujours satisfaisante, il est vrai aussi que ce qui se passe à l'Est de l'Europe a de quoi troubler les esprits.
Mes chers camarades, c'est le Socialiste qui voudrait vous dire l'impression qu'il ressent lorsqu'il rencontre un ministre d'un pays en développement, un ministre hongrois, qui a choisi maintenant l'économie de marché, qui est était il y a quelques moisi Communiste, ou bien le gouverneur de la Banque centrale d'Union soviétique, ou bien le ministre, ou la ministre des Finances du Brésil.
Tous viennent me demander non pas comment on passe à l'économie de marché, mais comment on peut démanteler le secteur public et privatiser les entreprises autrefois publiques dans ces pays en développement ou dans les pays de l'Union soviétique. Au fond, l'idée dominante aujourd'hui, c'est que moins d'état est préférable à trop d'état, et qu'une entreprise privée fonctionne beaucoup mieux qu'une entreprise publique.. Ceux qui le disent ne sont pas simplement les héros du libéralisme sauvage. Ce n'est pas simplement le représentant du gouvernement de Mme Thatcher ou du gouvernement des Etats-

Fondation Jean-Jaurès

Unis, c'est une idée unanimement partagée à l'exception peut-être de quelques Communistes réticents aux thèses de M. Gorbatchev et je crois que cette interpellation-là, elle est essentielle, quelle réponse allons-nous leur apporter ? Allons-nous leur dire qu'il faut que l'Etat garde en main un certain nombre de moyens d'intervention ? Lesquels ? Allons-nous leur dire qu'il faut qu'un certain nombre d'entreprises à capitaux publics puissent réguler et orienter l'économie ? C'est, en tout cas, une question sérieuse. Je crois que, depuis plusieurs mois ou plusieurs années, l'échec de l'économie administrée, collectivisée, entraîne forcément un retour de balancier vers ce que l'on appelle le libéralisme, et que la vraie question est de savoir comment on peut éviter que le capitalisme sauvage multinational s'empare du développement de l'économie mondiale dans les dix ans ou vingt ans qui viennent.

C'est pourquoi j'attache, pour ma part, une très grande importance à la réflexion engagée par Michel Charzat, réflexion qui me paraît d'ailleurs bien conduite et avec laquelle je me sens profondément d'accord.

Posons-nous les vraies questions, essayons d'y répondre.

Je crois que rien ne vaut l'exercice de la liberté, y compris dans le domaine économique, mais que cette notion ne peut pas être séparée de celle de la responsabilité des Etats et de la solidarité nécessaire car, si le capitalisme s'est révélé plus efficace que le Communisme, il a créé des poches de misère, des inégalités qui, sans cesse croissantes, à l'horizon du quart de siècle qui vient, provoqueront à nouveau des remous et des tensions auxquels il faudra bien apporter une réponse.

Le deuxième élément de perplexité, c'est la construction européenne dont vient de parler Gérard Fuchs avec des mots auxquels je n'ai rien à redire. Mais je voudrais que nous en prenions la dimension.

J'ai entendu ici ou là quelques observations (je ne dis pas critiques) faites à l'égard du budget. Je viens d'entendre parler de la nécessité de poursuivre l'étape sociale, qui signifie pour nous, tout de même, améliorer le sort des plus démunis mais, au-delà de cela, permettre aux actifs et aux salariés de toucher, comme on l'a dit, les dividendes de la croissance.

Mes chers camarades, un gouvernement national (cela a été bien dit aussi par Colomb) qui est soumis au verdict du corps électoral, qui doit présenter un bilan, est affronté au jugement des électeurs. D'abord il rencontre sur son chemin, comme nous le voyons à propos de la crise agricole, les forces sociales, lesquelles sont exigeantes, mais en même temps il va être jugé sur ses performances économiques, sur la manière dont il a redistribué les revenus sociaux.

Or, l'Europe nous impose des contraintes, mais il n'y a pas de gouvernement européen. C'est, au mieux, une délégation donnée par les gouvernements européens à une institution qui n'est pas responsable devant le corps électoral, même si des progrès ont été faits.

Alors, s'agissant de la politique économique, je rappelle (mais il y a beaucoup d'experts ici) que nous disposons de trois instruments, indépendamment des entreprises et des salariés qui ont à faire prospérer l'économie.

Fondation Jean-Jaurès

- Le premier instrument, c'est la politique budgétaire.
- Le deuxième instrument, c'est la politique des revenus.
- Et le troisième instrument, dont j'ai essayé d'user à plusieurs reprises, c'est la politique monétaire, tout en me rendant bien compte que ce qui se passe à l'extérieur de nos frontières a une très grande importance.

Chers camarades, l'union économique et monétaire nous interpelle et je crois qu'il va falloir que nous en mesurions les conséquences.

Qu'est-ce que nous disent aujourd'hui la Commission de Bruxelles et, disons, en gros (même si c'est d'une manière parfois différente), la Bundesbank ou le gouvernement allemand ?

C'est qu'il faut une union économique et monétaire avec une monnaie unique, monnaie unique émise par une banque centrale unique, elle-même indépendante des pouvoirs politiques, qui fixera les taux d'intérêts dans la Communauté puisqu'elle sera responsable de ce que l'on appelle les agrégats monétaires, autrement dit de la masse de monnaie mise à la disposition des agents économiques à travers l'Europe.

Nous avons pu obtenir dans les discussions que la politique monétaire extérieure de la Communauté (autrement dit celle des taux de change) soit placée sous la responsabilité des autorités politiques. Lesquelles ? On verra, mais comme nous avons une démarche d'union économique et monétaire et d'union politique parallèle, j'espère qu'à un moment donné, y compris avec les problèmes de défense (c'est essentiel), nous arriverons à une synthèse.

Mais en attendant, car c'est cela le processus dans lequel nous sommes engagés, de plus en plus la politique monétaire va être décidée à l'échelle européenne.

Beaucoup d'entre vous ont dit que lorsqu'on baisse d'un point l'impôt sur les bénéfices des sociétés, c'est beaucoup moins efficace pour la croissance économique que si nous baissions d'un point les taux d'intérêts consentis aux entreprises. Ceux qui disent cela ont raison... sauf que les taux d'intérêts sont aujourd'hui largement déterminés par la politique qui se fait à l'échelle mondiale.

Nous avons encore l'instrument du franc (plus il est solide, plus nous disposons d'une marge) mais, le jour où nous sommes dans une union économique et monétaire, dont la banque centrale ou dont le système européen des banques centrales est indépendant, la marge de manœuvre du gouvernement français dans ce domaine sera réduite à peu de choses (il faut le savoir) et nous serons quand même, nous, gouvernement français, Premier Ministre en tête, Michel Rocard et les ministres qui l'accompagnent, responsables devant l'opinion publique de ce qui va et de ce qui ne va pas.

Parmi les propositions aujourd'hui faites par les Allemands, il y a que, dans la phase intermédiaire (système européen de banques centrales), le préalable est que notre banque centrale soit indépendante. J'ai déjà eu l'occasion de dire au gouvernement français que nous en acceptons la conséquence. Une fois que tout est fait, une fois qu'on est arrivé à une véritable union économique et monétaire, acceptons peut-être (on peut en discuter, mais moi j'accepte, conformément aux informations reçues du Premier Ministre et du Président) que la banque centrale

devienne indépendante. Mais, si c'est un préalable, voilà un instrument dont nous ne disposons plus. Premier élément.
Je sais bien que les Allemands disent : "Il faut faire une union économique et monétaire à deux vitesses, parce qu'il ne faut pas que la mauvaise monnaie chasse la bonne, que les pays à inflation faible, finalement, se trouvent victimes des pays à inflation forte". C'est un débat que nous aurons. Moi, je souhaite que nous fassions l'union économique et monétaire à 12 et je dois dire que l'unité allemande m'amène à penser qu'il ne faut pas écarter la Grande-Bretagne, quels que soient les désaccords que nous ayons, de la construction européenne. Si la Grande-Bretagne, à la fin des fins, ne peut pas y souscrire, nous verrons bien, mais en tout cas ne prenons pas cette hypothèse comme base de départ.
Mais mon propos est un peu différent. Mon propos est de dire : politique monétaire de plus en plus internationale et, en tout cas, de plus en plus européenne, mais une des conditions de l'union économique et monétaire, c'est qu'il n'y ait pas de financement monétaire des déficits budgétaires, c'est que les déficits budgétaires soient maîtrisés.
Il est bien évident que le budget est un instrument essentiel, permettez-moi de le dire ; quelques débats récents sont là pour me le rappeler... Eh bien ! Si nous n'avons plus la maîtrise budgétaire (sauf celle qui consisterait, augmentant les dépenses publiques, à augmenter les recettes publiques), cela signifie que nous risquons d'être dans une position d'insuffisante compétitivité par rapport aux autres.
Or, il est dit, dans les projets que j'examine actuellement au nom du gouvernement (et j'espère que nous aurons une discussion avec le Parti et au sein du gouvernement) : pas de financement monétaire (cela, nous pouvons l'admettre, nous ne le faisons d'ailleurs pas, cela a été fait dans le passé), et les déficits budgétaires doivent être maîtrisés, ils doivent être limités... parfois même certains disent éliminés.
Donc, vous le voyez bien : politique monétaire, elle nous échappe, politique budgétaire, elle risque de nous échapper.
Que nous resterait-il, chers camarades ?
La politique des revenus ? La politique des revenus, c'est un instrument dont on s'est beaucoup servi, Pierre Mauroy notamment, et à mon avis à très juste titre, dans les années 1982, 1983, 1984, et nous avons poursuivi avec Laurent Fabius.
Cela veut dire quoi, la politique des revenus ? Cela veut dire que l'on maîtrise l'évolution des revenus, des prestations sociales, des retraites, des salaires de la fonction publique, et que l'on s'efforce d'éviter un dérapage général des salaires.
Je sais bien qu'il est aisé, en public (et je le fais souvent), de dire : "Il ne faut pas confondre politique des revenus avec police des salaires...", il n'empêche que vous avez là un problème et que nous avons assez entendu, avec le rapport du CERC, des questions posées sur l'évolution des revenus salariaux et des revenus non-salariaux, sur l'évolution des revenus des salaires et des revenus du capital.
Mais, dans le cadre d'une économie européenne où les mouvements de capitaux sont libres, si on veut qu'ils restent chez nous pour financer notre propre développement, il est clair qu'on ne peut pas tout à fait ignorer la taxation des

capitaux, la taxation des plus-values en France et dans d'autres pays...
Alors, on nous dit : "Mais il suffit de faire l'Europe !" Eh oui ! Il suffit de faire l'Europe et c'est vrai. Mais il suffit de faire l'Europe qui n'a pas de gouvernement européen et avec un gouvernement national, avec un parti, qui sont obligés de rendre des comptes, non pas comme on le fait dans la région Provence-Côte d'Azur ou dans la région Ile-de-France, mais à l'ensemble de la Nation. Notre maître à nous, c'est le suffrage universel et, pour l'instant, le suffrage universel européen n'a pas encore trouvé d'expression politique.
Voilà les quelques remarques que je voulais faire au moment où nous parlons, parce que je crois qu'elles doivent dominer notre réflexion dans les semaines qui viennent.
Un mot simplement. Je disais à notre amie Catherine Labru que je trouvais le ton alarmiste. Chers camarades, qu'est-ce que nous avons voulu éviter, le Premier Ministre et moi, depuis le mois d'août ?
Nous avons voulu éviter qu'à l'effet macroéconomique de la hausse du prix du baril de pétrole, fort justement rappelé à l'instant par Gérard Fuchs, s'ajoute un effet psychologique, autrement dit que devant les menaces de ralentissement de l'économie mondiale, les agents économiques, les entreprises par exemple, décident de ralentir dès maintenant leurs projets d'investissement. A partir de là, on connaît la conséquence : à l'effet macroéconomique s'ajoute un effet psychologique et le ralentissement devient inévitable. Si on ne s'adapte pas (autre débat d'il y a quelques mois), alors, à un moment donné, on supporte tout, l'effet macroéconomique, l'effet psychologique, et puis on fait ce que l'on appelle un plan de rigueur, qui ressemble plus souvent à un plan d'austérité.
C'est la raison pour laquelle nous essayons de naviguer entre deux écueils : l'écueil de l'inflation (il faut éviter qu'elle s'aggrave) et l'écueil de la récession (il ne faut pas ralentir l'investissement), d'où l'importance que nous avons attachée (non pas par je ne sais quelle déification de l'entreprise) au comportement des entreprises, car de là dépend en effet que nous ayons 250 000 ou 300 000 chômeurs de plus, et non pas de moins, à l'horizon des deux ans qui viennent.
Voilà l'élément essentiel.
On pourra me dire qu'en ayant prévu un baril à 25 $, nous sommes optimistes et qu'il sera peut-être à 40... Il faudra donc s'adapter. Mais il faut, pour l'instant, espérer que le pire ne sera pas certain. Sur ce plan-là, je crois que notre projet de budget, qu'il faudra adapter sans délai si la situation s'aggrave, doit être considéré comme la réponse du moment aux incertitudes actuelles, que l'on ne peut pas supprimer d'un trait de plume, mais que nous devons nous efforcer de réduire. D'où le discours tenu disant : il faut s'adapter, il ne faut pas s'alarmer. Peut-être arrivera-t-il le moment où l'alarme, survenant des événements du Golfe, exigera de nous, en effet, un comportement, disons, un peu plus modérateur en ce qui concerne le budget où les évolutions de revenus, ou la politique monétaire... Dans le moment présent, il faut se dire que le pire n'est pas certain et il faut nous efforcer de tenir les deux bouts de la chaîne : poursuivre en effet une politique de solidarité active et éviter que la croissance

économique ne se casse.
Nous sommes déjà en ralentissement d'activité dans le monde, en France aussi. Nous espérons beaucoup de la reprise allemande, ou de l'accélération de la reprise allemande, mais les Allemands ont leurs problèmes. Donc beaucoup de difficultés sont devant nous. Evitons ce que l'on appelle, en langage économique (que vous connaissez mieux que moi), la politique du "stop and go". Il faut essayer de s'adapter sans faire de tête-à-queue. Telle est la politique que nous essayons de suivre.
Dernier mot, si Claude Estier me le permet : je crois que dans le même temps il faut valoriser les idées non seulement de construction politique de l'Europe (et j'ai mis l'accent davantage sur la construction politique que sur les autres formes de construction, car la démocratie ne peut pas se découper en morceaux), mais de nouvel ordre économique mondial, car le prix du baril de pétrole, aujourd'hui, ne correspond à rien ! Il y a des réserves dans le monde. Si vraiment l'économie de marché fonctionnait, la loi de l'offre et de la demande devrait faire que le pétrole ne dépasse pas 20 $. Mais nous sommes dans un marché détraqué ! Cela, ce n'est pas l'économie de marché, c'est une économie dominée à la fois par les pays producteurs, oligopoles, et par les compagnies pétrolières, et le monde reste finalement indifférent à cela.
Moi je crois, je vous l'ai souvent dit, mais c'était moins, comment dirai-je, moins accepté qu'aujourd'hui, que l'économie de marché, c'est la réponse moderne aux problèmes de notre temps. Cela signifie que cela ne peut pas vivre sans régulateur. L'Etat a son rôle, l'Europe, l'Etat européen aura son rôle, mais la Communauté internationale a aussi son rôle.
Je dois dire qu'aujourd'hui où la solidarité politique entre les grandes Nations, l'Union soviétique, les Etats-Unis, la France, la grande majorité des pays en développement a joué, il faut qu'elle joue aussi, qu'elle s'étende au champ économique. Cela, c'est le message universel des Socialistes.
Bien sur, il faut adapter notre discours au temps qui vient, cela serait absurde de ne pas voir que les choses ont changé, mais il ne faut pas renoncer à organiser les choses pour que la société soit plus juste au plan français, au plan européen et au plan mondial. Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Pierre.
J'appelle maintenant Claude Bartolone, ensuite Julien Dray.

Claude Bartolone

Mes chers camarades, je voudrais revenir ce matin sur le problème du projet et des alliances. En effet, si ces deux sujets sont faciles à aborder séparément, le réglage entre l'un et l'autre est indispensable.
Il me semble aujourd'hui qu'il est difficile d'imaginer que nous puissions, et personne n'y pense, j'en suis sûr, considérer qu'une alliance n'est que le résultat d'une simple négociation de parti à parti portant pour l'essentiel sur le nombre et la répartition de circonscriptions, au risque de courir de graves dangers.

En effet, si nos concitoyens nous demandent deux choses aujourd'hui, c'est certes l'amélioration de leurs conditions de vie, mais aussi d'être les défricheurs de l'avenir. Etre capables de les aider à concevoir de quoi demain sera fait, c'est là tout à fait le rôle et le sens du projet Socialiste. Partir de ce que nous avons été depuis 1981, expliquer ce que nous faisons et appréhender ce que nous voulons.
La méthode que nous a présentée Charzat est bonne, qui consiste à ne pas brûler les étapes. Il était sain pour toute la suite de notre démarche d'engranger tout d'abord un apport d'idées et de réflexions dans les groupes de travail. Si nous sommes capables de procéder réellement à un aggiornamento, c'est-à-dire de nous adapter à l'évolution du monde actuel sans renier la grande tradition du Socialisme démocratique qui est bâtie sur les idées de mouvement et de transformation pour une société plus juste, plus humaine, plus fraternelle, si nous parvenons à l'adéquation entre ce qu'il y a de meilleur dans la tradition du mouvement ouvrier et cette réalité, qui s'impose à nous, de la modernité écologique, technologique, sociologique, juridique et culturelle de cette fin de siècle, nous pouvons parvenir, en formalisant le projet, à retrouver ces points de repère que trop souvent nous ne distinguons plus très bien.
Discutons donc du projet, ne mettons pas la charrue avant les bœufs, acceptons de considérer ensemble que c'est ce projet, lorsqu'il aura été mené à son terme, qui devra inspirer notre stratégie politique pour les prochaines années. Raisonner d'une manière électoraliste, notamment en termes d'alliances, et concevoir le projet comme l'habillage idéologique d'une quelconque alchimie électorale, serait non seulement illogique, mais encore politiquement calamiteux.
J'ai relevé avec une attention toute particulière, dans le texte qui a été présenté par Michel Charzat, le passage consacré à la pensée "progressiste", habituée jusqu'à présent à raisonner en termes exclusifs, et qui doit désormais apprendre à raisonner différemment. L'observation est pertinente et fondamentale. Il était beaucoup plus pratique, du point de vue de l'intervention militante, de pouvoir comme nous le faisions il y a quelques années encore nous exprimer de manière péremptoire en toutes choses. Nous sommes désormais beaucoup moins schématiques et réducteurs et c'est tant mieux.
Veillons toutefois, chers camarades, à ce que la perception de la complexité du monde actuel ne nous conduise vers l'écueil inverse, le pour, le contre, les prises de position systématiquement balancées, l'expression politique toute en nuances subtiles que personne ne comprend, peuvent être un facteur d'immobilisme, d'acceptation passive des contraintes et de gestion plate.
La complexité du monde ne doit pas dispenser les Socialistes d'opérer de vrais choix politiques en fonction de leurs valeurs, de les proposer pour le pays avec comme corollaire cette prise d'un risque toujours présent dans les pays démocratiques qui se traduit parfois le jour venu par une sanction électorale.
De ce point de vue je suis d'accord avec l'observation sur l'intelligence collective des citoyens. Mais j'observe toutefois que les "citoyens", ou le "peuple", sont des concepts trop globalisants pour être toujours opérationnels. Les "citoyens", le "peuple", les "Français", "l'opinion" recouvrent une multiplicité de catégories, de groupes, de classes dont les intérêts matériels et

moraux sont souvent contradictoires, voire antagonistes.
Le Socialisme n'est évidemment pas, et là encore je suis d'accord, la caricature qui en a été donnée par le stalinisme et ses épigones, à savoir celle d'une avant garde qui travaille à l'édification, forcée si besoin est, d'une masse supposée ignare. Mais le Socialisme, ce n'est pas non plus le regard constamment posé sur la ligne bleue des sondages. Nous avons vocation à la fois à gérer et à transformer. Le Socialisme, c'est à tous les niveaux écouter, expliquer, dialoguer, propager, pour emporter la conviction du plus grand nombre à la force des idées.
Le Parti est essentiel à la transformation sociale laquelle ne peut évidemment se limiter au suivi de l'opinion. D'autres conceptions peuvent exister, discutons en, en prenant bien soin d'éviter les faux débats et d'éviter d'avoir une attitude différente quand on s'adresse aux militants du Parti et quand on s'adresse à l'opinion en général.
Depuis que le Parti m'a confié la responsabilité du Secrétariat national des relations extérieures, j'ai rencontré des responsables syndicaux et associatifs. J'ai toujours pensé que plus les syndicats et les associations sont forts, plus nous sommes forts nous aussi. Mais ma conviction s'est encore renforcée depuis ces entrevues. Rien ne serait pire que d'accepter, sous-couvert de soi-disant "démocratie directe" une forme de relation entre l'Etat et les citoyens qui procéderait de ce que dans le jargon juridique on nomme le "consensuallisme", c'est-à-dire une relation court-circuitant tous les corps intermédiaires. Je pense, mes chers camarades, que nous devons en être tous convaincus.
Le projet et les alliances : notre réflexion sur les alliances doit être sans cesse éclairée par le débat sur notre projet. C'est ce débat qui, chemin faisant, doit permettre d'approfondir le contact avec celles et ceux avec qui nous souhaitons une communication politique.
Qui sont-ils ?
D'un côté s'est constituée la France Unie autour du Mouvement des Radicaux de Gauche et de personnalités d'ouverture qui ont rejoint la majorité présidentielle. Je crois que c'est un élément positif. Mieux vaut des centristes attirés par la Gauche qu'une Gauche fascinée par les centristes.
D'autre part des Communistes critiques, des écologistes de Gauche, des autogestionnaires se sont regroupés par exemple dans le cadre du Forum Démocratique.
La France Unie, le Forum Démocratique, ce sont des partenaires d'une discussion politique qui n'est pas close, loin s'en faut, et nous devons les considérer comme tels.
Partenaires à part entière, d'autant plus que même si la surface politique en termes de militants, d'élus, de représentation peut être considérée en l'état actuel des choses comme exiguë, ils correspondent à la sensibilité d'une part non négligeable de nos concitoyens.
A ce propos, les Etats généraux de la Gauche ont leur importance. C'est là à mon avis le cadre le plus approprié pour opérer le constat de ce sur quoi nous pouvons nous accorder politiquement avec eux. Je pense que la proposition du

Premier secrétaire de créer un groupe chargé de définir les conditions qui nous permettront d'aboutir aux Etats généraux de la Gauche est une bonne chose. Il doit devenir le véritable lieu de rencontre et de confrontation de militantes et militants en provenance d'horizons divers, l'outil d'une réelle intervention politique et la structure la plus adéquate pour permettre la réussite de ces Etats généraux de la Gauche en relation constante avec les groupes qui élaborent le projet, mais aussi en relation constante avec celles et ceux qui sont nos partenaires au niveau européen, les partis Socialistes comme les partis Communistes, avec qui nous avons des contacts.
Pour autant, par l'addition de ce que représente au jour d'aujourd'hui le Parti Socialiste et des forces que j'évoquais précédemment, nous sommes encore loin des 50%. Faisons rapidement un tour d'horizon de l'échiquier politique de notre pays.
Pour ceux qui sont aujourd'hui dans l'opposition, les portes de la majorité présidentielle sont ouvertes à celles et ceux qui manifesteraient un réel désir de rompre avec cette Droite qui ne conçoit la modernisation de notre pays à l'heure européenne qu'en termes de déréglementation sur le dos des travailleurs et de régression sociale.
Les écologistes : parler d'alliance avec eux, c'est compliqué. D'ailleurs, dès qu'ils posent la question eux-même, cela provoque quelques explosions qui sont à noter. Et puis, et puis il y a une question qu'il va falloir leur poser et qui n'est pas neutre, c'est leur position et la longueur d'onde qu'ils adoptent en France comme au Parlement européen en ce qui concerne Le Pen, et l'espèce de défense à laquelle ils se livrent lorsqu'il s'agit de lui permettre de défendre avec complaisance la possibilité de distiller sa propagande haineuse.
Certes le problème n'est pas simple. Mais dans l'immédiat, et sans attendre un certain nombre de clarifications de la part des écologistes, il n'y a qu'une seule chose à faire à mon avis, c'est de mettre l'écologie au cœur de notre démarche Socialiste et de faire, comme beaucoup l'ont dit, du Parti Socialiste le premier parti écologiste de France.
C'est compliqué, mais dans un premier temps c'est certainement la seule solution.
Les Communistes : nous ne pouvons à ce stade de la discussion faire l'impasse sur ce qui se passe actuellement au sein du Parti Communiste français. Soyons cependant prudents. Je ne souhaite me livrer à aucune ingérence dans les affaires internes au PCF. Les Communistes, tous les Communistes, quelle que soit leur appréciation sur Georges Marchais et la ligne politique de la place du Colonel Fabien, n'accepteraient pas, pour des raisons différentes, que nous ayons l'air de vouloir nous immiscer dans leur 27ème Congrès.
Pas d'ingérence donc, mais soyons très attentifs à un certain nombre d'événements, car rien de ce qui se passe à Gauche ne nous est indifférent.
Historiquement le Parti Communiste français a connu des périodes de contestation de sa direction, mais jamais il n'avait été aussi ébranlé qu'actuellement. L'effondrement des modèles des pays de l'Est et les remises en cause qui, il y a peu, paraissaient inimaginables d'une part, la politique de

Fondation Jean Jaurès

glaciation de l'appareil, le sectarisme exacerbé de la direction d'autre part, les ingrédients sont réunis pour que davantage de Communistes quittent le PCF, que davantage de sympathisants s'en écartent, que davantage d'électeurs encore ne lui retirent leur confiance.
Dans mon département, vous l'avez vu dans la presse, nous avons constaté que circule un appel public de Communistes qui ne sont pas tous, loin s'en faut, de simples militants de base ou cadres de cellules, mais des responsables et des élus de haut niveau.
Je ne pense pas que nous ayons quoi que ce soit à espérer du Congrès du PCF en termes d'amélioration des relations PCF-PS. Politique extérieure comme politique intérieure, je ne vois pas aujourd'hui où situer le dénominateur commun entre les positions des dirigeants Communistes et les nôtres. De toute évidence, le prochain Congrès du PCF sera un Congrès introverti à usage interne, principalement centré sur la critique la plus dure du Président de la République, du gouvernement et de la social-démocratie, tout en servant de tribunal contre Charles Fiterman.
Voilà, une fois effectué ce rapide tour d'horizon, nous ne pouvons que constater que sauf à mettre à bas nos principes et violer nos valeurs, il n'existe aujourd'hui, j'insiste sur aujourd'hui, pas de claires possibilités d'accord politique qui pourraient se traduire en termes d'alliances reposant sur un contenu politique.
Alors que faire, mes camarades ?
Un potentiel existe pour augmenter notre influence politique dans le pays et créer les conditions d'un véritable rassemblement, et un véritable rassemblement de Gauche.
Le Parti Communiste italien appelle cela la Gauche immergée. Il s'agit de militantes et de militants qui ont pris du champ par rapport à l'action politique, y compris celle de notre Parti, et par rapport à l'action syndicale ou associative. Il s'agit d'électrices et d'électeurs traditionnellement de Gauche et qui se sont éloignés compte tenu de ce que j'évoquais précédemment en ce qui concerne la crise du Parti Communiste.
Ce potentiel de la Gauche immergée est susceptible de s'accroître prochainement d'un nombre significatif d'hommes et de femmes en provenance de la sphère Communiste.
Cette Gauche immergée et pour partie le produit d'une distanciation par rapport à nous. Il nous faut la reconquérir par l'action gouvernementale et par l'action du Parti.
En tout état de cause, rassembler les nôtres, rassembler à Gauche par l'action gouvernementale et par l'action du Parti Socialiste. Ensuite nous pourrons, dans l'épure du projet plus affiné et dans des conditions plus stables qu'aujourd'hui, discuter cette fois ci à fond de la question des alliances.
Mais en attendant cette date, il ne faudra pas rester inerte. Je pense, et Jean Poperen l'évoquait hier dans son propos, que nous aurons au lendemain du Congrès du Parti Communiste en particulier à prendre des initiatives, pour nous adresser à ces militantes et à ces militants, à nos militantes et à nos militants, à

cette Gauche immergée que j'évoquais tout à l'heure, pour leur dire où nous en sommes, les réflexions que nous entamons dans le cadre du projet Socialiste, et surtout bien mettre en musique aujourd'hui et demain. Rien ne serait pire que si nous donnions l'impression qu'au travers de notre débat pour le projet de l'an 2000, nous faisions l'impasse sur ce qui se déroule aujourd'hui, et rien ne serait pire que de parler d'aujourd'hui sans parler du projet Socialiste.
C'est peut-être toute l'action qui nous attend dans ces prochains mois, qui aura un avantage considérable, c'est par certains côtés de redonner du grain à moudre à nos militants qui en ont bien besoin.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Chers camarades, j'ai le plaisir de vous annoncer que notre camarade Jean-Pierre Demerliat vient d'être élu sénateur de la Haute Vienne dès le premier tour avec 56% des voix.
(Applaudissements)
Julien Dray, ensuite Gérard Le Gall.

Julien Dray

Nous aurons l'occasion de revenir tout au long du débat sur le projet, sur les questions qui sont en discussion. Je voudrais juste revenir aux quatre questions qui me semblent importantes à l'ouverture de cette discussion.
La première, c'est celle de situer l'enjeu du débat que nous avons en ce moment. Je ne suis pas forcément sûr que nous soyons tous d'accord.
Lorsque nous débattons par exemple d'un certain nombre d'événements qui surviennent dans le monde, ou d'un certain nombre de mesures du gouvernement, je crois me rendre compte que nous n'avons pas forcément la même compréhension du moment que nous vivons. Je crois que le débat sur le projet est important parce que la question qui est posée, c'est celle de savoir si à ce qui a permis de voter l'ensemble des réformes du monde qui s'étaient mises en place en 1945, peut se substituer une véritable alternative.
La question qui est posée, est de savoir si nous pensons qu'il peut y avoir un développement harmonieux, naturel de l'économie de marché qui se généraliserait. Je ne pense pas cela, je pense que les déséquilibres qui ont produit l'époque des révolutions au début de ce siècle, sont toujours présents.
La question qui est posée à la fin de ce siècle, c'est de savoir si le Socialisme sera capable d'offrir une alternative ou si nous retournerons au stade de la barbarie.
Pour ceux qui avaient des illusions, les événements récents du Golfe montrent que dans la situation dans laquelle nous sommes, il n'y aura pas de développement harmonieux s'il n'y a pas un ordre économique collectif, décidé démocratiquement. Et le potentiel militaire accumulé dans un certain nombre d'Etats, le potentiel technologique, tel qu'il s'est développé notamment ces 20 dernières années, montre bien les risques pour l'ensemble de l'humanité qui reposent aujourd'hui.

Fondation Jean-Jaurès

Voilà pourquoi - et ce sera la première remarque - dans la discussion que nous aurons sur notre projet, la question la plus importante pour moi sera celle de l'Internationale Socialiste : soit nous serons capables de mettre en place une véritable Internationale Socialiste, regroupant des partis Socialistes dans tous les pays, qui coordonne leurs actions, capable de peser sur les différentes opinions, soit sinon, c'est effectivement l'esprit des Nations qui l'emportera, et ce sera l'esprit des conflits entre Nations et des intérêts contradictoires qui s'opposeront et qui ne pourront que généraliser des guerres multiples avec tous les risques que cela comporte pour l'ensemble de la planète.
Si ce n'est pas Apocalypse now, ce sera Apocalypse tomorrow… si nous ne sommes pas capables d'une perspective politique.
La deuxième question d'après moi, une fois que nous sommes d'accord là-dessus, c'est celle effectivement de l'appréciation de la situation économique dans laquelle nous sommes.
Je m'excuse, nous sommes entre nous, il faut maîtriser le comportement psychologique des agents économiques. Qui peut penser que c'est simplement la crise du Golfe qui produit les déséquilibres que nous connaissons ?
Nous savons tous que la croissance que nous avons connue ces cinq dernières années a été pour une bonne part financée par les capitaux fictifs.
Nous savons tous qu'il existe de véritables déséquilibres monétaires qui existent évidemment de la part de ces déséquilibres monétaires des conséquences dramatiques sur le plan d'un certain nombre de pays du tiers-monde qui sont surendettés.
Nous savons tous que nous sommes rentrés, que nous le voulions ou non, dans une phase de récession économique. Nous sommes rentrés dans une phase de crise...
La question qui sera posée est de savoir si l'économie américaine entraînera l'ensemble des économies mondiales, de l'économie mondiale, dans une récession dramatique ou si nous serons capables de préserver des zones de croissance dynamiques.
Je ne pense pas, pour ma part, que nous puissions légitimement espérer que la réunification de l'Allemagne ou de la conversion des économies des pays Socialistes, puisse préserver une zone de croissance en Europe.
Je crois, au contraire, et tous ceux qui circulent un petit peu dans les différents pays de l'Est le savent, que les contradictions qui existent dans ces différents pays, la demande des capitaux nécessaires pour maintenir un niveau de vie demandé par les populations est telle qu'il n'y aura pas une zone de croissance équilibrée en Europe.
Voilà pourquoi les questions qui sont posées, notamment au travers des conflits du Golfe, qui sont posées aujourd'hui dans la remise en place d'un ordre monétaire, un peu stable, sont essentielles.
Et voilà pourquoi la question qui est posée sur le plan français, est de savoir si nous sommes capables de promouvoir un développement productif harmonieux basé sur une homogénéisation du corps social ou si nous continuons la désorganisation du corps social qui a perduré ces 10 dernières années.

Fondation Jean Jaurès

La question de cette croissance productive, la question de l'homogénéisation du plan social, la capacité d'un état qui détient des dépenses productives, qui est capable de promouvoir en même temps un fort niveau social, qui est capable d'obtenir des accords d'investisseurs, un certain nombre de contreparties sociales importantes, est d'après moi une question essentielle aujourd'hui.
Donc la question de la baisse du temps de travail, la question du maintien d'un fort niveau de protection sociale, la question de l'harmonisation de notre développement urbain, toutes ces questions là sont en jeu. Le problème qui a été posé au travers du débat de Congrès revient.
Oui, à partir du moment où nous avons abandonné la stratégie de rupture, à partir du moment où nous avons intégré la notion de compromis, la question du contrat est posée.
La question du contrat est posée au travers des objectifs que le Parti Socialiste est capable d'assigner à ce contrat. La question qui est posée c'est comment, au travers de la politique du gouvernement, nous sommes capables de maintenir un investissement productif tout en ayant les contreparties sociales.
La question qui est posée, c'est évidemment la question de la stratégie du mouvement social et c'est la question des alliances que le Parti Socialiste va être capable de poser et de proposer.
C'est la troisième question que je vais aborder. La question des alliances.
Elle est centrale. Dis-moi avec qui tu veux t'allier, et je te dirai ce que tu veux faire dans la société française.
Devant ce point de vue, j'ai un premier désaccord.
Pour moi, il n'y a pas une situation équilibrée avec un Parti Socialiste qui d'un côté ouvre au Parti Communiste, et de l'autre côté qui ouvre ou qui essaie de construire lui-même d'ailleurs, parce que c'est souvent comme cela que ça se passe, tous ceux qui suivent la trajectoire de France Unie, savent comment elle se construit. Elle n'est pas en train de faire l'unité autour d'elle des militants, des forces sociales... ce sont des gens qu'on maintient à tour de bras.
Il n'y a pas une politique équilibrée qui met sur le même plan le rassemblement des forces de gauche, et l'ouverture à France Unie.
La question essentielle, la seule question posée, est de savoir quelle est la couleur de la majorité que nous pouvons construire.
Quelle est la volonté de transformation sociale que nous sommes capables de faire, au travers des alliances que nous posons ? La question devient incontournable.
Si on ne fait pas des alliances avec la contestation écologique qui est en train de naître dans tous les pays occidentaux, qui dépasse ces pays occidentaux - on le voit bien au travers de ce qui se passe dans les pays de l'Est - alors, inévitablement, parce que vous savez comme moi que les bonnes idées naissent dans le ventre et qu'elles ne naissent pas dans l'air, alors inévitablement, au moment où il s'agira de préserver une majorité dans ce pays, nous serons amenés à faire des alliances avec une force du centre, et qui ne sera pas simplement Jean-Pierre Soisson, n'en doutons pas !
Le débat est un débat essentiel et si nous esquivons cela, en repoussant d'année

Fondation Jean Jaurès

en année, en disant "nous avons le temps de voir, les choses ne sont pas mûres", quand il faudra prendre des décisions, il n'y en aura plus qu'une : ou bien disparaître du pouvoir politique, être minoritaire dans le pays, et retourner dans l'opposition, ou préserver certains équilibres en se disant que l'avenir pourra être meilleur et s'engager dans une politique de troisième force.
La question des écologistes est centrale. Nous savons tous que les forces électorales qui sont derrière les écologistes, sont les forces qui nous intéressent... notamment la jeunesse, notamment les salariés, dans les zones urbaines, notamment les catégories défavorisées. Ces forces-là nous intéressent au plus haut point. C'est avec elles que nous pourrons construire une dynamique sociale dans notre société, que nous pourrons nous engager à nouveau dans une volonté de transformation de la société.
On ne peut pas se comporter avec les écologistes de la manière dont font un certain nombre de camarades. Cela ne sert à rien d'en rajouter à la tribune des différents Comités directeurs "Monsieur Muscle par rapport aux verts"...cela ne sert à rien de dire "les verts ne sont pas sympathiques, et ne savent pas où ils vont". On aurait pu faire la même litanie de gauche avec le Parti Communiste.
Excusez-moi mais d'un certain point de vue, je préfère discuter avec les Verts qu'avec la direction du Parti Communiste dans les années 1970. Je pense que nous avons plus de possibilités de peser sur l'évolution des verts aujourd'hui, que nous n'en avions à l'époque, quand certains en doutaient dans les années 1970 sur le Parti Communiste... qui ne voit, ne serait-ce que la question du Front Nationale, nous met en position de force par rapport aux Verts... qui ne voit que la question de la capacité de maintenir un développement productif, nous met en position de force par rapport aux verts en les amenant à revenir sur un certain nombre de décisions.
La bonne méthode aujourd'hui est de prendre l'offensive par rapport aux forces vertes, non pas en leur disant que l'écologie fait partie du Socialisme... c'est une tautologie que de le dire... Oui, écologistes, c'est une dimension du développement que nous voulons. Le problème est que la réalité historique maintenant fait qu'il y a contestation écologique qui ne rejoint pas directement le Parti Socialiste.
Donc nous sommes obligés de bâtir une tactique spécifique par rapport à cette situation et si nous ne le faisons pas, nous allons rejeter progressivement ces forces là dans la marginalité politique sans ancrage social, et ces forces là renverront la Gauche et la Droite dos à dos et nous nous trouverons effectivement - parce que nous n'aurons pas la possibilité de reconstituer ce front de transformation, ce qui est le seul élément pour constituer un rapport de forces pour maintenir un développement harmonieux de notre société.
Voilà pourquoi la question des alliances est une question essentielle. Est-ce qu'on ne peut pas la traiter sous forme de discours de Comités directeurs, en disant :"voilà nous allons faire les Etats généraux de la Gauche, nous allons discuter avec France Unie".
La seule question qui est posée est : est-ce que nous sommes capables de constituer une majorité rouge, rose, verte ?

Fondation Jean Jaurès

Si c'est le message qui ressort du Parti Socialiste, je suis moi convaincu qu'à ce moment-là l'absentéisme électoral que nous constatons un certain nombre de dimanches, commencera à diminuer.
Je conclus et je ne pouvais pas conclure sans ne pas dire un mot sur la question de la contribution sociale généralisée.
Evidemment, mon camarade Mélenchon m'y a invité hier... visiblement, cette question n'est pas une petite question. Je balaie l'argument qui a été annoncé par un certain nombre de camarades : "c'était dans notre programme, camarades, et maintenant nous appliquons le programme". Tant mieux !... Je suis d'accord, nous allons appliquer le programme... dommage qu'on ne l'ait pas fait pour le vote des immigrés aux élections locales. Il y a une géométrie variable dans l'application de notre programme.

Pierre Mauroy - Il est important que le Parti Socialiste applique ses propres programmes.

Julien Dray - C'est pour cela que je souhaite que nous appliquions notre programme sur la question du vote au vote des élections locales... ou sur la question du nucléaire. Nous allons y revenir.

Dans la salle - C'est comme pour les résolutions de l'ONU... les unes après les autres !

Julien Dray - Deuxième question sur la question de l'impôt... le problème n'est pas de savoir si nous sommes pour ou contre l'impôt... Les camarades ont dit : "maintenant Dray est converti, il est contre l'impôt". Mais non !... Nous sommes pour l'impôt.
Ce que nous disons simplement, camarades, c'est qu'à partir du moment où la contribution sociale généralisée introduit la notion de fiscalisation - et c'est cela qui est important - cette notion de fiscalisation ça veut dire que nous rentrons dans une logique d'étatisation de la santé, qu'on le veuille ou non.
D'ailleurs, que les camarades me disent que ça n'est pas vrai... Dominique Strauss-Kahn a eu le courage de dire dans une interview à "Espace Social" : "Quand on met en place la contribution sociale généralisée, ça veut dire qu'il faudra généraliser la méthode sur l'ensemble des dépenses sociales".
C'est la question que je pose aux camarades. Si on met le pas, si on commence à prendre le pas de fiscaliser l'ensemble des dépenses de santé, dans le même moment où on explique qu'on est dans une seringue sur l'aspect des prélèvements obligatoires, qu'on est dans la seringue européenne...
Si l'Etat collecte l'ensemble de ces fonds pour la santé, cela ne peut se traduire, s'il veut respecter la seringue dans laquelle il est, que par une réduction de cette collecte. Donc par une baisse des prestations sociales obligatoirement et par un renvoi aux assurances privées.
La question n'est pas posée aujourd'hui. Personne n'a dit que la question de la contribution sociale généralisée était ceci ou cela... mais nous disons que dans la

Fondation Jean-Jaurès

logique dans laquelle on est, nous aurons créé les conditions nous-mêmes d'une baisse à terme des prestations sociales à cause justement de la contrainte européenne et de la logique des prélèvements obligatoires.
Voilà les questions que nous avons posées.
Dernière chose et je conclus là-dessus : camarades, il faudrait qu'on se mette d'accord. Quand une réforme suscite autant de critiques de la part des organisations syndicales, il y a deux solutions.

- Ou on pense que les syndicats de toute manière ne servent à rien dans ce pays et qu'il ne faut pas les écouter.
- Ou alors on prend le temps de réfléchir aux arguments qui sont développés par les organisations syndicales. Or, cela faisait longtemps, excusez-moi, qu'il n'y avait pas eu, un tel front syndical qui s'était constitué sur la question de la contribution sociale généralisée.

Dernière chose sur FO : je ne savais pas que c'était devenu un sujet tabou et que parce que FO disait quelque chose, on en était revenu aux discours des années 1970 : "c'est l'agent du patronat, et je ne sais plus quoi"...
(Protestations dans la salle)
Comme personne n'a dit cela, je préférerais que tout le monde le rappelle, car comme tout le monde sait comme moi qu'il vaut mieux le dire, comme personne n'a dit cela, excusez-moi, tout le monde sait effectivement que la question de la sécurité sociale... tout le monde le sait, ce n'est pas la peine de le cacher... est un des éléments constitutifs du syndicat FO. C'est cela qui lui a permis de vivre pendant toutes ces années.
Si nous esquivons cette question-là, évidemment, demain quand les organisations syndicales seront à nouveau dans une crise supplémentaire, nous nous plaindrons de ne plus avoir de partenaires sociaux.

Le président - Chers camarades, il est 1 heure moins le quart, il reste 4 orateurs inscrits, je leur demande de tenir en quelques minutes ou de renoncer à leur intervention.
Le Gall, en quelques minutes... mais je vous demande d'être extrêmement brefs...
Ah bon... Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy

Excusez-moi, mais cela, c'est une organisation de notre Comité directeur et je regrette beaucoup, pour Gérard et pour les autres orateurs, mais je pense qu'il nous faut une auto-discipline. Ce n'est pas possible de terminer un Comité directeur devant des banquettes vides. La salle se vide, les camarades s'en vont, il y a une heure raisonnable pour terminer le Comité directeur.

Un délégué - Excuse-moi de t'interrompre, il y a des moments, c'est vrai, où il faut que les choses s'arrêtent, mais les camarades qui sont constamment les derniers, ce sont ceux qui sont tout le temps là, ce sont les camarades qui sont présents du début à la fin des Comités directeurs, qui sont dans les

Fondation Jean Jaurès

Commissions, alors qu'il y a 4 camarades présents et pas de président ! Si on veut défendre la démocratie représentative, il faut s'en donner les moyens !

Pierre Mauroy - Je fais une proposition, c'est que les camarades, dont je ne sais pas les noms, d'ailleurs (mais je pense que ce n'est pas du tout la question), puissent figurer les premiers lors d'une prochaine réunion du Comité directeur, de façon qu'ils puissent s'exprimer.
Mes chers camarades, au moment...

Jean Poperen - Un mot. J'appuie ce qui vient d'être dit. Je ne sais pas comment va se terminer ce Comité directeur, mais je trouve vraiment que c'est désolant.
Nous avons des camarades qui veulent s'exprimer, il faut prendre le temps qu'il faut. Par ailleurs, il n'y a pas de décision politique. On vient d'avoir un échange, tu l'as dit, Dray, d'une façon intéressante, sur la question des alliances, mais c'est quoi, ici ? C'est une académie où chacun vient exposer ce qu'il pense, ses états d'âme, et puis on s'en va? Quelle sera la décision politique? C'est cela que je demande.
(Applaudissements)

Pierre Mauroy - Je pense qu'effectivement il faut qu'il y ait une décision politique, que le Comité directeur s'arrête à une heure où il y a encore suffisamment de membres dans la salle et où le Premier secrétaire peut faire une analyse de synthèse et des propositions. Autrement, on termine simplement sur le discours des uns et des autres. Je m'excuse pour les camarades, ce n'est pas eux qui sont visés, je souhaite qu'on puisse les entendre la prochaine fois et que chacun accepte une sorte de discipline pour encore améliorer la tenue des Comités directeurs.
Mes chers camarades, au moment de nous séparer, je crois résumer, en dépit de ce petit incident, l'opinion générale en disant que ce Comité directeur a été un bon Comité directeur. La diversité des thèmes traités, un assez large accord qui n'exclut ni les différences ni les débats de fond, une grande résolution sont, me semble-t-il, les traits essentiels de ces deux jours.
Il n'y eut ni morosité, ni adversité, simplement volonté, ce qui est le propre de la démarche Socialiste, et pourtant j'ouvre une parenthèse : en ce qui concerne l'organisation générale, j'ai rarement vu un Comité directeur où on s'écoutait comme on s'est écouté hier toute la journée, devant une assistance large, de nombreux ministres que je remercie de leur présence, et des Premiers secrétaires, des membres du Comité directeur. C'est vrai qu'arrivés à 18 h, nous avions des Commissions et que celles-ci ont été peu fréquentées, si bien que je demande aux membres du Comité directeur de voir que, sur ce plan-là, il faut tout de même qu'on arrive à améliorer le fonctionnement de ce Comité directeur. On a le sentiment que, quand il y a un mauvais débat général, on va en Commission. S'il y a un bon débat général, on ne va plus en Commission ! Il y a tout de même un équilibre à trouver et je pense que, dès lors que les Commission s'ouvrent à 18 heures, les membres du Comité directeur doivent

Collection Fondation Jean Jaurès

participer. Autrement, nous serons obligés de faire connaître au Parti (que voulez-vous, moi, je vous le dis sous ma responsabilité de Premier secrétaire) l'état non seulement des absences et des présences au Comité, mais avec un relevé des présents dans les Commissions et un relevé, le dimanche matin, de ceux qui continuent à être présents !

Il y a une telle affluence pour être membre du Comité directeur qu'il est proprement scandaleux qu'au Comité directeur on vienne "faire joujou", faire parade pour montrer son museau, pour montrer sa belle figure, et puis on rentre en disant : "J'ai participé au Comité directeur et voilà les décisions que nous avons prises" ! Il y a la moitié des membres du Comité directeur qui ne devraient jamais se vanter d'être membres du Comité directeur ! A eux de le comprendre et je pense qu'il faudra le répéter dans nos publications.

Mobilisation de notre parti en 1991, et chacun comprend que c'est important. Cette mobilisation qui est la nôtre, nous allons devoir la poursuivre et je rappelle ici nos propres échéances : je réunirai les 17 et 18 novembre les Premiers secrétaires fédéraux, en décembre nous tiendrons la Convention nationale sur le projet, peut-être aurons-nous l'occasion de nous retrouver en Comité directeur entre temps ; je laisse la décision au Bureau exécutif et je lui ferai des propositions. En tout cas, nous avons à poursuivre en Bureau exécutif les discussions engagées ici.

Un Bureau exécutif exceptionnel nous permettra sans doute, en présence de Jacques Delors, d'aborder les questions internationales devant les bouleversements auxquels nous assistons, d'autant que cette question n'a pas été suffisamment présente dans les débats de ce week-end. Il faudra donc un Bureau exécutif un peu exceptionnel pour traiter de ces problèmes.

Je pense que nous aurons aussi à débattre des questions économiques et, naturellement, du problème agricole dont Henri Nallet vous a parlé avec conviction, et nous avons une résolution.

Nous avons pu avoir ensemble un débat de fond sans ambiguïté. Il ne m'appartient pas d'en résumer les termes, les rapporteurs de chacune des Commissions viennent d'ailleurs d'effectuer ce début de synthèse. Je me limiterai donc à quelques observations.

A propos du Golfe, il est normal que nous nous retrouvions solidaires. Cette solidarité est celle que nous avons à l'égard du Président de la République, largement approuvé au-delà même de nos rangs. Il faut bien voir qu'avant, sans doute, de nous retrouver, il peut y avoir des décisions, et des décisions d'une extrême gravité.

Il est parfaitement clair que nous avons besoin de cette solidarité totale de l'ensemble du Parti. Je constate que c'est la volonté du Comité directeur.

Jean-Luc Mélenchon a paru évoquer quelques différences... avec qui... avec quoi... mais je pense, en le félicitant pour son talent, que son souci de distraire l'emportait sur sa volonté de convaincre.

(Applaudissements)

Par conséquent, je pense que l'ensemble du Comité directeur est solidaire de la politique du Président de la République et des décisions que, de toutes manières,

Fondation Jean Jaurès

il pourrait être amené à prendre.
Je rappelle d'ailleurs que cette intervention suivait une mission dans les pays du Maghreb et auprès de l'OLP. Je crois avoir clairement défini les préoccupations fondées des pays arabes dans ce conflit. Nous devons être sensibles aux préoccupations exprimées à la tribune concernant les mouvements spéculatifs sur le prix du pétrole. Je pense qu'il faudra y revenir. J'ai entendu des analyses très pertinentes, j'ai entendu que des condamnations seraient inutiles car nous serions condamnés à l'inaction. Le président des Etats-Unis a agi quand même en remettant sur le marché ses capacités disponibles. Que pouvons-nous faire au-delà?
Pierre Bérégovoy, que je remercie particulièrement pour sa présence et son intervention, a proposé, la semaine dernière, devant le FMI, des mécanismes visant à limiter les risques de change. D'autres scénarios cherchant à trouver un accord entre producteurs et consommateurs, sur une fourchette élevée, sont étudiés.
La création d'une Commission d'enquête ayant pour objet d'approfondir notre connaissance des mécanismes spéculatifs peut être envisagée.
Je tiens à vous dire que ce sont des événements comme ceux-là, des problèmes comme ceux-là, qui choquent profondément l'opinion et que lorsque nous disons que nous n'acceptons pas le capitalisme et que nous mettons la loi du marché à côté des règlements, je pense qu'il est essentiel de mieux le montrer à l'opinion et de partager le vif mécontentement de l'opinion sur ce sujet.
Bref, je pense qu'il y a là motif de réflexion. Il y a davantage de réflexion, voire même de motifs d'action, que de motifs de résignation. En tout cas, moi, je ne me résigne pas. Nous sommes là au cœur de notre lutte contre les graves excès de l'économie de marché. Ne baissons pas les bras et, si nous ne sommes pas encore parvenus à faire comprendre et partager exactement le concept de l'économie mixte, je crois que nous avons là l'occasion de mieux faire comprendre ce que nous voulons : une économie de marché qui a besoin de régulateurs. Manifestement, en ce qui concerne l'évolution du prix du pétrole, nous aurions beaucoup à dire.
Je crois que le Bureau exécutif en sera d'accord. Quand nous prenons la parole devant l'opinion, il faut revenir sur cette question et la mobiliser ; elle sera plus susceptible de comprendre ce que nous souhaitons.
En ce qui concerne les conséquences économiques de la crise du Golfe, nous regarderons avec attention le rapport économique et financier qui sera déposé demain, mais je dirai clairement au gouvernement que si nous mesurons les risques du dérapage des prix et la montée générale des taux d'intérêt, nous craignons aussi la tentation du patronat d'anticiper et de revendiquer une politique accentuée de rigueur salariale, Qu'on fasse un peu pour les salaires ce qu'on fait pour le pétrole, ce serait bien. A cet égard, si des mesures doivent être prises, elles doivent l'être dans une véritable pédagogie de l'opinion. Je souhaite que le gouvernement fasse connaître aux parlementaires les résultats du groupe anti-crise installé au Commissariat général au plan. Ainsi, nous mesurerons les conséquences réelles de la crise actuelle sur notre volonté de transformation

sociale.
Mes chers camarades, j'ai l'impression que sur tous ces problèmes, si on est tous d'accord, ce sera une rude tâche pour nous de l'expliquer à l'opinion et que de la manière dont nous allons sans doute expliquer ce qui va advenir dans les prochaines semaines dépend ce qui arrivera en 1992 et 1993.
C'est pourquoi j'attache la plus grande importance non seulement aux mesures qui seront prises, dont certaines peuvent être inévitables, mais à la pédagogie de communication et aux rapports entre gouvernement et parti ainsi qu'à la bonne entente que nous devrons avoir.
Quant à la contribution sociale généralisée, là encore cela va être un grand et rude combat. Je souhaite que dès lors (il devait y avoir un vote, je souhaite qu'il ait lieu) que la majorité du Comité directeur a donné une orientation, je demande à chacun de respecter dans le débat public la décision du Parti. Il y a une décision du Président de la République, une décision du gouvernement, une décision du Parti, à chacun d'être discipliné parce que c'est un sujet sur lequel il pourrait y avoir beaucoup de désordre. Tenez compte de ceci, si vous êtes tous d'accord pour une nouvelle étape sociale, et soulignez qu'il y a un vif mécontentement à cause de l'évolution sur ce plan-là et aussi un transfert de la part des organisations syndicales.
Ne croyez pas que la montée en puissance sur la contribution sociale généralisée soit due uniquement au problème de la sécurité sociale. Vous assistez sur ce plan-là à un transfert d'un mécontentement latent sur le plan social. Il faut tout de même en avoir conscience et il ne peut pas être question pour nous de ne pas traiter les problèmes globalement.
Je note, me semble-t-il, qu'il y a accord entre nous et même une large majorité.
Par conséquent, sur le principe, je le répète, nous sommes d'accord. Qu'il y ait une volonté de regarder dans le détail les modalités, d'accord. En effet, autant je comprends ce souci de mesurer l'impact précis, catégorie sociale par catégorie sociale, de cette réforme essentielle, et je demanderai à Jacques Delors, lors de sa venue au Bureau exécutif, de s'exprimer afin de calmer les inquiétudes de ceux qui craignent à travers l'Europe un alignement vers le bas du système de protection sociale, autant je ne comprendrais pas qu'on puisse sur le principe même en question remettre en cause la nécessité d'une évolution de notre système de protection sociale voulu avec continuité par le Parti, inscrit dans ses programmes, arrivant, c'est vrai, dans une période difficile où beaucoup voient naturellement des transferts compte tenu de certain mécontentement social latent.
L'actualité récente nous montre combien le système actuel est inadapté, et finalement source de faiblesse dès lors qu'il s'agit de négocier avec le milieu médical. De quelle manière est-ce que toutes les négociations médicales se sont soldées ? Je ne vais pas ici le détailler, mais je le pourrais, et nous pourrions peut-être un jour consacrer plus que quelques minutes, quelques heures à cette évolution là.
J'assume la responsabilité de la présidence d'un centre hospitalier régional, beaucoup ont des responsabilités de cette nature. La France ne sait pas dominer

les dépenses du milieu hospitalier, celles-là encore elle le fait mieux, mais de l'ensemble de sa protection sociale, et chaque fois qu'il y a une confrontation en ce qui concerne les demandes médicales, cela se termine toujours à l'avantage des médecins depuis plusieurs années et des pharmaciens depuis plusieurs années.
Oui, il y a là une espèce de faiblesse congénitale ! Et cette faiblesse congénitale, après quarante ans, je crois que là aussi il faut tout de même apporter un certain nombre de remèdes.
Lorsque tu viens de dire : "FO, les syndicats ont, pendant des années, eu des responsabilités", mais oui, mais FO les a eues avec les patrons. Il faut être conséquent avec son discours. Depuis quarante ans, la protection sociale est entre les mains d'un syndicat et sur ce plan là nous n'avons pas manqué de le dénoncer. Lorsqu'en 1981-1982, j'ai souhaité, à leur demande, associer toutes les organisations syndicales, y compris la CGT, il est sorti un nouvel accord entre FO et l'organisation patronale. Vous le savez bien !
(Applaudissements)
Il faut dire les choses comme elles sont.
Si vous connaissez celui qui a présidé, vous savez que c'est d'ailleurs un homme remarquable, remarquable en subtilité, remarquable en compromis, mais quand même je pense à un système qui représente pour l'ensemble de la protection sociale, un budget supérieur à celui de la Nation. Rien ne vaut la représentation nationale pour dire : voilà quelles sont les dépenses, on ne peut pas dépasser un certain seuil. Moi-même dans les hôpitaux, lorsque les syndicalistes disent "c'est la loi", c'est la loi, on sait ce que c'est. On râle contre le budget, mais on sait qu'il y a une autorité, que l'on reconnaît, qui a mis une barre et c'est nécessaire dans un pays comme le nôtre.
En ce qui concerne la sécurité sociale, il n'y a personne qui met de barre, on peut toujours y aller, de tous les côtés ! C'est cela qui est très important, au point de vue de la psychologie. Si vous voulez doter de protection sociale l'ensemble du pays, et à toutes les catégories, voilà quel est le problème.
Que l'on ne dise pas : l'Etat va intervenir plus, du fait de la fiscalisation d'une partie de la contribution. Pensez bien que l'Etat intervient, heureusement d'ailleurs. Si jamais l'Etat n'intervenait pas depuis des années, et au-delà même de ce que la loi lui a permis, j'aime autant vous dire qu'on serait dans une de ces pagailles... Je ne sais pas comment on s'en serait sorti.
On peut se dire cela tout de même, c'est la vérité ! Tous ceux qui ont été confrontés aux responsabilités - je l'ai été - savent que s'il y a des discussions pour lesquelles on "se prend la tête", pour lesquelles on est effrayé, c'est bien ce genre de discussions que l'on peut avoir dans le domaine de la protection sociale. C'est essentiel parce qu'on n'en sort pas. Il faut pourtant en sortir.
Alors, il faut en sortir, en allant vers une réforme. Qu'on ne dise pas non plus qu'il y a des principes fondateurs. Il y a deux ans - et je n'étais pas le seul, vous étiez un certain nombre avec moi - je recevais les organisations syndicales, on s'exprimait à propos de l'opportunité de tenir des élections de la sécurité sociale. Je leur ai dit que si elles ne voulaient pas d'élections, dans ce cas là, c'était

Confédération Jean-Jaurès

vraiment tout le système qui avait été mis en place au lendemain de la libération, qui se trouvait en cause. Elles en ont convenu, et elles disaient : il faudra nécessairement une réforme.
Oui, nous y sommes. On le fait de manière à permettre - c'est cela qui est intéressant - avec cette contribution de le faire de façon progressive. Cette réforme pourra sans doute aller loin. Nous commençons de manière limitée tout de même.
Qu'on ne me dise pas que la gestion paritaire n'a pas besoin d'une sérieuse rénovation, qu'on ne me dise pas, parce que c'est ridicule, que fiscaliser c'est étatiser. C'est bien du contraire, dont il s'agit, en tout cas pour ceux qui souhaitent cette réforme. Ne jouons pas sur les confusions, fiscaliser ce n'est pas étatiser. Et puis, ne jouons pas sur le soupçon permanent, car je constate que les adversaires les plus irréductibles de la réforme invoquent l'utilisation que pourrait faire un pouvoir mal intentionné de la nouvelle contribution. Sachez que s'il existe un pouvoir mal intentionné, un jour, quoi qu'il arrive, si nous ne sommes pas politiquement majoritaires, nous ne pourrons pas l'empêcher de mettre en œuvre ses mauvaises intentions. On le sait ou plus exactement nous pouvons peut-être aujourd'hui, en modernisant le système de protection sociale, et en lui assurant dans l'opinion l'image de la justice et l'image de l'efficacité, faire en sorte qu'il ne puisse pas être modifié. Je crois que c'est le meilleur moyen.
Cette réforme est essentielle et nous la soutiendrons. Nous ne craignons pas, à cet égard, le débat. Je veux le dire par delà cette tribune à Marc Blondel, Secrétaire général de Force Ouvrière, qui est un ami très cher, pour qui j'accepte d'avoir le débat autrement que dans la clarté, mais nous devons écouter ce que dit FO et nous devons répondre a ses inquiétudes sur le présent et sur l'avenir. Elles sont d'une autre nature, elles se situent au-delà de cette contribution.
Je suis prêt à mettre en place un groupe de travail commun entre cette organisation et le Parti Socialiste, dans les meilleurs délais. Nous nous étions engagés à le créer, il y a quelques semaines, avant le débat parlementaire.
Quelle que soit la distance qui sépare nos positions sur ce sujet, je crois à sa nécessité et à son intérêt. Alors surtout qu'on n'en fasse pas un problème entre le Parti et FO. Sur ce plan là nous maintenons d'ailleurs nos relations avec l'ensemble des organisations, vous l'imaginez aisément, plus particulièrement avec trois d'entre elles, c'est-à-dire plus intimement. C'est en ce sens que je répondrai, en votre nom, à Marc Blondel qui m'a d'ailleurs écrit également, nous avons donc un échange de correspondances.
Il est de l'intérêt de tous aussi, avant de mettre en place cette réforme de répondre aux préoccupations exprimées par les agents de la sécurité sociale.
Le gouvernement a engagé une réflexion sur les conditions de rémunération des travailleurs de la sécurité sociale, sur la clarification de leur tâche, et d'amélioration de leur carrière. Si les agents de la sécurité sociale doivent, comme tous les Français, tenir compte des contraintes que fait courir la crise du Golfe sur notre économie, il m'apparaît néanmoins nécessaire, à plus long terme, que la gestion des agents de la sécurité sociale tienne mieux compte de la

spécificité des tâches qu'ils remplissent.
Manifestement, sur ce plan là, il y a des propositions à faire. Il en va de la sécurité sociale comme du problème de l'échelle indiciaire des fonctionnaires. Manifestement, il y a des satisfactions qui peuvent leur être données.
On a des agents de la sécurité sociale qui passent leur vie avec un écart de situation qui est très faible et on peut leur donner des débouchés. Il y a un immense travail à accomplir.
Sur la question des alliances, il semble que les propositions présentées aient recueilli votre assentiment… les uns et les autres se sont exprimés. Il y a eu manifestement convergence. Je proposerai donc au Bureau exécutif de les préciser et de les mettre en œuvre tenant compte de ce qui a été dit, sur la base du rapport que je vous ai présenté hier matin avec le calendrier.
Finalement, le débat sur les alliances s'est trouvé confronté avec celui du projet, c'est bien évident,
On peut conjuguer l'élaboration du projet et la préparation des Etats généraux de la Gauche. C'est ce que nous avons prévu... nous en avons discuté avec Michel Charzat… dans notre calendrier, nous avons la mise en place du Comité pour la convocation des Etats généraux en janvier. Il ne faudra pas tarder d'ailleurs, à cause de l'avancement de notre réflexion en ce qui concerne le projet, puisque nous serons en plein dans cette réflexion de janvier, jusqu'en avril-mai. Après, ce sera la phase "Parti". C'est entre janvier, avril, mai qu'immédiatement le Comité, pour l'ensemble de la convocation des Etats généraux de la Gauche, devra naturellement établir la passerelle, c'est-à-dire faire en sorte que ce projet ne soit pas seulement porté par le Parti Socialiste, mais plus largement pour ceux que nous voulons rassembler à gauche. C'est tout à fait clair. Je m'en suis entretenu avec Jean Poperen, d'autres avaient exprimé ce souci. Cela, nous devons parfaitement l'établir.
Nous établirons les passerelles indispensables entre la préparation des Etats généraux de la Gauche, et l'élaboration de notre projet. Cela va de soi. C'est bien évidemment autour des mêmes valeurs que nous souhaitons effectuer le rassemblement de la Gauche. Cela va de soi.
Cependant, j'ouvre une parenthèse, il y a un problème que nous n'allons pas régler aujourd'hui : je ne crois pas que l'on puisse aller jusqu'à dire que nous devrons imposer notre projet - ce n'est pas un programme - aux autres partenaires de la majorité présidentielle... je pense à ceux qui sont sur notre droite. C'est un gros problème que celui-là parce qu'il y a une confusion : certains s'expriment comme si notre projet, nous devions le faire porter à la fois par les Etats généraux de la Gauche, et par France Unie. C'est de l'utopie, ce n'est même pas la peine de l'appeler ainsi. Ce serait un manque de clairvoyance sur le plan politique.
C'est la signification des Etats généraux de la Gauche. Si nous voulons entraîner véritablement du côté de France Unie, c'est beaucoup plus complexe. Je pense qu'il faut ouvrir la discussion. Et pourtant je pense qu'aux autres partenaires de la majorité présidentielle, c'est-à-dire France Unie, en faisant une distinction entre les radicaux de gauche et les autres formations, il faut ouvrir le dialogue en

sachant que nos finalités restent et resteront différentes dès lors qu'on se place à moyen terme.
C'est pourquoi j'ai parlé hier matin d'une base minimale d'accord pour gagner des alliés à notre démarche, de transformation sociale pour, l'acceptation des réformes à réaliser. Vous comprenez bien que s'ils sont nos alliés, ils doivent tout de même accepter un minimum. C'est de ce minimum-là qu'il faudra discuter. Nous n'avons pas seulement à discuter du problème de candidatures, nous avons aussi à discuter de la façon dont nous allons rendre cohérente une majorité présidentielle avec une gauche qui aura son projet.
Sur ce plan-là, je crois que le Comité directeur sera saisi à nouveau, et nous y reviendrons, et que nous pourrons faire les ajustements nécessaires. Nous n'essaierons pas de résoudre tous ces problèmes aujourd'hui. Il est bien sûr trop tard mais il faut tenir compte du fait que cela ne peut pas être le même régime - c'est normal - sur notre gauche et sur notre droite.
J'ai noté avec plaisir qu'entre nous la volonté de débattre a été totale et que le climat pouvait être serein, même si sur tel ou tel point, il nous oppose.
Il faut bien le souligner, on parle beaucoup, on définit la société actuelle mais il faut bien voir que la société actuelle nous crée des problèmes que nous n'avions pas hier et que nous n'aurions pas eu à résoudre sous d'autres temps. Je pense par exemple au problème essentiel dont ont parlé les uns et les autres.
La vraie question, c'est que l'apparence est quelquefois plus forte que la réalité. L'apparence est quelquefois plus forte que la réalité, hier, sur le propos du Premier Ministre, la réponse que j'ai apportée.
Pourquoi ai-je apporté cette réponse ?
Essentiellement parce que tous les médias se sont emparés d'un pareil discours, de la façon dont vous l'avez noté, il n'y a pas seulement le texte initial du Premier Ministre, il y a la façon dont tout le monde en a pris connaissance. Aux journées parlementaires, cela a été l'inverse.
Vous êtes suffisamment avisés pour prendre cela avec le sourire, avec une espèce de dialectique qui n'est pas la dialectique de ce qu'on dit, mais la dialectique sur la façon dont c'est répercuté aussi bien sur ce qui est décidé par le Parti, que ce qui est décidé par le gouvernement. Chacun comprend que c'est important.

Le président - Est-ce que tu permets que Pierre Guidoni te réponde ?

Pierre Mauroy - Après...
Notre projet : chacun comprend bien que notre projet est notre grande affaire. Nous avons à thésauriser ce qui n'est pas une simple parenthèse. Je suis bien d'accord avec Jean Poperen : les choix économiques effectués en 1982, 1983 et même aussi depuis l'Europe du grand marché...dont François Mitterrand et Jacques Delors ont été les artisans durant ces dernières années.
Je n'ai pas eu le sentiment que le rapport de Michel Charzat manquait d'ambition. Je n'y ai pas vu une théorie de l'impuissance, Que cette démarche soit difficile, complexe, c'est évident, nous avons à prendre en compte des

questions qui sont celles de toujours pour les Socialistes, mais à la lumière d'événements internationaux extraordinaires, nous avons à définir la place nouvelle du marché, nous avons à réfléchir à l'organisation nouvelle des forces sociales et si on veut, à une nouvelle dialectique de ces forces sociales.
Mais je dois dire que je participe pleinement et que je participais avant même que vous portiez votre jugement, à ce qui a été fait, à ce qui a été dit par Michel Rocard qui nous a présenté un document de qualité, un document qui n'est pas celui du Comité directeur. C'est le document de Michel Charzat de façon à pouvoir amorcer la discussion au Comité directeur. Chacun comprend bien qu'autour de ce document, nous avons donné un certain nombre d'acquiescements, pour que nous puissions démarrer la discussion dans les meilleures conditions.
C'est à cette tâche considérable que je vous invite, considérable par son ampleur, considérable aussi par ses conséquences. Nous sommes une génération de Socialistes qui a eu dans la décennie 70 la chance d'organiser autour de François Mitterrand le rassemblement des Socialistes. Nous sommes une génération de Socialistes qui a eu la chance de rencontrer le pouvoir et de l'exercer encore dans une réelle perspective de durée. Nous sommes une génération de Socialistes qui, à la fin de ce siècle, assiste à l'effondrement idéologique du Communisme.
Une triple chance. Comment ne nous conduirait-elle pas à mettre en œuvre avec ambition, et je dirai même enthousiasme, une tâche que tant d'autres auraient souhaité conduire à notre place, c'est bien évident.
Vous me permettrez de terminer en ayant un mot pour les enfants. Vous savez qu'il y a une charte sur les droits des enfants, que 70 chefs d'états, - un de nos collègues ici représente le gouvernement français - sont actuellement à New York. Le paradoxe, c'est que les Etats-Unis, je le déplore, ne ratifient pas cette charte, et vous savez pourquoi.
Enfin, je pense que le Comité directeur pourrait s'associer, que ceux qui ont des responsabilités dans le Parti sur les droits des enfants, de la famille, ceux-là devraient prendre quelques initiatives dans la semaine, pour qu'il apparaisse que le Parti Socialiste appuie cette charte des droits de l'enfant.
(Applaudissements)
Nous pourrions même participer à une certaine campagne de vulgarisation. Merci.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Guidoni.

Pierre Guidoni

Je ne veux pas prolonger le débat, mais je ne veux pas non plus qu'il y ait une ambiguïté entre nous. Nous reviendrions sur le problème des alliances, c'est bien clair, mais aucun d'entre nous ne pense que nous ne pourrions baser ces alliances qu'avec ceux qui se déclareraient d'accord avec notre projet, purement et simplement.

A ce moment-là, la solution la plus simple pour eux seraient d'adhérer au Parti Socialiste. Ce n'est pas le sujet.
Si notre projet a un sens, c'est pour servir de base au programme - qu'on l'appelle comme on voudra - en tout cas à nos propositions futures d'actions gouvernementales et, par conséquent, c'est sur ces propositions d'actions gouvernementales que nos alliés devront se prononcer.
Alliés, pourquoi ? Pour gouverner ensemble.
Gouverner ensemble, pourquoi ? Pour faire des choses. C'est bien là-dessus qu'il faudra se prononcer le jour venu.
Je crois n'avoir pas voulu dire autre chose, mais cela entraîne deux conséquences, et j'insiste très rapidement.
La première, c'est qu'il serait fâcheux qu'au cours de la discussion même de notre projet, certaines voix s'élèvent, ici ou là, pour dire que la problématique choisie par le Parti Socialiste, les thèmes que nous développons, la recherche qui est la nôtre, sont si archaïques et si ringards que, naturellement, ce n'est pas de ce côté-là qu'il faut regarder.
Ce serait regrettable et je crois que cela augurerait mal des alliances futures.
Et puis, la seconde, c'est que je crois qu'il serait mauvais que se développent dans l'opinion publique et les médias des idées fausses sur ce que peut être à l'avenir notre stratégie. Je vais être très clair. On pose souvent la question : est-ce que le Parti Socialiste pourra gagner tout seul les prochaines élections législatives ?
Moi, je crois qu'il est temps pour le Parti de poser la question : est-ce que Bernard Tapie, Lionel Stoléru, Pierre Berger, gagneront tout seuls les prochaines élections législatives ? C'est à cette question que le Parti Socialiste a le devoir de répondre.

Le président - Jean-Luc veut dire un mot, mais un mot seulement.

Jean-Luc Mélenchon

Un mot, oui. Je garde pour moi mes appréciations sur les rapports entre l'humour et la conviction, je continue à y croire. Je veux juste dire une chose à Pierre. Il n'y a rien dans ce que j'ai dit qui pouvait laisser entendre qu'il y ait la moindre feuille de papier à cigarettes entre ce que je pense, ce que j'écris, parce que j'ai écrit, et ce qu'est la position du Président de la République sur le vote. Juste une chose de plus que tu aurais pu noter, c'est qu'entre hier, où j'ai parlé du commandement ONU, et aujourd'hui, il s'est passé une chose, c'est que les Soviétiques en sont maintenant partisans. Cela méritait peut-être quelques développements.

Le président - Pierre, si tu veux conclure ?

Pierre Mauroy

Sur ce plan-là, nous sommes tous unanimes et c'est parfait. Simplement, en ce

Fondation Jean Jaurès

qui concerne Pierre Guidoni, bien sûr, sur ce thème-là, on va continuer à discuter, puisque nous aurons à adopter des textes, mais vous savez fort bien qu'avec le calendrier que je vous ai proposé, Etats généraux de la Gauche, discussions, mise en place du Comité en janvier, discussions officielles cette fois, Bureau exécutif, avec France Unie, avec l'ensemble des composantes, tout cela sera médiatisé très, très, très fort. Donc, il est parfaitement clair que ce que je viens de vous dire, à savoir ce qu'on leur demande, ce qui a été précisé en ce qui concerne la tactique, c'est-à-dire les candidats, ce qu'on ne leur demande pas en ce qui concerne le projet, mais ce qu'on leur demandera pour qu'il y ait quand même une majorité présidentielle, avec des objectifs, il doit être clair que c'est acté par notre Comité directeur et que nous nous engageons dans cette voie, étant entendu que pour le programme minimum exact, les orientations du programme, on a du temps, 93 ce n'est pas demain tout à fait.

Le président - Merci. Je m'excuse encore auprès de Cambadélis, Le Gall, Anne-Catherine Franck et Bellon, je leur promets qu'ils seront les premiers inscrits au prochain Comité directeur.

Marie-Noëlle Lienemann - Je n'ai jamais vu ne pas voter. La démocratie représentative est dépassée, mais je crois à la vertu d'un vote. Quand on doit acter une position, on l'écrit et on la vote. Moi, je n'approuve rien a priori tant qu'il n'y a pas eu un vote formel du Comité directeur.

Pierre Mauroy - Marie-Noëlle, vous êtes trop sympathique pour prendre l'habitude de ne rien dire au Comité directeur et d'attendre le dernier moment pour faire des interventions qui peuvent jeter le trouble, si on les prend à la lettre.
Ce Comité directeur, compte tenu de ce qui a été dit, faites-nous confiance, on sait quand on peut compter sur une quasi-unanimité ou une grande majorité, et si sur ce plan-là, j'avais le moindre doute, je ne m'embarquerais pas à convoquer les Etats généraux de la Gauche ou à prendre langue avec France Unie. Je ne le ferais pas si je ne me sentais pas appuyé par une majorité ou une unanimité du Comité directeur.
Dans ces conditions, ta remarque est superfétatoire.

Marie-Noëlle Lienemann - C'est fondamental à terme. Désolée.

Le président - Merci. La séance est levée.

Coll. Fondation Jean Jaurès